MEMOIRE
SUR
LA LIBERTÉ
DE
L'ETAT
DE
FLORENCE.

M DCC XXI.

MEMOIRE
SUR LA PLEINE LIBERTÉ ET INDEPENDANCE DE
L'ETAT DE FLORENCE

ON ne peut douter, que l' unique fondement, sur lequel est appuïé le projet de faire de toute la Toscane un Fief de l' Empire en la personne du Prince, qui devra succeder à la Famille regnante, ne soit cette supposition erronée, à laquelle les Puissances alliées se sont laissé surprendre, que l'Empereur & l'Empire peuvent avoir quelque droit sur tout cet Etat, comme on le déduit de l'énoncé de l'article V. des conditions de la paix entre sa Majesté Imperiale & sa Majesté Catholique, inserées dans le Traité de la Quadruple-alliance.

On a déja protesté de la part du Grand-Duc dans toutes les Cours interessées, contre les dispositions & les expressions de cet article, qui peuvent préjudicier, en quelque sorte que ce soit, à l'entiere & absoluë independance 2
de son Altesse Royale & de son Etat.

Presentement, on se croit indispensablement obligé de metre en évidence la fausseté de cette supposition, afin

que lespuissances contractantes albandonnent un dessein si contraire à la justice & à toutes les loix; persuadé qu'Elles n'y seroient jamais entrées, si Elles ne s'étoient livrées trop promptement à des préjugez, dont le Grand-Duc auroit pû les désabuser sur le champ, si Elles l'avoient consulté, comme l'équité paroissoit le demander, & comme on avoit lieu d'attendre.

La Cour de Toscane n'ignore pas, quels effets produit une legitime possession de plusieurs siecles en faveur du possesseur, sur tout en matiere d'Etat; & elle sçait, que le principal de ces effets, & le plus grand avantage de la possession consiste à exemter le possesseur de justifier son droit, & en même tems à mettre celui, qui voudroit le contester, dans la necessité de produire des raisons & des preuves de fait, qui pourroient le rendre douteux.

Mais le Grand-Duc est si assûré de ses droits, qu'il ne croit rien hasarder à passer par-dessus les formalitez ordinaires, & à traiter avec toute la bonne foi possible. Cette maniere d'agir a toûjurs été propre è son Altesse Royale, & elle paroit être la plus convenable à la nature de l'affaire presente, à la circonstance du tems, & à la dignité des Puissances, qu'on a principalement en vûë d'instruire.

Il est necessaire de sçavoir, que la Republique de Florence a joüi dès son origine d'une entiere indépendance de l'Empire, & qu'elle s'est toujours gouvernée par ses propres loix & par ses Magistrats appellez d'abord *Consuls*, puis *Anciens*, & enfin *Prieurs*, qui tenoient toute leur autorité du peuple, qui les avoit élus, sans être confirmez par aucune autre Puissance.

Cette Republique n'a pas été moins exposée aux en-
3 treprises des Empereurs, que toutes les autres, qui ont été forcées de se soumettre à eux, ou de se mettre sous

la

la dépendance d'autres Princes : (a) mais ou la valeur & la prudence de ses citoyens, ou son bonheur la délivrerent toûjours de l'esclavage, dont elle étoit menacée. Elle sçut courageusement repousser par la force des armes, des Vicaires de l'Empire, & éloigner adroitement des Empereurs, qui vouloient opprimer sa liberté ; & elle l'assura si bien, que lors même que les guerres civiles demanderent une reforme dans l'Etat, on eut recours au saint Siege pour retablir la paix entre les habitans, & pour leur donner de noveaux Reglemens, sans que l'Empire y prît aucune part.

Les faits, qui prouvent la verité de ce qu'on dit ici, sont si connus dans l'Histoire, qu'il paroît inutile d'entrer dans aucun détail. Ceux qui en sont moins instruits, peuvent recourir aux sources qu'on indique ; ils n'y verront rien qui n'établisse nettement ce qu'on assure. La même verité est reconnuë par divers Jurisconsultes, qui ayant rendu compte simplement & sans interêt d'une chose, dont ils étoient témoins, ne peuvent être suspects. On ne croit pas qu'on se défende de croire Paul de Castro (a) lorsqu'il parle de cette liberté comme d'une chose connuë de son

 tems

(a) RICORDANO MALESPINI, *anc. hist. de Flor. c.* 68. 79 *&* 213. VILLANI, *Istor. lib.* 7 *c* 82. NAUCLER. *tom* 2. *Chron. generat.* 43. BIOND. *Decad.* 7. S. ANTONIN, *Hist. Part.* 3. *tit.* 20. *c.* 4. §. 4. *c.* 6. §. 1. *c.* 7. §. 2. M. BORGHINI, dans son Traité : *Se Firenze ricomprò la libertà da Ridolfo.*

(b) PAUL DE CASTRO, Conf. 118. col. 2. lib. 5. *Populus Florentinus, qui non recognoscit superiorem, Principis locum obtinet.* Le même, Conf. 171. lib. 1. n. 1. *Sic etiam Florentini si nollent servare leges imperiales, possent hoc de facto facere, sicut de facto non obediunt.* Et plus bas : *Nam Galli & Florentini non obediunt Imperio, &c.*

polla, qui assure que *les villes, qui ne reconnoissent point de Superieur, comme Venise & Florence, peuvent se faire la guerre l'une à l'autre pour reprendre ce, qui leur a été enlevé, parce qu'elles n'ont point de Juges entr'elles.* Felin Sandée, qui reconnoît que *Florence peut dans son territoire, tout ce, que l'Empereur peut dans son Empire.* Et enfin Philippe Decius, qui déclare, que *l'Empereur n'exerce aucune jurisdiction à Florence, ni dans le territoire des Florentins, & qu'il n'y a de jurisdiction ni contentieuse, ni volontaire ; de sorte qu'on n'y doit pas avoir égard à la legitimation d'un bâtard, faite par l'Empereur.* Rien sans doute n'est plus précis, que le témoignage de ces Auteurs, & rien aussi n'est moins sujet à contestation. Tous les Jurisconsultes, qui ont vécu avant l'établissement de la Principauté, ont parlé de même, & ils ne l'ont fait, que parce que personne ne doutoit d'une liberté, qui dans le cours de 5
plusieurs siécles n'avoit reçû aucune atteinte. On peut voir, s'il'on veut, leurs citations à la suite de ce Memoire, n°. 1.

Les Ministres de la Cour de Vienne doivent être convaincus plus que qui que ce soit de cette ancienne liberté de Florence ; puisqu'ils n'ont pas encore oublié, combien de recherches on a fait dés le temps du Chancelier Sailern, & principalement vers les années 1708, & 1715. dans les Archives & les Chanceleries de Vienne, de l'Empire, du Duché de Milan, & par tout ailleurs où l'on a cru pouvoir déterrer quelques monumens capables, au moins de faire naître des doutes là-dessus ; & qu'ils sçavent, que toutes les diligences, qu'on fit, se trouverent inutiles.

La possession d'une si précieuse prérogative donnée de Dieu à la Republique de Florence, bien loin d'avoir été lesée par l'etablissement de la Principauté dans la Famille regnante, a été affermie plus que jamais dans ce tems là même.

Quelques Auteurs, qui sont des moins estimez dans leur propre païs, joignant à l'ignorance des circonstan-

ces

ces de cet établissement, un entêtement que rien ne peut excuser à établir par toute sorte de voïes des maximes agreables à l'Empire, ont fait grand bruit de la part qu'y prit Charles V, comme s'il n'avoit interposé sa mediation qu'en vertu d'un devoir attaché à sa dignité de veiller à la paix de toute l'Europe. Mais il suffit de lire les Actes, & les meilleurs Historiens de ce tems là, (a) pour se convaincre, que cet Empereur ne parut, comme en effet il ne pouvoit paroître dans l'établissement de la Principauté, & dans la nouvelle forme de Gouvernement donné à la Republique, premierement, que comme *Allié* du Pape; puis comme *Mediateur* entre la Maison de Medicis, & la Republique; & enfin comme *Arbitre* choisi par les mêmes parties.

6 Il parut comme Allié de Clement VII. lorsqu'en consequence du Traité conclu avec luy à Barcelone, (b) où il s'engagea à l'aider à rétablir la Maison de Medicis à Florence, & à lui faire rendre l'autorité, qu'elle avoit perduë dans les troubles de la Republique, il envoya des troupes auxiliaires au Pape pour faire le siége de Florence.

La preuve, qu'il n'eut alors que cette qualité, est l'article même du Traité, qui concerne le rétablissement de la Maison de Medicis: car l'Empereur, bien loin d'y parler de l'Etat de Florence, comme d'un Etat, qu'il eût dessein de soûmettre à l'Empire, ne s'engage qu'à prêter ses troupes au Pape pour forcer les Florentins de recevoir

(a) GUICHARDIN *liv.* 19. 20. ADRIANI *liv.* 1. & 2. PLATINA *in Vita Clem. VII.* PAUL PARUTA, *l.* 6. NARDI *Istor. Fiorent. l.* 8. *Du* BELLAY, *de Reb. Gall. l.* 3.

(b) *Le* 29. *Juin* 1529.

voir la Maison de Medicis, & de lui rendre l'autorité, qu'elle avoit perduë.

On produit cet article après le Memoire n. 2. & il est d'autant plus necessarie de le faire, qu'aucun Allemand n'en aïant fait mention, il semble qu'ils aïent tous affecté de ne le pas connoître. Rien en effet n'étoit plus contraire à leurs intentions. L'Empereur ne se déclarant ennemi des Florentins, pour ainsi dire, qu'en second, s'étoit par-là même privé du droit d'acquerir quelque superiorité sur Florence; puisque les troupes auxiliaires ne font point de conquêtes pour leur Prince, mais pour celui au nom de qui se fait l'entreprise. D'ailleurs l'engagement, qu'il y prenoit de *rétablir entierement la Maison de Medicis*, ne lui laissoit plus le pouvoir de retenir, en leur rendant leur premiere autorité, une Jurisdiction dont ils avoient été exempts jusqu'alors. Enfin le Traité attribuant au Pape seul la faculté de disposer du Gouvernement de Florence, il est clair, que Charles V. ne pouvoit toucher au point le plus important, c'est à dire à l'indépendance de l'Etat.

Le même Empereur parut comme Mediateur, lors 7
qu'après un long siege, les articles préliminares du Traité de Paix furent reglez avec l'intervention de Dom Fernand de Gonzague, Géneral des Armées Imperiales entre les Commissaires de la Republique de Florence, & Barthelemy Vallori, Commissaire Géneral du Pape, & son Procureur special pour traiter de la reconciliation de la Maison de Medicis avec les Florentins, en se conformant au Traité de Barcelone, ainsi que le Pape le dit expressement dans ses Pleins-pouvoirs.(a) On voit clairement

---

(a) *Ad nostro* (du Pape) *ac nepotum nostrorum, totiusque no-*

rement cette qualité de Mediateur dans la disposition du premier des articles préliminaires, par lequel il fut statué, que pour établir une bonne paix, & regler le Gouvernement, on donneroit à l'Empereur le pouvoir d'y donner une forme convenable dans l'espace de quatre mois, avec cette condition expresse, que la liberté de la Republique n'en seroit nullement lesée. *Inprimis, che la forma del Governo abbia da ordinarsi e stabilirsi dalla Maestà Cesarea, fra quattro mesi prossimi auvenire, intendendosi sempre, che sia conservata la libertà.* Car cette condition, qui en limitant le pouvoir de l'Empereur, montroit qu'il n'étoit pas attaché à sa dignité Imperiale, ne laisse voir en lui dans cette occasion d'autre qualité, que celle qu'on lui donne; & c'est aussi une preuve invincible de la liberté non interrompuë de Florence, puisque traitant avec Charles V. elle l'engagea à faire l'office de Mediateur, qui n'auroit pû lui convenir, s'il avoit eu quelque Jurisdiction; & qu'elle ne lui donna cette faculté, qu'avec une restriction, qui assuroit pleinement sa liberté, c'est à dire son indépendance absoluë, l'un ne pouvant se concevoir sans l'autre, ainsi que l'ob-
8 serve Grotius: (b) *Libertas sine summo imperio intelligi nequit.*

Cette

stra familia de Medicis, ejusque adhærentium omnium, pro quibus promittimus de rato, nomine, cum dicta Republica, & iis, qui eam nunc regunt tractandum &c. componendum, concordandum, &c. ac demum quæcunque ad concordiam & reconciliationem dictæ Reipublicæ & illius civium nobiscum; & cum nepotibus, familia, & adhærentibus nostris spectantia, præsertim ut ea conficiantur, quæ in proximis conventionibus nuper Barchinonæ cum Cesarea Majestate factis continentur, ita agendum, &c.

(b) *Lib.* 1. *c.* 3. §. 21. *n.* 3.

Cette même qualité devient encore plus sensible, parce qu'on apprend de Varchi, (a) Historien contemporain, & l'un des plus estimez de tous ceux, qui ont écrit de Florence, que les Florentins eurent la liberté de choisir le Pape ou l'Empereur pour regler le Gouvernement ; & qu'ils prefererent l'Empereur, quoique dans l'article IV. du Traité de Barcelone il parût, que ce Prince étoit convenu, que ce seroit le Pape, qui le regleroit. (b)

Enfin Charles V. parut en qualité d' arbitre, lors'qu en consequence de l'article de la capitulation, qu'on vient de produire, il prononça sur la forme du Gouvernement ; & que l'Acte, par lequel il prononçoit, que quelques Allemans par une erreur grossiere ont appellé investiture, & qui n'est qu'une Sentence arbitrale, fut publié à Florence. Cet acte, qui fut accepté solemnellement par les Magistrats, aprés qu'ils eurent remercié l'Empereur d' avoir conservé leur liberté, (c) fut celui, qui consomma l'affaire de l'etablissement de la Principauté dans la Famille regnante, la quelle aussi-tôt aprés l'accord, & quelques mois avant la Sentence de Charles V, en étoit en possession (d) par le Reglement des treize Reformateurs de l'Etat, commis à cet effet par le peuple, qui reçût Alexandre avec de grandes acclamations.

Il est à propos d' observer ici, que si l'Empereur avoit

 voulu

(a) *Lib.* 12. § Ora Malatesta. *lib.* 13. §. Giunto Malatesta.

(b) Varchi, *lib.* 13. §. Che ringraziava.

(c) Guichardin. *liv.* 20. Varchi *lib.* 13. §. I tredeci Riformatori. *On conserve l' Acte dans les Archives de Florence*

(d) *Quam cum sua majestas summopere cupiat tranquillam ac pacatam reddere, eodemque animo esse videat suam Sanctitatem, facilius id confici posse existimat, Reipublica Florentina statu ad arbitrium sua Sanctitatis constituto.*

voulu acquerir, ou se fût cru obligé de recouvrer des droits sur le domaine de Florence, il étoit tems de le faire alors, soit en se faisant prêter le serment de fidelité par le nouveau Prince & par les Florentins, soit en exigeant de lui, qu'il lui rendit hommage, ou qu'il prît une investiture, soit enfin en déclarant que le reglement, qu'il donnoitétoit, un pur effet de la Jurisdiction Imperiale sur ce Domaine. Au lieu de tout cela, il donne pour raison, qui l'a engagé à faire le reglement, *sa sollicitude toute particuliere pour la paix & la liberté de l'Italie & des Republiques ;* et il declare, l'avoir fait *en vertu du pouvoir, qui lui a été donné par convention entre les Parties interessées.* Il auroit été difficile d'exclure plus précisément toute superiorité de la part de l'Empereur, & toute sujetion de la part de la Republique. Or on ne dira pourtant pas, que cet Empereur ait manqué de forces ou de zele pour faire une pareille acquisition s'il s'y étoit crû autorisé, ou pour reprendre ce, qu'il auroit regardé comme détaché de l'Empire, & l'on sçait, que les Florentins étoient hors d'état de s'y opposer.

C'est la reflexion, que Gaspar Klock,(a) Auteur de grande

(a) GASPAR KLOCK, de Contrib. cap. 5. n. 30. *Attamen, quia expressim traditur, Fliscum ut jura Imperii recuperaret missum, exigendo fidelitatis & obedientiæ juramentum Romano Imperio, idque civitates Tusciæ constanter negasse, inde libertatem omnimodam divenditam conjicitur ; idque eo magis, quod actus subsequuti id etiam evincant, cum statim Reipublicæ forma tunc constituta fuerit, & in Principatum perpetuum conversus, Mediceæque familiæ assignatus, quæ nunquam agnovit Romanum Imperium, quod utique fieri debuisset, si superioritas Rudolpho I. fuisset reservata, facileque Carolus V. Imperator, qui Florentinos debellavit, & ob ingratitudinem & molitionem adversus Imperium coërcuit, non refragante contractu per ejus antecessorem inito, potuisset Imperio subjicere.*

de reputation en Allemagne, fait pour appuyer son sentiment touchant la liberté de Florence; car aprés avoir dit, qu'avant l'établissement de la Principauté de la Maison de Medicis, *les villes de Toscane avoient refusé constamment de prêter serment de fidelité à l'Empire, malgré toutes les instances, que Fieschi Commissaire de l'Empereur leur en avoit fait*, & *que la Maison de Medicis depuis l'erection de la Principauté n'avoit jamais reconnu l'Empereur pour son Souverain*; il conclut pour cette liberté, parce que si l'Empire avoit eu quelque superiorité sur Florence, *Charles V. qui vainquit les Florentins, & qui les châtia de leur ingratitude & de leurs entreprises contre* 10 *l'Empire, auroit pû aisément les y soumettre.*

Si les titres d'Allié, de Mediateur & d'Arbitre dans les troubles d'une Republique, donnoient quelque superiorité, ou quelque Jurisdiction de plus que celle, qui est accordée pour un tems par les Parties interessées; le Saint Siége auroit autant de raison, que l'Empire, de s'attribuer une superiorité perpetuelle sur Florence, puis qu'en des occasions pareilles à celles, dont on vient de parler, les Papes Benoît XI. & Clement IV. (a) rendirent la paix à cette Republique par leur entremise, & que par la création de nouveaux Magistrats ils donnerent une meilleure forme à son Gouvernement.

On ne doit pas oublier, qu'aprés la mort de Clement VII. le Duc Alexandre étant à Naples, où les Bannis faisoient de grandes plaintes de lui, & par consequent ayant plus de besoin que jamais de la protection de Charles V, les Ministres de cet Empereur pour se prévaloir de cette conjoncture, luy insinuerent adroitement, que le plus sûr moyen d'obtenir ce qu'il demandoit, seroit de se reconnoître feudataire de l'Empire sous d'honnêtes conditions; mais ce Prince rejetta cette proposition; & craignant, que son refus n'engageât à accorder aux bannis ce, qu'ils demandoient,

 il s'

(a) Platina, *in Vita Clem. IV.*

il s'évada pour aller à Florence, afin de se mettre en état de se défendre. (a)

L'élection de Cosme I, qui succeda au Duc Alexandre, fournit une nouvelle preuve de la liberté de Florence. Alexandre étant mort, le Senat, en qui residoit alors toute l'autorité de la Republique, & qui subsiste encore aujourd'huy, s'assembla pour déliberer sur le Gouvernement, le confia d'abord au Cardinal Cibo, & aprés plusieurs débats élut enfin Cosme pour successeur d'Alexandre, se servant en cette occasion de sa liberté pour exclure Julien de Medicis, qui en vertu de la Sentence arbitrale de Charles V. paroissoit devoir succeder au Duc, comme son plus proche parent, parce qu'on ne comptoit pas
11 Laurent son frere aîné, qui par le meurtre, commis en la personne de ce Prince, avoit perdu tous ses droits. Et l'on ne voit pas, que l'Empereur, ni son Ambassadeur (b) à Florence, ayent fait aucune plainte de cette préference de Cosme, ny des autres mesures, que la Republique prit sans sa participation.

La liberté de cette élection, attestée par tous les Historiens contemporains, (c) ne peut pas même être ignorée de ceux, qui s'interesseroient le plus à la contester. Un trés-grand nombre d'étrangers de toutes nations, ont pû voir dans la principale place de Florence la statuë equestre de Cosme, & sur le pied d'estal la representation de son élection, avec cette inscription remarquable : PLENIS LIBERISQUE SENATORUM VOTIS REIPUBLICAE FLORENTINAE DUX RENUNTIATUR.

Aprés

(a) VARCHI, *l.* 15. § Questo accettare &c.
(b) BERNARD DE RIETI.
(c) VARCHI *liv.* 16. ADRIANI, *l.* 1. AMMIRATO, *liv.* 31. &c.

Aprés le détail de ces faits, il n'est pas étonnant, que les meilleurs Jurisconsultes Italiens ou Allemans, ceux qui sont nez sous la domination de la Maison d' Autriche, comme les autres jusqu'à ces derniers temps, se soient accordez à écrire, que les Grands Ducs de Toscane sont Maîtres absolus & Souverains dans l'Etat de Florence. Artur Duck (a) en assurant, qu'ils *sont des Princes superieurs, à qui tous les droits de la Majesté appartiennent*: Myler, en declarant, *qu'ils ne different pas des Rois de France & d' Espagne quant à la puissance*, *dont ils joüissent* dans l'ancien Etat de la Republique, ne disent rien, qui ne soit attesté par une infinité d' autres, dont on donne 12
les autoritez après ce Memoire n. 3.

La celebre Bulle du Pape Pie V, par laquelle il donne le titre de Grand Duc à Cosme I, pourroit seule suffire pour eux tous. Car aprés avoir loüé le zele de ce Prince pour la défense du Saint Siege, il rend un témoignage solemnel de l'indépendance du Domaine de Florence, & la pose pour fondement de sa concession:

Quod

(a) ARTUR Duck, de auth. Jur. Civ. Rom. lib. 2. c. 3. n. 7. *De potestate vero Florentinorum, & Magni Ducis omnes consentiunt: Florentinos scil. dum Reipublicæ jure usi sunt, neminem superiorem recognovisse, leges condidisse, omniaque jura regalia superiorum Principum juste exercuisse, jurisconsulti illorum sæculorum asserunt, &c. Paremque potestatem jam Magnos Hetruriæ Duces habere, esse superiores Principes, iisdemque omnia Majestatis jura competere, Jurisconsulti hujus sæculi testantur.* NIC. MYLER. Add. ad Romel. in Bull. aur. Caroli IV. part. 3. disp. 2. n. 4. *Formale autem Majestatis in eo præcipue consistit, ut summa sit, & universim imperet. Nihil enim differt Magnus Dux Etruriæ a Galliarum & Hispaniarum Rege absolutissimo, respectu summæ potestatis, nisi ratione minoris ambitus, &c.*

Quod Cosmus Medicis absoluta potestate ratione liberi & directi dominii Florentini nemini sit subjectus. Le même Pape s'en expliqua encore plus ouvertement avec les Ministres de l'Empereur, qui se plaignoient de cette démarche; car en la justifiant, il leur répondit, ainsi qu' Adriani l'a écrit; (a) Que la ville de Florence avoit toûjours maintenu sa liberté; que ce qu'on avoit fait d'elle, avoit été fait par ses propres Citoyens, qui en avoient le pouvoir, comme libres de disposer d'eux & de leur Ville, & que dans la Guerre de 1530. Charles V n'avoit fait autre chose, que d'aider un des Partis, sçavoir de ceux, qui étoient hors de leur Patrie, & que par là il n'avoit acquis aucune superiorité sur Florence.„

Tout le monde est assez persuadé de la sainteté de ce Pape pour s'assurer, que ce ne fut ny l'ambition, ny la partialité, ny le desir d'acquerir des droits & d'en dépoüiller les autres, ny aucun autre motif humain, qui lui firent prendre une pareille resolution; & que ce fut le seul amour de la verité, qui l'engagea non seulement à
13 rendre cette justice au Grand Duc, mais encore à se mettre en état de la soûtenir avec le pouvoir, qu'il tenoit de Dieu

(a) ADRIANI liv. 21. *Che ben sapeva l' Imperio non havere autorità alcuna sopra la città di Firenze, nè da Carlo Quinto, nè da altro Imperadore, nè mai essere stata fatta investitura, o al Duca Alessandro de' Medici, o ad altro, come dicevano i Ferraresi* (le Duc de Ferrare disputoit alors le rang au Grand-Duc) *anzi haveva sempre mantenuta la sua libertà, e quel che di lei si era fatto, essersi fatto da i Cittadini, che ne havevano il potere, come liberi di loro stessi, e arbitri della loro città, e che Carlo Quinto nella guerra di Firenze nel 1530. non haveva fatto altro, che ajutare una parte, e coloro che ne eran fuori, nè percio haveva acquistato sopra lei autorità alcuna.*

Dieu contre les plus fortes oppositions de l'Empereur Maximilien. (a)

Après cela, si l'on veut établir la pensée, qu'on a tâché d'insinuer dans le public, que l'Empire pourroit avoir quelque droit de disposer de la succession de Florence, il faut chercher autre chose, que des subtilitez, des expressions vagues ou équivoques, ou des clauses presque toûjours arbitraires dans les Diplomes. C'est une maxime constante dans le Droit, que de pareilles choses ne peuvent être employées en preuve contre des faits manifestement contraires à ce qu'elles presentent ; (b) & il suffit encore moins d'aussurer, qu'un Etat est subordonné, pour qu'on doive le croire tel. Il faut produire des Investitures, des sermens de fidelité, des hommages rendus, d'autres actes semblables, qui prouvent indubitablement la sujetion ; & ils sont necessaires sur tout, quand il s'agit d'un Etat, qui depuis plusieurs siécles est en possession de sa liberté, parce que sans autre discussion de titres, elle est suffisamment assûrée par la possession seule, d' où vient, qu'Artur Duck, (c) ainsi que

C d'autres

(a) JEROME CATENA *Vie de Pie V.* GABUTIO *de vita & reb. gest. Pii V. l.* 3. *c.* 16. *lib.* 4. *c.* 8. Vie du Cardinal Commendon, l. 3. *ch.* 8.

(b) KNIPSCHILD, *de Jur. Civ. Imper. lib.* 1. *c.* 12. *n.* 84. *& seq.* CASTRENSIS, *Cons.* 313. *n.* 3. *vol.* 1. KLOCK, *de Contrib. cap.* 20. *n.* 64. *& seq.*

(c) ARTUR DUCK, de auth. Jur. Civ. Rom. lib. 2. cap. 1. §. 4 *Europæ nationum Principes ex imbecillitate & declinatione Romani Imperii opportunum tempus asserendæ suæ libertatis nacti, regna sua propria constituerunt, nullius superioris (post Deum solum) potestati obnoxia, eademque tot seculis ab Imperatorum dominatione libera possederunt, ut si omnes alii tituli deessent, hac solâ tanti temporis præscriptione se adversus Romanum Imperatorem tueri possint.* Besolde dit les mêmes choses, *de Appellat. cap.* 2. *§.* 8. *& de Jurisdict. Imp. quæst.* 6. *cap.* 2. *n.* 8.

d'autres Jurisconsultes, assûre que *les Princes, qui profitant de la foiblesse & de la décadence de l'Empire Romain pour se remettre en liberté, ayant fondé des Royaumes indépendans de toute Puissance, & qui depuis tant de siécles les possedent exempts de subordination à l'Empire, quand ils n'auroient pas d'autres titres, peuvent se defendre contre l'Empereur par la seule prescription d'un tems si long.*

14 On pourroit ajoûter beaucoup d'autres remarques pour détruire toute sorte de préjugez desavantageux; mais on croit avoir prouvé suffisamment, qu'avant l'établissement de la Principauté la Republique de Florence a été maîtresse absoluë dans son domaine, sans aucune subordination à l'Empire; & que depuis cet établissement tous ses Princes ont joüi de la même indépendance jusqu'à ce tems. De sorte qu'il est également certain, & que la mediation de Charles V. ne pouvoit justement alterer la liberté de cet état, & qu'en effet elle ne l'a pas alterée. C'est une verité, que les Puissances contractantes paroissent avoir reconnuë dans l'endroit même, où elles se proposoient de détruire l'indépendance de Florence. Car en reglant, comme elles ont fait, que son domaine *ne commencera à être reconnu comme fief dépendant de l'Empire, qu'à l'avenir sauf dans toute son étenduë la possession des presens Princes,* elles laissent entendre, qu'elles sçavent bien, que ce Domaine a été par le passé, & presentement encore est tenu par les Grands Ducs dans une souveraineté absoluë.

Cela étant, qu'y-a-il de plus injuste, & quel plus affreux tort peut-on faire à cet état, que celuy qu'on projette en changeant sa condition de libre en Feodal, sous la vain pretexte d'un droit, qui ne fut jamais de disposer de sa succession? Il est trés important de remarquer la difference de la conduite, que tient Charles V. d'avec celle,

que

que tiennent les Puissances contractantes à l'égard de l'Etat de Florence. Il s'agissoit alors de changer non seulement la forme, mais jusqu'au genre du Gouvernement; & l'Empereur, qui y intervint, Prince trés puissant & victorieux, dont l'Armée campée devant la Ville capitale l'avoit forcée aprés un an de siége, à rechercher la paix, se crût obligé à laisser subsister son indépendance, sans y faire aucune breche. Presentement, que le changement, qu'on a en vûë, est bien moins considerable, & qu'il ne s'agit simplement, que d'établir un 15
successeur à la Famille regnante, pour continuer de joüir de la Souveraineté de la Toscane comme ses Prédecesseurs, on veut sans aucun sujet, sans que rien y engage, opprimer la liberté du Pays, pour créer un nouveau droit à l'Empire, & y ajoûter de nouvelles dépendances.

APRES des preuves si convaincantes, il y a sujet de s'étonner, qu'il y ait eu des écrivains assez entêtez pour s'imaginer, qu'ils pourroient acquerir de nouveaux droits à l'Empire, & détruire la liberté de Florence par des raisonnemens, que les faits exposez jusqu'icy renversent entierement.

On ne se plaindra pourtant pas de ces écrivains : on doit au contraire leur sçavoir bon gré de la peine, qu'ils ont prise ; car il est bon, que tout homme de bon sens connoisse les étranges raisonnemens, les fausses interpretations, les consequences mal tirées, que certains esprits prévenus n'ont imaginé, que pour faire du moins naître quelques doutes sur cette liberté. Voicy les objections de ces Auteurs.

Ils disent d'abord, que ce que divers historiens ont écrit de la vente, faite par l'Empereur Rodolphe de la liberté

à la Republique de Florence ; n'eſt pas vray ; & que quand il le ſeroit, on ne pourroit en faire uſage, parce que la ſuperiorité de l'Empire eſt inalienable, & n'eſt pas ſujette à la preſcription.

Conringius allegue contre la liberté de Florence l'autorité de Bodin, & de Paul Jove.

"De Bodin dans l'endroit, où il dit, (a) que les Floren-"tins envoyerent des Ambaſſadeurs à Maximilien, pour luy "faire leurs ſoumiſſions, & recevoir ſes ordres : & que
16 "cet Empereur, ayant reçû d'eux quarante mille écus d'or, "confirma les privileges, qu'ils avoient obtenus de Rodol-"phe, c'eſt-à-dire, qu'il leur permit de gouverner par "precaire l'Etat de la Republique.

De Paul Jove (b) dans le lieu, où rendant compte des conventions du traité de Barcelonne, il aſſure qu'aux "autres conditions, on ajûta celle-cy, que les Florentins, "ayant pris les armes contre l'Empereur par trop de con-"fiance à une victoire incertaine des François, & par cet "attentat étant devenus criminels de leſe Majeſté, en ſe-"roient ſeverement punis par la perte de leur liberté, & "des immunitez, qui leur avoient été accordées par les "Empereurs precedens.

Paſ-

(a) Bodin. de Repub. lib. 1. c. 9. *Florentinos legatos ad Cæſarem Maximilianum miſiſſe, ut obſequium præſtarent, & imperata facerent. Ille acceptis aureorum quadraginta millibus, beneficia a Rudolfo indulta confirmavit, ut ſecundum ſua Reipublicæ ſtatum gubernare ac regere ſibi precariò liceret.*

(b) Paul Jove, lib. 27. hiſtor. *Adjectum eſt, ut poſtquam Florentini adverſus Cæſarem, confiſi incertæ Gallorum victoriæ, arma tuliſſent, majeſtatis rei facti, libertate, & antiquis ſuperiorum Cæſarum conceſſis immunitatibus ſevere privarentur.*

Paſſant enſuite à ſubtiliſer vainement ſur quelques mots & ſur les expreſſions de la Sentence arbitrale, on prétend induire la ſubordination du domaine de Florence à l'Empire.

Premierement, du rétabliſſement des Priviléges & immunitez, que l'Empereur y accorde à la Republique.

Secondement, de ces paroles du même Acte: *Utque in noſtra, & Romani Imperii fide ac devotione perpetuo maneat.*

Troiſiémement; de la peine, dont la Republique y eſt menacée par l'Empereur, ſi elle vient à violer la forme du Gouvernement, qu'il lui a donné.

On prétend encore prouver la ſubordination, parce que Charles V. approuva l'Election de Coſme I, & que dans l'acte fait à cette fin, il parut parler de lui comme d'un Prince, qui dépendoit de l'Empereur & de l'Empire, en l'appellant *Magnificum noſtrum, & Imperii ſacri fidelem Coſmum de Medicis.* 17

Enfin Conringius produit avec faſte, comme un témoignage d'un grand poids, celui de M. de Thou, qui liv. 54. de ſes hiſtoires, aſſure que Coſme I. fut cité, & comparut comme feudataire de l'Empire dans la diſpute, qui s'éleva entre lui & le Duc de Ferrare ſur le rang, & liv. 60. ſuppoſe, qu'en la même qualité le Grand Duc François obtint le titre de Grand Duc de l'Empereur Maximilien.

Perſonne n'accordera de meilleure grace, que les Florentins, ce qu'on leur objecte, qu'il eſt faux, que Rodolphe leur ait vendu leur liberté; & ils ſont trés-perſuadez, que cette vente n'eſt qu'un ſonge, où une imagination de quelque hiſtorien mal informé, qui n'a pas manqué de gens, qui le ſuiviſſent.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire le traité, que M. Borghini a publié sur cet endroit de l'Histoire. Il prouve invinciblement, qu'avant la prétenduë vente, Florence étant en possession d'une parfaite liberté, n'avoit pas besoin de l'acquerir à prix d'argent; & que devant le tems, où on place cette vente, comme après, elle a resisté avec autant de succès que de vigueur aux Empereurs, & à leurs Vicaires en Italie, toutes les fois, qu'ils ont voulu exiger d'elle quelque acte de subordination. On peut voir ce Traité, où il n'y a rien qui ne soit appuyé de l'autorité des historiens citez cy-dessus.

Si la vente, dont il s'agit, n'est pas vraye, comme on en convient, la discussion de ce, qu'on objecte contre sa validité, devient inutile. Mais soit qu'on la reconnoisse, ou qu'on la regarde comme fausse, la Republique de Florence est depuis tant de siécles en possession de sa liberté, qu'indépendamment de son titre elle l'a prescrite sur l'Empire. On pourroit citer icy un nombre infini
18 d'Auteurs, qui ont écrit de la prescription; mais quel en seroit le fruit? Il suffit de rappeller le souvenir de ce, qu'on a copié cy-dessus d'Artur Duck, & d'y joindre Grotius & Lampadius, qui de même que Duck parlent nommément de la prescription sur l'Empire; leur autorité suffira pour tous les autres, qu'on se contente d'indiquer. (a)

Voi-

(a) ALBERIC. GENTIL. *de jur. bell. lib.* 1. *cap.* 22. BESOLD *de Appellat. cap.* 2. §. 8. *&* 15. OCKEL *de Præscript. c.* 2. *thes.* 54. 55. KLOCK *de Contrib. c.* 3. *n.* 25. *& seqq. cap.* 5. *n.* 17. En particulier du Domaine de Florence, MARTH. *de jurisdict. part.* 1. *cap.* 33. n. 106. GABRIEL *lib.* 5. *Comm. Concl.* 3. *num.* 15.

Voicy les paroles de Grotius : (a) *L'Empereur Romain n'a pas droit presentement sur tout ce qui appartint autrefois au peuple Romain Plusieurs Pays acquis par la guerre, ont été perdus par la guerre : d'autres par des traitez, quelques-uns étant abandonnez, sont tombez sous d'autres dominations. Il y a des villes, qui étoient autrefois entierement soumises, & qui presentement ne le sont qu'en partie, ou qui ne sont qu'alliées par un traité inégal. Car toutes ces manieres, dont les Etats changent de condition, ne doivent pas moins valoir contre l'Empereur, que contre les autres.*

Lampadius s'exprime avec encore plus de force, que Grotius. (b) *Comment nierons-nous*, dit cet Auteur, *que les Romains ont été depossedez de l'Empire par les mêmes voyes, par lesquelles ils l'avoient acquis ? Si donc nous voulons être équitables, & ne nous point flater, ne nous irritons pas de voir, que le même droit, par lequel nous avons acquis diverses* Pro-

(a) GROTIUS, de Jure belli & pac. lib. 2. cap. 22. §. 13. n. 2. *Non in omnia, quæ olim fuere Populi Romani, Imperator Romanus jus nunc habet. Multa enim ut bello quæsita, ita bello amissa sunt : alia pactionibus, alia derelictione in aliarum gentium, aut regum jus transierunt. Quædam etiam civitates olim plane subditæ, postea tantum ex parte subditæ, aut tantum inæqualiter fœderatæ esse coeperunt. Nam omnes hi modi aut amittendi, aut mutandi juris, non minus adversus Imperatorem, quam adversus alios valent.*

(b) LAMPADIUS de Repub. Romano-Germ. cap. 21. n 22. & 23. *Excidisse Romanos Imperio iisdem artibus, quibus id acquisierant, quo jure negabimus? Non igitur si æqui esse volumus, neque nobis ipsis blandiri, eodem jure & acquisitas & amissas provincias tantopere indignemur. Si justa est causa bellandi, bello occupata victori cedere juris gentium ratio docuit, & civilia jura comprobarunt ; si injusta, nihilominus temporis tractu convalescere Imperia oportet.*

Provinces, nous les a fait perdre. Si la guerre est juste, le droit des gens laisse au vainqueur les pays, qu'il a conquis; si elle est injuste, les Etats s'affermissent neanmoins par le temps.

19 Rien en effet n'est plus naturel, & plus necessaire à la societé civile; car quelle assurance pourroit-on jamais avoir de voir une fin aux hostilitez, si les prétentions de l'Empire n'étoient bornées par aucun espace de tems. Il falloit, ainsi que le remarque le Commentateur de Grotius, (a) trouver un expedient pour faire cesser mille sujets de guerre entre les Princes, & cet expedient n'étoit autre, que la prescription, à laquelle on ne pourra jamais opposer rien de solide.

Pour ce qui regarde le témoignage de Bodin, & la députation, que selon lui les Florentins firent à Maximilien pour lui faire leurs soumissions, on peut dire avec confiance, que rien n'est plus faux.

Camille Gilin, (b) qui a publié une relation de l'expedi-

(a) GUIL. VAND, *ad Grotium lib. 2. cap. 4. n. 1.*

(b) CAMILLE GILIN, Comment. de exped. Ital. Maximiliani Cæs. suscepta an. 1497. (Maximilianus) *cum limites suos egredi vellet, precibus Ducis Mediolanensis, ejusque conjugis petitus, iterum in Italiam descendere decrevit, legatisque fœderatorum, ut prospere omnia succederent, ostendit, se non alienum ducere, ut Florentinus populus in aliorum Italorum societatem, si fieri potest, amice trahatur. Misit Oratores, qui repetita priscorum Cæsarum memoria doceant, quot quantaque ab eis Florentina civitas acceperit: a se quoque paria expectari posse, si Florentini, relicta Gallorum societate, vetustiores amicos, ac plura majora de eis meritos, videlicet Germanicum Imperium, ac Cæsarem præsentem sequantur.*

pedition de cet Empereur en Italie, montre assez, que les Florentins n'étoient pas obligez de lui faire leurs soumissions, puisqu'ainsi que le raconte cet Historien, il souhaitoit les attirer à l'amiable dans l'alliance, qu'il avoit faite avec les autres Puissances d'Italie, & qu'il leur envoya des Ambassadeurs, non pour leur déclarer des prétentions, qu'il n'avoit pas sur leur liberté, ny pour la leur faire encore acheter, mais pour leur remontrer les bienfaits, que la ville de Florence avoit reçûs des anciens Empereurs, & les assûrer, qu'ils en pouvoient attendre de pareils de lui, si renonçant à l'alliance des François, ils s'attachoient à leurs plus anciens amis, & à ceux, à qui ils devoient plus de reconnoissance, sçavoir à lui & à l'Empire 20
Germanique.

Guichardin n'est pas moins contraire à Bodin, quoique par une erreur ridicule Conringius ait pretendu, que ces deux Auteurs ont dit la même chose, l'un en moins de mots, l'autre plus au long.

Pour prendre dès le commencement ce, qu'il y a d'essentiel dans la narration de Guichardin, cet Historien dit, que l'Empereur (a) Maximilien envoya à Florence deux Am-

(a) MAXIMILIANUS *Imperator duos legatos Florentiam misit, qui, causa Cæsareæ expeditionis in Italiam narrata, ab ipsis peterent, ut se ad Italiæ defensionem cum reliquis sociis declararent; quod si aliud in animo haberent, aperirent. Velle se legatis addendum mandavit, eandem ob causam, & quia id ad Cæsaream authoritatem pertinebat, illorum cum Pisanis causam cognoscere, ideoque cupere, ut donec ipse omnium rationes audivisset, ab injuriis abstinerent, quemadmodum Pisanos facturos certo sciret, quibus idem mandasset. Cæsaris legatis Florentini, honorificis verbis Cæsaris voluntate commendata, quantumcunque ejus æquitati fidem habere demonstrarent, se per legatos, quos statim missuri essent, animum suum Cæsari aperituros responderunt.*

„ bassadeurs pour apprendre aux Florentins lès raisons„ „ qui l'avoient engagé à venir en Italie, & leur demander, „ qu'ils se déclarassent avec ses autres alliez pour la défen-„ se de l'Italie, ou qu'ils fissent connoître leurs intentions, „ s'ils en avoient de contraires. Il les avoit encore char-„ gez de leur dire, que pour la même cause, & parce que „ cela appartenoit à son autorité Imperiale ; il vouloit „ connoître de leurs differens avec les Pisans, & qu'ainsi „ il souhaitoit, que jusques à ce qu'il eût oüi les raisons de „ part & d'autre, ils s'abstinssent de toute hostilité, com-„ me ils pouvoient s'assurer, que de leur côté feroient les „ Pisans, à qui il avoit donné les mêmes ordres. Les Flo-„ rentins, ayant loüé en termes honorables la volonté de „ l'Empereur, quelque confiance qu'ils fissent paroître „ en son équité, répondirent, qu'ils lui feroient connoître „ leurs intentions par les Ambassadeurs, qu'ils lui envoye-„ roient incessamment.

Ayant congedié ainsi l'Ambassade, quoiqu'ils souffris-sent alors une grande disette de vivres, qu'ils fussent
21 abandonnez des autres Puissances d'Italie, & que Loüis Sforce les pressât de se soûmettre au Jugement de l'Empereur; toutefois ils prirent la genereuse resolution de ne pas découvrir leurs sentimens à Maximilien, & de ne le pas faire arbitre de leurs differens avec les Pisans, si préalablement on ne les rétablissoit dans la possession de la ville de Pise; & en consequence ils ordonnerent à leurs Ambassadeurs, (a) de representer à l'Empereur, que rien n'étoit

(a) *Ut monerent Cæsarem, nihil ad ejus sanctissimum Italiæ pacandæ propositum magis opportunum fore, quam ut Pisa statim Florentinis restituerentur; ex hoc enim fonte omnes deliberationes ipsis, & fœderatis molesta manabant: quoniam vero Pisana res erat in causa, ut quispiam alius ad Italiæ Imperium aspiraret, ideo eam in continuis molestiis retinere studebant.*

n'étoit plus convenable ou loüable dessein, qu'il avoit de “
pacifier l'Italie, que de faire rendre Pise aux Florentins, “
parce que c'étoit de là que venoient toutes les délibe- “
rations également nuisibles à eux & aux alliez ; qu'ils “
s'appliquoient à tenir toûjours cette ville dans une gran- “
de sujetion, parce qu'elle seule étoit cause, que des Prin- “
ces étrangers aspiroient à l'Empire d'Italie. Qu'il n'é- “
toit pas juste, que celüi qui avoit été dépoüillé injuste- “
ment, fût obligé de mettre ses droits en compromis, “
avant que d'être remis en possession, & que cela étoit “
contraire à la disposition des Loix civiles. Les mêmes “
Ambassadeurs eurent ordre de representer à l'Empereur, “
que si la Republique obtenoit cela de lui, comme c'é- “
toit la seule chose, qui l'empéchoit de desirer la paix “
commune, elle feroit telle declaration, que Sa Majesté “
Imperiale jugeroit convenable, & que pleinement per- “
suadée de son équité, elle permettroit d'abord, qu'il “
connût de ses droits.

Guichardin raconte ensuite, que Maximilien irrité 22
de la fermeté des Florentins, prit la défense des Pisans contr'eux, & qu'après avoir essayé vainement de se rendre maître de Livourne, il fut obligé de renoncer à son entreprise, & retourna en Allemagne.

Neque juri consonum esse, ut qui per vim spoliatus fuerat, contra Cæsarearum legum sententiam, antequam in possessionem restitueretur, jura sua alterius arbitrio judicanda committere cogatur. Illud tandem Imperatori repræsentare legatis mandatum fuit, Rempublicam Florentinam, si hoc primum ab illo impetraret, cum nulla præter eam causa aliquid præter communem pacem expetendi superesset, omnem declarationem, quæ illi æqua videretur, facturam, & æquitatis Cæsareæ plane persuasam, ipsi jurium suorum cognitionem prompte permissuram.

Ya-t-il rien dans cette narration, qui puisse faire croire, que les Florentins ayent fait leurs soumissions à l'Empereur Maximilien ? Y trouve-t'on, que cet Empereur ait confirmé les privileges de la Republique, comme Bodin l'a rêvé ? Et n'est-on pas indigné de voir Conringius alleguer Guichardin, comme garant des imaginations d'un Auteur, qui est contraire en tout à Guichardin ?

Quant à ce qu'on objecte de Paul Jove, tout le monde sçait, que les meilleurs Auteurs le regardent comme un Historien venal. Vossius (a) dans l'art de l'histoire, & Juste Lipse (b) dans ses notes sur la politique, ont rendu ce témoignage de luy. Et pour ce qui regarde Florence en particulier, on en peut bien croire Michel Bruto, qui dans la préface de l'histoire de cette Ville, imprimée l'an. 1562. montre article par article, avec quelle fureur & quelle temerité cet Ecrivain a toûjours parlé contre Florence & contre sa liberté, sans en avoir d'autre raison, que de n'avoir jamais été consideré par cette Republique, & de n'en avoir reçu aucun present.

La malignité de cet Auteur n'a jamais été plus sensible, que dans l'endroit, qu'il a plû à Conringius de copier : puisque dans le traité de Barcelone il n'y a pas un mot de ce, qu'il rapporte comme une circonstance de ce Traité. On en a produit cy-devant l'Article IV, qui est le seul, qui regarde le rétablissement de la Maison de Medicis à Florence, & les mesures prises par le Pape & par l'Empereur pour y parvenir ; & l'on a fait observer, que ni dans les dispositions de ces deux Puissances, ni dans les motifs, par lesquels elles se disent engagées à faire la
23 guerre aux Florentins, non seulement il n'y a rien, qui puisse faire douter de la liberté de la Republique, mais il n'y

(a) *cap. 9. pag. 50.* (b) *not. ad cap. 9. lib. 1. Polit.*

n'y a rien, qui ne suppose cette liberté. Il paroit d'abord assez clairement, que Jove a eu une connoissance exacte de ce traité; cependant il y a ajoûté de son chef des clauses, qui n'y furent jamais; ainsi il seroit inutile de s'attacher à le refuter plus au long.

Les reflexions, qu'on fait ensuite sur la teneur de la Sentence arbitrale, sont si frivoles, qu'elles ne pouvoient plaire qu'à Decien, lorsqu'il écrivoit comme Avocat du Duc de Ferrare contre le Grand Duc Cosme I. dans la dispute sur le rang, & depuis luy à Conringius. (a)

Ce n'est pas s'écarter de son sujet, que de faire observer, que le premier de ces Auteurs engagé par le choix, que le Duc de Ferrare avoit fait de lui, à disputer à Cosme I. un rang, qui lui étoit dû, ne pouvoit soûtenir une mauvaise cause, que par de mauvaises raisons; & qu'il essaya de reparer en quelque sorte la faute, qu'on lui faisoit faire, en avoüant, qu'il ne connoissoit l'acte, sur lequel étoient fondez ses raisonnemens, que par des extraits, qu'on lui avoit communiquez sans le lui faire voir entier. (b)

Cet aveu, qui peut faire penser, que Decien se méfioit le premier de la solidité des preuves, qu'il employoit, quelque favorable qu'il nous soit, l'est encore moins, que la tres-humble priere, que Conringius fait à tous les Princes dans sa préface (c) *de lui pardonner ce, qui a pu échaper à son*

(a) *De finib. Imp. lib. 2. cap. 23.*

(b) Cons. 19. *Non potui exemplum Decreti Cæsarei, quo Alexander primo constitutus in caput, & Ducem Reipubl. Florentinæ, videre.*

(c) *Ut illa animo sane meo expendantur, Reges, Principes, aliosque, quorum hac sententiâ fortassis non omnia disputavi, ea qua par est, submissione rogo obtestorque. Occulto Germaniæ amore abreptum me interdum non negaverim. Quomodo enim hoc caveris bonus civis?*

à son amour pour sa Patrie ; & que la declaration, qu'il fait, *qu'un bon citoyen ne peut se garantir de la violence de cet amour.* Un Ecrivain, qui parle de ce, qu'il ignore : un autre, qui
24 par passion n'examine pas , & qui ne voit que ce, qui paroît utile à ce, qu'il aime , ne meritent pas beaucoup d'attention.

Pour reprendre les reflexions de ces Auteurs ; la premiere, qu'ils font sur les privileges, que l'Empereur accorde à Florence ; pourroit peut-être faire impression, si ces privileges lui avoient été accordez dans son propre Domaine ; parce qu'une pareille concession supposeroit, que l'Empereur auroit eu quelque Jurisdiction dans le territoire de Florence.

Mais dans ce cas-cy, c'est tout le contraire , & les immunitez, que l'Empereur accorde aux Florentins , sont celles, dont ils doivent joüir dans tout l'Empire.

Decernentes ac volentes , ut dicta civitas Florentina ejusque cives, incolæ ac subditi, hujus gratiæ & indulti nostri vigore, ejusque beneficio omnibus privilegiis, gratiis, exemptionibus, & libertatibus, per totum Romanum Imperium, & ubique locorum utantur, fruantur, & gaudeant, &c.

Dira-t-on, qu'un Prince perde rien de son independance , parce qu'il accepte de pareils privileges ? S'il est necessaire d'alleguer des Jurisconsultes , Menochius , (a) & une foule d'autres, disent nettement , que ces concessions ne peuvent préjudicier à la Souveraineté, & Suarez, qui les suit, prend pour exemple , *si le Duc de Florence accordoit aux Portugais l'exemption des peages dans ses Etats.*

Quant

(a) Menoch. *Cons.* 2. *n.* 106. Suarez, *de Legib. lib.* 8. *cap.* 9. *n.* 4. 5. & 6.

Quant à l'usage, qu'on pretend faire de ces paroles: *Utque in fide & devotione, &c.* il a lieu, si la fidelité, dont on parle, se rapporte à quelque titre precedent, qui soit capable de produire sujetion ou vassellage.

Mais où trouve-t'on un titre de cette nature pour le domaine de Florence? Ces mots, *fides*, *devotio*, ne peuvent donc se rapporter qu'à une simple protection, qui engageà la fidelité celui, à qui on l'a accordée; car comme Multz l'a fort bien remarqué, (a) *on doit la fidelité à quelqu'un, non seulement parce qu'on se trouve unis en un même corps de Republique, ou parce qu'on possede des biens, dont on n'a l'administration ou l'usufruit, que sous la condition de garder la fidelité, engagement commun à tous les vassaux envers le Seigneur du Fief; mais encore à cause de la protection, dont on joüit, ou de quelque autre bienfait, qu'on a reçû.*

Tout le monde sçait, que le titre de protection n'emporte aucune jurisdiction, (b) & comment l'emporteroit-il, lorsque celui qui l'accorde, & celui qui l'accepte, sont convenus expressément, comme on avoit fait pour Florence, que la liberté ne seroit nullement endommagée?

(a) On

(a) MULTZ de Majest. Imper. Part. 3. cap. 6. §. 1. n. 14. *Fidelitas debetur alteri, vel propter sub & conjunctionem in unum corpus Reipublicæ, vel propter possessionem aliquorum bonorum, quorum administratio, & ususfructus alicui sub hac conditione confertur, ut ipsi fidelitatem exhibeat: hac posterior præstatur à vasallis domino Feudi. Nomine protectionis debetur etiam fidelitas, vel alio etiam quovis nomine, quo quis ab altero quid beneficii habet.*

(b) ALBERIC. GENTIL. *de jur. bell. lib. 3. cap.* 16. BESOLD. *de Maj. in gen. cap. 4. n. 9. & Disc. Polit. 4. in fin.* MAGER. *de Advoc. Arm. cap. 17. n.* 19. PETR. GREGOR. *de Repub. lib.* 11. *c.* 11. *n.* 6. REINKING *de regim sacul. Imp. Rom. lib. 1. class. 5. cap. 49. n. 48.*

(a) *On ne perd pas sa Majesté*, dit très-à-propos Arnisée, Auteur grave, qui de même que tous les Jurisconsultes appelle Majesté, une indépendance absoluë, *On ne perd pas sa Majesté pour se mettre sous la protection d'autrui, lorsqu'en le faisant on stipule la conservation de ses droits. Car la Majesté ne consistant ni dans les honneurs exterieurs, ni dans l'étenduë des Provinces, mais dans la puissance libre sur ses sujets, elle ne peut se perdre, que par la* clientele, *où l'on se met.*

La protection accordée dans ces circonstances, ne peut donc produire d'autre effet, que de procurer à un peuple le secours d'un autre, quand il lui est necessaire; car il en est de même de la protection publique, comme de la pro-
26 tection particuliere: (b) *Celle-cy ne fait pas perdre la liberté personnelle, & celle-là ne blesse pas la liberté civile, qui consiste dans une indépendance absoluë. Elle ne met pas le peuple protegé sous une jurisdiction étrangere mais elle sert seulement à le defendre des injures & des violences.* De sorte qu'on peut dire d'un Etat parfaitement libre, qu'il est *in fide & devotione* d'un autre

(a) Arnisee, de Jur. Maj. lib. 1. cap. 4. n. 8. *Qua de causa ut tandem concludamus, illi qui in alterius patrocinium & defensionem se tradunt, Majestatem suam ex eo non amittunt, modo id faciant salvo ipsorum jure: non consistit enim majestas in externo honore, nec in amplitudine Provinciarum, sed in potentia libera in subditos, quæ quamdiu per clientelam non diminuitur, tandiu Majestatem amisisse dicendi non sunt.* V. aussi Castrens. Cons. 313. n. 3.

(b) Grotius lib. 1. de jure bell. & pac. cap. 3. §. 21. n. 3. *Sicut patrocinium privatum non tollit libertatem personalem, ita patrocinium publicum non tollit libertatem civilem, quæ sine summo imperio intelligi nequit.* Alberic. Gentil. ubi supra: *sub protectione aut commendatione esse, non est esse sub jurisdictione, sed sub defensione facti ab injuriis, & violentiis,*

autre, qu'il reconnoît pour son Protecteur, comme l'enseignent Grotius, Besolde, & d'autres Ecrivains de cette volée. (a)

On ne peut donner un exemple plus sensible de l'effet de la protection, que celuy que fournit le traité de Barcelone cité tant de fois. L'Empereur y declare, art. 14. qu'il prend la protection de la personne du Pape, de sa famille de Medicis, de ses biens, &c. & de son côté le Pape, qu'il prend la protection & la defense de l'Empereur, de ses biens, de ses droits, & de ses dignitez. Or comme on se moqueroit d'un homme, qui viendroit dire, que par cette protection reciproque le Pape s'est mis sous la dépendance de l'Empereur, & que l'Empereur s'est soumis au Pape, on comprend le ridicule de ceux, qui ont voulu de ce titre de protection, denué de tout autre titre, conclure la dépendance, & la sujetion de Florence.

Ce qu'on observe de la peine, dont des Florentins sont menacez dans la Sentence arbitrale, ne peut arrêter un moment. Qui ne sçait, que le Pape & la Republique ayant donné à l'Empereur le pouvoir de reformer le Gouvernement, il eut consequemment celui, d'assurer son nouveau reglement par une peine determinée contre ceux, qui s'opposeroient à son execution? Rien n'est si ordinaire dans les affaires de cette nature là; & c'est un usage établi, (b) *non*

E *seu-*

(a) Grotius *de jure bell. ubi supra.* Besold. *de Majest. in gen. cap.* 4. *n.* 9. Mager, *de Adv. armat. cap.* 2 *n.* 181. *&* 182. Arnis. *de Jurib. Maj. cap.* 4. *n.* 2. *&* 8.

(b) Grotius, de Jure bell. & pac. lib. 1. cap. 3. §. 21. n. 5. *Jus habet socius cogendi socium, ut stet legibus fœderis, atque etiam puniendi, ni steterit. Sed hoc quoque inæquali fœderi proprium non est; idem enim locum habet in fœdere æquali.* Multz. de Majest. Imp. Part. 3. cap. 10. §. 13. n. 10. en parle plus amplement.

27 *seulement dans une alliance inégale, mais dans un traité fait entre Puissances égales, qu'un allié puisse obliger son allié à suivre les loix du Traité, & le punir, s'il ne les suit pas.*

Pour ce qui regarde l'approbation de l'élection de Cosme I, on a vû cy-dessus, que ce fut le Senat, qui s'étant assemblé librement, le mit en possession de la Souveraineté. Jove lui-même, tout ennemi qu'il est de la liberté de Florence, a reconnu dans les Quarante-huit, c'est-à-dire dans le Senat, *le pouvoir souverain de gouverner l'Etat, & de créer un Prince.* (a)

Cosme pouvoit donc se passer de faire approuver par Charles V. le choix, qu'on avoit fait de lui; mais étant pressé par les bannis, qui avoient Strozzi à leur tête, il crut pouvoir prendre occasion d'une telle quelle conformité de son election avec ce, qui avoit été reglé par cet Empereur, pour lui demander, qu'il l'approuvât; esperant par là s'assûrer sa protection, & imprimer plus de respect & de crainte aux esprits inquiets, dont le pays étoit plein.

La maniere, dont cette approbation fut donnée par l'Empereur, est remarquable, & ne peut être oubliée icy: ses Ministres toûjours attentifs aux occasions d'étendre son autorité, offrirent alors de donner l'investiture de Florence à Cosme & à ses descendans, mais l'Ambassadeur de ce Prince leur répondit, (b) ainsi qu'Adriani le rapporte, qu'el-

(a) Jove, lib. 38. *Erant hi quadraginta octo viri, apud quos numeratis suffragiis componendi civitatis statusי, declarandique Principis summa erat potestas.*

(b) Adriani, liv. 2. *Di questo rispose Averardo* (Serristori Ambassadeur de Cosme) *che non vé n'era bisogno, non chiedendo in nomine di Cosimo, che la confermatione del fatto, e i privilegi, che aveva usati il Duca Alessandro E quindi si conobbe assai chiaremente, che l'animo di quei Ministri*

qu'elle n'étoit pas necessaire, & qu'il ne demandoit"
au nom de son Maître, que la confirmation de ce, qui" 28
étoit fait, & les privileges, dont le Duc Alexandre avoit"
joüi. On connut clairement par là, ajoûte cet histo-"
rien, que l'intention de ces ministres étoit d'acquerir"
dans cette conjoncture des droits sur l'Etat & les Com-"
munes de Florence, & de le donner en fief à Cosme. Le"
Prince, qui l'avoit pressenti, avoit défendu ouvertement, "
d'accepter l'investiture, parce que Florence avoit toûjours"
été libre, & que n'ayant jamais été soumise à l'Empereur, "
ny à aucun autre des grands Princes, on n'avoit aucune"
raison de reconnoître une superiorité en eux. Ils se conten-"
terent enfin de ce, qu'ils devoient, & dirent, que l'Empe-"
reur ne pretendant aucun droit sur l'Etat de Florence, on"
expedieroit le privilege dans la forme, qu'il plaisoit au Duc."
Ils l'expedierent ensuite solemnellement, comme ils étoient"
convenus, & le scellerent."

Le même Cosme I. fut toûjours si jaloux de sa Souveraineté à l'égard du Domaine de Florence, que lorsqu'il

 fut

---

era l'acquistare per questo fatto alcune ragioni sopra lo stato, e commune di Firenze, e darlo in feudo à Cosimo. Il che presentitosi, aveva il Prencipe apertamente vietato accettarsi; perciocche la Città era stata sempre libera, ne aveva coll' Imperatore, o con altri Prencipi grandi avuta mai servitù alcuna speciale, onde maggioranza da loro vi si dovesse sopra riconoscere. Contentaronsi finalmente di quello era dovere, e dissero, che quella Maestà non voleva sopra lo stato di Firenze acquistare ragione alcuna: che il privilegio si farebbe in quella forma che loro piacesse, e cosi il fecero solennemente spedire, e bollare. Cini, *Vita di Cosimo lib.* 2. en dit autant qu'Adriani.

fut queſtion de prendre une inveſtiture pour l'Etat de Sienne ; pour empêcher, qu'en confondant le droit de cet Etat,avec celui des autres, qu'il poſſedoit , on ne vint à les prendre tous indiſtinctement pour des Fiefs-liges, il voulut,que dans la convention, & dans l'acte du ſerment, qu'il devoit prêter , on inſerât une déclaration expreſſe, que par l' Infeodation de la ville & du territoire de Sienne, & de Porto Ferraio, l'Empereur où le Roy d'Eſpagne ne ſeroient cenſez avoir acquis aucune juriſdiction, ni aucun droit ſur ſes autres Etats.

29 *Hoc inſuper expreſſe declarato , & in unaquaque parte hujus conceſſionis , & capitulationis repetito , quod ſub nomine prædicti feudi ligii contineantur dumtaxat bona , & jura civitatis , & ditionis Senenſis , Portuſque Ferrarii, Illuſtriſſimo Duci elargita ; ſuper aliis vero ſtatibus & bonis dicti Illuſtriſſimi Ducis ejusque ſucceſſorum nulla jurisdictio, nullumque jus modo aliquo Regiæ , aut Cæſareæ Majeſtati quæratur, quæſitumque eſſe intelligatur ratione dictæ infeudationis.*

Cela ſuppoſé, on ne comprend pas, comment on a pû objecter ces expreſſions, *noſtrum & ſacri Romani Imperii fidelem*, &c. puiſqu'ainſi que Knipchild (a) l'a obſervé, ce ſont celles, qu'on a coutume d'employer dans les actes en parlant des Princes, & des peuples libres , & indépendans de ceux de la protection, de qui ils joüiſſent, & que c'eſt une

(a) Knipchild, de Jurib.Civ.Imper.lib.1 cap.12.n.84. *Solent quoque protectores clientes ſuos nominare dilectos fideles; & clientes ſe offerre humiles fideles: hujusmodi tamen appellatio jurisdictionem non arguit,ſicut demonſtrat Magerus de Advocat. cap.10. n. 478. nec protectio ullam ſubjectionem vel jurisdictionem importat.*

une maxime reçuë generalement, que *cette denomination ne marque aucune jurisdiction.*

Ce qu'on dit ensuite, que dans la dispute sur le rang avec le Duc de Ferrare, Cosme I. fut cité, & comparut comme Feudataire de l'Empire, est une fausseté, qui a échapé à Monsieur de Thou, & que Conringius seul étoit capable d'adopter. Pour se détromper, il suffit de lire Adriani, & les autres historiens de ce tems-là.

On apprendra d'eux, que Cosme protesta, & dans ses lettres, & par ses Ministres auprès de l'Empereur, & qu'il déclara nettement, qu'il consentoit bien, que l'Empereur decidât le different, mais qu'il ne pouvoit consentir, qu'il le fit comme Juge competent. M. de Vicquefort, qui avoit puisé dans les sources, qu'on indique, raconte ce fait avec beaucoup de précision: (a) Cosme disoit, ce sont les paroles de cet Auteur, Cosme disoit, que
la Republique de Florence avoit toûjours precedé le “ 30
Duc de Ferrare, & qu'elle ne pouvoit perdre le rang, “
qu'elle avoit toûjours tenu, sous pretexte, qu'elle étoit “
gouvernée par un Prince souverain. Le Duc de Fer- “
rare soûtenoit, que Florence ayant perdu sa premiere “
dignité d'ancienne Republique pour devenir nouvelle “
Principauté, il n'étoit plus question, que de l'ancienne- “
té entre les deux Duchez. Le Pape Pie V. offrit de “
regler le different; mais le Duc de Ferrare soûtenoit, “
que c'étoit à l'Empereur à le décider. Le Duc de Flo- “
rence y acquiesça, & y fit aussi consentir le Pape; mais “
à condition, que l'Empereur n'y feroit, que l'office d'ar- “
bitre, & non de Juge. Maximilien II. s'en fâcha, & “

E 3 com-

(a) *Liv. 1. de l'Ambass. & de ses fonct. sect. 2.* §, aujourd'hui il n'y a plus.

"comme les deux Princes étoient ses alliez fort proches, "il n'avoit pas grand'envie de prononcer, & tiroit l'affai-"re en longueur.

On ne croit pas, que personne s'imagine, que cet acquiescement de Cosme puisse convenir à la qualité, que M. de Thou lui attribuë. Il n'est pas même vray, qu'il ait été cité, & quand il' l'auroit été (a) *la citation*, disent les Jurisconsultes, *n'est pas une preuve de Jurisdiction, si l'on n'y obéit pas. Et si l'on comparoît en protestant, ou par prorogation, ou par crainte, ou en consequence d'un compromis à l'amiable, ou même par erreur, cette comparition ne prouve pas de Jurisdiction.* Knipchild, des termes de qui on se sert, ne dit que ce, qu'une infinité d'autres avoient dit avant lui, & qui est de droit commun.

On assure avec autant de confiance, que M. de Thou s'est encore trompé, lorsqu'il a écrit, que le Grand Duc François obtint d'être appellé Grand Duc à la Cour de l'Empereur, comme Feudataire de l'Empire.

On ne lui a attribué ni cette qualité, ni aucune autre, qui en approchât dans le Diplome ; & comme cela ne
31 pouvoit être inconnu à la Cour de Vienne, Conringius pouvoit aisément s'instruire de la verité, pour ne se pas décrediter de plus en plus par sa facilité à adopter sans examen tout ce, qui lui paroissoit favorable à l'Empire.

Cette objection est à peu prés de même nature que cel-

(a) IDEM, ibid. n. 53. *Nec sola citatio asserti domini, ejusque mandatum jurisdictionem probat, nisi obedientia effective secuta. Quando etiam cum protestatione de non consentiendo, vel per prorogationem, vel per compromissum amicabile, vel etiam per errorem quis compareat, per talem comparitionem jurisdictio non probatur.*

celles, qu'on a vûës sur l'élection de Cosme, & sur sa citation devant l'Empereur, c'est-à-dire, quelle ne sert, qu'à indiquer des endroits de l'histoire, qui sont autant d'actes de l'indépendance absoluë des Grands Ducs. La premiere a donné lieu d'observer, que les Ministres de l'Empereur furent obligez de renoncer à la prétention de donner une investiture pour Florence. La seconde a engagé à remarquer une protestation du Grand Duc, à laquelle l'Empereur crut devoir se conformer, & qui emporte une exclusion formelle de toute jurisdiction. Et celle-cy rappelle le souvenir de ce, que Noël Conti, Venitien, a raconté au long, que le Ministre du Grand Duc, resident à la Cour de l'Empereur, ne voulut recevoir le Diplome, qu'après en avoir rejetté deux autres, & obtenu, qu'on retrancheroit du troisiéme quelques clauses, qui avoient été employées dans les diplomes pour les Ducs Alexandre & Cosme, ce qui lui fut accordé ainsi, que le dit cet Historien, (a) *parce que Maximilien ayant appris de son Conseil, que ses pretentions sur l'Etat de Florence n'étoient d'aucune consideration crût devoir renoncer à faire usage des piéces, sur lequelles seules elles étoient fondées.* Cela se justifie par le Diplome même, le plus favorable qui fut jamais, & qui ne paroissant pas encore assez épuré de ces expressions va-

(a) Noel Conti, Histor. suor. temp. lib. 26. *Quare captata prius à suo Consilio informatione de debilitate suarum prætentionum, contentus fuit tacite cedere, quod sane fit apte, cum non posuerit in privilegio illa verba & clausulas, quæ erant in decretis Alexandri & Cosmi, & in quibus putabatur tota vis jurium consistere, quæ censebat habere Imperium in Principatum Florentinum, quæ tanta contentione requirebantur prius à Cæsare in omnibus his tribus decretis, quæque proponebantur à Magno Duce tanquam unica via conveniendi cum Maximiliano.*

32 vagues, qui ſe trouvent dans tous, a été terminé par cette clauſe, que tout ce, qui y ſouffriroit quelque difficulté, ſe devoit interpreter en faveur des Grands Ducs. *Utque omnia & ſingula interpretentur in favorem dictæ familiæ Mediceæ.*

On ne s'aviſera pas apparemment de dire, qu'indépendamment des circonſtances, la ſeule conceſſion d'un titre marque la dépendance de celui, à qui il eſt accordé.

Tout le monde ſçait, que ces ſortes de traitements, faits ou par les Papes, ou par les Empereurs, à qui ne leureſt pas ſoumis, n'induiſent ni la ſubordination de celui, qui les reçoit, ni aucune Jurisdiction en celui, qui les accorde. (a) Cette maxime eſt ſi conforme à la raiſon, qu'on ne penſe pas, que perſonne ait oſé dire le contraire.

Le Saint Siége auroit pû avec bien plus de raiſon prétendre quelque droit ſur l'Etat de Florence, puiſque ce fut Pie V, qui confera le titre de Grand Duc à Coſme, ſans qu'il l'eut recherché aucunement, comme ce ſaint Pape le proteſta pluſieurs fois à l'Empereur & au Roy Catholique; & comme le verifie le caractere de ce Prince, qui avoit coûtume de dire, qu'il ne convenoit pas à un Souverain de rechercher des titres, qui paruſſent l'élever au deſſus des autres, & que pour titre il devoit ſe contenter de ſa puiſſance.

Il ne reſte plus à refuter, qu'un raiſonnement de Pfeffenger Auteur moderne, qui a trouvé dans l'hiſtoire de ces derniers tems une nouvelle preuve de ce, que Conringius a ſoûtenu avec auſſi peu de ſuccés, qu'on vient de voir. Cet Allemand examinant la liberté de Florence dans le deſſein d'accroître les droits de l'Empire, attaque cette liber-

(a) LAMPADIUS, *de Imper. Roman. Germ. tom.* 2. *tit.* 1. *in v.* Poteſtas. BESOLD, *de Jur. Maj. cap.* 3. *n.* 5.

liberté en disant,(a) que ce qu'on sçait des grosses sommes d'argent, payées à l'Empereur depuis l'an 1692, est une preuve de la subordination de Florence, & comme une suite d'actes, qui ont rétably les droits de l'Empire negligez auparavant.

Il y a bien de l'apparence,qu'aucun Jurisconsulte n'en- 33
viera à celuy-cy une découverte,dont il est aisé de montrer la fausseté.

Il est vrai, que la sujetion & le vasselage d'un Etat étant prouvez, on conclut bien, qu'il est obligé de payer des subsides en certains cas, & que ce raisonnement, *tel Etat est sujet., donc il doit contribuer*, est trés-solide. Mais on n'a jamais oüi dire, que parce qu'un Etat est forcé de payer des sommes d'argent à un Prince, il devient son sujet ou son vassal. Cette Jurisprudence est aussi nouvelle,qu'elle est contraire au bon sens; & ce n'est que pour suivre ce, qu'on a observé dans tout ce Memoire, de ne rien dire, qu'on n'appuyât de l'autorité des Ecrivains les plus dévoüez à l'Empire,qu'on opposeà l'Allemand moderne d'autres Allemans de reputation.

On fera donc remarquer d'aprés Mager, & Klock, (b) *que ces levées de deniers sont presumées être faites par force, & avoir un commencement violent; que les premieres n'autorisent pas les suivantes: qu'un simple murmure de ceux, qu'on force à payer, interrompt la præscription, & que la raison en est, que celui, qui craint, n'affirme pas, quand il ne peut reclamer sans danger.*

On ne doit pas oublier deux circonstances impor- 34
tantes dans le fait, dont il s'agit.

La premiere est, que l'Empereur n'a jamais deman-

 dé

(a) *Addit. ad Vitriar. Instit. Imper.* 10. 2. *tit.* 5. *lit.* A.

(a) Mager de Advoc. Arm. cap 10 n. 190. *Secundo extenditur eadem definitio, ut quamvis in minus potentibus interdum jus collectandi tentari, & obtineri tradat Farinacius, decis.* 146. *in casu ta-*

dé de subsides pour Florence, comme l'Auteur Allemand le suppose, mais pour les seuls fiefs, pour lesquels le Grand Duc prend l'investiture. La demande, qui en fut faite à son Altesse Royale par le Maréchal Caraffa avec la specification de ces fiefs & de leur taxe, dont on donne une note après ce Memoire n. 4. est une preuve de cette verité.

La seconde est l'expresse déclaration, que l'Empéreur Leopold fit alors, & qui fut renouvellée depuis dans les accords faits avec les Plenipotentiaires, & les Commissaires Imperiaux, que ce qu'on payoit de plus, que le contingent desdits Fiefs s'entendroit, être fourni pour d'autres titres, & ne tireroit pas à consequence pour l'avenir. A quoy on peut joindre les continuelles protestations, que le Grand Duc a fait faire par ses Ministres, & de vi-

---

men etiam toleratorum collectionis gravaminum, inde sequuta largitio non ex consensu, sed metu potius & reverentia facta præsumitur, nec præstandæ ideo collectæ in futurum obligationem inducit, sed tacita etiam omnem interrumpit præscriptionem murmuratio. Cujus traditionis ratio est, quod timens non affirmat, quando sine periculo reclamare non potest. Unde injusta, ac violenta, quam collectantes allegare possunt, possessio vel quasi, tueri illos non potest.

Klock, de Contrib. cap. 7. n. 40. *Idque vel maxime in collectis obtinet, quod hæ per impressionem, metuque vel vi extortæ, & ita violentum initium habere præsumantur, &c. Quemadmodum generaliter, quando inferior vel imbecillior patitur in rem suam aliquid committi a potentiore, id potius reverentia & familiaritate toleratum, aut certe magis per superioris impressionem, quam ex inferioris, aut minus potentis voluntaria liberalitate, & spontaneo assensu factum perpessumque censetur, ut proinde potentiori ejusmodi imbecillioris taciturnitas & patientia neque in possessorio quidquam proficiat. Cujus traditionis ratio est, quod timens &c.*

de vive voix & par écrit à la Cour de Vienne, à Milan, & encore avec toute la solemnité requise pardevant le College Electoral dans le tems de l'élection de l'Empereur Regnant. Remede unique, qui pour n'avoir pas produit l'effet, qu'on avoit droit de se promettre, n'est pas moins juste, & peut toujours être renouvellé, comme en effet on le renouvelle en cette occasion, en reïterant les protestations, qu'on a faites cy-devant.

Ces circonstances font sans doute voir clairement, qu'on ne peut pas faire plus d'usage de ces contributions, que des autres raisonnemens destituez d'actes legitimes de sujetion & de vasselage, pour établir un droit de subordination & de dépendance dans un Etat, qui depuis plusieurs siécles est en possession d'une pleine souveraineté. Car cette souveraineté n'étant autre chose, que la liberté civile, comme on l'a déja observé, ne peut se perdre plus aisément, que la liberté personnelle. Et comme cel- 35
le-cy ne reçoit pas d'atteinte par l'aveu, qu'un particulier feroit, qu'il est homme serf attaché à la glebe, s'il ne s'inscrit encore en cette qualité dans les Registres publics, sans y être contraint, comme Justinien l'avoit ordonné ; (a) de même celle-là n'est pas diminuée par la necessité, où l'on s'est trouvé de contribuer, sur tout lorsqu'au lieu de s'y reconnoître obligé de droit, on n'a laissé échaper aucune occasion de protester du tort, qu'on souffroit.

La Cour de Toscane est persuadée, que tout le monde pleinement convaincu par le détail, où elle est entrée, de la parfaite indépendance de l'Etat de Florence, reconnoîtra, que l'Empire n'a aucun droit de disposer de la succession ; & en consequence elle s'assure, que Sa Majesté Imperiale revenuë la premiere d'une opinion, qu'Elle auroit toûjours meprisée, si on avoit pû Lui faire voir

 plû-

(a) *L.* Cum scimus. *C. de Agric & cens.*

plûtôt, qu'elle ne doit sa naissance qu'à la flaterie, que son cœur a toûjours desavoüée, suivra les sentimens d'équité, qui Lui sont naturels; & que quelque interêt, qu'Il puisse avoir d'étendre les droits de sa dignité, Il ne voudra jamais pour devenir plus puissant, sortir des bornes de la justice, & opprimer la liberté d'un Etat, qui en joüit depuis plusieurs siécles. Ce qu'on a d'autant plus de sujet d'esperer, que Sa Majesté Imperiale a deja préjugé en faveur du Grand Duc, dans un billet (a) écrit de son ordre par le Comte de Sinzindorf à feu M. l'Electeur Palatin, où distinguant les Etats Feodaux, qui sont en Toscane, de ceux, qui joüissent d'une pleine liberté, comme est l'ancien Etat de la Republique, & disant, qu'il étoit persuadé, *que le Grand Duc ne disposeroit pas de ceux-cy, d'une maniere contraire aux interêts de la Maison d'Autriche*; Il reconnoissoit dans son Altesse Royale le pouvoir absolu d'en disposer.

On ne doute pas non plus, que les veritez, qu'on a mises icy dans un si grand jour, ne produisent auprés des autres Puissances contractantes l'effet, qu'on a droit d'en attendre, & que Leur zele pour la paix s'accordant avec la justice, Elles ne revoquent l'expedient, qu'Elles n'avoient pris que sur de faux exposez, de faire de toute la Toscane un Fief de l'Empire.

La conformité des sentimens du Grand Duc & du Grand Prince son fils à l'intention, où sont ces Puissances de choisir dés à present un successeur à la Toscane, sera le fruit de la sollicitude, qu'elles ont fait voir pour le bien
36 commun de la Paix : & comme Elles ont sujet de s'en contenter, il n'est pas necessaire pour perfectionner un ouvrage si salutaire, de changer sans raison la condition d'un Etat libre, dont le Souverain ne seroit pas moins offensé par cette disposition, que les peuples en auroient de douleur.

(a) L'éxtrait de ce billet se trouvera aprés le Memoire, num. 5.

N. I.

EXTRAIT DE DIVERS AUTEURS de toutes les Nations, qui dans les plus anciens temps ont rendu temoignage de la Liberté, & de l'absoluë Indépendance de Florence.

BARTOLE, *quoiqu' affectionné à l'Empire, dont il a tâché plus qu'aucun autre d'étendre les droits & les limites, reconnoit cette Liberté, sur la loi Hostes. 24 D. de capt. & postlim. rev. en écrivant, qu'il peut y avoir une guerre légitime entre l'Empereur & les Florentins.*

Il la prouve encore, en continuant d'expliquer la même loi Hostes. n. 16. où il dit, que les Villes, qui ne reconnoissent point de Superieurs, peuvent légitimement se déclarer la guerre l'une à l'autre, & prend pour exemple les Villes de Florence & de Pise. Quando est contentio inter duas Civitates, quæ superiorem non recognoscunt, ut inter civitatem Florentiæ & civitatem Pisarum. *Il dit la même chose avec plus d'étenduë sur la loi Infantem. D. de publ. jud. au n. 14. voici ses paroles:* Cum quælibet Civitas Italiæ hodie, præcipue in Thuscia dominum non recognoscat, in se ipsa habet liberum populum, & habet merum imperium in se ipso, & tantam potestatem habet in populo, quantam Imperator in Universo.

ACCURSE, *dans la Glose du Corps du Droit Civil sur la loi Non dubito. D. de capt. & postlim. rev. où il traite des peuples libres, les définit ainsi,* Liber populus est is, qui nullius alterius populi potestati est subjectus. *Et il donne pour exempel les Florentins:* Item alii liberi homines, ut Florentini & alii.

BALDE *de Peruse, sur la loi Cùm in longi. D. de prescript. long. temp. n. 11. parle ainsi de la liberté de Florence*

 Una-

Unaquæque Civitas, quæ habet ſuum regimen proprium & di-ſtinctum, nec ſupponitur de facto jurisdictioni ſuperioris, dicitur Provincia: exemplum pone in Florentia.

L'ANGE *de Peruſe en dit autant que Balde, ſur la derniere loi du Code de præſcript. long. temp.*

JEAN-BAPTISTE CACCIALUPO, *de S. Severin, dans la repetition ſur la loi Imperium. de jurisd. omn. jud. n.* 10. *parle de même que ceux, qu'on a déja citez, & n. 35. il ajoûte :* Sexto decimo, quæro an contra Imperium præſcribatur libertas? dicit hic Baldus; vide in dicta L. Competit, & in cap. Bonæ Angel. in L. prima C. ne rei dom. vel temp. dicit, quod ſic. Unde ſecundum ipſum defendi poſſunt præſcriptione, civitas Florentiæ & ſimiles, quæ prætendunt libertatem.

GASPAR VELASCO *dans la repetition ſur la même loi Imperium, après avoir fait le dénombrement des grandes Puiſſances, & nommé l'Empereur, les Rois de France, de Caſtille, d'Aragon, de Portugal, & les autres independans de l'Empire, continuë ainſi:* Quælibet civitas, quæ ſuperiorem non recognoſcit, ut Florentia & Sena, habet tantum imperium & tantam poteſtatem in ſuo territorio, quantam Imperator in Univerſo.

PIERRE ANCARANO, *de Boulogne, écrit de la même maniere de Florence, Conſ.* 87. *n.* 2. Non credo in dubium revocari Florentiæ videlicet, quod dictum commune in regia civitate, & omnimoda jurisdictione tenet locum Imperatoris. *Le même, Conſ.* 164. *n.* 1. *en parlant du Peuple Florentin:* Tenet locum Principis, & ſupremam jurisdictionem exercet per ſuos Rectores & Officiales. *Et Conſ.* 271. n. 3. Cum Populus & commune Florentinum teneat locum Principis, & omnes Officiales ab ipſo Populo jurisdictionem recipiant.

PAUL DE CASTRO, *de Pavie, Conſ.* 118. *col.* 2. *lib.* 5. Populus Florentinus, qui non recognoſcit ſuperiorem, Principis locum obtinet. *Et Conſ.* 171. *lib.* 1. *n.* 1. Sic etiam Florentini, ſi nollent ſervare Leges Imperiales, poſſent hoc de facto facere, ſicut de facto non obediunt. *Et plus bas*: Nam Galli & Florentini non obediunt Imperio quantum ad gravami-

na,&

na, & tantum Legibus Imperialibus utuntur inter se, similiter & terræ, quæ sunt de temporali jurisdictione Ecclesiæ.

LOUIS PONTANO, *connu sous le nom de* ROMANUS, *Cons.* 456. *n.* 1. Hæc capitula & conventa inter communitatem Florentinam, quæ superiorem non recognoscit, & ejusdem potestatem vim legis habent, & constitutionis.

L'ABBE' DE PALERME, *Cons.* 91. *n.* 1. *p.* 1. Civitas Florentina Imperatorem non recognoscens, tantam potestatem habet in suo territorio, quantam Imperator in suo. *Et cons.* 20. *n.* 1. *part.* 4. Hæc Civitas exercens regalia, habet tantam potestatem in territorio suo, quantam Imperator in Universo.

RAPHAEL FULGOZE, *de Plaisance, cons.* 149. *n.* 1. Cæteræ Civitates, quæ de facto superiorem non recognoscunt, & quæ vices Principis tenent, quales sunt inter cæteras partes Tusciæ, magnificæ communitates Florentina & Senensis.

ALEXANDRE, *cons.* 196. *n.* 3. *lib.* 6. Respublica Florentina æquipollet Reipublicæ Romanorum, cùm superiorem non recognoscat Civitas illa.

BARTHELEMY SOCIN *l'Ancien, de Sienne, cons.* 81. *n.* 3. *lib.* 1. Et maxime cum civitas Florentiæ cum suo comitatu & districtu non recognoscat superiorem, & præscripserit merum & mixtum Imperium, & tantam potestatem habet in populo & sibi subditis, quantam Imperator in Universo.

NICOLAS UBALDI, *Tract. de success. ab intest. part.* 1. *n.* 8. *aprés avoir fait mention des Princes, qui ne reconnoissent point de Superieur, comme des Rois de France, d'Espagne & d'Angleterre, ajoûte*: Isti ergo, qui non recognoscunt superiorem, possunt legitimare spurios, & idem etiam possunt civitates Italiæ, præsertim in Thuscia, quæ non recognoscunt superiorem, ut est civitas Florentina, & Perusina, & similes.

BARTHELEMY CEPOLLA, *de Verone, dans ses Conseils sur les matieres criminelles, cons.* 17. *n.* 13. Et sic similiter quod etiam committens crimen contra suam civitatem, quæ non recognoscit superiorem, sicuti est civitas Florentiæ. *Le même, Traité de servit. nat. præd. cap.* 32. *n.* 12. Unde in istis civitatibus, quæ superiorem non recognoscunt, sicut est civitas Venetiarum & Florentiæ, si una civitas occupavit bona alterius, potest illa per vim recuperare, quia Judicis non est copia. FELIN

FELIN SANDE'E, *chap. cùm non liceat. n. 10. de præscriptione.* Posse omnia Florentiam in suo territorio, quæ Imperator in suo Imperio. *Et chap. quæ in Ecclesiarum, n'. 2 de constitut.* Et quæ dixi de Principe, procedunt etiam in Populo habente jura Imperii, quia potest ea in terris, quæ potest Princeps, & talis est Populus Florentinus. *Et chap. arma nobis. n 3. de testibus, aprés avoir dit, que la disposition, qu'il vient d'établir, qui est qu'on doit donner creance aux Lettres du Pape, a lieu pour l'Empereur, & pour tout autre Prince, qui ne reconnoit point de Superieur ; il ajoûte :* Per quem textum, dicit Romanus in singular. 265. quod communitas non recognoscens superiorem, ut Florentia, potest statuere, ut testimonio unius Episcopi vel Marchionis, quælibet causa decidi possit.

JASON MAGNO *de Milan, Cons. 7. n. 7.* Hinc est, quod communitas Florentiæ in regimine civitatis, & omnimoda Jurisdictione locum tenet Imperatoris.

PIERRE-PHILIPPE CORNEO, *de Peruse, cons. 55. n. 18. vol. 2.* Civitas Florentiæ habet jura Principis, & constat, quod hostes Principis perdunt ea, quæ sunt Juris Civilis, & ita hostes civitatis, quæ habet jura Principis, perdunt jura civilia in proprio territorio.

FRANCOIS PURPURE', *de Pinarole, Senateur & Président du Parlement de Savoye, sur la loi 1. D. de offic. ejus cui mand. n. 325.* Advertendum non esse verum, quamlibet Italiæ civitatem habere vim Provinciæ, sed solum eas, quæ habent propriam jurisdictionem, ita ut alterius jurisdictioni non subjiciantur, ut Florentia & Senis.

FRANCOIS CURZIO *le Jeune, de Pavie, dans son Traité des Fiefs, part. 2. de feudis laic. n. 8.* Sic etiam dicimus, quod communitates Venetiarum & Florentiæ, quæ non recognoscunt Imperium, & pari modo cæteri Principes tenent locum supremi Principis, & omnia possunt, quæ potest supremus Imperator in toto orbe.

JAQUES MENOCHIUS, *engagé par l'Empereur Ferdinand, à dire son sentiment dans la celebre cause de Final, parle ainsi de Florence dans sa résponse, qui est la seconde entre les pieces de cette cause, sur le 1. article n'. 66.* Hæc ergo Florentina civitas nec

nec Imperatorem, nec alterum olim recognoscebat superiorem, ut ex nostris affirmant Socin. Sen. Jason, Felin. Purpur. Decius, Castaldus, & recte sentiunt, meâ sententiâ.

ANTOINE COSCIO, *de Sienne, expliquant ces mots*, Florentina potestas, *du dernier chap. de jurisd. dans la repetition sur le 1. chap. de Offic. deleg. n.* 38 *tom.* 2. *de ses repetitions sur le droit Canonique, croit qu'Innocent. III. en s'exprimant ainsi*, Non loquatur de potestatibus & officialibus, sed de Dominis non recognoscentibus superiorem ex præscriptione, vel ex privilegio, vel de facto, ut sunt civitates Thusciæ, ideo loquatur in feminino. Potestas Florentina tunc florentissima & sapientissima, ut ipsam appellat Fulgos. cons. 235. vendicaverat jura Imperii.

CESAR CONTARDO, *Comment. in L. un. C. de moment. possess. limit.* 22. *n.* 17. *assure, que Florence ne reconnoit point de Superieur, de même que Venise.* Idem dicendum de Republica Florentina, quæ superiorem non recognoscit.

LE CARDINAL FUSCO, *de Modene, en plusieurs endroits de sa conclusion* 402. *lett. L. mais particulierement n.* 7. Civitas Florentina, prout Rex Franciæ, de facto non recognovit Imperium, & si vellet, posset de facto non servare leges Imperiales. *Et n.* 8. Civitas Florentina habet tantam auctoritatem in territorio suo, quantam Imperator in Universo.

PHILIPPE DECIUS, *Milanois, cons.* 557. *n.* 12. *tom.* 2. *aprés avoir fait remarquer, que l'Empereur n'exerce aucune jurisdiction à Florence, & avoir rapporté ce, qu'il pensoit, qu'on pouvoit croire de l'origine de sa liberté.* Imperator nullam exercet jurisdictionem in civitate Florentiæ, sive hoc sit de facto, ex quo ita observatur : *conclut ainsi indépendamment du titre :* Imperatorem in civitate Florentiæ nec contentiosam, nec voluntariam Jurisdictionem habere, ita ut nec legitimatio filii naturalis facta ab Imperatore debet in territorio Florentino observari. *Le même cons.* 125. *n.* 5. Et ea, quæ dicuntur de Principe, intelliguntur de excelsis Dominis Florentinis, qui superiorem non recognoscunt. *Et cons. n.* 387. *n.* 2. Et ideo cum ille Tertius habeat causam ab excelsa Florentinorum Republica, videtur tutus ut inquietari non possit : quia Domini Florentini superiorem non recognoscunt, & in eorum territorio habent jura Imperatoris : nam Rodulphus

Imperator concessit libertatem dominis Florentinis pretio septem millium ducatorum, & hoc placuit Honorio Papæ IV. quia ex hoc libertas Ecclesiastica reddebatur securior, ut scribit Platina. Merito itaque excelsa Respublica Florentina jura Imperii & libertatis sibi vendicare potest, & idem est in aliis, qui superiorem non recognoscunt.

ANTOINE GABRIEL, *Romain, traitant liv. 5. de ses conclusions tit. de acquir. rer. domin. Concl. 3 de la liberté de Florence à l'occasion de ce, qu'il examine dans cette conclusion, si l'Empereur est Maistre de tout le monde, se determine pour cette liberté, & aprés en avoir marqué l'origine selon l'opinion de son temps, il conclut ainsi n.* 15. Idem etiam erit dicendum de Republica Florentina, quæ tempore Honorii Papæ IV, soluto Imperatori Rudolpho pretio sex millium ducatorum, vindicavit se in libertatem, confirmante Honorio libertatem prædictam: quod quidem ultra Platinam & alios Historiarum scriptores testantur Felinus &c. quam quidem dationem libertatis potuit Imperator conferre, maxime Papæ authoritate interveniente. *Il ajoûte aussi pour conclure plus sûrement*, hodie civitas Florentina in suo dominio, nec Imperatorem nec alium in dominum recognoscit ex sententia Bartoli in lege Hostes.

ROLAND DU VAL CASALASCO, *l'ancien, de Monferrat, liv. 2. consf. 91. n. 9.* Hinc est, quod dispositio Legis bene a Zenone C. de quadrien. præscript. secundum communem sententiam locum habet etiam in civitatibus non recognoscentibus superiorem, ut in Republica Florentina; *il dit la même chose dans son Traité de Jure dot. Chap. 3. n. 4.*

No. II.

ARTICLE IV. DE LA LIGUE CONCLUE à Barcellone le 29. Juin 1529. entre le Pape Clement VII, & l'Empereur Charles Quint.

ITem cum spoliatis omnia jura faveant, nec minus favorabilis censeatur spoliatorum restitutio, quam possidentium manutentio, & defensio horum potissime, qui etsi naturali, & corporali possessione privati, animo tamen civilem possessionem retinent, cujus vigore etiam naturalem de facto occupatam, de facto etiam licite recupe-

cuperant, cum id potius defensionis naturam obtineat: Memor Cæs. Majestas, quod illustris S. Sanctitatis Familia, hæredes scilicet quondam mag. Laurentii de Medicis a clarissimæ memoriæ Maximiliano Cæsare, ac Ferdinando Rege Catholico ejus avis paterno atque materno, superioribus annis in Patriam Florentiam restituti multis eisdem correspønderunt officiis, in omnibusque se gratissimos exhibuerunt; dolensque inter cæteras Sanctitatis suæ calamitates hoc quoque evenisse, ut quidam Sanctitatis suæ hostes, qui eadem jam antea consilia agitabant, illa occasione arrepta, velut desperatis Sanctitatis suæ rebus in familiam de Medicis insurrexerunt, cupiatque S. Cæs. Majestas pro filiali erga Sanctitatem suam observantia, & amore, etiam contemplatione matrimonii tractati, & conclusi inter illustrem Dominum Alexandrum de Medicis S. Sanctitatis nepotem, Ducem Pennæ, & illustrissimam D. Margaritam de Austria ipsius Cæsaris filiam naturalem, aliisque justis mota respectibus d. Familiam, annuente altissimo, in Patriam, & pristinum statum restituere. Ideo actum extitit, & conventum, quod aut ipsius Cæsareæ Majestatis copiis & viribus, aut eo meliori modo, quo id fieri poterit, cum primum id commode exequi & ad effectum deduci queat, dicti hæredes quondam magnifici Laurentii, nepotes scilicet & familia Sanctitatis Suæ de Medicis, reducantur in Patriam ac civitatem Florentiam, integreque restituantur non solum ad bona occupata, sed in eumdemmet statum, dignitatem atque amplitudinem, & ad gubernium & regimen ejusdem civitatis, & Reipublicæ, in quibus erant, antequam proxime ejicerentur: quod quidem S. Majestas efficiet non magis privati Suæ Sanctitatis commodi, ac dignitatis causa, quam ad evitandum ejus urbis periculum, nec non ob publicam Italiæ quietem, quam cum Sua Majestas summopere cupiat tranquillam, ac pacatam reddere, eodemque animo esse videat S. Sanctitatem, facilius id confici posse existimat, Reipublicæ Florentinæ statu ad arbitrium S. Sanctitatis constituto.

 N. III.

N. III.

NOTE, ET EXTRAIT DES AUTEURS Italiens & d'autres Nations, qui ont écrit depuis l'établissement de la Principauté, & qui ont rendu témoignage de la liberté de Florence.

PETRA *de poteſt. Princip. cap.* 3. *quaſt.* 4. *n.* 3. *& ſeqq.*
PASINO *de execution.* §. 1. *cap.* 4. *n.* 2. *& ſeq.*
RUSTICO *ad legem cum anus, de condit. & demonſt. lib.* 5. *cap.* 11. *n.* 52.

MARTA *de Juriſd. part.* 1. cap. 33. *n.* 106. *& ſeq.*

LUPO *de illegitim. lib.* 1. *com.* 3. §. 3. *n.* 13.

CAVALLO *Reſolut. crimin. caſ.* 99. *n.* 7.

JEAN DE LAET *de Princip. Ital. cap.* 6. *& cap.* 13.

STYPMAN. *de jure marit. & naut. cap.* 6. *n.* 198.

ARTUR DUCK, *Anglois, dans ſon celebre Traitè de auth. jur. civ. Rom. lib.* 2. *cap.* 3. *n.* 7. De poteſtate vero Florentinorum, & Magni Ducis omnes conſentiunt: Florentinos ſcilicet, dum Reipublicæ jure uſi ſunt, neminem ſuperiorem recognoviſſe, leges condidiſſe, omniaque jura regalia ſuperiorum Principum juſte exercuiſſe, Juriſconſulti illorum ſæculorum aſſerunt; paremque poteſtatem jam Magnos Hetruriæ Duces habere, eſſe ſuperiores Principes, iiſdemque omnia majeſtatis jura competere, juriſconſulti hujus ſæculi teſtantur.

GEORGE FOURNIER *in Geograph. orb. not. lib.* 9. *cap.* 17. *parlant du Grand Duc de Toſcane.* Cæterum Piſanam & Florentinam reſpublicas, quas vocant Dominium vetus, ſummo jure tenet; novum enim magna ex parte beneficiarium eſt, & clientelare, nempe Senenſis Reipublicæ & Elvæ dominium, quorum gratia Hiſpaniæ obſtrictus eſt.

EXTRAIT DES AUTEURS ALLEmands, qui rendent témoignage de la liberté de Florence, & de son indépendance de l'Empire.

MARTIN MAGER, *de Schomberg en Autriche, dans son celebre traité de Advoc. Armat. cap. 6. n. 128. fait la distinction entre les villes imperiales, les villes libres de l'Empire, & les villes, qui sont tout-à-fait indépendantes de l'Empire, au nombre desquelles il met celles de la Toscane.* Usu autem nostri temporis civitates liberæ trifariam accipiuntur; primo pro iis, quæ omni ex parte liberæ & nulli prorsus subjectæ sunt, nullum omnino superiorem, ne quidem Cæsarem recognoscentes, & de hujusmodi civitatibus superiorum nesciis idem judicatur, quod de principe, quia in suo statu persimiles existunt Imperatori; quod cum hodie quælibet civitas Italiæ, & præsertim Tuscia Dominum non recognoscat, & merum Imperium habeat in suo populo, quantum Imperator in toto Imperio.

JEAN SPRENGER, *de Vittemberg, Fragm. Jur. publ. cap. 2. de orig. & const. Imp. Rom. faisant le dénombrement des Puissances entre lesquelles le monde est partagé presentement, lorsqu'il vient à l'Italie, il aussure, que la Toscane est libre, à la difference de quelques autres Princes, ou Estats de ce pays, qui sont Feudataires de l'Empire n.* 1. Magnus Dux Florentiæ, qui Magni Ducis titulum ex Populi concessione gerit, Tusciam libere, Sienam vero a Rege Neapolitanorum habet, quam & illius Feudum agnoscit; Dux Mantuæ, Dux Pedemontis, Dux Mutinæ vasalli Imperatoris sunt.

ABRAHAM GOLNIZ, *de Dantzic, Compend. Geog. p. 2. 35.* Etruria sive Thuscia Magni Ducatus titulo ad sublimem inter Italicas regiones dignitatem elata, tres Respublicas olim liberas complectitur, Florentinam, Pisanam & Senensem; dividitur hic Ducatus in Dominium vetus & novum, quorum illo Respublica Florentina & Pisana comprehenduntur, hoc Senensis

cum aliis acquisitis. Dux autem Dominia hæc diverso jure possidet : nam vetus Dominium absolutum est, & liberum, nullique obnoxium, quam libertatem a pluribus Imperatoribus jam olim impetravit.

REINKING, *de regim. secul. Imp: lib. 1. Class. 2. cap. 9. faisant mention des pays entierement indépendans de l'Empire, y met Florence n. 57.* Florentia tempore Honorii Papæ, soluto Rodulpho Imperatori pretio sex millium Ducatorum, vindicavit se in libertatem. Platina in Honorio, Felinus &c. Eam tamen Carolus V. Imperator ad Imperii devotionem adegit, quod pluribus persequitur Natta Consil. & Alexandrum Medices, collocata ei in matrimonium Filia notha Margarita, Ducem Florentiæ constituit. Jo. Sleid. Hodie vero de facto non recognoscit Imperatorem.

ARUMEO, *disput. feudal. disp. 3. thes. 13.* Atque in hanc superioritatis classem illi vocandi sunt, qui superiorem non habent, ut Veneti, & de Florentinis idem dicit Curt. Jun. part. 2. de feud. Laicor. n. 8. qui ex præscriptione solum aliorum non agnoscunt superioritatem.

NICOLAS MYLER, *dans ses additions à Romelin sur la Bulle d'or de Charles IV. part. 3. disput. 2. n. 4.* Formale autem Majestatis in eo præcipue consistit, ut summa sit, & universim imperet. Nihil enim differt Magnus Dux Etruriæ a Galliarum & Hispaniarum Rege absolutissimo respectu summæ potestatis, nisi ratione minoris ambitus, sicut scapha a navi; licet ejus absoluta potestas Rerumpublicarum Florentinæ, & Pisanæ satis angusta, & perpaucis aliis locis, quæ absolute possidere contra Imperii jura prætendit, vix duorum dierum itineris longitudine terminetur : Senensem enim Rempublicam aliaque loca Feudi titulo ab Hispaniarum Rege, ac summo Pontifice possidet; nec dubito, quin idem jus habeat, quod alii liberi Reges in suis regnis obtinent, tituloque Majestatis uti possit, si velit; cum jam olim rescriptum fuerit, liberos reges idem jus habere, quod Romanorum Princeps sibi asserit.

CHRISTOPHLE BESOLDE, *de Tubinge, de Jurisd. polit. de appell. cap. 2. §. 6. aprés avoir fait mention des*

Rois

Rois & des Princes, qui ne reconnoissent point de superieur, venant à parler des peuples sûmis autrefois à l' Empire, & qui présentement sont absolument libres, comme la Republique des Suisses, parle ainsi de Florence. Sic Rempublicam Florentinam Rudolpho Imperatori, qui præstigiis territus ad instantiam Pontificis in Italiam intrare noluit. Selard. de Fid. Pontif. erga Imper. German. fol. 99. exolutis ducatorum sex millibus se in libertatem vindicasse, indeque Civitatem Florentiam in suo dominio nec Imperatorem, nec alium cognoscere dominum; in tantum ut neque Imperator in illa Civitate (in qua utpote nullam jurisdictionem habet) rite legitimare queat, post multos idem asserentes autores Gutr. lib. 5. tit. de acquisit. rer. dom. concl. fin. add. Knictun. Velitat. Apologet. n. 44. usque ad 62.

JEAN - GUILLAUME ITTER, *Traité de Feud. Imper. cap. 6. §. 21.* Ad Magnum Etruriæ Ducem nunc ordo nos deduxit, ubi vitandæ confusioni limites regionum prius partiri conveniet. Dispertitur autem dominium Magni Ducis in antiquum & novum, quorum illud Florentiam & Pisas, hoc Senas & alia noviter acquisita complectitur. Et vetus quidem dominium quod vocant, Germanici Imperii ditioni pridem subjectum non esse, non pauci sibi persuasum habent; Sprengerius certe Florentiam & Pisas Magnum Etruriæ Ducem citra recognitionem superioris regere pronunciat in Font. Jur. publ. cap. 22. pag. 222. in quam sententiam quoque haud invitus concedere videtur Mylerius ad Rumelin. Aurea Bulla part. 3. disp. 2. thes. 4. Besoldus quoque in Florentino Ducatu plenum regnum, quale plerumque libertatem armis suppressam subsequitur, esse judicavit lib. 1. Synops. Polit. cap. 4. n. 13. notatur ea propter Kippingio lib. 2. method. Jur. pub. cap. 5. §. 14. Cumque non omni plane fundamento aut certe colore isthæc sententia destitui videatur, factum hinc est, ut ex eruditis multos passim patronos eadem nacta sit. Florentinam enim splendidissimarum ædium structura superbientem Italiæ Civitatem, pactione cum Rodulpho I. Imperatore inita, una cum aliis tunc temporis sui juris factam esse, complures Jurisconsulti nobis persuade-

suadere satagunt, magna serie allegati apud Klock de contrib. cap. 4. n. 35. & Art. Duck, de auth. Jur. civil. Rom. lib. 2. cap. 3. §. 6. & seq.

GASPAR KLOCK, *de Ærario, cap.* 17. *décrivant le Grand Duché de Toscane.* Dividitur Principatus vulgo in dominium vetus, & novum, quorum illo Florentina, & Pisana Respublica comprehenduntur, hoc Senensis cum aliis acquisitis. Princeps autem dominia hæc utraque diverso jure possidet: nam vetus dominium absolutum est, & liberum, nullique obnoxium, quam libertatem a pluribus Imperatoribus jam olim impetravit. Novum autem magna ex parte in Feudum tenet a Rege Hispaniarum, puta Senensem Rempublicam.

LE MESME, *dans le Traité des Contributions cap.* 5. *n.* 10. Florentini pactione cum Rodulpho Habspurgensi ejus nominis I. Imperatore, solutis 26. millibus coronatis inita, se ab obedientia Romani Imperii subtraxere; Bodin. Portio &c. Florentiam instauravit Carolus Magnus, & Imperatori fuit subdita, donec Rodulpho I. misso Prinsivalle de Flisco ex Comitibus de Luigarna Genuense Vicario Imperiali a se constituto, sacramentum fidei & obsequium Etruriæ Civitates contumaciter negaverunt: quo ipso Imperator motus, atque opibus suis, si arma adhiberet, diffisus obsequium remisit, integramque libertatem Italiæ indulgere statuit. Quare præmemoratus Fliscus id civitatibus indicavit, quæ confestim singulæ indictam pecuniæ summam exsolverunt, & libertate redempta singularia privilegia ad eam rem elicuerunt. De Repub. Ital. lib. 20. ad fin. Anton. Archiep. Flor. p. 3. tit. 20. cap. 5. §. 1.

Quamvis autem quidam existimant, Rodulphum I. reservasse superioritatem, & recognitionem Imperii, civitatesque libertate sibi comparata Cæsaris dicto se audientes promisisse. Cuspin. in vit. Rodulphi I. Gerard. Roo annal. aust. lib. 1. ad ann. 1284. & Jovius etiam scribat Florentinorum lege vetustissima Imperatori jus esse itidem instituta confirmandi, & inde superioritatem Imperii conservare. Federic. Scot. repub. 28. n. 107. lib. 6. Attamen quia expressim traditur Fliscum, ut jura Imperii recuperaret, missum exigendo fidelitatis & obedientiæ juramentum Romano Imperio,

perio, idque Civitates Tusciæ constanter negasse, inde libertatem omnimodam divenditam conjicitur, idque eo magis, quod actus subsequuti id etiam evincant, cum statim alia reipublicæ forma tunc constituta fuerit, & in Principatum perpetuum conversus, Mediceæque familiæ assignatus, Jovius d. lib. 29. Fran. Guicciard. Histor. Ital. 2. quæ nunquam agnovit Romanum Imperium, quod utique fieri debuisset, si superioritas Rodulpho I. fuisset reservata, facileque Carolus V, qui Florentinos debellavit, & ob ingratitudinem & molitionem contra Imperium coërcuit, non refragante contractu per ejus antecessorem inito, potuisset eos Imperio subjicere. Decian. Cons. 19. n. 9c. lib. 3. Mart. de Jurisd. part. 1. cap. 33. n. 95. & seq.

N. IV.

NOTE DE CE QUE LES FIEFS DE L'EMPIRE que le Grand Duc possede, doivent payer pour la taxe à raison de trois Ecus d'or par feu, envoyée par le Maréchal Caraffa à la Cour Toscane en 1691.

IL feudo di Lussolo, fuochi n. 120	360
Il feudo di Rico e sue ville, fuochi n. 50	150
Quello d' Arbiano, fuochi n. 70	210
Il feudo di Fiuizano, fuochi n. 500	1500
Il feudo di Caprigliola, fuochi n. 100	300
Il feudo di Fornoli, fuochi n. 50	150
Il feudo di Castiglione, fuochi n. 40	120
Quello di Bagnone, fuochi n. 100	300
Il feudo di Filattiera, fuochi n. 200	600
Il feudo di Rocca Sigillina, fuochi n. 122	366
Il feudo di Pontremoli, fuochi n. 6000.	18000
Devono in tutto	22056

N. V.

TRADUCTION DE PARTIE D'UN BILLET du Comte de Sinzindorff à l'Electeur Palatin, écrit de Francfort par ordre de l'Empereur.

SA Majesté Imperiale est persuadée, que le Grand Duc ne fera ni permettra, que l'on fasse aucune disposition des Etats de sa Domination en faveur des Ennemis de Sadite Majesté & de la Maison d'Autriche, ou contre les interests d'icelle, mais qu'au contraire il songera aux moyens de pouvoir accorder ensemble pour le present, aussi bien que pour l'avenir, les interests de la Maison de Toscane avec ceux de la Maison d'Autriche, moyennant quoi Sa Majesté Imperiale sera contente de donner à Madame l'Electrice Palatine les Investitures des Fiefs données jusqu'à present sous differens titres aux mâles de la Maison de Medicis.

VINDICATIO
JURIS IMPERIALIS
in
MAGNUM TUSCIAE DUCATUM,
sive
CONFUTATIO SCRIPTIONIS,
Cui Titulus
MEMOIRE SUR LA LIBERTÉ DE L'ETAT DE FLORENCE,
ubi

plura, jus Imperii propugnantia ac confirmantia, ex genuinis Annalibus, Diplomatibus et Actis Publicis proferuntur ac insimul objectiones et argumenta, pro Suprematu Florentino concinnata, breviter ac perspicue removentur

a

Friderico Ludovico Nobili
Domino de Berger.

Anno M DCC XXIII.

AVGVSTISSIMO

AC

INVICTISSIMO

CAROLO

VI.

ROMANORVM

IMPERATORI

SEMPER AVGVSTO

GERMANIAE, CASTELLAE, ARRAGONIAE, LEGIONIS, VTRIVSQVE SICILIAE, HIERVSALEM, HVNGARIAE, BOHEMIAE, DALMATIAE, CROATIAE, SCLAVONIAE, NAVARRAE, GRANATAE, TOLETI, VALENTIAE, GALLITIAE, MAIORICARVM, SEVILIAE, SARDINIAE, CORDVBAE, CORSICAE, MVRCIAE, GIENNIS, ALGARBIAE, ALGEZIRAE, GIBRALTARIS, INSVLARVM CANARIAE ET INDIARVM AC TERRAE FIRMAE, MARIS OCEANI

REGI,

ARCHIDVCI AVSTRIAE,

DVCI

BVRGVNDIAE, BRABANTIAE, MEDIOLANI, MANTVAE, STYRIAE, CARINTHIAE, CARNIOLAE, LIMBVRGIAE, GELDRIAE, VIRTENBERGIAE, SVPERIORIS ET INFERIORIS SILESIAE, CALABRIAE, ATHENARVM ET NEOPATRIAE,

PRINCIPI

SVEVIAE, CATALONIAE ET ASTVRIAE,

MARCHIONI

SACRI ROMANI IMPERII, BVRGOVIAE, MORAVIAE, SVPERIORIS ET INFERIORIS LVSATIAE,

COMITI

HABSBVRGI, FLANDRIAE, TYROLIS, FERRETIS, KYBVRGI, GORITIAE ET ARTHESIAE,

LANDGRAVIO ALSATIAE,

MARCHIONI ORISTANI, COMITI GOZIANI, NAMVRCI, ROSSILIONIS ET CERITANIAE,

DOMINO

MARCHIAE SCLAVONICAE, PORTVS NAONIS, BISCAIAE, MOLINAE, SALINARVM, TRIPOLIS ET MECHLINIAE,

etc. etc. etc.

DOMINO MEO CLEMENTISSIMO.

AVGVSTISSIME CAESAR,

DOMINE CLEMENTISSIME.

T*Anta exſtat* SACRAE MAIESTATIS TVAE *in eos, qui officii boni civis non immemores, jura* IPSIVS *ac Sacri Imperii, cui, ſanctisſima dignitate poteſtateque coruſcans ubique, dominatur, literis venerabundi vindicant, gratia, et tanta in literatos clementia, ut animus ad commentationem quandam, adſertionem juſtiſſi-*

mam pariter ac illustrissimam quae complectatur, summisso cultu offerendam merito alliciatur. Enim vero, quum nuper admodum scriptio prodiisset aliqua, quae S. MAIESTATIS TVAE *atque Imperii Romano-Teutonici dominium directum ac jurisdictionem in territorium Tusciae Italicum supremam dubitationibus implicare, et isti libertatem perfectam suprematumque, quem vocant, adsignare minus erubuit, jam autem* S. MAIESTATIS TVAE *insigniter referre videatur, jura, tot egregiis titulis totque praeclaris actis comparata, adversus qualescunque temerarias objectiones molitionesque defendi, ac hoc praesertim aevo universo orbi, documentis rerum publicis congestis, declarari; hoc ipsum jam ante complures menses cupiditatem eas decenter confutandi menti devotissimae instillavit. Si unquam,* IMPERATOR SACRATISSIME, *jurisdictio et dominium sublimius,* S. MAIESTATI TVAE *proprium, celsissimoque Imperiali Fastigio arctissimo vinculo connexum, in regionem, S. Imperii finibus conclusam, veritatis clarissimae luce conspicuum deprehendatur, id quidem de ditione Florentina publice ut profiteamur, par est. Certe ista, quae Divus Carolus V. Antecessor* S. MAIESTATIS TVAE *Gloriosissimus, circa coërcitionem Florentinorum justissimam, restitutionem Familiae Mediceae, et novi publicae rei status dispositionem, immortali Nominis Augustissimi gloria, prudentissime exsequutus fuit, subjectionem Etruscam abunde commonstrant ac restaura-*

tionem

tionem confirmationemque Poteſtatis Imperialis mirifice evincunt. Igitur ſumma aequitate innixa S. MAJESTAS TVA, *atque Majorum exemplis manifeſtis cunctaque laude ſuperioribus ducta Gentium conſenſu unanimi cenſenda eſt, quum facultatem, tot eximiis modis adquiſitam olim, et inveterata conſuetudine, poſſesſioneque diuturna, corroboratam, convelli adverſariorum machinationibus, vel imminui minus patiatur, potius verbis, factisque, eminentisſimum Axioma* SPONSI ATQVE NATVRALIS DOMINI ITALIAE *Carolo IV. Auguſto, quondam attributum, hic etiam propugnet, ac gravisſime eat vindicatum. Equidem* S. MAIESTATIS TVAE *Juſtitia et Aequanimitas, qua duce tantum Imperium, admirabili felicitate comite, continetur, regitur, amplificatur, adeo laxe diffuſa eſt, ut Principibus Italis jura, ac privilegia a Divis antea Romanis Imperatoribus et Italiae Regibus, incomparabili aeternoque gratiae documento, indulta, ſarta tecta clementisſime relinquat, immo priſcis beneficiorum inſignium cumulis novos quotidie adjungat, et ubicunque* MAXIMI PRINCIPIS ATQVE PATRIS PATRIAE INDVLGENTISSIMI *officiis excellentisſime perfectisſimeque defungatur. Sed, quemadmodum benignitas et liberalis rerum humanarum concesſio illam virtutem coarguit, in excelſo poſitam loco, atque deſignat, quae Principes, terrarum Dominos et Moderatores, maxime exornat, ac Ipſis* DIVINA *auctoritate voluntateque adſcri-*

❋ ❋ ❋

ſcriptum pridem , DEORVM TERRESTRIVM *elogium parit ; contra quoque ingratisſimi animi teſtimonium hinc elicitur, ſicubi tantis beneficiis onuſti exemtionem a dominatione ſuprema deinceps moliantur, et plenam libertatem adfectent, Quapropter indoles vaſtiſſimi amplisſimique characteris Imperatorii, quo Gratia* NVMINIS AETERNI, *applaudente , qua late patet, univerſo terrarum Orbe, et laetantibus humiliter enixeque cunctis Imperii Romano-Germanici Civibus ac Membris*, SACRAM MAIESTATEM TVAM, *ſapientisſimo conſilio, condecoravit, merito intelligitur poſtulare, ut non ſolum* ILLA *Fidelibus Suis varii generis commoda et emolumenta benignisſime largiatur, ſed regiones identidem clientelares, Auguſtisſimo Regimini ſubditas, debiti obſequii fortiter admoneat, atque, ditionibus magis magisque communi vinculo invicem colligatis, ampliſſimum Imperii, quo nullum glorioſius ac illuſtrius unquam apparuiſſe rerum monimenta commemorant, augeat, et contra quaslibet exterorum hoſtium malevolas tentationes invictum immotumque efficiat. Neque vero S. Imperii tantummodo intereſt* , CAESAR INVICTISSIME, *ut demonſtretur, Hetruriam integram Ejusdem conſtituere portionem, ac inveteratum ſolidum dominium adſtruatur. Serenisſimae itidem Domus Auſtriacae ſalus quadantenus hic verſatur, quae in* S. MAIESTATIS TVAE, *favore* DIVINO *tot praeſtantisſimis Regnis atque Provinciis gubernandis conſecratae , Sanctisſima Perſona, ſum-*

ſummo Ejusdem Capite et Statore, *vivam ſui imaginem repraeſentat*, *atque*, *ſub auſpiciis Tanti* MODERATORIS, *indies ad magnitudinem talem*, *increſcens evehitur*, *qualis innuere ſatis poſſit*, *Auguſtae Genti*, *e coelo in terras demiſſae*, *ad Imperia terrarum capeſſenda*, *diademata ſceptraque geſtanda*, *perpetuam ſic eſſe inſitam*, *et*, *ſingulari mirabilique fato quodam*, *conjunctam proſperitatem*, *ut nunquam divelli hinc debeat aut ſegregari. Plane Divus Carolus V*, *cujus altisſimas virtutes*, *ac immortali gloria res peractas univerſus terrarum complexus conſtanter veneratur*, *Provinciarum Auſtriacarum compagem plurimum auxit*, *dum in Italia apprime*, *atque Belgio*, *diverſas regiones armis partim*, *partim pacatis mediis conquiſivit*, *Hiſpanorum Procerum animos in fide*, *patri jam*, *Philippo I. ſanctius addicta*, *mirifice confirmavit*, *itidemque*, *privilegiorum optimorum ratihabitione veluti ac prorogatione juſtisſima inſtituta*, Majeſtatem Auſtriam *prudentisſime corroboravit. Aſt*, CAESAR POTENTISSIME, *longe eminentius adhuc* S. MAIESTAS TVA Fortunae CAROLINAE, *quam* Conſtantia *atque* Fortitudo *ſuſtinent*, *magisque extollunt*, *omni ſeculorum memoria celebratae*, *exemplar poſteritati ad imitandum proponit*, *dum publicam Imperii tranquillitatem*, *gravisſimis antehac bellis interpolatam*, *pace initio ferme Auguſtisſimi Regiminis ubivis concluſa*, *auſpicatisſime revocavit non ſolum*, *ſed Provinciarum quoque Hereditariarum amplisſimo ſyſtemati*, *tum Belgica*

avita plurima, *tum Italica praecipue territoria*, *utputa Mediolani*, *ac Mantuae*, *Ducatus validissimos*, *immo potentissimum Siciliae utriusque Regnum*, *Hereditatis maxime*, *Divino humanoque jure debitae*, *fructus et* Austriae Sublimitati *convenientia prorsus emolumenta*, *perpetua foederis singularis lege inseruit*, *proinde potestatem*, *quavis alia superiorem*, *applaudentibus cunctis S. Imperii Ordinibus*, *laetantibus tot Regnorum terrarumque civibus ac subditis*, *non invidente demum*, *meliorum quousque existimatur partium*, *Europaeo Orbe*, *in Hesperiae oris conciliavit. Hasce autem egregias*, *et* DIVINO *beneficio collatas*, *accessiones*, *aliis forsan mox dilatandas*, Senarum *praesertim* Dominium *sicubi respiciatur*, *quum conservari*, *tam S. Imperio*, *quam* S. MAIESTATIS TVAE *Augustae Domui insigniter et praegnanti ratione aliqua expediat*, *neque minus conservationi isti promovendae accedere videatur*, *quando Imperii jura in reliquos Italiae Ducatus praestentur semper inviolata*, *atque omnis dissensiones fatales et noxia incommoda suscitandi occasio*, *quam alioqui Suprematus plenaeque libertatis in Etruriam introductio*, *vel tacita permissio facillime suggereret*, *praescindatur*; *non inutilem nunc impenderit prope operam*, *qui illa*, *ante haud nimis exculta et demonstrata*, *e tenebris quasi eliciat*, *atque*, *inaestimabili Tanti* PRINCIPIS *Gratia confisus*, *et caussae*, *immensa simul aequitate fultae*, *ponderosissima gravitate impulsus*, *literis producat exarata.*

Cum

Cum igitur, IMPERATOR CLEMENTISSIME, *tam inclutae, tamque momentosae quaestionis, de vindicanda in Tusciam Imperiali Facultate formatae, argumenta praestantiora in praesenti opusculo fuerint, quantum ingenii vires passae, delineata, ad pedes* S. MAIESTATIS TVAE *id ut deponam, humillimi cultus religio jubet, cui indoles hujusmodi connata, ut iis, qui, tenuitatem offerendorum sacrificiorum anxie nimis considerantes, a via ideo deflectunt, merito irascatur; quandoquidem ipsa ea, quae* COELESTIS NVMINIS *aris olim admovebantur, exigui pretii saepius res,* primitiarum *itidem oblatio sicubi spectetur, efficiebant, neque tamen absque grandi piaculo omitti poterant. Summi Principes, in altissimo dignitatis auctoritatisque culmine quantumvis collocati sint, non solent dedignari, quicquid summissa cum pietate, ac sincera veneratione offertur. Quapropter*, INTER PRINCIPES MAXIME, S. MAIESTATEM TVAM *humillimis precibus supplex adeo rogoque, ne gravetur* IPSA, *commentationem*, EIVSDEM *Nomini Augustissimo dicatam ac consecratam, clementissime intueri, atque auctori Gratiam Protectionemque* CAESAREAM, *omni efficacia efficaciorem, benignissime elargiri, utputa qui nil unquam magis inter vota est relaturus, quam ut* NVMEN AETERNVM, *quod S. Imperium, sub auspiciis Invictissimorum Imperatorum, e Serenissima Gente Austria oriundorum, florentissimum, per tot secula custodivit, et admirabiliter defen-*

)( )(2 *dit*,

dit, S. MAIESTATEM TVAM *incolumem diutissime tot populorum ingenti solatio prosperitatique indulgeat*, *ac* Solio Imperiali, *ultra quamcunque fortunam humanam evecto, nec non Augustissimae Domui Archi-Ducali perennia circumfundat incrementa*, *hancce mascula sobole*, *universali ardore intimisque suspiriis pridem exoptata*, *beet*, *instruat*, *tandem*, *cunctas* CAROLINAS Felicitates *in* CAROLO SEXTO, AVGVSTORVM AVGVSTO *conspirare*, *et usque ad seram posteritatem permanere*, *mitissime patiatur*.

S. CAESAREAE MAIESTATI TVAE

aeterna subjectionis atque obsequii lege

devotissimus

Fridericus Ludovicus Nobilis Dominus de Berger,

PRAEFATIO.

Lecturo Benivolo

Salutem plurimam

Auctor Vindicationis.

EQuidem non opus eſſe videbatur, *Lector Benivole*, ut Praefatio quaedam *Vindiciis* hisce praemitteretur, quum ſolum titulum inſpiciens propoſiti finem cauſſamque haud aegre poſſit aeſtimare. Nihilominus mentem adgreſſuri lectionem Commentationis paululum praeparari et inſtrui melius, arbitror, ſicubi commoneantur aliqua, quae reſciri et curatius cognoſci forſan expedit, ſaltem mea tantiſper refert. Prodierat nuper Commentatio, idiomate Gallico exarata, Auctore locoque incerto, adpellatione utriusque neglecta, ubi agebatur id, ut ſupremàtus ſive perfecta a jurisdictione dominioque Imperii Romano-Teutonici directo exemtio, atque, quam vocant, independentia Magno Hetruriae Ducatui vindicaretur. Jam complures elapſi menſes, ubi caſu fortuito Deductio iſta in manus inciderat, quam cum, indagandi argumenta, ibi propoſita, cupidus, evolverem, non ſatis mirabar, qui fieri poſſet, ut tam audacter quis dogmata orbi Europaeo obtruderet,

nullo idoneo fundamento innixa et juribus Imperii manifestis adeo adversa. Initio quidem serio minus de refellenda scriptione cogitabatur, cum perspectum apprime haberem, de controversiis, quae Magnos inter Principes agitantur, et tam arduum negotium attinent statumque publicum ac Politicum propius attingunt, sententiam publice expromere privatis non semper licere, dein veritati hanc indolem velut insitam, nescio quo fato, esse, ut odium parere soleat. Porro id dubitationis animum incesserat annon forte Deductio ista Gallica auctoritate publica et mandato Aulae Florentinae fuisset concinnata; quo quidem casu, si de refutatione disquiratur, iterum commissione et voluntate Superioris, contra cujus jura ista directa deprehenditur, res indigere merito intelligitur. Attamen omnes hi scrupuli non efficere tandem poterant, ut ideo a defendendo et vindicando Imperii jure absterrerer, officii cujuslibet boni civis non immemor et una animadvertens, alios quoque eodem fortassis incitante, ad delineanda quaedam, huc spectantia, fuisse compulsos. Neque referre nimis censebam, quo facto quove instinctu Suprematus Tusciae fuisset adsertus, rem ipsam solum consideraturus, quasi minus cum persona dimicandum esset; cui, in quacunque dignitate constituta sit, et quocunque demum stimulo ducta adversus Imperii facultatem calamo pugnarit, nil uspiam nocebit, si rationes modeste et solide resolvantur. Igitur refutationem, quae ideo maxime necessaria, ne tacendo Germani victas dent Italis manus, susci-

suscipiens, eo ingenii vires quantumcunque exiguas contendi, ut non solum jura Imperialia simpliciter ex Annalibus genuinis et Diplomatibus eruta apparerent, sed praesertim quoque objectionibus variis fieret satis tortaeque et arbitrariae nimis publicorum Instrumentorum explicationes subverterentur, aliis iisque idoneis magis substitutis. Quod quidem institutum tam prospere cessit, ut jam plures ante menses *Refutatio* haecce fuerit perfecta et labor ad finem perductus, sic, ut non erubuerim, S. Caesareae Majestatis Status Ministris ac Consiliariis secretioribus longe eminentissimis, summissa veneratione, tanquam primitias industriae publicae offerre, priusquam adhuc de impressione coepissem exstare sollicitus, quam nunc demum procuravi, intelligens, istas summis Viris minus displicuisse. Scriptores, pro jure Imperii adlegatos, magnam partem Florentinos idcirco selectos fuisse, facile colligitur, quia Adversarii erroris non fortius coarguuntur ac convincuntur, quam si ipsi Annales domestici et ubivis probati refragari doceantur. E Teutonicis itidem Historicis adducti quidam, quibus hic merito jungendus quoque *Procopius Lupacius*, Scriptor Bojoëmus in *Ephemeride* sive *Kalendario Historico*, ad *VI. Januar.* (e MS.) memorat, A. 1313. *Joannem Regem Bohemiae, Sacri Imperii per Germaniam Vicarium Generalem, conventus Principum Imperii in inclyta urbe Noriberga egisse, ut auxiliares copias Patri suo* (Henrico VII. Imp.) *tanquam Romanorum Imperatori, adversus* FLORENTINOS, *quos uti* RE-

BEL-

BELLES *coërcitos esse voluit, exhiberent.* Sed vetustiores recentioribus praelati, quoniam isti coaevi exstant, et de rebus quandoque perhibent, quarum notitiam minus famae inani et ambiguae, potius experientiae propriae debuerunt. Certe ex recentioribus parum solatii accersiveris, quum in re antiquiori generaliter parum fidei promereantur, ni testimonio coaevorum suffulciantur, immo quidam tam imperite de jure Imperii in Hetruriam commemorarunt, ut Principes hujus regionis pro liberis et a jurisdictione Imperiali immunibus habuerint, fabulam, ab Italis de venditione Rudolphina excogitatam, improvide sequuti. Vnde demonstratum fuit, caussam suprematus Florentini cumulum Scriptorum Germanicorum parum juvare, quum imperitia et error privatorum, Principum Summorum jura, egregie justeque adquisita, nec tollat, nec imminuat. Immo observatum fuit, Catalogo, *Appendici* annexo, plures insertos, qui Historicorum nec nomine nec elogio digni, ultra Jurisprudentiam Romanam parum sapientes. Ceterum hinc discitur, quam caute versandum sit in juribus Imperii tuendis. Quandoque JCti et Historici Teutonici Imperio nimis blandientes, vel normam dijudicandi genuinam ignorantes, hujus fines praeter fas extulere, Imperium Romanum priscum hodierno perperam commiscentes; quae omnia melius discrevit *H. Conringius* in praeclaro opere *de Finibus Imperii Germanici.* Quidam viceversa arctiores limites finxerunt sibi, nexus, quo Italiae Regnum Teutonico colligatum est, originem, formam

mam effectumque nescientes. Sed cuncta ista satis in *Vindicatione*, prout enucleandae Imperii jurisdictioni supremae in Hetruriam conducunt, fuisse explicita, *Lector Benivolus* ipsemet judicarit. Enimvero, ni origo cujuslibet rei exquisitius indagetur, nunquam adaequatum prorsus judicium poterit efformari. Neque lites istiusmodi sine cognitione Annalium sobria probe dirimuntur. In omni Juris Publici scientia plurimam vim exercet Historiae notitia. Inprimis tum praerequiritur, cum jus in regionem, ubi Rectores pluribus juribus eminent, ab aliis Principibus, supremis nimirum et Regali decore coruscantibus, independentium instar censentur ac excipiuntur itemque libertatis Juris Gentium caussam in praescriptione longaeva collocant et omissum Imperialis jurisdictionis exercitium urgent, est adserendum. Tum enim mos seculi, quo privilegia et jura fuere indulta, inquirendus est itemque occasio, quae liberalitatem suggessit, perscrutanda, et universa res aliorum exemplis illustranda, quae, si adaequata exstare debeant, ex Annalium squalore et pulvere compilare, molestiam non raro conciliat. Dein interpolatio et interruptio praescriptionis praetensae scite docenda atque varia facta actusque, huc collineantes, recensendi, qui non aliunde dignoscuntur, quam ex sedula Historicorum evolutione. Neque tamen in sola factorum hujus generis consignatione subsistere fas est. Juris quoque ratio jungenda ob perpetuam, quae hic intercedit, connexionem. Applicatio sane juris, cum de vindicando dominio

directo quodam, vel potestate superiori agatur, tam eo casu necessaria, quando effectus, ex tot actibus Historicis rerumque monimentis redundans, explicatur, quam itidem locum obtinet, si privilegia sint enodanda ac inprimis facta juxta normam Gentium Juris dijudicanda. Enimvero non satis saepe aestimant Viri eruditi, quantam auctoritatem quantumque praesidium Juris Gentium sobria scientia in diffiniendis illustribus controversiis praestet. Atque hocce jus ratione prorsus sustinetur et moribus populorum solet invalescere. Exinde edocemur, quinam extent veri characteres, unde qualitas dominii supremi et, quae isti respondet, subordinationis conjiciatur. Inde scimus, quomodo potestas et jus in civitatem aliquam, vel Principatum concilietur, et qua ratione iterum amittatur. Plane non omnes tituli, quibus subministrantibus privatorum dominia stabiliuntur, in capessendo populi dominatu et procuranda subjectione probe versantur, ubi singulares saepe modi usurpari consueverunt; veluti exemplo belli et aliis liquet. Licet enim occupatione bellica rerum proprietas quoque privatis conciliari possit, proprie tamen titulus bellicus ad obtinenda populorum regionumque imperia conspirat et ex regulis Gentium Juris est dimetiendus. Jam istud Jus passim in *Vindiciis nostris* propositum et ad quaestionem praesentem accomodatum fuit, ubi praesertim de titulis, quibus Imperii jus in Etruriam communitum deprehenditur, disserui. Amplius Politices genuinae principia haud fuisse neglecta, *Lector*, justus rerum aestimator, vix

dif-

diffitebitur. Neque ea praeterire par viſum fuit,cum Jus Gentium et omne Publicum, ſive univerſale, ſive particulare ſeu Reipublicae alicui proprium, tum demum, probe capiatur et accommodetur, ſicubi principia Politica fuerint apte praeſtructa. Plane juris ratio diſcutiendis controverſiis illuſtrium ſucceſſionum et aliis Principum cauſſis non ſola ſufficit. Potius ſpectandum quoque, quid publicae rei conducat, et quid mos ſeculi perferat. Id enim inter Gentes jam diu moris invaluit,ut exiſtimetur,ſatius aliquando fore, ſi quis juri ſuo repudium mittat, ne turbae moveantur et Principes invicem collidantur. Neque minus liquet, iſtos quoque, qui regioni liberrima poteſtate imperant, nil debere circa negotium ſucceſſionis ſuſcipere, quod vicino noxam adferre poſſit, cum *Ratio Status* quemlibet ſuis ſtudere commodis et praecavere ſibi quovis modo jubeat. Igitur, quamvis cònſtaret, Magnum Florentiae Ducem a jurisdictione Imperiali prorſus exemtum eſſe,nihilominus Caeſari ac Domui Auſtriacae nemo inviderit,ſi *Regula Politica*, quae conſervandis ditionibus inſervit, utantur et Magnum Ducem eo adigant, ne de ſucceſſione in praejudicium ipſorum diſponat. Nimirum, ſicubi Hetruriae Ducatus Carolo Andegavenſi, vel alii Principi, jure ſupremo inſtructus traderetur, mox contingeret, ut is, Regio axiomate aſſumto, vicinas ditiones invaderet ac regnum in regno formaret et Vaſallos Italicos, qui Imperio parent, ſibi ſubjiceret. Quapropter expoſcit ſalus totius Imperii,ut nexus clientelaris ſtet intemeratus, immo firmetur magis et futu-

)()(2 rus

rus possessor vinculo fidei et obsequii, Imperio praestandi, obstringatur. Hac igitur ratione, *Lector Benivole*, hisque argumentis innixus breviter (nam in re tam manifesta prolixa nimis scriptio non oblectat, magis fastidium progignit, neque homines prudentes molem et formam libellorum respicere, sed materiam ejusque deductionem nervosam ac momentorum pondus gravitatemque mirari consuevere) caussam Imperii defendi, *Historiae*, *Juris et Politices* adminiculis conjunctis. Diplomata, quae Appendix exhibet, quidem jam innotuerunt, cum *Auctor Dissertationis de Jure Imp. in M. E. D.* produxerit. Nihilominus non incongruum existimavi, si huic quoque scripto adnecterem, quo *Lector Benivolus* cuncta in conspectu quasi habere possit ac cognitionem rei ex ipsomet fonte derivare. Quare etiam *Commentatio*, quam confutavi, adjecta fuit. Arbitror quidem, plura adhuc documenta, quae Imperii facultatem juverint, in Archivis passim Italicis inprimis latere. Sed divulgare omnia non opus est, cum praesentia prorsus sufficiant, inter quae Decretum Carolinum et Diploma Maximiliani II. antea non editum, tam perspicue subordinationem Florentinam evincunt, ut suprematus cujusdam defensio mirificam temeritatem coarguere merito censeatur. Ceterum, antequam haec allocutio finiatur, commonere liceat, plurimum juri Imperiali in ditiones Italicas detrimenti hucusque conciliasse et superbientem spiritum Italis instillasse, quod Germani Scriptores, cum de Juribus Publicis commentati, Italicarum rerum ferme obliti, quasi istud

Regnum

Regnum prorſus ſeparatum et tantum ſpecie foederis inaequalis Germaniae connexum eſſet, vel vinculum priſcum prorſus ſolutum. Annon igitur referret publicae rei, res omnes Italicas probe erui ac Compendio quodam publice exhiberi? Prodiere hactenus tot Compendia Juris Publici Romano-Germanici, ut ſcientia haecce eximie fuerit exculta, inſigni publicae rei commodo, ita, ut exteri parum amplius lucri ex ignorantia Teutonum in tractandis negotiis publicis, quam imprimis Galli olim objecerunt, ſint collecturi, cauſſam potius habentes, cur ſibi metuant, ne aliquando Imperium ditiones, injuſte ademtas, in quas Viri eruditi facultatem integram egregiis rerum monimentis docuere, vindicet ac majeſtatem fortius tueatur: Quidni ergo *Jus Publicum Regni Italici* conſcribendum, quod, *Schematis* conceptus idoneus ſi efformandus ſit, ſingularem Regionum, in primis Auguſtae Gentis Auſtriae dominationi obnoxiarum, contineret deſcriptionem, de Origine nexus, quo illud Imperio colligari coepit, forma et effectu differeret, itemque natales Territorialis Poteſtatis ac veram indolem juraque Regalia expromeret, Reſervata Regis, Vicariatum, Statum Eccleſiaſticum, Jus circa Comitia, Foedera, Succeſſiones etc. explicaret, tandem de Oneribus, ſubditos gubernandi norma, Nobilitate, Civitatibus immediatis, Judiciis, Ratione Status ſingillatimque modis nexum conſervandi etc. perhiberet? Plane hac ratione efficeretur, ut, certis et ſolidis fundamentis jactis, cauſſae Italicae exactius dijudicari poſſent, juraque Imperii declarari atque majore fiducia ex-

erceri. Quamvis ergo plura ſubſidia et inſignem induſtriam ejusmodi ſcriptio praerequirere videatur, tamen incommoda quaevis a propoſito non debent abſterrere, cum ſperem fore, ut Viri eruditi, inſigni Publici Juris aliisque ſcientiis imbuti ac ultra vulgares tractationes et otioſas ſapientes, ſcrinia ſua lubenter conferant atque confectionem ejusmodi utiliſſimi operis ſtudio probante ac favente adjuvent adeoque ubivis ſibimet inſignem gloriae portionem adquirant. Imprimis autem Diplomatum indefeſſa conquiſitione res indiget, qua feliciter peracta ac Annalibus probe conſultis Jurisque Publici Germanici ſobria cognitione etc. in auxilium convocata, Commentatio mox eam, quam decet, formam induta prodibit. Haec igitur erant, *Lector Benivole*, quae commonere hic volui, perquam officioſe rogans, ut operam adhibitam aequi bonique conſulas ac in poſterum quoque conatibus faveas. Si quid diſpliceat, facile ignoſces, quum nunquam liber quidam prodierit, omnium errorum, vel vitiorum expers. Si autem melius aliquid produxeris, haud invidebo, neque ira implebor, cum forte quidpiam correxeris, aut emendaveris, de modeſtia Tua, candore et benevolentia minime dubitans, cui me totum enixe commendo, mutuam officiorum ſpondens teſtationem. Dab. Vindobonae d. XII. Octob. A. MDCC XXII.

I. Com-

I.

Commentatio quaedam, Gallico idiomate concinnata et insignita titulo: MEMOIRE SUR LA LIBERTE DE L'ETAT DE FLORENCE; quum prodierit novissime, qua supremátus Magni Hetruriae Ducatus defenditur perfectaque libertas et a S.R. Imperii clientela immunitas; operae pretium visum fuit paulisper dispicere, an argumentis idem idoneis peractum. Enim vero, quantum, hoc inprimis aevo, Sacrae Caesareae Majestatis et Imperii Romano-Germanici referat, eam in rem diligenter inquiri, neque jura, tam egregie olim parta, temerario scriptorum ausu aliisque modis, supprimi, quilibet negotiorum gnarus facile intelliget.

II.

Antequam vero argumenta *scriptionis*, pro evincendo supremátu Florentino compositae, expendantur, principio moneatur, par est, jura Imperii in

regnum Italiae et praecipue ditiones, regni olim Longobardici nomine comprehenſas, minus ex ſcriptoribus recentioris aevi dijudicanda eſſe, potius idoneis diplomatibus ac Hiſtoricis genuinis atque coaevis. Maximum ſane falluntur ii, qui, cum de his juribus commententur, vel ad veteres JCtos, Bartolum, Baldum aliosque Hiſtoriae, et Juris Publici prorſus ferme ignaros provocant, vel eorum etiam teſtimonia tuendae ſententiae adferunt, qui, conſilia ut exhiberent, efflagitati, voluntati conſulentium plus dedere, quam veritati. Quod quidem ut plurimum contigiſſe hinc elicitur, cum diverſorum conſulentium tam variae de eadem lite proditae fuerint opiniones, imo unus idemque JCtus, ab utraque forſan litigantium parte conſultus, pretio, vel honorario, aut, ſi mavis, mercede accepta, mox affirmativam, mox negativam ſententiam amplexus.

III.

Praecipue autem ſcriptores, alioquin egregii, iſtius non exigui erroris coarguendi ſunt, quod, cum jura Germanici Imperii in regiones Italiae explicent, Italorum Hiſtoricorum narratione nitantur, cujus juxta normam rem probe definiri arbitrantur. Plane mirandum eſt, cur iidem ignoraverint, pleroſque eorum iſtud inprimis, aut nimio patriae amore, aut Nationis Germanicae odio ductos, egiſſe, ut, jura hujus vel expreſſa remiſſione, vel praeſcriptione dudum extincta eſſe, animis hominum veluti inſererent. Inde quidam non erubuere, Ducibus ac Principibus Ita-

Italiae, generatim consideratis, supremam et quae a nemine pendeat, potestatem adsignare, propria auctoritate veluti de supremis Imperii juribus judicium sibi adrogaturi. Ipsos enim Duces, praeter Magnum nunc Hetruriae Ducem, suprematum talem palam sibi vindicasse, unquam non liquet, nec constat, illos ipsos auctores, ut tot monstra dogmatum proferrent, commovisse, vel eorum sententias sua voluntate aperta comprobasse. Quemadmodum nec Principes Germaniae, territorii Imperii Romano - Germanici principalis, cum Italiae regnum tantum extet accessorium, *Coccej. Jurispr. Publ. C. II, §. 2. VI. §. 1.* majestatem quandam vel suprematum, sensu proprio acceptum, aliquando diserte adfectarunt; quae tamen omnia a variis Juris Publici Doctoribus proprio iterum privatoque, vel, si mavis, academico, ne dicas scholastico ausu illis adscribuntur, quos ideo verae politicae, historiae ac jurium publicorum rationes turbare, sincere censuit *Ludevvig. Germ. Princip. L. III. c. 4. §. 23. p. m. 180.*

IV.

Ad numerum auctorum ejusmodi Italorum praecipue referendus est *Ludovicus Rudolphinus de Sabloneta,* qui librum exaravit *de Origine, dignitate et potestate Ducum Italiae.* Enim vero hic rationes tam incongruas produxit, ut discussionem quandam promereri minus videantur, judicio optimo *Itteri de Feud. Imp. C. XIX. §. 19. p. m. 861.* Argumenta fere conveniunt quoque illi, quod *Benjamin Priolus*, Venetus, ut Ve-

A 2 netae

netae Reipublicae facultatem praecedendi Electores S. R. I. adsereret, consignavit *L. X. Hist. C. 3.* ajens: *Venetos tot seculorum firmitate gaudentes semper sui juris, vix Deum supremum agnoscere: Electores Imperatoris quidem creatores statim creato inservire.* Atque istum *Rudolphinum* alii incaute secuti, nec *Arthurus Duck.* Anglus, partes Italorum hic deseruit, qui *L. II de Auctor. Jur. Civ. C. 3. §. 16.* omnes Italiae Principes in dominiis suis omnem Imperatorum potestatem excussisse, imperite contendit. Quos adeo cunctos scientiae et candoris hucusque gloria superasse videtur *Joh. Bodinus*, Gallus, reliqua Imperii juribus valde adversus, qui, excepta Venetorum Republica, Principes Italiae a clientelis haud exstare liberos, merito putat atque distincte ostendit *L. I. de Republ. C. 9. n. 122. & 125.*

V.

Praecipuum, quo auctores, Italicis Principibus supermatum ac plenam libertatem tribuentes, suffulti, argumentum accersunt a liberalitate Caesarum Germanicorum, Rudolphi I ac Caroli IV, quos, pecunia accepta, privilegia perfectae exemtionis ab obsequio et subjectione Imperii indulsisse, memorant. Ergo ii ipsi confiteri videntur, ante Rudolphum I. Italiam ac ejus Proceres Imperio paruisse. Jam vero solide demonstravit contrarium *Conringius de Fin. Imper. C. XXIII. §. 3. seqq.* ubi inprimis *Sigonium* reprehendit, qui, cum antea jura Imperii Germanici in regnum Italiae eximie, fide diplomatum, uti testatur ipsemet *Praefat*, adhibita, delineasset, nunc operi suo, de

Regno

Regno Italiae adornato, colophonem impositurus, commentum addidit, non diplomatis cujusdam, sed inani quorundam Historicorum recentiorum narratione innixus. Plane sola scriptorum hic dissensio commentum prodit, cum quidam, Florentinos 26000 coronatis, apud *Klockium de Contribut. C. IV. n. 32.* alii 12 aureorum millibus, apud *Duckium de Auctor. Jur. Civil. L. II. C. 3.* nonnulli, 6000 aut 7000 ducatis, apud *Gölnizium L. II. Compend. Geograph. p. 236.* tandem alii, *Bodinum L. I. de Republ. C. 9. n. 123* sequuti, sex florenorum millibus libertatem redemisse, memorent. Dein ipse *Bodinus* commonuit quam optime, jura Majestatis Imperii Germanici venalia non esse, nec, si essent, ab Imperatoribus sine Principum Germanicorum consensione distrahi potuisse.

VI.

Sabaudiae Ducem vasallis Imperii merito accenseri, dudum observatum fuit viris doctis, quicquid obstrepant plures Sabaudici JCti, qui Duci suo majestatem quandam adscribere non verentur, apud *Klockium de Contribut. C. VI. n. 237.* Istorum sane conatus ipsamet pridem repressit genuina Ducis, Caroli Emanuelis, confessio, quae continetur literis, ad Imperatorem Mathiam perscriptis, apud *Carpzovium de Leg. Reg. C. VII. Sect. 7. n. 12. seq.* quibus se *sacri Imperii Principem* SUBDITUM *vasallumque, qui suas majorumque suorum ditiones Imperatorum liberalitati acceptas ferat*, exstare, libenter agnovit. Ac jus Vicariatus, quod Sabaudiae Dux adhuc hodie exercet, cum

vasallagio sat arcte conjunctum est. Conf. *Rec. Imp. de A. 1541. §. 6.* ibi: des Heiligen Reichs Fürst und Lehnmann; it. *Rec. Imp. de A. 1544. in princip.* Add. *Klock. de Contrib. C. IV. n. 239. seq. Kipping. Method. Jur. Publ. in fine*, ubi matriculam de A. 1654. profert, cui Sabaudus quoque insertus. Conf. item *Instrum. Pac. Monast. §. 95.* ubi verba: *investitura* ANTIQUORUM *feudorum et statuum, qualem inclytae memoriae Ferdinandus II Duci Sabaudiae, Victori Amadeo, concesserunt*, investituram de ipso Sabaudiae Ducatu innuere merito existimantur. Nam, Ferdinandum II de eo Ducatu investiisse, *Acta publica* sat comprobant. Qualem etiam investituram Ducem Sabaudiae a Leopoldo, gloriosſ. memor. Imperatore, petiisse ac impetrasse, animadvertit *Henniges ad Beckeri Jur. Publ. L. I. C. 2. p. 50.* De Ducatu Mediolani, Imperii feudo, loquitur *Rec. Imp. de A. 1542. §. 3.* ibi: Mediolanum des Kaysers und des Heiligen Reichs Eigenthum. Conf. *Theatr. Europ. ad A. 1621.* ubi, Regem Hispaniae de isto Ducatu a Caesare fuisse investitum, perhibetur. Quaenam Imperio in Ducatus Parmae et Placentiae, quae quidem civitates dudum membra Ducatus Mediolanensis, late tunc protensi, constituerunt, competant jura, colligitur ex literis Caroli V Imperatoris, ad Clementem VII Papam, apud *Conringium de Fin. Imp. C. XX. §. 18.* Neque alia ratione ii Ducatus in clientelam Pontificis, annuente Caesare, concesserunt, quam salvo utique Imperii dominio directo, eodemque vetustissimo et supremo. Conf. *Thuan. Hist. L. IV.* Ac non immerito quis judicarit, dominii directi *supremi*, quod Imperio adseritur, ac dominii directi *subordinati*, Pontifici Max. quaesiti,

fiti, genera quod ad unum idemque feudum probe invicem consistere posse, ita tamen, ut ea utrumque genus intercedat disparitas, ut, familia vasalli exstincta mascula, clientela redeat ad Imperium, quod illam primario e bonis suis, bello justissimo, vel spontanea deditione partis, alii concessit atque proin potius jus pridem nactum fuit, *subordinatione* cujusdam dominii directi nequaquam ademtum; e contra, quamdiu familia vasallorum adhuc superstes, haec, ne *subordinatio* omni destituatur effectu, dominio directo secundario onera clientelaria, ut plurimum praestationem certae pecuniae quantitatis involventia, praestet, quemadmodum quoque Farnesii Duces quotannis tale quid exhibent. Vid. *Sprenger. Roma Nov. L. V. C. 8. pag. 183.*. Quam tamen praestationem nil prohibere, itidem censetur, quo minus et Imperio, tempore magnae necessitatis, ab ejusmodi vasallis sit subveniendum. Duces Mutinae et Rhegii, itidem Mirandulae et alios Italiae Principes vinculo clientelari Imperii obstrictos esse, sat compertum est. Vid. *Etrop. apud Schardium T. I. Rer. Germ. p. 341.* ubi de concessione Caroli V Caesaris, clientelari. Huc collineat testimonium, omni majus exceptione, Maximiliani I. Imperatoris, apud *Goldast.* **in denen Reichs-Handlungen** *p. 94.* Add. *Conring. de Fin. Imp. C. XXIII. §. 22. et 29.* Auctor de *Princip. Ital. in Opuscul. Elzevir. p. 30. et 239.*

VII.

Postquam nunc, pro instituti modo, evictum fuit, quanta Imperii jura in Italiae territoria emineant, nulla

la praescriptione, vel exemtione, quae non praesumitur, sed facti, ac legitima, minus tumultuaria et imaginaria ratione demonstranda est, sublata, merito quis quaesierit, cur Magnum Etruriae Ducatum pro independente et libero, ut loquuntur, solum habere velint. Si alii, potentia et opibus non inferiores, Italiae Proceres, obsequia se et fidem S. R. Imperio debere, haud negent, potius ultro profiteantur ac publicis rerum documentis testentur, quomodo eandem obligationem, quam summi olim reges ambierunt, saltem minus detrectati, jure possit declinare Magnus Florentiae Dux, cujus quidem majores tantis beneficiis ornavere Carolus V et alii Caesares, quieta Florentini Ducatus possessione, non sine incommodo, ad ipsos gratia singulari translata? Sed ajunt, Florentiae aliam semper conditionem extitisse, eamque disparem a forma reliquarum Italiae civitatum, Carolum V mediatoris saltem, vel arbitri vices obiisse, ac plura alia proferunt, quibus suprematum illi evinci posse opinantur. Utrum vero evictus fuerit, propius jam, fas est, dispiciatur.

VIII.

Primum in *tractatu*, qui jam discutiendus est, productum *p. 2.* argumentum, eo redire videtur, quod Respublica Florentinorum semper perfecta polluerit libertate, propriis legibus et magistratibus gubernata, qui, a populo delecti, nulla alia superioris cujusdam indiguerint confirmatione. Cui rei probandae adferuntur varii auctores, de libertate populi Florentini testantes. Ast fatendum est, nil terrere cumulum scriptorum,

ptorum, vel horum verba, quibus iſtam libertatem extollunt. Potius ex annalibus, fide digniſſimis, patet, Florentiae ac Piſarum civitates partem omnino illius regni conſtituiſſe ſemper, quod, Longobardis, plurium etiam Italiae urbium conditoribus primis, aut reſtauratoribus, ſuppreſſis, ad Francos migravit, poſthaec egregia Ottonis M. Imperatoris virtute, Germaniae perpetuo jure coaluit. Ita enim *Sigonius de Regn. Ital. L. VII. poſt A. 973. Ab hoc tempore* (Ottonis I) *qui Rex Germaniae fuit, idem etiam regnum Italiae et Occidentale Imperium tenuit, ac propterea tres coronas accepit.* Plane Florentiae urbem, a Romanis jam conditam, ſed a Totila, Gothorum rege, dirutam, Carolum M. inſtauraſſe, memorat *Sigon. cit. loc. L. IV. ad A. 787.* Neque, quamdiu Franci et Carolingi Italiam rexerunt, ullum Florentinae libertatis apparet veſtigium. Deinde, quum Otto M. regnum Italiae jure victoriae capeſſeret, omnis Italia, praeter Calabriae et Apuliae regiones, Byzantinorum Imperatori adhuc ſubditas, eidem paruit ac Romani nutum Imperatoris reſpexit, quemadmodum loquitur idem *Sigon. L. VII. poſt A. 973.* Atque idem Otto M. *Miſſos* ſuos vel *Nuntios* provinciis praefecit, qui jura redderent et populos in obſequio regio continerent.

IX.

Equidem lubenter conceditur, Florentiam non a magiſtratibus, a rege conſtitutis immediate, fuiſſe gubernatam, potius a conſulibus, a populo pro arbitrio electis. Sed ea non fuit ſolius Florentiae civi-

B catis

tatis felicitas. Magis omnes ad reliquas Longobardiae ac Tusciae urbes haec formula fuit producta, adeo, ut iisdem egregia quaedam libertatis species concederetur. Neque ista concessio jus regium absorbuit, vel oppressit. Quamvis civitatibus Italiae, ut proprio jure et magistratu uterentur, fuerit permissum, tamen, sacramentum fidelitatis et obedientiae, cujus formulam recenset *Sigonius L. VII. post A. 973. f. 176.* ut praestarent saepius, fuerunt adstrictae. Itidem consules eorum ac magistratus juramentum vel apud Episcopum civitatis, vel apud nuncium Regis edidere: unde patet, *confirmatione* veluti aliqua omnino constitutionem ejusmodi consulum indiguisse, nec hosce soli populo, qui elegerat, rationes gesti officii reddere debuisse. Quem in modum explicandus est *Otto Frisingensis*, scriptor celebris et Friderici I Caesaris, strenui jurium Imperii in Italiam defensoris assertorisque, coaevus, cum de hoc instituto sic disserit: *in civitatum institutione, ac reip. conservatione antiquorum Romanorum solertiam ita imitati Lombardi sunt, ut imperii insolentiam fugientes consulum potius, quam potestatum regi voluerint arbitrio.* Hanc vero libertatem civitatum, regiae potestati veluti *subordinatam*, demum ob singulares rationes, introduxisse Ottonem M. sat patet. Nam aevo Carolingorum, ipsi comites et judices a regibus immediate constituti, in civitatibus juris dicundi facultatem, jure ac nomine regio exercuerunt, etiam Florentiae ac Pisis, utpute quas civitates tum jam a propriis consulibus fuisse administratas nullibi apparet, et proin ab eo, qui contrariam sententiam ample-

plectitur, magis probandum est. Ita enim *Sigonius L. IV. post A. 776. Comitibus*, ait, *singulas civitates administrandas dedit.*

X.

Licet autem defunctis Ottone M. ejusdemque posteris, aevo inprimis Henrici IV Caesaris ejusdemque filii, Henrici V, civitates Italiae plurimas opes contraxerint, cui rei dissensionem Imperii ac Sacerdotii materiam praebuisse, recte monet *Sigonius de R. I. L. X.* post *A. 1106.* tamen omne regis obsequium minus exuerunt, neque adeo liberae prorsus effectae sunt. Si quid cum a regia potestate decerptum et jus fisci aliquid ipsis adscriptum, ea cuncta ad usurpationem frivolam pertinuere, quam probe intelligens dein Fridericus I Caesar, regalium usum merito iterum civitatibus extorsit, ac *jure postliminii* veluti recuperavit. Quam rem declarat iterum candide *Sigonius L. XII. post A. 1159.* ibi: *ArchiEpiscopus et consules Mediolanenses partum in civitates imperium atque Episcopi principes et civitates* OMNES, *regalia* OMNIA *dimiserunt.* Neque exemta deprehenditur Florentiae civitas, utpote a qua Fridericus I *fodrum* et alia itidem exegit. Huc collineant verba *Sigonii cit. l. f. 303. Nuncios in* TUSCIAM *et Campaniam ad fodrum regium colligendum et principes ad creandos in urbibus consules alium alio destinavit &c.* Quemadmodum etiam, cum idem Fridericus, Caesar, pacem Constantiae, quam exhibet *Sigonius de R. I. L. XIV. post A. 1183.* cum civitatibus Italiae sancivisset, memorantur diserte ibidem *Genua*, *Alba*, et

ALIAE *civitates et loca et personae, quae sunt et fuerunt in parte nostra* (Caesaris.) Hic non obscure innuuntur Florentia et Pisae, quas tum reliquis urbibus, adversus Imperatorem turbas excitantibus, junxisse semet, vel Caesari restitisse, aut nocuisse palam, ex annalibus vix liquet. Ubi quoque observatu dignissimum est, labi denuo scriptores Italos, qui existimant, foedus ista pace Constantiae cum Imperatore veluti fuisse celebratum; unde consequatur, Imperium in ejusmodi urbes foederatas, juxta naturam foederum, supremam potestatem, vel dominii speciem frustra sibi adrogare. Vox: *Civitatibus foederatis*, quae deprehenditur apud *Sigonium f. 338.* capienda est de foedere, inter ipsas civitates inito, quo aptius regiae potestati valerent unitas objicere vires, uti contextus universus perspicue docet. Praeterea ista pax non innititur conventione, inter Caesarem et istas civitates, tanquam liberas, utputa tantum juris foederum capaces, facta, potius reconciliationem subditorum rebellium palam ostendit. Nam id plures formulae, tabulis pacis insertae, evincunt, ibi: *in subditis dispensationem, excessuum delicta corrigere piis affectibus misericordia. it. rebellium insolentiam ad debitam fidem et debitae donationis obsequium revocare &c.* Unde sat constet, abolitionem hic criminis laesae majestatis fuisse susceptam. Ac, licet hac Constantiae pace regalia et privilegia quaedam vetera confirmentur, nova quoque concedantur, nihilominus ea, quae ad summum imperium et integram libertatem pertinent, haud fuere indulta. Potius omne id factum esse censeri debet, integra potestate superiori. Neque adeo superioritas territorii,

quae

quae tum ſenſim, liberalitate Caeſarum, inteſtinis Germaniae motibus et Pontificum Romanorum fulminibus ſaepius extorta, cauſſam ſuggerente, in oris Italiae emerſit, a Teutonica hactenus diſſidet, ſicubi nexus clientelaris et ſubdititius, cui utraque implicita, conſideretur.

XI.

Igitur haud apparet, qua ratione fides ſit tribuenda *Paulo de Caſtro*, pro ſententia adverſa militanti, utpute qui aſſertionem ſuam nullibi probat. Ac, cum is auctor Italus et *Conſulentium* claſſe conſtitutus reperiatur, facilius adhuc cognoſcitur, quam merito iſtius teſtimonio repudium mittatur. Interea lubenter illi *Paulo* conceditur, Florentinos quondam *de facto* (de quo tamen hic non diſquiritur, magis *de jure*) obediiſſe minus Imperio, cum ſtrenue etiam imitati fuerint ceteros Italiae populos, omni regiae dominationi tum proterve renitentes. Neque terret copia aliorum ſcriptorum, pro libertate Florentina pugnantium, cum ii ipſi ſibi, inconſtanti judicio, contradicant. Nam, dum contendunt, etſi perperam, plurimi quoque Italorum, Florentiae et plures alias civitates Rudolphi I Caeſaris beneficio, libertatem obtinuiſſe, jam tacite videntur confiteri, antehac a jurisdictione Imperii non fuiſſe exemtas. Equidem haud negatur, Florentinos belli gerendi jus exercuiſſe, quemadmodum etiam de Genuenſibus liquet. Conf. *Leonard. Aretinus Hiſt. Florent. paſſim.* Sed id plenam libertatem non illico innuit. Et bella iſta,

quae Florentini cives olim cum Pisanis et reliquis vicinis gessere, magis diffidationum Teutonicarum ac motuum civilium speciem effecerunt, cum sufficere videretur, si nihil adversus Imperium perpetrare liceret. Abunde itidem compertum est, Florentinos legibus imperialibus usos fuisse, neque proin jus legum ferendarum exercuisse, quo deficiente, suprematus quidam effingi nequit. Ac, si proprias leges coluerint, actum id fuit approbante Caesare, qui formulam regiminis praescripsisset. *Vid.* §. *IX.*

XII.

Mirandum autem simul est, illos scriptores aut tam ignaros pro conditione istius seculi, ubi subtilitatibus juris magis quam historiis eruendis incumbebant, extitisse rerum, summa laude a Caesaribus in Italia gestarum, aut, nimio patriae amore ductos, data opera earum scientiam neglexisse, vel reticuisse, ut ad istas et annales genuinos, sincere delineantes, non respexerint prius, quam suprematum quendam effingere conati. Enim vero Tuscia aetate dicitur Friderici II Imp. *Nobile Imperii membrum.* Conf. *Petrus de Vineis L. V. Epist. 126.* cujus scriptoris coaevi auctoritas et fides sat explorata est, inprimis quum epistolae, Imperatoris nomine, ab ipso Cancellario, fuerint concinnatae. Ex eadem quoque Epistola, quae inscribitur, *Fidelibus suis Tuscis*, colligitur, praestita ab ipsis hucusque servitia, ibi: *et pro his, quae praestare vos expedit.* Jam docendum est, exemtum fuisse illud nobile Imperii membrum. Doceri autem ex omni

Impe-

Imperatorum ſerie non poſſe, Rudolphum nexum haud diſſolviſſe, immo ipſum *Auctorem Scriptionis contrariae* fabulam agnoſcere videri, cum fundamentum hinc intentionis accerſere nolit, partim jam monitum fuit, partim copioſe ſat poſthaec oſtendetur.

XIII.

Inprimis autem, paulo vetuſtiora ſi ſecula reſpiciamus, Henricus VII Imperator, jura imperii in Etruſcos quoque inſigniter propugnavit. Perpendat ſolum, quicunque de re manifeſta ambigit, ſententiam proſcriptionis, ab Henrico VII, tum Piſis commorante et majeſtatem Imperii ubivis graviter defendente, adverſus Robertum, Apuliae Regem, latam, apud *Albertinum Muſſatum Hiſt. Henr. VII. L. XIII. p. 71. Albericum de Roſate in l. 5. C. ad L. Jul. Majeſt. Goldaſtum Tom. un. Conſtit. Imper. p. 321.* ubi verba notatu digniſſima proſtant: *Confoederationes tamen, conſpirationes, uniones et ligas, in offenſam et impedimentum proceſſus Caeſarei una cum Florentinis, Lucanis, Senenſibus et* ALIIS *noſtri Imperii Romani* SUBDITIS *per Lombardiam, et ut eos in* REBELLIONIS *praecipitium excitatos foveat omne contrarium (ſicut expreſſe dignoſcitur) per ſe ſuosque procuratores, nuncios et ambaſſatores, in noſtrae Majeſtatis injuriam et offenſam, et impedimentum proceſſus Caeſarei, facere procuravit et fecit etc.* Igitur *ſubditos* ſuos Florentinos diſerte profitetur ipſe, quicquid libertatis ipſi ante a Rudolpho I obtinuiſſent. Et, quamvis *Albertus Muſſatus* et alii ſcriptores referant, Florentiae civitatem tum elatiorem

rem ſemet geſſiſſe, quod abſentiae Caeſarum, aliis negotiis graviſſimis diſtentorum et jura ſua per vicarios, haud dextre ſemper officio defunctos, adminiſtrantium, alicui et aliis cauſis fuiſſet tribuendum, una tamen narrant, Imperatorem ſat de Florentia ad vetus debitum obſequium redigenda cogitaſſe ac executionem non fuiſſe omiſſam, ni repentinus obitus optima et reipublicae ſalutaria conſilia interpolaſſet. Sic enim ille Auctor *L. XIII. rubr. 7. Hinc ſuppetentibus terreſtri bello viribus* ANXIOS *Florentinos, multosque praeteritis damnis affectos, iterum invadere, exagitare, hinc Lucenſes, veluti in oſtium oppoſitos, moenibus arctare, municipiis, caſtellisque ac coloniis undique exuere, denudare, facileque tunc illi ad alias Tuſcorum urbes* EVINCENDAS *progredi ob idque ſparſas* FIDELIUM *copias Piſas eliceret.* Neque *Cortuſiii de Novit. Paduae L. I. C. 21.* hac de re ſilent, ajentes: *Imperator* (Henricus VII) *obſedit Florentiam, et Florentini latuerunt intra Spaldos* etc. Dein narrat quoque *Conrad. Vecerius Vit. Henr. VII,* qua ratione rebelles compeſcere et fidei admonere anniſus fuerit Imperator. *Poſtquam Caeſar Piſas acceſſit* LEGIBUS *cohercere hoſtes aggreſſus, quos bello perſequutus fuerat, et aſperrima* EDICTA IN TUSCOS *Roberti partium promulgavit, et ſuos invicem* CLIENTES *pulchris beneficiis devinctiores effecit.* Jam vero talis coërcitio legalis praeſtruit poteſtatem ac juſtam, quae ipſi reſpondeat, ſubjectionem, neque a Caeſare, ſi Florentini et alii plena in libertate conſtituti, ſuſcipi jure potuiſſet. Praeterea, cum Piſani, eadem olim dignitate et potentia, qua Florentini tantiſper ſuperbierunt, inprimis

ma-

maritima, conspicui, ipsomet teste *Aretino Hist. Florent. L. I. f. 18. et passim*, in fide perstiterint ac Caesarem, tanquam et vasalli, juverint, pariter ac de Januensibus memorat *Mussatus allegat. loc.* unde FIDELIUM elogium prorsus meruere; non apparet, cur, Florentinis tum singularem immunitatem et supremam libertatem fuisse partam eosque pinguioris conditionis reliquis prae civibus Italiae exstitisse, censeatur. Ex quibus nunc quoque colligitur, falli *Bodinum*, qui, cum de Rudolpho I narrasset, addit: *Lucenses ac Senenses eadem libertate donati sunt, cum Henrico V* (potius VII) *Caesari pretium libertatis, hi decem, illi duodecim florenorum millibus solvissent.* Enimvero hujus rei nullus coaevus scriptor injicit mentionem. Et jam Lucensibus libertatem a Rudolpho I indultam, isthoc pretio soluto, referunt *Blondus, Platina, Sabellicus, Crantzius, Cuspinianus* et alii recentiores, quorum opinio supra jam rejecta *§. V.*

XIV.

Florentinorum libertatem, si juris rationem spectes et facultatem formandi regiminis, quam indultam demum Rudolphi I aevo plures arbitrantur, non magis eminuisse, quam Pataviensium, apparet ex eodem *Albertino Mussato in Vit. Henr. VII. L. III. p. 14. 15.* Nam ibi memoratur, Henricum VII, certa pecuniae quantitate accepta, libertatem indulsisse Pataviensibus, Vicario quoque constituto, jura Imperialia observaturo, ac simul de potestate sua in Florentiam testatum fuisse, utpute quae etiam Vicarium

C reci-

recipere debeat. Vid. *id. Mussatus L. XV. p. 79.* Certe, eundem Henricum Florentinos, cum Vicarium admittere nollent, omnibus privilegiis indignos, ob rebellionem, publica proscriptionis sententia declarasse, narrat ipse *Ammirat. in Hist. Florent. p. 257. seq.* ajens: *in Pisa diede contra loro sentenza di ribellione, privando per questo la città d' ogni* GIURIDIZIONE E SORTE DI HONORI, *e condannando il commune in cento mila marche d' argento. Tolsegli la podestà di batter moneta, così d'oro come d' argento, molti suoi particolari cittadini, di quelli, che haveano in mano il governo, condannò, nell' havere, e nella persona.* Add. *Mussat. L. I. p. 4. L. XIV. p. 78. Nicolaus Episcopus Botrontinensis*, scriptor coaevus ac fide dignissimus, in *Relat. de Itin. Ital. Henr. VII. Imp.* ad Clementem V Papam, *Baluzii Vitis Papar. Avenionens.* subjunctus *T. II. p. 1147. Raphael Volaterran. L. XXIII. p. 879. Leibnit. in Cod. Diplomat. Mantiss. p. 257.*

XV.

Ludovicum IV Castrucio pluria Vicarii officia in urbes Hetruriae, utputa Pisas, Lucam, Pistorium etc. itemque dignitatem Ducalem concessisse, testantur diplomata apud *Freher. in Script. Rer. Germ. edit. Struv. p. 665. seqq.* et *Meibom. Tom. III. Rer. Germ. f. 209.* Quorum documentorum verba prorsus egregia sunt et praegnantibus formulis jus Imperii in omnes istas civitates servant. Jam a partibus ad totum probe concluditur et merito existimatur, Florentiae quoque civitatem a Ludovico semper ad urbes

bes Imperiales Hetruriae fuisse relatam, utpura qui Florentinos, Vicarium recipere renuentes, instar rebellium habuit ac Castrucium ad opprimendos eos misit, ipso commemorante *Machiavello*, qui *vitam Castrucii* exposuit, ipsius *Historiae Florentinae* adjectam. Si reliquae potentes quoque Hetruriae civitates Imperatorem pro domino lubenter agnoverunt, cur inde exceperis Florentiam, cujus exceptio singularis non praesumitur ac proin ab adversariis melius probanda est., cum ineptis fictionibus et allegatione Scholasticorum quorundam Teutones a juribus suis non soleant propugnandis absterreri.

XVI.

Regnante Carolo IV, jura Imperii in Italiam minus neglecta. Potius Caesari, in terra Mediolanensi commoranti, civitates et Marchiones ac Vice-Comites Lombardiae, legatis missis, dona more solito, et auxilia obtulere, fidem suam testaturi. Vid. *Cortusii de Novit. Paduae L. XI. C 1. et 2.* Posthaec Pisani cives et Senenses claves portarum sponte exhibuere; unde iterum certissimum subjectionis elicitur argumentum. Caesar, Pisis paulisper versatus, Senas sese contulit, Vicario ibidem constituto. *Cortus. alleg. loc. C. 3.* Add. *Albert. Argent. Chron p. 163.* Immo Florentia plura exhibuit munera. *Cortus. cit. loc. C. 4.* Quo sat professa est, Caesari jus quoddam in civitatem competere. Ejusmodi enim donationes, Imperatoribus, Italiam prima vice intrantibus, praeberi solitae, haud ex libera voluntate dantium manarunt, po-

tius jure exactae, cum ea ratione veluti declaratio et renovatio fidei et subjectionis, novo Caesari ac Regi debitae, perficeretur ac talis quoque praestatio contributionum genus aliquod sisteret, quibus Caesares utebantur una ad coronationum et aliarum expeditionum Italicarum negotia commodius peragenda. Nam, quamvis subsidia Teutonica, isti rei tractandae destinata, suppeterent, tamen par erat, ut ad Italos ejusmodi onera transirent, quos e contrario Caesares adversus exteras gentes inimicas ac incommoda reliqua strenue tuerentur, prouti Principes summos decet. Adeo congruit ille Italici Regni mos consuetudini Germanici Imperii, ubi Caesari, recentius electo et coronato, si civitates Imperii pergrediatur, claves itidem portarum a senatu offeruntur ac dona quaedam in signum submissae venerationis et subjectionis exhibentur. Distincte autem universam rem enarrat *Scipio Ammiratus*, scriptor Florentinus optimus, cum in *Hist. Florent. L. XI. p. 570. seq.* de absolutione a banno, quo ab Henrico VII perculsi fuerant Florentini, et solutione ingentis pensionis tributariae commentatur, summissionem praesertim illorum hisce verbis designans: *Professono se, e il loro commune liberamente à Cesare come à loro SOVRANO SIGNORE e PADRONE.* Tenorem compositionis integrum, A. 1355 initae, ex *Ammirato* depromtum, vid. in *App. Docum. sub A.* Quis igitur mirabitur statis temeritatem (ne dicam inscitiam) illius, qui pro suprematu Tusciae militat, ex ipsis autem domesticis scriptoribus confutatur, inter quos huc etiam revocandus est *Aretinus Hist. Florent. L. IIX. f. 164. seq.* diserte ajens: *ad Carolum*

lum Pisis degentem Florentinos Oratores misisse. Id vero Florentinos, Caesaris reverendi causa, peregisse, nec ipse diffitetur *Aretinus*, dum inquit: *Senenses quidem in rebus agitandis longe se* MAGIS *Carolo permittere visi sunt.* it. *ut multo* MAGIS *sese Carolo vindicarent.* Animadversione amplius dignum videtur, quod idem scriptor de lite Aretinorum, qui Florentinis foedere conjuncti, coram Caesare, tanquam Judice supremo et competente, disceptata, *ibidem* commentatur, inprimis cum, Aretinorum Legatos, Saconem, Tyrannum, accusantes, dixisse, refert: IMPERII JURA MAJESTATEMQUE *pro turpi mercede minuisti etc.* Neque aliquem moveant dein verba *Aretini*, cum, *Florentinorum vero Legati*, ait, *post multorum dierum disceptationem, tandem pecuniam dare pacti, cuncta, quae postulabant, consecuti sunt.* Enim vero dispiciendum est, quid postularint. Confirmationem forsan privilegiorum petitam impetrarunt Florentini. Perfectam vero libertatem tum iis a Caesare pecunia data, indultam, frustra existimatur, nec ipse *Aretinus* jactare audet, utpura qui nec, quid a Caesare flagitarint, diserte exponit. Potius recenset, qua ratione Carolus a Volaterranis et Miniatensibus, qui a Florentinis antea injuste suppressi et ab Imperii jurisdictione, propria auctoritate, quasi exemti, nunc dominationis Florentinae pertaesi et ad libertatem, injuria perditam, adspirantes, paulo ante Imperatori sese ac urbes suas tradiderant, fuerit receptus. Amplius perhibet: *ad hunc* (Carolum) *Senis existentem Florentinos pecuniis* EX FIDE *missis, contra spem ac vota inimicorum praecipua benevolentia in* SINUM *ejus irrepsisse, ut nemini*

uni populo per Italiam magis fidere videretur. Et, quum iterum *Aretinus* memoret, Carolum *Florentinis sociisque cuncta indulsisse, quae ad amplitudinem honoremque eorum pertinere videbantur, absque ullo partium respectu*; ea omnia capienda sunt, integro Imperii jure, quod hujusmodi indulgentia non fuit suppressum, neque supprimi potuit.

XVII.

Eundem vero Carolum IV Barnabae Visconti perpetuum Vicariatum in Mediolanum et Hetruriam contulisse, probatur *diplomate* apud *Gervasium Tilberiensem in Otiis Imp. App. 16. edit. Maderi.* Ac singulariter de Vicariatu Pisano, Visconti commisso, constat ex *Epistolis cit. loc. adjectis p. 98. seq.* Dein hic Caesar A. 1376, a scriptore inedito, sed coaevo et Italo, invitatus fuit ad comprimendos in *Etruria rebelles*, quum exstet SPONSUS ATQUE NATURALIS DOMINUS ITALIAE. Latet hoc scriptum in Bibliotheca Augusta Vindobonensi, teste *Lambecio Bibliothec. L. II. p. 818.* Subjuncta vero isti libello *Notitia Status Hetruriae p. 821. seq.* ubi de dominio Imperii et rebellibus contra illud Tuscis. Amplius ipse Pontifex, Gregorius XI in epistola ad Carolum IV apud *Baluz. Vit. Pap. Avenionens. p. 804.* Florentinos appellat PROPRIOS IMPERII SUBDITOS, omni poena ob scelera afficiendos. Neque a paternis vestigiis hactenus deflectit Wenceslaus Imp. qui omnia Italica, ad Imperium Romanum pertinentia, diligenter per notarium suum consignari

ri jussit. Extat haec designatio apud *Dattium de Pac. Publ. p. 587.* ac maximi pretii non immerito huic Auctori habetur, *p. 579.* cum sit scriptum coaevum, diligenter et publica auctoritate exaratum; unde quoque constat de jure in Florentinos adhuc integro, dum Liga, quae Florentiam inter ac alias Tusciae civitates eo turbulento aevo fuit inita, jus Imperii evellere non potuit, cum rebellio et perfidia nullam exemtionem pariat, Liga quoque sub Ruperto Caesare mox fuerit diremta. Neque Wenceslaus, quando Joannem Galeacium Mediolani Ducem creat, juris Imperialis oblitus, cum diserte in diplomate excepetit *fidelitatem, homagium, obedientiam et subjectionem*, apud *Leibnit. Cod. Diplomat. p. 259.* Quapropter falsa exstant, quae Imperatori in *Tabula Exauctorationis* apud *Goldastum T. I. Const. Imp. p. 379.* de alienatis in Italia Imperii juribus audacter satis objiciuntur.

XVIII.

De Ruperto Imperatore constat, istum, Florentinis quoque de nimia Galeacii, Mediolani Ducis, potentia conquerentibus, in Italiam sese contulisse, jura Imperii defensurum. Igitur, quum auxilium Caesaris implorarint tunc Florentini et tributa quoque Ruperto praestiterint, sat apparet, subjectos tum jam istos fuisse Imperio. Vid. *Magn. Chron. Belgic. p. 343. Gobelin. Persona Cosmodrom. Aet. V. C. 70.* qui Rupertum, memorat, RECEPTUM a *Venetis, Florentinis etc.* Certe hi Florentini Ruperto obsequium perspicue confirmarunt in literis, quibus, de ipsius electione

ctione certiores redditi, respondent, apud *Martenium in Thesauro Novor. Anecdot. p. 1636.* Qui *Martenius* itidem *p. 1662.* tabulas foederis profert, Rupertum inter ac Florentinos initi, ubi hae formulae usurpantur: *Florentinis Servitoribus* FIDELISSIMIS; it. *favore suae* FIDELISSIMAE *civitatis Florentinae etc.* Vid. *App. Docum. sub B.* Lectu etiam dignissimum est diploma, ab eodem Ruperto A. 1401. Florentinis indultum, ubi toties Florentini *Imperii fideles* SUBDITI appellantur ac varia privilegia confirmantur, hac tamen notabili clausula addita: *Praesentes quoque literas, sive praesens* PRIVILEGIUM *durare volumus toto tempore vitae nostrae, et ad* BENEPLACITUM IMPERII, *et donec per Successores nostros legitime intrantes expresse et specialiter fuerit* REVOCATUM. Conf. *App. Docum. sub C.* Immo Rupertus, in Germaniam reversurus, Vicariatum Italicum inprimis commisit Domino de Padua, *teste Persona cit. loc.* Et, quamvis eo tempore Florentini Pisas occuparint, aliasque Imperii civitates subegerint, recensente *Cuspiniano Vit. Imperat. p. 393.* tamen ista usurpatio jura Imperii nil potuit imminuere, vel Pisas a jurisdictione suprema liberare. Neque acquisitio majoris potentiae plenam libertatem unquam peperit, praesertim si cum injuria alterius et superioris conjuncta sit, qui conatum minus approbavit. Nec magnam is paraverit gloriam, qui ex *spoliis* ditior evadit. Ac, cum possessionis initium vitio laboret, difficulter praescriptione illud sanatur. Quae dogmata agnovisse videntur Veneti, demissa oratione ad Imperatorem, Maximilianum I habita, apud *Guicciardinum*

num Hist. L. IIX. p. 752. utputa qui, eodem ferme aevo plures Imperii urbes, v. c. Pataviam, nemine prius quaesito, sibi subjecerant. *Cuspinian. cit. loc.*

XIX.

Sigismundo, Caesare, in Italiae oris constituto, Florentini, Venetorum tunc socii, ab inimicis istius excitati, varia, copiis collectis, moliti, tandem insigni victoria domiti, justissimam perfidiae poenam A. 1432. sustinuerunt, teste *Trithemio Chron. Hirsaug. ad dict. Ann.* Add. *Naucler. Vol. II. Gen. 48. p. 1055. Dubravius Hist. Regni Bohem. L. XXV. p. 667.* Qui etiam Sigismundus varios in Italia Vicarios Imperii creavit, praesertim Sabaudiae Ducem, et Mantuanum etiam, tum Marchionem, atque adeo jura Imperii adversus omnem praescriptionem et usurpationem abunde communivit. Vid. *Naucler. cit. loc. Cuspinian. Vit. Imperat. p. 397.* Qua veneratione Fridericus IV Caesar, in Italiam suscipiendae coronae gratia profectus, a Venetis, Bononiensibus, Senensibus, Florentinis et aliis Imperii subditis fuerit elatus, referunt *Aeneas Sylvius Hist. Frider. p. 60. Trithem. Chron. Hirsaug. ad A. 1451.* Atque, cum Imperator hic, coronatione Romae peracta, Florentiam reverteretur, iterum UT IMPERATOR ET DOMINUS exceptus est; quae sunt verba ejusdem *Aeneae Sylvii*, scriptoris coaevi et gravissimi, *p. 90. 91.* Ipsi etiam Florentini urbem suam vocant CIVITATEM IMPERIO DEVOTAM, teste itidem *Sylvio, pag. 63.* Quid autem vox: *Devotus*, innuat, infra declarabitur.

Praeterea, quum A. 1454. Comitia Francofurti haberentur, Florentiae ac reliquae Italiae civitates, ut ad ea convenirent, fuerunt ſolemniter convocatae, eadem ratione, qua urbes Germaniae Imperiales. Conf. *Aen. Sylv. Epiſt. 127.* Quin, Venetos Fridericum tunc pro Rege totius Italiae agnoviſſe, memorat *id. Sylvius*, Hiſtoricus αὐτόπτης, *p. 60.* ubi, *Veneti*, inquit, *commendant Italiam* PRINCIPI SUO. Extat Thadei Quirini, Patricii Veneti, Oratio gratulatoria nomine Reipublicae ad Fridericum IV in *Freheri Script. German. Tom. II.*

XX.

Maxima autem quoque gloria jura Imperii in Italiam defendit glorioſiſſim. memor. Imperator Maximilianus I, qui nil acrius egit, quam ut majeſtatem Imperii Romano-Germanici ubique ſartam tectamque ſervaret, jura etiam, uſum quorum continuum temporum injuria et aliae praegnantes cauſſae hucusque impediiſſent, inſigni felicitate et applaudentibus cunctis Imperii membris et ſtatibus, patriae diligentibus, reſtauraret. Principio contendit eo, ut Carolum, Gallorum Regem, injuſtum Italiae ac Neapoleos praeſertim invaſorem, iterum hinc expelleret. Quod repente contigit. Deinde, cum Piſani Florentinorum dominationem dejeciſſent, Senenſes exploderent, narrante *Cominaeo Memoir. L. VII. C. 7. et L. IIX. C. 3.* iſti Caeſaris dominium ultro agnoverunt, qua fide populi, jam dudum cognita et probata, commotus Maximilianus, benigno diplomate indulto, libertatem primaevam, i. e. immunitatem a regi-

regimine Florentinorum firmavit, et immediatam Imperii ſubjectionem, pluribus omnino beneficiis, quibus, praeſertim quoad conſtitutionem proprii juris magiſtratusque et uſum diverſorum regalium, adhuc hodie urbes Teutonicae immediatae laetantur, conjunctam reduxit. Quod inſtitutum aliae civitates et Proceres plurimi Italiae laudarunt, cupiditatem habendi, populo tunc Florentino connatam, minus ignorantes. Quamvis autem paulo poſt Piſani patrocinium urbis ſuae Venetis obtuliſſent, vel potius foedus cum ipſis iniiſſent, omnia haec peracta integra Imperii facultate, cum nec Veneti ullam unquam jurisdictionem in iſtam civitatem, vel Florentiam itidem ſibi adrogarint, aut debuerint adrogare, ipſi Imperio tunc quodammodo devincti. *P. Heuterus Rer. Auſtr. L. V. C. 5.* cum de virtutis admiratione, qua Itali Maximilianum proſequuti, diſſeruiſſet, exerte adjicit: *Caeſar hac apud Italos innixus fama, ingentia ab iis munera veteraque Imperatoribus a* CIVITATIBUS *conferri ſolita exſpectabat* TRIBUTA *etc.* Atque ejusmodi tributa etiam praeſtitere Florentini. Nam, Maximiliano in Italia commorante, ad ipſum legatos ii miſere, ut obſequium praeſtarent. Quare Imperator *acceptis aureorum quadraginta millibus, beneficia a Rudolpho indulta confirmavit, ut ſcilicet ſuae reipublicae ſtatum gubernare ac regere ſibi* PRECARIO *liceret,* quem in modum diſſerit *Bodinus L. I. de Republ. C. 10. n. 123.* Equidem non immerito dubitatur, an *Bodino* fides ſit adhibenda, quum de Rudolphi donatione narrat, jam pridem exploſa. Ac ipſe *Guicciardinus L. IIX.*

legationis et privilegiorum confirmationis mentionem injicit, nequaquam istius imaginariae concessionis. Quoad tributorum tamen praestationem non apparet, cur *Bodinum* suspectum censeamus, utputa qui rerum Italicarum, Gallis itidem semet immiscentibus gestarum, non mediocrem cognitionem acquirere valuit. Immo ipse sat innuit, privilegia a Caesare confirmata, perfectam libertatem minus continuisse, dum voce: PRECARIO, utitur, quae facultatem subordinatam et, ob admissum crimen, culpam gravem, aut ingratitudinem revocationi obnoxiam, designat. Plane, a quocunque Caesare jus gubernandae suae reipublicae et alia commoda adepti fuerint Florentini, nil interest, quum compertum sit et abunde demonstratum, suprematum quendam illis nunquam indultum, quem si semel legitime consecuti, cur dein tantam pecuniae quantitatem exsolvissent, vel confirmationem istius rei tam anxie efflagitassent? Si quis autem urgeat, istam pecuniae praestationem, de qua *Bodinus* loquitur, honorarii saltem, pro confirmatione soluti, instar exstitisse, intelliget, illum morem dudum in Italia olim invaluisse, ut cum Imperatores beneficiorum renovationem instituerint, eo apprime momento civitates, vel Proceres pensionem debuerint exhibere, ut fidem suam testarentur et obligatio, inter imperantem et subditos reciproca, illico exerceretur. Neque fundamento destituitur ejusdem *Bodini* opinio, arbitrati, eas pecunias, quae a civitatibus Italiae pro libertate adipiscenda exactae fuerunt, tributi aut pensionis nomine solutas fuisse. Enimvero omne Principis benefi-

cium

cium ordinarie gratuitum censetur, neque is gratiam vendere. Unde cum subditi privilegium nacti, quid praebere debent, minus contractus quidam emtionis illico celebratur, sed Princeps, ne privilegium gratis concessum reliquis civibus aemulationem, vel incommodum pariat, tributi alicujus extraordinarii genus, vi suae potestatis, tunc privilegiato injungere videtur, quod fisco aut aerario inlatum jacturam resarciat. Tandem, ne quid hic praetermittatur, observandum est, eundem Imperatorem erga Regem Franciae, Ludovicum XII, itidem potestatem in Tuscos abunde declarasse; quemadmodum apparet tam ex instrumento pacis, Blesiis initae d. 22. Sept. 1504. *sub D.* quam *Goldasti Actis Polit. p. 60. et 64.* ubi libere professus Maximilianus I, Florentiam, Pisas et Senas, Imperio IMMEDIATE subjectas esse. Ubi non praetereundum, *cit. loco*, qui de comitiis Constantiensibus, A. 1507 celebratis, perhibet, Luccae etiam et Genuae injici mentionem, utpute in quas civitates itidem Imperio perpetuum superioritatis jus quaesitum pridem fuerit. Quemadmodum igitur Genua et Lucca pleno suprematu nec hodie fruuntur, cum Imperium jus suum nunquam dimiserit, potius Ferdinandus I et Maximilianus II, Caesares, in caussa Finaliensi jurisdictionem exercuerint graviter, teste *Irenico ad Burgoldens. p. 96 seqq.* et adhuc dum literae Imperiales, ad istas civitates quandoque perscriptae, ipsas, inprimis Luccam, Liberas S. R. I. compellent, *Conring. de Fin. Imp. C. XXIII. §. 30. 31.* immo Luccae in processione solemni *Gonfalonieri* seu ducis et capitanei aquila, Imperii insigne (quo etiam

D 3 com-

complures Bataviae urbes, licet a jurisdictione Imperiali exemtae censeantur, adhuc dum uti consueverunt, effectu hujus rei, nostro quidem judicio, non adeo inani existente) praeferatur, *Irenic. ad Burgold. p. 98.* neque Florentia independentiam urgere poterit, praesertim quum majora fere et recentiora exercitae in hanc ditionem Imperatoriae Majestatis deprehendantur documenta, quam in Januenses etc.

XXI.

Nemo autem egregie magis jura Imperii in Italiam, et praesertim ditionem Florentinam adseruit, quam Carolus V, divae memoriae Imperator, cujus virtutes tam enituerunt ubique terrarum, belli pacisque negotiis, ut ipsi inimici ejusdem, Galli et alii, ipsius gloriam multum evexerint suis passim scriptionibus. Nimirum Imperator optimus, cum Papa, ipsi multis precibus iterum reconciliatus, prouti erat mitissimi ingenii Princeps, de gente Medicea, e patria sua dejecta, valde conquestus fuisset ac Caesar animadvertisset, ejectionem ejusmodi sine ejus voluntate, nec adeo legitime, fuisse susceptam, sui officii exstare putavit, ut *spoliatos* ac exules Mediceos iterum restitueret, populo, ad seditiones excitandas et quietem Italiae conturbandam prono, materia hujus rei praescissa. Quae res patet ex ipso *Artic. IV.* Ligae, Barcinone A. 1529. conclusae; qui tamen in *scripto adverso* pro adversa sententia corroboranda adducitur, sub *N. II.* ibi: *Spoliatorum restitutio.* it. *superioribus annis in patriam Florentiam* RESTITUTI *mutuis eisdem corre-*

spon-

ſponderunt OFFICIIS, *in omnibusque* GRATISSIMOS *ſe exhibuerunt*, it. *ipſius Caeſareae Majeſtatis copiis et viribus*. it. *quod quidem* (reſtitutionem) *S. Majeſtas efficiet non magis* PRIVATI ſuae Sanctitatis commodi ac dignitatis cauſa, quam ad EVITANDUM ejus urbis PERICULUM, nec non ob PUBLICAM ITALIAE QUIETEM etc. Igitur non perſpicitur, qua ratione ſtatui queat, Carolum V Florentiam ſubegiſſe, quia foedus cum Pontifice percuſſiſſet. Enimvero ille non poterat nec debebat Florentinae civitati agnatos ſuos obtrudere, vel de cauſſa exilii horum cognoſcere. Quare merito omnia arbitrio Caroli relicta, qui, jure poteſtatis ſuae ſupremae uſus, Mediceos in patriam reſtituit, ac Principatum ipſis commiſit. Sicubi Caeſari nullum jus in Florentiam competiiſſet, neque is Mediceorum cauſſam tueri legitime valuiſſet, quia libera prorſus reſpublica ejiciendi cives, principatum adfectantes, facultate omnino pollet, neque a Principe extraneo, qui jurisdictione omni in ejusmodi rempublicam deſtitutus, alioqui vero ob expulſionem minime laeſus eſt, ut cives expulſos recipiat, juſte adigitur. Unde nunc prudens quilibet intelligit, ipſius gentis Mediceorum, vel ejus forſan ſucceſſorum, referre, uti jure Imperiali, non vero ſola foederis cujusdam vi, Principatus Florentinus eidem partus fuiſſe cenſeatur, ſi acquiſitio dominationis juſto titulo niti debeat ac Florentinis de amiſſa libertate et forma priſtina civitatis conquerendi, vel amplius cogitandi, aut vim metumque urgendi materia praeſcindi.

XXII.

XXII.

Quae hactenus disceptata fuerunt, nequaquam infringuntur, cum in *scripto adverso p. 6.* contendatur, ipsum Caesarem semet privasse jure parandi aliquam superioritatem in Florentiam, cum sese minus aperte pro hoste civitatis gesserit, sed tantum Pontifici et familiae Mediceorum copias auxiliares, quas vocant, concesserit, quae si quid acquirant, non cedat illi, qui auxilia praestitit, potius cujus nomine expeditio suscepta. Ast intelligendum est, omnino Carolum V sua potius auctoritate Mediceos restituisse ac statum reipublicae ordinasse, ut superioritas pridem Imperio parta magis firmaretur ac Florentiae urbs, Gallorum semper et hostium Imperii partes secuta, coërceretur. Sane, cum Medicei, tum exules, subditos sese ac clientes lubenter professi sint, quis crediderit, Caesarem veluti cum illis foedus iniisse ac copias auxiliares suppeditasse? In *cit. Art. IV.* copiarum auxiliarium, quibus regulariter gentes liberae sese, mutuae amicitiae vinculo ductae, juvare solent, nulla injicitur mentio, potius restitutionis modus his verbis innuitur: *Caesareae Majestatis copiis et* VIRIBUS. Neque opus fuerat, ut Caesar nunc primum superioritatem in Florentiam acquireret, cum pridem ista ad Imperium spectaret. Sed tantum de firmanda et vindicanda actum. Atque potestatem, Mediceis concessam, hic nil obstitisse, sed diserte a Caesare jus Imperii inveteratum fuisse retentum, mox pluribus demonstratur. Id vero non obstat,

obſtat, quod in *allegat. Art. IV. de integra reſtitu tione* quidpiam differatur. Medicei, antequam ejicerentur, nequaquam tum Principatui admoti, vel civitatis formam plane ſuppreſſerant. Nam Florentini reliqui, gubernationem a Mediceis ſolis pendere, aegre ferebant. Ideoque, cum reliqui cives Florentini a jurisdictione Imperii fuerint nullibi exemti, neque Medicei, primarii tum et ad Principatum adſpirantes, iſtam declinaſſe unquam leguntur, qui econtra expulſi, Caeſaris praeſidium efflagitarunt ideo, quod, iſtum ſolum Florentinis leges dare, ac ipſos *ſpoliatos* adjuvare poſſe, ratione legitima non ignorarent. Igitur auctoritas familiae Mediceorum, quam ante ejectionem Florentiae quaeſierat, tanta non extitit, ut Caeſar, illam reſtauraturus, jurisdictioni ſuae ſupremae illico repudium miſiſſe videatur, cum, ea poſt multum adaucta et reipublicae ſtatu prorſus ferme ab Imperatore immutato ac tum demum vero et legitimo Principatu Florentiae introducto, nequidem juri Imperiali aliquid deceſſerit, ſed iſtud utique fuerit retentum. Neque iterum ad rem pertinet, quum contendatur, ideo Caeſarem non potuiſſe de ſuprematu Florentino, vel jure Imperii quicquam ſtatuere, cum in *dict. Artic. IV* ordinationem reipublicae ſoli Papae commiſerit, ibi: *Reipublicae Florentinae ſtatu ad arbitrium S. Sanctitatis conſtituto.* Aſt magis exiſtimandum eſt, haec verba ſic explicanda, ut Caeſar promiſerit, ſeſe Papae arbitrium, atque, ut tandem certa et tranquilla regiminis forma Florentiae erigeretur, et Mediceis gubernatio novi Principatus traderetur, petitionem haud fore neglecturum. Con-

ſtitutionem autem reipublicae ipſam neque Papae, nec ulli alii unquam commiſit, atque, ut ille negotio ſe immiſceret, paſſus fuit, probe ſciens, ejusmodi commiſſionem majeſtati Imperii plane refragari, facile dein contingere poſſe, ut Clementis VII ſucceſſores jus quoddam, aut dominium directum in ditionem Florentinam ſibi adrogent, neque congruere, ut Papa, gente Medicea oriundus, atque ſuam agnatorumque cauſſam coram Caeſare orans, partis ſimul, advocati, judicis et Commiſſarii vice defungatur. Audiatur, ſi lubet *P. Jovius L. XXIX.* memorans, inter deditionis civitatis, in manus veluti Caeſaris ſolius ac ejus miniſtrorum peractae, leges praecipuam eminuiſſe: ANTE OMNIA *conſtiſtuendae atque ordinandae reipublicae facultas* ARBITRIO CAESARIS *permittitor.* Neque Pontifex iſtam facultatem tum adfectavit, cum potius id quoque pacto traditionis urbis fuerit cautum, *teſte Guicciardino L. XX.* PONTIFEX *et civitas Caeſari, quaenam eſſe debeat reipublicae forma, inter menſes tres conſtituendi poteſtatem dato,* i. e. ſoli relinquito.

XXIII.

Cum evictum fuerit, reductionem Florentiae, ad obſequia familiae Mediceae habenda, minus ex ſolo foedere, Caeſarem inter ac Papam Barcinone celebrato, dimanaſſe, diluenda itidem opinio, quae, Caeſarem *Mediatoris*, uti loquuntur, officium ſuſcepiſſe, ibi fingit. Iſta ſententia, quam nullus coaevus ſcriptor proferre auſus fuit, vel hucusque alius quiſpiam,

am, hinc probari posse censetur, quod potestas ordinandi rempublicam, Imperatori data, mirifice *Art. I. Praeliminari* fuerit constricta, quod non licuisset, si ea facultas dignitati Imperiali cohaereret. Verum ea omnia nil efficiunt. Nam potestatem illam, quam non demum accepit a Florentinis, sed dudum a pristinis Imperatoribus exercitam et nunc quoque armis strenue vindicatam, lubenter passus fuit constringi Caesar ac ipse constrinxit. Equidem quod deposito certo aliquot mensium termino perhibetur, non immerito suspectum videtur. *Guicciardinus* tres menses memorat, *scriptum adversum* quatuor, *Jovius*, quem optimam hujus rei cognitionem fuisse adeptum, conceditur p. 23. nil de certi temporis determinatione narrat. Dein non consequitur. Potestatem formandi rempublicam exercere Caesar debuit ita, ut libertati Florentinae nil decederet; Ergo iste mediatoris munus obiit. Nam diserte, Caesarem Legatis Florentinorum respondisse, memorat *Guicciardinus L. XIX. Civitatem ob foedus cum Caesaris hostibus initum et copias contra ipsum missas, privilegia amisisse, atque ad Imperium recidisse, ideoque Caesarem de ea* QUICQUID VELLET *statuendi potestatem habere.* Quum vero istam sententiam dein mutarit, Pontificis maxime precibus motus, qui, urbem prorsus militibus diripiendam dari et omnibus privilegiis privari, asperum nimis putabat, id minus factum est, quod Florentini ipsum eo adegerint, vel necessitatem quandam imposuerint, quibus sufficeret; miseram tum civitatem ab interitu liberari ac beneficia indulta firmari. Omnis illa pactio, quae tum inita fuit, magis preces complexa fuit Florentini

E 2 popu-

populi, ab excidio non adeo longe tum remoti. Quae prolixe declarat *Jovius L. XXIX.* ubi de Caesareo diplomate perhibet, praesertim ajens: *Subindeque Caesar cuncta veterum beneficiorum atque immunitatum privilegia, quae alias promeruerint*, SINCERO AFFECTU *confirmat.* Quibus verbis dein, quod apprime observandum est, adjicit: *Haec ut perpetuo serventur*, IMPERAT, *et his, qui violaverint, decem myriadum puri auri* MULCTAM INDICIT. An vero ille, qui mediatoris officium gerit, mulctam indicere possit iis, qui pactionem, quam procuravit, laeserint? Quae potestas etiamsi a partibus mediatori cuidam diserte fuerit indulta, tamen is non exercebit nisi ex quadam libera istarum voluntate, cui sese hucusque permisere, neque mulcta, a mediatore statuta, alios tanget, qui adversus conventionem initam dein quid moliuntur et mediationem irritam reddere malunt. Ast hic, cum talis facultas non prius concessa esset Caesari, tamen is auctoritate sua ejusmodi poenam sancivit et non solum Florentinis, si quid iterum turbarum excitarent, sed Mediceis quoque, libertatem illorum forsan attentantibus, et aliis Italiae vasallis et subditis, mandatum quacunque ratione contemnentibus, injungi voluit, cum verba generaliter imperativa fuerint concepta. Amplius *diplomata* edere non solent, qui mediationem suscipiunt, neque possunt, cum diplomatum jus ad regalia pertineat, mediationis autem, quod reconciliationem et pacem respicit faciendam, inter pares et liberos utrinque populos sibi vindicet locum, adeoque ab omni jurisdictionis vi longe sit alienum. Si igitur probatum, uti fas erat, fuisset, Carolum Cae-

ſarem mediatoris ſolum vices ſuſtinuiſſe, non diffitebitur aliquis, hoc cum Imperiali ejus dignitate et jurisdictione minus potuiſſe conciliari. Sed, cum probatio mire hic deficiat, immo contrarium e genuinis ſcriptoribus et documentis pateat, quis de objectione inani velit amplius exſtare ſollicitus?

XXIV.

Ludovicus Guicciardinus, qui cum *Franciſco Guicciardino* imperite confunditur, *Rerum Memorabil. L. I. p. 100.* itidem deditionis Florentinae et conditionis adnexae injicit mentionem, ita narrans: *Hic Florentini cum dedunt Carolo V urbem ſuam bello victi, primariam* LEGEM *accipiunt, ut a Pontifice et abs civitate Imperatori attribueretur auctoritas dictatorum, nimirum formulam praeſcribendi, qui deinceps foret ſtatus civitatis, incolumi manente ſemper libertate.* Ubi autem commonendum eſt, verba: *incolumi manente ſemper libertate,* ita accipienda eſſe, ut intelligatur libertas, privilegia et regalia complexa, quibus cum Caeſar merito perfidos privare poſſet, tamen Pontificis precibus commotus reliquit et ſincero affectu confirmavit, nequaquam vero ſuprematus quidam et exemtio a nexu Imperii. Amplius haec quoque interpretatio non incongrua forſan, ſi dicas; non opponi hic libertatem indefinitam, excluſo Imperatoris dominio ſupremo, potius libertatem populi, nulli Principi, vel Duci unquam ſubditi, ſed immediate Imperio obnoxii, Principatui Mediceorum hereditario, hac ratione, ut tum cautum fuerit ab Imperatore, novum Principa-

tum juribus civium et privatorum debere nil jacturae adferre, neque Mediceis licere, regimine despotico uti. Ceterum an haec regula et norma, de qua *id. Guicciardinus* latius egit *cit. loc. p. 101.* intuitu libertatis civium semper fuerit observata, jam non vacat disquirere. Interim id nemo negarit, Italicae gubernationis gnarus, beatiores esse urbes, quae immediate Imperio parent, illis, quae jugum Principalis dominationis, (excepta tamen directione Teutonica ditionum Italicarum, quae ad Augustissimam Domum Austriacam pertinent, utpute quae magis ad regulas aequitatis et magnanimitatis, in Germaniae regionibus praesertimque Austriacis, pridem receptas, adstricta est, neque subditos offendit, nec despoticum regimen tale, quale in Hetruria deprehendi ajunt, redolet,) ipsis Italis confitentibus, patiuntur. Sat sapienti!

XXV.

Libertatem igitur Caesar quidem primaevam Florentinorum confirmavit tum, non suprematum quendam cessit, aut, instauratum hic subintelligi, voluit. Neque officit, quod *Grotius p. 8.* allegatus, libertatem sine summo imperio concipi minus posse, arbitretur. Etenim disserit *Grotius* de libertate Juris Gentium, qua liberi prorsus et neminem praeter Deum superiorem agnoscentes populi fruantur. Atque ea libertas omnino summum imperium, seu *independentiam* quandam et omnia itidem jura majestatica complectitur, adeoque *perfecta*, *illimitata*, vocatur. Sed existit quoque libertas *minus perfecta*, *minuta seu limitata*,

tata, quam omnino absque summo imperio concipere ingenium valet. *Cuncta veterum* BENEFICIORUM *atque immunitatum* PRIVILEGIA *confirmavit Caesar*, quem in modum *Jovius* differit, nequicquam summum quoddam et independens imperium, vel plenam a jurisdictione Imperii exemtionem stabilivit. Jam supra enim demonstratum fuit, libertatem, Italicis civitatibus generatim indultam, talem fere exstitisse, semper qualis hodie conspicitur urbium Germaniae Imperialium. Nimirum, quemadmodum hae immediate Imperio parent, sic illae quoque tum neminem superiorem, praeter Caesarem et Regem Italiae totius, veneratae. Quam sententiam, nemini hucusque delineatam probe, confirmat ipse Maximilianus I Imperator, gravissimus omnino et maximus testis, cum apud *Goldastum Act. Polit. Imp. p. 64.* A. 1507. in Comitiis Constantiensibus erga Regem Galliae diserte professus fuit: *Florentiam, Sienam et Pisas, Romano Imperio* IMMEDIATE *subjectas esse;* quemadmodum animadversum jam *§. XX.* Dein autem, sicuti urbibus Imperialibus Germaniae Praefecti quidam a Caesare olim fuerunt dati, egregie hoc demonstrante *Heidero* **von Reiches-Vogteyen**, Italiae urbibus quoque Vicarii quidam a plerisque Imperatoribus, Rudolpho I quoque, Adolfo Nassovio et Alberto I, praepositi. Conf. Diploma *in Append. sub E. Annal. Steron. ad A. 1293. Villani Chron. IIX. C. 10. Ammirat. ad A. 1295. L. IV. p. 195. et L. 197.* Diploma *sub F. id. Ammirat. cit. loc. p. 213.* Cum autem quaedam urbes Germanicae singulari beneficio immunitatem ab omni praefectura accepissent ac jus

jus rem publicam propria auctoritate gubernandi, leges ferendi et agendi alia, quae dirigendae civitati inservirent, unde ejusmodi urbes, ut ab aliis distinguerentur, appellatae LIBERAE *Imperii;* ita haec felicitas contigit quibusdam Italici Regni civitatibus, v. c. Florentiae; de quo jam supra actum fuit. Amplius, sicuti urbes Germaniae plurimae insignia regalia beneficio Caesarum et publicis diplomatibus, vel praescriptione etiam acquisierunt; sic quoque civitatibus Italiae, inprimis post Fridericum I Imperatorem, ejusmodi jura privilegiis et usu passim accessere. Cum adeo tam egregie convenerint urbes Germaniae et Italiae, quis jam disparitatem ipsarum, quoad nexum Imperii subdititium, statuat? Civitates Germaniae immediatae, licet libertate magna gaudeant, et juribus egregiis communitae sint, tamen Imperio subjectae, unde cuivis Imperatori non solum sacramentum fidei, sed subjectionis quoque praestant. Nam civitates liberae e censu rerum feudalium merito excluduntur et proin ad res allodiales magis referendae sunt, tam contractu clientelari hic deficiente, quam investitura, Vid. *Coccej. Jurispr. Publ. C. XVII. §. 13.* Cur ergo civitates Italiae liberae quid praecipui prae Teutonicis victricibus fuerint sortitae? An non istae quoque Caesari, in Italiam ducenti, ad conventum in *Campis Roncaliis* habitum, magno agmine confluentes, jurisjurandi vinculo arctissimo semet obstrinxere, testibus *Radevico, Ottone Frisingensi, Sigonio*, aliis? An non Rudolphus I comitem aliquem in Etruriam misit, ut Tusci fidelitatem jurarent et ipsi obedirent, memorante itidem *Antonio,*

Floren-

Florentino, *Summ. Hiſtor. Tit. XX. C. 4. §. 4.* Quapropter, ut res paucis contrahatur, omnes illae civitates, licet tum pariter allodia exſtiterint et pluribus privilegiis, forſan et regalibus fuerint ornatae, tamen a jurisdictione Imperii non fuerunt exemtae, nec potuerunt eximi ſine Statuum Teutonicorum aſſenſione.

XXVI.

Adeo nunc liquet inſignis diſtinctio, ſummis litibus dijudicandis idonea, nexum *territorialem* inter et *feudalem*. Ille complectitur poteſtatem, quae ſeſe regalium variorum uſu exſerit, ac inprimis in ſubjectos regionis exercetur. Hic vero, regalium quidem uſu apud vaſallum vel ſubditum conſtituto et ipſi qualibet libertate conceſſa, nihilominus dominium directum, vel ſuperioritatis ſpeciem concedenti ſervat, quae inſignes continet effectus, ut alter, liberrime licet terram poſſideat et jura innexa, obſequium ferat danti, nec, ſiquidem clientelaris verus nexus ſubſit, rem alienare valeat, auxilia neceſſaria praebeat, immo ob crimen laeſae majeſtatis, aut feloniam ditione privari poſſit etc. Licet itaque Florentini olim a ſubjectione et nexu territoriali fuiſſent liberati atque ad ipſos omnium regalium, quibus alioqui liberae prorſus respublicae utuntur, complexus, quem vocant, tranſiiſſet, (quod tamen generaliter nimis intellectum haud conceditur, cum nec liberae Germaniae civitates, nec Principes omnes et Status jura, v. c. nobilitandi, *quae reſervata Caeſarea* dicun-

tur, valeant in territoriis suis usurpare, nec Dux Sabaudiae, primarius fere Ducum Italicorum, possit, nisi vi singularis Vicariatus, Caesareae Majestatis capitulatione firmati, ceteroqui a superioritate territorii longissime discreti, cum illa reservata Imperialia minus complectantur) civitas nihilominus sub clientela et supremo dominio Imperii perstitit et nexus feudalis mansit intemeratus. Atque hic nexus, praesentem quod attinet quaestionem, pro *adaequato* atque UNICO *concludendi et decidendi medio* habendus est, e contrario nexus territorialis *pro vinculo plane impertinenti*. Enimvero subjectionem a vasallagio mire discrepare, omnes norunt. Igitur sublata quamvis subjectione, non illico tollitur vasallagium. Forsan etiam liberius territoria sua regunt Magnus Etruriae Dux et reliqui Principes Italici, cum Constitutiones Imperii Germanici, quae passim superioritatem Statuum constringunt, ad Italiae Principes minus pertineant. Formulae enim Germaniae ac Italiae nullo non tempore a se invicem dissenserunt. Sed cuncta haec vinculum clientelare minus evertunt. Haec res non incongrue illustratur exemplo Serenissimorum Austriae Archi-Ducum, qui, sive spectes nexum, quo Imperio addicti, sive potestatem territorii, omnibus longe Electoribus et Principibus Imperii praeferendi sunt, quum pridem, Caesareo diplomate, ad regalem dignitatem fuerint evecti ac ab Imperii oneribus aliisque, quae feudis quoque regalibus cohaerent, immunes, dein jura omnia majestatica, etiam plurima reservata Caesarea in ditionibus suis exerceant, neque Constitutionibus Imperii, in-

pri-

primis superioritatem cohibentibus, obligentur. Nihilominus iidem Archi-Duces vasallos sese Imperii lubenter profitentur, neque suprematum adfectant. Conf. *Instr. Pac. Monast.* §. 72. ubi in causa Pinarolensi JUS DIRECTI DOMINII, a SUPERIORITATIS JURE caute discernitur.

XXVII.

Postquam ad familiam Mediceam Principatus Florentinus ac dignitas *perpetui Imperii Gubernatoris ac Vicarii*, quae omnino *subordinationem* complectitur, pervenit, vera clientela et nexus proprie feudalis fuit exortus. Verum objectio iterum discutienda est, quae in *scriptione contraria* hinc revocatur, quod Carolus V Imperator, cum statum Florentinum formarit, *arbitri*, non judicis officium gesserit. Nam verba decreti sive diplomatis Caesarei *sub G.* quod Augustae Vindelicorum A. 1530. concinnatum in publicis Comitiis, ab universa civitate summa veneratione et obsequii declaratione exceptum, Principatum familiae Mediceae perfecte demum confirmavit, ab omni *laudi* indole et formula remota. An id cum *arbitrio* concilietur, cum Caesar ait: *Sicuti ex deditionis conditionibus liqueret, ipsius* AUGUSTAE POTESTATIS IMPERATORIIQUE ARBITRII *esse*, LEGES *condere et rempublicam* ORDINARE? Adeo curatius Imperator suae nec auctoritatis, nec jurium Imperii facile prodigus, uti omnia ejus praeclare gesta ostendunt, IMPERATORIUM ARBITRIUM ab arbitrio vulgari,

quod inter urbis cujusdam Italiae incolas et cives ferre dignitas Caesaris et Imperii nullo tempore passa, segregavit. *Jovius L. XXIX.* recenset, qua ratione diplomate et decreto Caesareo accepto, dictator Benedictus Blondelmontes, Caesaris legato responderit, ubi praesertim observanda sunt verba: *Quod igitur felix faustumque sit populo Florentino*, LEGES *nobis latas a Caesare ad non dubium hujus recte atque apposite ordinati status incrementum suscipio veneror que, servaturumque polliceor, ac pari studio atque* OBSEQUIO *magistratus, cunctique civitatis ordines, qui praesentes adsunt, suscipient, atque optima* FIDE *servabunt.* Conf. *Instr. Ord. ab Oratore Caesareo A. 1531. peractae, sub H.* Unde etiam constat, dispositionem publicae rei auctoritate et gratia Imperiali fuisse susceptam, ibi: *Serenissimus Dn. Imperator, omnia et singula privilegia, indulta, gratias et concessiones, per suos praedecessores, divos Imperatores Florentinae civitati, et ejus illustri dominio concessa et facta, ac concessas et factas ex sua mera* LIBERALITATE *confirmavit, atque de novo concessit, mandavit,* JUSSIT *et voluit etc.* Ceterum sine ejusmodi diplomate ac singulari concessione Mediceos nunquam ad quietum Principatus Florentini possessionem pervenire potuisse liquet, cum Caesarea auctoritate et voluntate opus esset, ad animos civium, Mediceis adversantium, coërcendos. Traditione civitatis peracta, Alexander Mediceus, futurus Princeps, eam forte ingressus fuit, parte populi et amicis ejus acclamantibus. Neque tamen gubernationem prius suscipere debuit, quam Caesar normam publica sententia et solenni

man-

mandato praescripsisset, gravi poena adversus transgressores simul constituta. Quod omnem eximat scrupulum, ipse *Guicciardinus*, in *tractatu adverso* probatus et toties allegatus, de arbitrio silet, immo auctoritate Caesarea formam Florentinae reipublicae fuisse compositam, ut confiteatur, veritatis vi adigitur, cum inquit: *In hac autem* CONSTITUTIONE *hujusmodi verba, quae ipsorum jura* NON MODO *potestate sibi a partibus concessa*, VERUM ETIAM CAESAREA AUCTORITATE DIGNITATEQUE *niti ostenderent, passim inseruit.* Probe scilicet aestimavit *Guicciardinus*, vir prudentissimus, Florentinis sub gravissima comminatione devolutionis ad Imperium et punitionis amissionisque omnium privilegiorum iteratae fuisse injunctum, ut Mediceos pro magistratu suo agnoscant, hosce etiam admoneri, ut sese imperio obedientes, et fideles ostendant, neque contra verba diplomatis quidpiam suscipiant, inprimis libertatem populi illaesam relinquant. Quae cuncta juste perpensa fuisse, atque cuilibet, qui veritatem diligit, perpendi debere, neque amplius quicquam *Gubernatione et Praesidatu* Alexandro concessum, verum ac proprium in subditos regimen aegre adepto, suadent verba ejusdem decreti Carolini, ibi: *perpetuis futuris temporibus magistratus reipublicae dictae* EISDEM MODIS *et* FORMIS *eligantur, disponantur etc.* it. *Regiminis caput, et sub ejus* PRAECIPUA CURA *et* PROTECTIONE *etc.* it. *in omnibus supradictis magistratibus etc.* INTERESSE *hisque* PRAEESSE. Cum igitur Medicei nequidem suprematum intuitu sub-

ſubditorum adepti fuerint, multo minus conſecuti intuitu Imperii, cujus jura Carolus V. ſane magis confirmavit, quam projecit. Ita enim in diplomate eodem loquitur: *Cupientes* etc. *noſtramque et Romani Imperii* DIGNITATEM *et* AUTHORITATEM, *ut tenemus*, CONSERVARE. Tandem, ſiquidem arbitri tantum munere defunctus fuiſſet Carolus V, non poterant cives dein Principem ſuum coram ipſo accuſare, quum arbitri cujuscunque poteſtas, laudo pronuntiato, exſtinguatur. Accuſationem autem ejusmodi contigiſſe, memorat *Thuanus*, Hiſtoricorum recentiorum facile princeps, *L. I. Hiſtor.*

XXVIII.

Hucuſque Carolo Caeſari, non civibus Florentinis, neque Pontifici, Principatum ſuum debere Mediceos, abunde fuit expoſitum. Si quis autem quaeſierit, utrum potuerit Caeſar formam Florentiae inveteratam et a praedeceſſoribus confirmatam, invito quoque populo, evellere ac aliam in ejusdem locum ſubſtituere, merito arbitrandum eſt, injuriam Florentinis haud factam. Nam *Jovius* cum *L. XXVII.* leges foederis, Carolum inter ac Clementem initi, refert, ita quoque diſſerit: *Adjectum eſt, ut poſtquam Florentini adverſum Caeſarem, confiſi incertae Gallorum victoriae, arma tuliſſent,* MAJESTATIS REI *facti, libertate* (tali, quae ante explicata) *et antiquis ſuperiorum Caeſarum conceſſis immunitatibus ſevere* PRIVARENTUR, *obiterque civitati Principem Alexandrum adoleſcentem imponeret* etc. Add. *Guicciardinus*

dinus L. XIX. Unde colligitur, Florentinam libertatem, qua ante dominatum Mediceorum fruebantur, e gratia Imperatorum profluxisse ac privilegiorum semper eam exstitisse naturam, ut nihilominus isti, si quid noxii perpetrarent, in poenam criminis laesae majestatis inciderent ac proin ob perfidiam et ingratitudinem beneficia perderent. Quo pertinet de Veneta libertate judicium *Bartoli ad leg. 24. D. de captiv. et postlim. reverf.*

XXIX.

Monetur nunc in *script. contrar. p. 8. et 9.* ad dominium directum in ditionem Florentinam quaerendum opus fuisse, ut Caesar tum, republica ordinata, vel juramentum fidelitatis a novo Principe et populo Florentino exigeret, aut Principem, praestito prius sacramento, de Principatu, tanquam genuino Imperii feudo investiret, aut, qua ratione constitutionem regiminis Florentini jurisdictio et auctoritas Caesarea sola pepererit, declararet. Quae objectiones facili negotio supprimuntur. Sicubi diploma Caesaris, saepius memoratum, curatius inspiciatur, patebit, veram eo concessionem clientelarem contineri, nec id abhorrere multum ab hodiernis ejusmodi documentis, quae *Investiturarum* vulgus *Literas* appellat. Ubi non tam ad verba et eorum pompam respiciendum, potius mentem Caesaris et diploma largientis. Jam a Carolo imperatur, ut Alexander Medices caput reipublicae habeatur, cui gubernationem nunc illius commiserit. Jubet porro, ut *ea dignitas liberos*

ros ejus legitimos pertineat : atque his deficientibus ad proximiores Mediceae ſtirpis totius ejus praeeminentiae et dignitatis jura devolvantur : it. *utque in noſtra et Romani Imperii* FIDE *ac devotione perpetuo maneat.* Annon ex hiſce verbis clientelaris conceſſio ſtatim elicitur, immo feminae ſimul quoque *tacite* a gubernatione reipublicae excluduntur cum Caeſar videatur juris Longobardici, quo Italici quoque Principatus feudales reguntur, regulam hic amplexus eſſe, quae faeminas a ſucceſſione in feuda, praeſertim regalia, juſtiſſime arcet? Igitur ii non erroris coarguendi, qui, Caeſarem, diplomate hoc miſſo, Alexandrum veluti de Principatu Florentino inveſtiiſſe, putant. Nam, inveſtituram variis ſymbolis et modis celebrari, omnes norunt. Cur igitur non ſuffecerit, ſi quis diploma conſequatur, ad normam literarum inveſtiturae directum, etiamſi ipſae inveſtiturae ſolemnitates minus intervenerint? Quemadmodum olim quoque, inveſtitura licet petita ac impetrata forſan, literae tamen minus exhibitae fuerunt, immo ſolemnitates quoque plurimae omiſſae, quae maximam partem recentioris aevi. Vid. *Beſold. Conſil. CCXCIX. num. 36.* Cujuscunque rei, etiam Principatus qualitas feudalis, dignoſcitur inprimis ex mente dantis. Neque intereſt, quacunque ratione illa voluntas et intentio ſeſe exſeruerit. Neque juramentum fidelitatis ad eſſentiam clientelaris nexus pertinet, cum ſit naturale tantum ejusdem praeſtatio, quae vel expreſſa conventione, vel tacita remiſſione, ceſſare intelligatur. Quo ſpectat argumentum ab homagio ductum, quod itidem accedit ſubjectioni tantum corroborandae. Quicquid

quid ergo Florentini quondam praestationem ejusmodi sacramenti declinarint, a Caesare vel ejus vicariis graviter exactam, nihilominus idem subjectionem populi non intervertit. Licet quoque Principes Medicei ad id negotii nec a Carolo V, nec ab alio Caesare, adacti legantur, omissio talis suprematum quendam, vel perfectam a jurisdictione Imperii exemtionem frustra parit. Immo praescriptum fuisse eo casu dominium directum, nequidem censetur. Sola omissio exactionis sive investiturae, sive juramenti sive servitiorum, ut ut maxime eis indiguerit dominus directus, ad praescriptionem dominii directi privativam non sufficit, sed necesse est, ut vasallus verbis aut factis declaret, se nolle esse vasallum, nec dominus contradicat, *arg. II Feud. 26. 33. 87. Rosenthal. de Feud. C. VI. Conclus. 82.* Neque, quamvis jus petendi juramenti fidelitatis praescriptione exstinguatur, existimatur, ipsummet dominium directum periisse, quum, fidem quidem *feudisticam* (qualem ex diplomate Carolino, et declaratione civitatis secuta, abunde apparere, supra jam monitum fuit) non item sacramentum fidei hic requiri, diserte itidem statuatur *II. F. 3. in fin. II. F. 21. §. 1.* Sola in gradu promissionis differentia non induit mutationem speciei.

XXX.

Declaravit vero, quicquid ex parte adversa moveatur *p. 9.* Carolus V, satis se familiae Mediceae auctoritate Caesarea, nequaquam jure arbitrii, vel mediationis, vel alio, Principatum Florentinum indulsisse.

fiſſe. Quod ex diplomate ejus ac ſcriptoribus coaevis ac genuinis ita oſtenſum fuit ac erutum ſupra, ut haec res laxiorem aegre deſideret explanationem. Profeſſus fuit nullibi Imperator, ſe vi poteſtatis cujusdam, a partibus traditae, negotium perfeciſſe. Neque cum familia, iſto aevo, Medicea conventionem iniit ſingularem Carolus, foedere ſaltem aliquo cum Pontifice, quem, Romae ſat tutum, res proxime haud tetigit, icto, quo teſtaretur ipſe, ſe nil magis optare, quam ut tandem rebelles Etruſcorum animi ad obſequia reducerentur et Italiae regnum, cui tanquam ſupremus Princeps et Rex praeeſſet, quieti redderetur. Nam id omnium imperantium officium poſtulat, ut ditionum ſuarum et ſubjectorum tranquillam conditionem ſervent et perturbatam reſtaurent. Quum e contrario, ſi Carolus V Imperio in civitatem nil juris unquam partum, exiſtimaſſet, vel Florentini, Gallorum partes amplexi, tantam perfidiam minus commiſiſſent, ſola iſta lis, quae Mediceos ac reliquos Florentiae cives interceſſerat, Caeſarem a negotiis majoris ponderis expediendis haud retinuiſſet. Auctoritas *Caſparis Klockii alleg.* tantum terret, quantum terrere poſſit doctoris ſcholaſtici. Enim vero iſtum auctorem parum cognoviſſe res Italicas, commentarii ejus paſſim evincunt, magis allegatione veterum JCtorum, quam diplomatum et Hiſtoricorum probatorum, repleti. Ac idem ille doctor nihilominus *cit. loc.* concedit, Carolum V *Florentinos debellaviſſe, et ob* INGRATITUDINEM ET MOLITIONEM ADVERSUS IMPERIUM *coercuiſſe.* Quis vero unquam prudens.

dens sibi habuerit persuasum, istam coërcitionem Caesarem sine ullo fructu, hinc ad Imperii augmentum redundante, suscepisse et solum, ut Mediceis suprematus Hetruriae quaereretur ac Florentini nunc Principes, contractis magis viribus, et dissensionibus civilibus sublatis, plus Imperio nocerent, ac antea cives, Principis dominationi minus subditi et variis turbis domesticis subinde impediti? Ac idem *Klockius*, cum commentum de Rudolphina venditione jurium Imperii probat, ignorantiam suam satis prodit. Amplius autem labitur idem scriptor, cum ait: *Mediceam familiam* NUNQUAM *agnovisse Romanum Imperium.* Unde enim soli Medicei, cives quondam Florentini, prae tot regibus et aliis magnis principibus, regna sua et principatus sponte et ultro quoque in clientelam et dominium Imperii directum tradentibus, nec exemtionem urgere ausis, non agnorint illius majestatem, ubique per Italiae inprimis oras diffusam, neque Venetae tum Reipublicae recusatam? Videtur plane *Klockius* duas res invicem commiscuisse, quarum diversitas supra delineatur, nimirum jura principatus potestatisve territorii ac jura dominii directi. Putavit, Mediceos, dominatione Florentiae instructos, pro supremis Principibus habendos esse atque Caesares reservata sua, in provinciis Germaniae laxius exercenda, ad regiones Italicas non adeo proferre solere. Sed, quamvis manifesto demonstraretur, omnia regalia Magnum Etruriae Ducem in ditionibus suis exercere, tamen potestas illa, quam beneficio Caesarum is debet, vinculo, quo Imperio devinctus est, nil officit; uti pridem

fuit explicatum, Conceptum de suprematu genuinum si *Klockius* et alii scriptores sibi formare fuissent annisi, tanta dogmatum portenta minus conspicerentur. Suprematus verus subjectioni, vel vasallagio nunquam conciliatur, ac non solum regalium usum, sed praesertim etiam statum, a nemine pendentem, praerequirit ac res maximi momenti prorsus existimatur. Sicubi quemlibet Principem Italiae supremum praedicare velis, quemadmodum quosdam scriptores, exigua nominis gloria, conatos fuisse, pridem observatum fuit, plura tandem emergent *Regna Nivetotia*. Nec ullus, qui vel terram, aliquot milliarium spatio comprehensam, vel praedium trium jugerum, vel horti quoddam *Mirabellum* possideat, est futurus, qui spiritu regio minus repleatur.

XXXI.

Quicquid autem Pontifices quondam de gubernatione Florentiae civitatis disposuerint et illam subinde ordinarint, creatione aliorum magistratuum suscepta, uti notatur *p. 10.* ad praesentem quaestionem minus videtur pertinere. Pontifices, Benedictus XI nimis tempestive vita defunctus, et Clemens IV, quem pacem subin procurasse Florentiae, intestinis certaminibus vexatae, narrat *Platina in Vita Clement. IV.* scriptor alioquin candoris exigui, vere munia arbitrorum obiere, vel, si mavis, mediatorum. Ipsi enim, alio charactere insigniti, hujusmodi negotium pertractare minus poterant, cum nemo serenae frontis putarit, Pontifici jurisdictionem aliquam, aut domini-

minium directum in regiones Italiae competere, ni titulus acquisitionis justus doceatur. Si enim Papalis auctoritas sese eo diffunderet, ut feudum sedis Apostolicae illico censeatur ditio, quae aliquando auxilium, vel arbitrium Papale imploravit et obtinuit, jus Imperii mox evanesceret, nec remaneret, nisi pristinae facultatis molesta recordatio. Pontifices jurisdictionem aliquam in Florentinum Ducatum unquam adfectasse, nondum liquet, licet olim civitas ista opibus Guelphicis plurimum fuerit adjuta, ut Imperatoribus, qui justissime obsequia injunxere, melius reniti valerent. Econtra Carolum V Caesarem, ipso Pontifice flagitante, auctoritate Imperiali usum, non senatorum forte, aut consulum ordinem auxisse, vel minuisse, potius, pristina forma civitatis prope abrogata, novum, Florentinis antehac omni modo declinatum, collocasse statum, prolixe jam dum fuit commemoratum.

XXXII.

Quum autem *p. 10.* ulterius commemoretur, conditionem vasalli, ipsi, conditionibus honestis additis, a ministris Caesaris oblatam, repudiasse Alexandrum Mediceum et proin, Neapoli metu relicta, Florentiam mox rediisse, ut defensionem suam disponere posset, adversus exules cives, forsan auxilio et voluntate Caesaris, spretum vinculum aegre ferentis, ipsum aggressuros, a fabulae cujusdam indole minus videtur abhorrere. Equidem scriptores genuini recensent, Florentinos quosdam cives Alexandrum,

quem dominandi libido nimis incesserat, coram Caesare accusasse. Conf. *Thuanus Hist. L. I.* Ast Alexandrum tum, ut vasallus Imperii redderetur, commonuisse demum Carolum V vel ejusdem administros, aut illum, quod Caesarem bannitorum et exulum preces haud neglecturum fore opinaretur, ideo Florentiam clam reversum, neque *Thuanus*, nec *Jovius* aliive annales ejus aevi fide digni, memorant. Econtra Caesar Alexandro, qui omni modo ipsi tum semet submisit ac fidem sese et obsequia Imperio debere, nunquam negavit, multum gratiae testatus fuit, Margaretha filia naturali in matrimonium tradita. Unde *Thuanus* ait: *Alexandrum primum Ducem accusatum a civibus apud Caesarem*, FRUSTRA *tamen; quod contra praescriptum ab ipso ordinem rem publicam administraret.* Ac quis crediderit, Caesarem ac ejus administros prudentissimos istum jam eo promissione varia adducere voluisse, ut clientelarem habitum indueret, quem sola Caesaris gratia et auctoritas ad dignitatem Principis evexerat ac qui Mediceam tunc familiam, potestate ipsi tradita abutentem, vel beneficia ingrato animo pensantem, facili negotio ac summo jure iterum privare valebat, forma pristina civitatis, quod tot cives efflagitabant, prorsus redintegrata et Mediceis ad conditionem priorem redactis? Igitur solum beneficio Imperiali auctoritas Mediceorum, quicquid Florentini quidam reniterentur, saepius quoque libertatis imminutae nimis memores, fuit corroborata, nequaquam autem juri Imperii in Florentiam aliquid detractum. Quamvis administri Caesarei Alexandrum pro independente,

ista

iſta ratione Principe habuiſſent, nil id efficit, quia error talis jura Imperii elidere nequit, utputa de quibus nec Caeſari ſoli, nec ejus adminiſtris ſtatuere ſic licet, ut amiſſis ipſis, inſignis jactura emergat. Neque praetereundum eſt, *Varchium*, unde hiſtoria rei hujus depromta, ſcriptoribus obſcuris et partium ſtudio deditis merito adnumerari, cujus teſtimonio *auctor comment. adverſ.* nequidem prudenter et circumſpecte uſus fuit, ipſimet ejusque relationi abunde repugnanti. Cum enim *Varchius p. 413.* commemoret, Alexandrum d. 5. Jul. An. 1531. in poſſeſſionem Principatus Florentini a miniſtro Caeſareo fuiſſe immiſſum, tredecim autem reformatores ſtatus demum A. 1532. creatos *p. 480.* perhibeat; nihilominus ab *auctore* iſto, reformatores Alexandro poſſeſſionem conciliaſſe, perperam exiſtimante, quaſi dogmati ipſius inſerviret, excitatur.

XXXIII.

Jam ab electione Coſmi I. Florentiae Ducis libera, ſuprematus ducitur argumentum *cit. pag. 10. et 11.* Sed, quemadmodum ſupra animadverſum fuit, civitates Italiae, antequam, immediato ſtatu perdito, Principum ac Ducum poteſtati ac gubernationi ſubjicerentur, ſemper conſules ſibi ac primarios publicae rei directores creaſſe, ſine ulla Caeſaris affirmatione (quem morem etiam adhuc hodie ſervant urbes Germaniae immediatae) ita quoque forma immutata, nihilominus id libertatis ſenatui ac civibus relinquebatur, ut Principem ſibi eligere poſſent, qui

qui veluti in locum consulis, ceteris paribus, successisset. Carolus enim Caesar id saltem jussit, ut Florentini nemini alii gubernationem civitatis committerent, nisi cuidam ex domo Medicea, nec quidquam contra amplitudinem ipsius molirentur. Immo, quum praeceperit quidem, ut ad *proximiores Mediceae stirpis totius ejus praeeminentiae et dignitatis jura devolvantur*, adeoque, successione introducta, liberam utcunque et ante suetam electionem excluserit, tamen figura quaedam, vel umbra ipsius negotii remansit. Neque poterant Alexandro, ob neglectas diplomatis Carolini clausulas atque inchoatum nimis asperum regimen interfecto, proleque destituto, liberi, prouti Caesar voluisset, succedere ac Laurentius, qui caedem illius procurasset, successione indignus merito censebatur, Julianus autem de Medicis, qui *p. 10.* memoratur, ideo dignitati haud admotus, quia clericalem ordinem dilexit magis, quam Principatum, dein Archi-Episcopus Aquis Sextiis (Aix) factus. Ac forsan facinus fratris Laurentii odium Florentinorum, immo Caesaris etiam, adversus Julianum insimul suscitavit. Igitur tum Cosmo nemo proximior exstitit, cum altera Mediceorum junior linea a Juvenco de Medices, unde Principes de Ottaviano, originem traxisset. Neque quis existimarit, *Bernardum de Rieti*, qui tum *commissarius Imperialis* Florentiae commoratus, officii sui partes neglexisse, cum is potius eo fine a Caesare missus fuisset, ut auctoritatem illius omni ratione tueretur, ac Florentinos, ut diplomati et voluntati Caesareae prorsus parerent, nec ab ejus norma deflecterent,

admo-

admoneret. Caesarem dissensione sua electionem Cosmi impedire voluisse, quis neget? Sed dum legitime ac juxta ejus intentionem peractam eam fuisse, intellexit, merito comprobavit. Qui etiam consilia, a civitate Florentiae illo aevo inita, auctoritate sua corroboravit, quicquid hocce negetur *p. 11.* Ipse *Ludovicus Guicciardinus Rer. Memorabil. L. I. p. 109.* non alia conditione Cosmum gubernationem obtinuisse, quam ea, quae Alexandro praecepta, ait, ibi: QUO IN STATU eum statim Imperator SUA VOLUNTATE CONFIRMAVIT. Minus autem terret inscriptio, quae memoratur, cum verba: PLENIS LIBERISQUE SENATORUM VOTIS, sint accipienda de voluntate Florentinorum libera, qua Cosmum Principem suum agnoverunt. Ante enim, prouti studium diversarum partium tulit, saepius quis ad gubernationem publicae rei penetravit, multis acriter renitentibus. Sed nunc *plene libereque* senatores, principatum Cosmo jure sanguinis et privilegii imperialis jam delatum, declararunt. Equidem, si Medicea familia tanto beneficio a Carolo V cohonestata minus et Florentini gravem poenam, diplomate novas res moventibus injunctam, veriti, Cosmi et agnatorum exiguam rationem habuissent isti, saevitiae et libidinis Alexandrinae nondum obliti, neque libertatis primaevae et immedietatis immemores. Denique nil obstat, quod Carolus V Florentiae castellum Cosmo vendiderit, teste *Juliano Gosellino in vit. Ferdinandi Gonzagae p. 16.* Contractus enim emti venditi superiorem inter et inferiorem sine laesione supremi dominii celebratur atque

hujus generis alienatio integro istius jure suscepta omnino existimatur.

XXXIV.

Ipsum *Instrumentum SCti de d. 9. Jan. 1536 sub I.* quo XLVIII. virorum suffragiis Cosmus, Alexandro suffectus, publicae rei rector pronunciatur, demonstrat, quam accurate senatores diplomati Caesareo inhaeserint atque omnia auctoritate Imperiali perfecerint. Praesertim hae expressiones probe considerandae, ibi: *è considerato lo indulto, è* PRIVILEGGIO DELLA MAESTA CAESAREA, *altra volta concesso a sua Exza, insino l' anno 1530. di esser capo del governo della città* SUCCESSIVO, *e doppo la vita sua, concesso similmente a più alteri della Jllma Famiglia de Medici, in detto* INDULTO COMPRESI. it. SUCCEDERE SECONDO IL TENORE DI DETTO INDULTO, E PRIVILEGGIO. it. *ch'el* (Cosimo) *habbia la medesima autorità, preeminentia, è podestà* CONCESSA LI PER DETTO INDULTO, E PRIVILEGGIO DELLA MAESTA CAESAREA. it. *habbia à seguitare l' ordine del* INDULTO PREDETTO DI SUA MAESTA. Quis igitur, *solis* plenis liberisque senatorum votis Cosmum regimini Florenti noadmotum fuisse, amplius autumabit?

XXXV.

Discussis nunc argumentis contrariis, hucusque ad-

adductis, ad cetera progredi fas est, quae porro pro suprematu Florentino demonstrando anxie congesta deprehendas. Primario provocatur *alleg. p. 11.* ad scriptores quosdam, tam Italos, quam Germanos, qui non erubuerint, ducibus Hetruriae potestatem, quam vocant, absolutam et supremam adserere. Ast, quod *Arthuri Duckii* auctoritatem concernit, quantum ipsa valeat, ostensum fuit *§. IV.* ubi adhuc monendum, illum *Duckium* pariter ac *Mylerum*, Magnum Ducem Regibus Galliarum et Hispaniarum, intuitu summae potestatis, aequiparantem itidem, commiscuisse perperam usum regalium et perfectam subditorum regionis subjectionem, vinculo, quo Princeps ejusmodi illimitata potestate praeditus, Imperio nihilominus est devinctus. Observandum enim est, Principes, etiamsi subditis *despotice* imperent, alterius tamen vasallos ligios exstare posse, praesertimque Imperii Romano-Germanici, cujus clientelam late protensam neque Reges declinarunt. Quicquid ergo Dux Magnus Hetruriae, si respicias conditionem regiminis et subjectorum habitum, regibus et monarchis sit comparandus (quae comparatio tamen nimium fastum redolet, neque dubiis caret: vid. §. XXVI.) tamen a jurisdictione Imperii feudali nullibi exemtus, quum haec omnia invicem consistere queant. Quidni ipsa *Majestas subordinata* concipi possit sic, ut alteri competat *directo*, alteri *utili dominio?* Incongruum minus videtur, gradus istius rei dari. Majestas et jura majestatica non possunt a se invicem divelli, cum illa sine juribus ad res non existentes pertineret. Si igitur jura majestatica ne-

xum clientelarem haud respuant, cur non ferat ipsa majestas? Licet quoque majestas, vero et proprio sensu accepta, a nemine nisi DEO debeat pendere, nihilominus haecce regula non immunis erit ab omni exceptione. Dux Hetruriae igitur non gaudet vera majestate, vel suprematu quodem majestati finitimo, etiamsi jura majestatica exerceat, et analoga majestatis potestate utatur. Principes Germaniae, quorum plures potentia et auctoritate Florentinum longe vincunt, plura quoque regalia possident, neque tamen ideo majestatem sibi aut suprematum, non ignorantes istam, vel suprematum longe ab analoga ejusmodi potestate discrepare; licet verbo suprematus, (*la souveraineté*) quandoque illam designarint, *latius* integriusque accepto, uti Elector Brandenburgicus in literis ad foederati Belgii ordines A. 1662. quas exhibet *Diarium Europ. Part. IX. p. 536*, adrogant. Adeo *exercitium* jurium regalium ab ipsius majestatis, aut suprematus axiomate remotum quandoque conspicitur, neque feudalem habitum ditionis et Principis illico rejicit. Si vero urgeatur tandem, infinitos a *Duckio* et *Mylero* collectos fuisse auctores, quorum auctoritates *N. III.* exhibeantur, censetur, frustra numerari scriptores, praesertim credulos aliorum sectatores, ubi ponderandae sint rationes. Conf. *Coccej. Jurispr. Publ. C. XXXIII.* §. 35. ubi probe autumat, *numerare scriptores indignum JCto censendum esse.*

XXXVI.

Argumentum aliud *p. 12.* praebere debuit *Bulla Pii*

Pii V Pontificis, qua Cosmo I dignitas Magni Ducis fuit concessa. Sed, quamvis testimonia, a Papa generaliter et aliis in caussis lata, magni ponderis habeantur, tamen, cum tota actio Pontificia a Caesare merito irrita fuerit reddita, ac proin Bulla omnem auctoritatem perdiderit, neque testimonium inde pro independentia Ducatus Florentini jure depromitur. Quantum Pontifices, Itali, Italorum Principum caussam, etiam his non postulantibus, adversus Caesares tueri voluerint, patet. Atque, cum Papa non ignoraret, vasallum Imperii sine consensu domini directi, Imperatoris, novam dignitatem capessere non posse; ut commodius rem perageret, Ducatum Florentinum pro libero et supremo orbi obtrudere non est veritus, alioqui etiam juribus Caesaris adversus. Conf. *Thuan. Hist. L. XXXIX. et LI.* Igitur ejusmodi testimonia, cum suspecti vitio laborent et a Caesare Maximiliano II maxime fuerint reprobata, nil efficiunt. Praeterea, Papa iste Caesari, graviter conquerenti, cum exposuisset sententiam de potestate Ducis Florentini; quam recenset *alleg. Adrian. L. XXI.* hic sat declaravit, opinionem Pontificiam fundamento minus idoneo suffultam esse, atque Carolum V jura Imperii strenuo modo adseruisse, quae jam nemo, quisquis sit, elidere possit.

XXXVII.

Mirandum porro est, *p. 13.* querelas moveri de ambiguis et vagis formulis, subtilitatem quae sapiant, item clausularum, diplomatibus insertarum, in-

terpretatione. Nam haud opus esse videtur, subtiliter nimis rem eruere; cujus veritatem diplomata perspicua et scriptores genuini sincere produnt. Quis putarit, Caesaream Majestatem et alios Europae Reges, foedere junctos, statum Magni Ducatus Florentini clientelarem, fore propugnaturos, ni argumenta maximi momenti atque legitima idem suaderent. Facta, assertioni isti justissimae quae videntur contraria, jam sic expensa fuere, ut quilibet, veritatis amans, perspiciat, illa vel minus probe demonstrata fuisse, vel feudale vinculum, quo Magnus Dux S. Imperio obstrictus, nequicquam evellere. Econtra tot actus exerciti Imperatorii juris producti, ut hi gravitate sua et veritate aperta alios, pro suprematus causa congestos, maxime antecellant. Investituram diplomate Carolino sat contineri, ostensum fuit, immo evictum, defectum illius et juramenti fidelitatis minus sufficere, ut independens aliqua potestas hinc colligatur. Nec quispiam ambiget, quin plus probationis incumbat ei, qui inter tot regiones Italiae optimas amplissimasque, Imperii clientelis adscriptas, singularem provinciae indolem contendat, quam jura, Imperio dudum parta defendenti et inhaerenti regulae, usu longaevo generatim formatae. Mutatio omnis in facto consistit, neque praesumitur, ac proin, summa adhibita opera, est demonstranda. Itidem conjectura, quae pro dominio directo Imperii in regiones, finibus illius comprehensas, pugnat, tam fortis et idonea deprehenditur, ut neque possessio plenae libertatis, aliquo tempore continuata, illam evertat. Quamvis enim libenter concedatur, praescriptionem

nem plurium seculorum minus interruptam, exemtioni ab Imperii jurisdictione legitimam exhibere caussam ac proin varias quondam Imperii Romani provincias, solo hoc titulo innixas, sui plane juris evasisse; nihilominus quaelibet haud praescriptio hic sufficit. Nam magna intercedit disparitas, si gens libera contra aeque liberam quid praescribat, cum Jus Gentium laxius hic vim suam exserat, nec praescriptio saepius tanta cum injuria alterius conjuncta sit, neque interruptio tam facili ratione suscepta fuisse existimetur. Si vero subditus, vel vasallus plenam libertatem praescriptione acquirat, ex Juris Gentium regulis solis res haud metienda, utpute quae, uti dictum, tot usucapionis requisita aegre poscunt, quot imperant leges, in societate civili, ubi inter inaequales, imperantes et subditos clientesque egregia distinctio, receptae. Igitur, subdito, aut vasallo exemtionem ideo urgente, quod praescriptione adjuvetur, magis de bona fide disquiri par est, quia minimarum etiam ditionum possessores ad suprematum quendam semper adspirarunt, occasione jugum legitimum dejiciendi aliunde subministrata. An non vero maxime laeditur Imperium, vel Regnum, si ipso forte ab exteris hostibus impugnato, cives, qui fidem et obsequia polliciti, ipsi illud deserant ac proin, suo commodo inservientes, istius salutem destruant et vires infringant? Utrumne itidem facilius praescriptio ejusmodi interrumpitur, si v. c. superior et dominus directus tributa et servitia a praescribente exigat, privilegiorum concessione refractarios ad fidem servandam alliciat, lites exortas sententiis pu-

blicis

blicis et diplomatibus dirimat; quae cuncta inter liberas gentes locum non obtinent. Haec, si accommodentur ad Florentinum Ducatum, merito statuitur, praescriptionem nullam urgere posse Magnum Ducem, cujus majores ipsi beneficio Imperiali Principatum debent, neque Florentiam, certam ante Imperii urbem immediatam, a nexu avellere potuerunt, tantis protestationibus semper contra Pontificum et Magnorum Ducum ausus peractis. Dein, si de exemtis provinciis, ad vetus Imperium Romanum spectantibus, quaeratur, facilius libertatem obtinuere, tot seculorum possessione, amplissima nunc Regna, quam civitates Italiae, intereunte Imperio, plurimam partem, a barbaris populis dirutae. Neque opus esse censetur, ut, quaenam jura Imperio hodie in Italiae regiones sint vindicanda, ex latissimo quondam Romanae dominationis ambitu dijudicetur, cum Imperii Romani hodierni, et Regni Italici jura longe sint discreta ac Reges Italiae demum post destructionem veteris Imperii Romani sint exorti, qui sua jura, sive intuearis Gothos et Longobardos, sive Francos et Teutones reliquos, ita tuiti et civitates Longobardicas, Tusciae et alias continuere, graviter saepe perdomitas, ut de praescriptione aliqua cogitandi vix spatium fuerit relictum. Ac, licet quandoque Caesares non illico conatus represserint, aliis in Germania negotiis distenti, tamen possessionem libertatis alicujus, vel suprematus usurpatione injusta fultam, egregiis expeditionibus susceptis mox interpolarunt. Enimvero *impedimentum facti*, cum apud privatos id operetur, ut praescriptio currere minus intelligatur, quidni multo magis juverit summos Principes?

XXXVIII.

XXXVIII.

Perperam vero *p. 14.* contenditur, *Art. V. Condit. Pac.* Caesaream Majestatem et Foederatos, dum Jura Imperii in Florentiam adstruantur, suprematum nihilominus Magni Ducis praetensum agnoscere. Nam totus contextus sat docet, illum utique negari, et feudalem qualitatem vindicari, cum diserte affirmetur, ideo rem ista ratione fuisse ordinatam, ut, ob jura Imperii jam vere existentia, omnibus litibus praescinderetur materia. Sane verbum: *Sine contradictione*, innuit, nunc Reges foederatos, et omnes contrahentium partes, si forte antea in praejudicium Caesareae Majestatis et Imperii Magnum Hetruriae Ducatum independentem censuissent, nunc, sine omni dubio, nexum feudalem istius fore agnituros. Postea dum cavetur, ut Imperatoria Majestas consensum S. R. Imperii consummando negotio adferat, tum demum literis exspectativae conficiendis adhuc magis liquet, indolem clientelarem *vetustiorem* praesupponi, quam in concedendo tantum feudo Imperii, jam constituto, quod, apertum, domaniale jam bonum fieri debebat, ille consensus versetur, non item constituendis augendisve nunc demum Imperii clientelis illi utilissimis, id quod a Caesaris arbitrio prorsus pendet, quem in ejusmodi *causis favorabilibus* publicae rei, et salutaribus ad consensum quoque Statuum exquirendum, nullibi obstringunt leges publicae, vel causam, si novus vasallus recipiendus sit (secus obtinet quoad jus suffragii) ad Comitia

 perti-

pertinere, statuunt. Si quidem evictum foret, Magnos Duces plena semper libertate gavisos esse, non potuisset ibidem facultas disponendi de futura successione, ratione justa adimi, vel Principatus independens in dependentem et clientelarem demum converti. Atque hoc unico fundamento intentionem Caesareae Majestatis atque Foederatorum superstructam esse, jam *p. 1.* conceditur. Equidem simul cavetur, ut Magnus Dux, et posteri, quieta ditionum et jurium possessione fruantur, neque pactiones ejusmodi et *provisiones* ipsam imminuere, vel praejudicii quidpiam accersere debeant. Attamen feudalem nexum haud pati, ut Magnus Dux de successione in regionem libera voluntate statuat, merito contenditur, quem neque successor, quisque existat, declinare possit.

XXXIX.

Hic apprime animadvertendum est, nondum exploratum esse, an, sicubi etiam independentia Florentini ducatus adesset, familia Medicea exstincta, eadem ad extraneum successorem pertingeret. Nam, si ista familia ejusmodi suprematum quaesiisset, is tamen magis adstrictus esse censetur ad ipsam sic, ut exstincta ea, dominium directum Imperii, hucusque suspensum, reviviscere veluti existimetur. Ante erectionem Principatus, Florentiae civitatem Imperio subfuisse, tam claris argumentis patet, ut nil dubii amplius moveri possit, ni omnis fides historica infringi debeat. Forma autem civitatis, solum ob favorem

vorem Mediceorum singularem, fuit conversa, uti *diploma Carolinum* abunde innuit. Quemadmodum itidem Magni Ducis titulus eo fine Mediceis a Caesare Maximiliano II indultus; quod iterum diplomatis verba clare innuunt, ibi: in F A V O R E M D I C T A E F A M I L I A E M E D I C E A E. Jam compertum quidem est, pristinam immedietatem, exstincta domu Medicea, a civibus urgeri non posse, cum ista vario crimine semel sit amissa, cujus abolitio jam nimis sero peteretur, nec ab ullo alio, quam contra quem commissum fuit, suscipi posset. Ast, manente forma regiminis Principalis, suprematus tamen, si quis adesset, una cum gente Medicea fortassis exspiraret, cum non appareat, cur minus ejusmodi jus quoque personae tantum ac familiae, instar privilegii personalis, cohaerere possit sic, ut, quamdiu ista regionem possideat, ab omni jurisdictione haec itidem immunis sit, neque dominium cujusdam directum interea agnoscat. Immo non suprematus omnis, quamvis arctissime territorio sit innexus, pares conspiciuntur effectus. Supremi enim Principes etiam ii sunt, qui facultate Principatum alienandi destituuntur, ac ubi quoque jura adhuc homagii eventualis et aperturae fuere reservata. Subinde enim actus investiturae, praestatio sacramenti fidelitatis, immo servitia et contributiones *tacite* aut *expresse* remittuntur, itidem feloniae casus constricti, quae res, paribus reliquis, suprematus speciem conciliet. Tali econtra remissio-

ne non continetur libera de Principatu disponendi facultas, quam, cum sit res maximi momenti, alienasse superior perperam existimatur. Inde, quod Caesares et Imperium aliquam circa vinculum clientelare libertatem Magno Duci permiserint, eosque forsan liberius habuerint, quam alios Italiae Principes, jus suprematus elici nequit, de quo concedendo nunquam fuit aut actum, aut cogitatum. Quod si vero, uti sat demonstratum et postea magis adhuc evincetur, pactum successorium sine consensu Imperii condendi facultate juste Magno Duci denegata, merito ditio Florentina et illae terrae, quae immediatis Imperii feudis accensentur, instar domanii et boni Cameralis ad istud ipso jure redeant, gente Medicea exstincta, ac Caesar, consentientibus Statibus, alii forte provinciam iterum concedat, hic ad jura illa singularia, familiae Mediceae *singulariter* indulta, ac quae circa investiturae, juramenti fidelitatis etc. materiam jam enumerata, provocare non poterit, cum ipso momento, quo ultimus Mediceorum forte defunctus, dominium directum, cujus praecipuus effectus in jure aperturae ac consolidationis ob mortem consistit, utraque dominii species velut rursus confundatur. Extraneus iste non succedit tunc jure quodam veteri familiae Mediceae, sed novo prorsus, e collatione Imperiali dimanante, cui leges dein adjectae probe omnino a novo vasallo custodiri debent. Si amplius idem suprematum sibi

indul-

indulgeri ac nexum clientelarem dissecari contendat, quilibet formae Imperii Germanici gnarus colliget, hanc rem a solius Caesareae Majestatis minus pendere tantum arbitrio, immo Statuum quoque praesertimque Electorum assensum praerequiri, quem tamen voluntati Caesareae, legitimo et salutari rei publicae fundamento innixae ac satis declaratae, conjungere non gravati facile, nec inposterum gravabuntur.

XL.

Nunc sat liquet, non exstare causam idoneam, cur Magnus Dux, intentionem Caesareae Majestatis et Foederatorum justissimam impugnari posse, arbitretur. Quemadmodum Carolus V Imperator jura Imperii in Ducatum Magnum Hetruriae vindicavit, ac Mediceis possessionem Principatus concessit, ita quoque non conquerendum est, sicubi Carolus VI Imperator jam Augustissimus, istam facultatem interire non patiatur. Commentum enim, quod Carolus V independentiam Florentiae sartam tectamque reliquerit, supra prolixe rejectum fuit. Florentiae civitas ante Carolum prorsus ab Imperii jurisdictione libera haud exstitit. Quomodo igitur poterat Caesar rem intactam et illaesam servare, quae ad non-entia semper pertinuit? Immo potius omni fiducia dicendum erit, quia Carolus V, nemine renitente, magis toto populo applaudente, formae civitatis Florentinae conversionem, rem maximi ponderis, suscepit ac tam splendide solemniterque universae Italiae jura Imperialia ostendit ac firmavit, multo magis

Caesaream nunc Majestatem de successione in Ducatum jam constitutum, exstincta stirpe Medicea statuere posse, et rem totam ordinare, prouti saluti et juribus Imperii, ac votis plurium Europae magnorum Principum, qui Germanico Imperio bene cupiunt, congruere videatur.

XLI.

Jam *p. 15. seq.* ad refellendum inprimis *Conringium*, quem larvam suprematui Florentino velut detraxisse omnium optime, animadvertebatur, proceditur. Hic vero Auctor, cum ea, quae de jure Imperii Magnum in Hetruriae Ducatum disseruit, non ex ingenio proprio depromit, sed diplomatibus et Historicis, omni fide dignissimis, facili negotio defenditur. Principio autem lubenter accipitur confessio, *p. 12.* declarata, quod Florentini, causam suprematus tuentes, non habeant causam, cur Rudolphina venditione innitantur, utputa quae omnino pertineat ad commenta, ab Historicis saepius excogitata. Proin non opus esse videtur, ut de hacce re pluribus agatur, cum ipsi nunc quidem Florentini (qui tamen olim nullum aliud fundamentum libertatis proferre potuerunt, sed, exemplum reliquorum Italorum, v. c. Luccensium, strenue secuti, in donatione et venditione Rudolphina ficta omne praesidium collocarunt, uti ex ipsis domesticis eorum scriptoribus passim apparet) falsitatem istius agnoscant. Econtra existimatur, libertate semper Florentiae civitatem eminuisse, ut prius istam, pecunia data, acqui-

quirere non debuerit, testimonio *Vincentii Borghini*, scriptoris domestici, qui certas dissertationes, *Discorsi*, composuit, ac inprimis hanc disquisitionem inseruit: *Se Firenze ricomperò la libertà da Ridolfo Imperadore?* producto. Enimvero supra pridem ostensum fuit, Florentiae civitatem, Longobardis oppressis, imperio Francorum prorsus cessisse, ab ipso Carolo M. iterum instructam, neque libertatem ipsius discretam fuisse ab illa, qua aliae quoque Longobardiae civitates, beneficio inprimis Ottonis M. Caesaris, utebantur. Neque ipse *Borghini* diffitetur, aevo Carolingorum Regum Comites quoque Hetruriae cunctis civitatibus fuisse praepositos, usque dum, Ottone M. regnum Italiae perpetuo jure Germanico Imperio vindicante, forma et regula per Comites urbibus imperandi ferme abrogata, hisce facultas indulgeretur, propria auctoritate Consules sibimet deligendi, qui inposterum publicam rem gubernarent, jure Imperii utique integro permanente. Conceditur equidem lubenter *Borghino*, Florentinos Caesaribus quandoque restitisse, ac Vicarios illorum recipere noluisse. Ast hoc ideo non factum fuit, quod, sese Imperio plane haud subesse, opinarentur, cum potius Legati semper ipsorum, ad Caesares, in Italiae oris commorantes, missi, ultro auxilia, obsequia omnia obtulere, de fide populi ac subjectione sancte protestati, modo Imperator privilegia, ab Ottone M. praesertim data, linqueret ac habitum regiminis liberi minus immutaret. Plane Florentini probe animadvertebant, Vicariis ipsis impositis, facile contingere posse, ut isti tandem, ipsa mandantis et domini spreta auctoritate, sup-

pri-

primerentur, Principis dominatione impliciti. Non ignorabant, occasionem itidem causamque funestis Italiae turbis, Fridericum I Caesarem inter ac Mediolanenses agitatis et ab hisce excitatis, praebuisse gubernationem Vicariorum, utputa qui non commodum Principis, sed suum quaerebant. Mediolanenses enim, qui itidem hoc beneficii ab Ottone M. obtinuerant, ut civitas minus per Comites Regios amplius, sed Consules ac Senatores, a populo electos, more olim populi Romani, administraretur, dominandi libidinem et statum liberum et popularem evertendi, qua plerique Vicariorum flagrabant, aegre tulerunt. Neque incognita Florentinis Castrucii, Lucani, mens, qui sub Vicarii nominis specie eo contendebat, ut Florentiam quoque subjiceret, quemadmodum jam Lucam et alias vicinas civitates, privilegiis ipsarum neglectis, armis subegerat; magnum Ducatum in istis oris, etiam invito Caesare, Ludovico IV, qui nimis fiduciae in eo Duce posuerat, erecturus, ni mors repentina impediisset, Conf. *Machiavell. in Vita Castrucii.* Neque etiam Vicarii constitutio adeo necessaria erat, cum sufficeret, omnes civitates, Vicariis singularibus destitutas, a Vicariis Italiae generalibus, saepius creatis, tantisper pendere, aut immediate prorsus Imperio parere, cui rei illustrandae argumentum, a civitatibus Germaniae immediatis ductum, delineatur. Immo exinde non parum quoque res declaratur, si civitates Helvetiae considerentur, quae eo tempore, quo Vicariis et Praefectis Imperialibus non amplius utebantur, nihilominus, quoad formam regiminis, absque his Imperio paruerunt, nec ad supre-

supremarum quendam adspirarunt illico, usque dum tandem Pace Westphalica pro vera et libera Republica fuerint agnitae. *Conring.* §. *XXI.* Cum vero Caesares cognovissent, civitates privilegio illo abuti, et ad majorem libertatem adspirare, vel alius dominium directum agnoscere velle, merito, Vicariis missis, jura sua adseruere. Hinc Henricum VII plures in urbibus passim Longobardicis, perfidiae et criminis perduellionis reis et proin graviter perdomitis, creasse, recensent *Mussatus in Vit. Henrici*, *Vecerius in Vit. Henr. p. 69. 70.* Atque eandem sortem omnino fuisset subitura Florentia, ejusdem delicti convicta, ni Caesar optimus vita mature nimis defunctus esset. Igitur, quod Vicarios, privilegio criminis gravitate amisso, minus acceperint Florentini, gratiae Imperatorum cum acceptum retulerunt, qui beneficiis indultis privare semper valebant. Qua tandem gratia tamdiu abusi, usquedum Carolus V superbientem urbem armis compesceret, perpetuo nunc Imperii Gubernatore et Principe e familia Medicea Alexandro constituto. Quod egregium et recentius exerciti Imperialis in Hetruriam juris jam dum expositum fuit documentum. Ceterum scriptores, quos urget *Borghinus*, eandem censuram promerentur, quae de iis, qui in *Scripto adverso* magno agmine collecti, initio *Refutationis* lata fuit, et adhuc explicabitur. Si *Borghinus*, vel alius quispiam voluit libertatis plenae, uti vocatur, Florentiae originem tam alte repetere, cur minus Historicos, qui antiquo illo aevo floruere, dogmati firmando erueret potius? Cum autem ii, qui de Caroli M. et sequen-

K tium

tium Imperatorum expeditionibus, in Italiam praeclare susceptis, commentati, *Eginhardus*, *Luitprandus*, alii, de suprematu quodam, vel perfecta Florentiae libertate sileant, ac nil ex coaevis istis Annalibus et Historicis, qui ante Rudolphum I vixerunt, pro illa adduci potuerit, facile perspicitur, quam leviter *Borghinus*, patriam suam, quicquid vellet, suprematu gaudere, contenderit.

XLII.

Praescriptio inprimis *p. 17. 18 et 19.* urgetur. Equidem abunde demonstratur *§. XXXVII.* a praescriptione parum auxilii pro tuenda caussa Florentina revocari. Nihilominus, ut res evidentior adhuc reddatur, commoneri par est, *Grotium* et *Lampadium p. 18.* frustra allegari, cum ii de praescriptione et exemtione ab Imperii jurisdictione Romani generalius perhibeant, nulla speciatim Florentinae libertatis injecta mentione. Nemo ambiget, quin JCti Itali fallantur, qui neque expresse concedi clausulis quantumcunque praegnantibus, multo minus præscriptione acquiri libertatem et immunitatem ab Imperio posse opinantur, quo pertinent inprimis *Cacheranus Decis. 163. Marta Neapolit. de Jurisdict. Part. I. c. 20. n. 21.* Conf. *Conringius de Fin. Imp. C. XXI. §. 1.* ubi idem exponit, quod *Grotius* atque *Lampadius.* Neque aliquis neget, praescriptionem optimum sopiendis dissensionibus medium praebere. Verum ea cuncta ad rem praesentem nil spectant, cum hic quaeratur, utrum Florentini jure ad praescri-

ſcriptionem, quae aliquando praeſidium iniquitatis exiſtit, provocent. Jam *alleg.* §. *XXXVII.* id fieri non poſſe, ſed tot interruptionis actus deprehendi, bonam fidem deficere et alia obſtare, fuit ſatis demonſtratum.

XLIII.

Poſthaec *p. 19.* ex *Camillo Gilino*, expeditionem Maximiliani I. Italicam qui enarrarit, demonſtrari poſſe exiſtimatur, Florentinos nequaquam fuiſſe obſtrictos, ut ſemet Imperatori ſubmitterent, quicquid *Bodinus* hac de re diſſerat. Sed qui verba *Gilini* curate ac ingenue perpendit, videbit, iſtum ſcriptorem *Bodino* minus adverſari. Enimvero, ut res probe capiatur, memorandum eſt, iſto aevo Italiam in duas ferme partes ſciſſam fuiſſe, quarum una Caeſari et Foederatis contra *Gallos* invaſores addicta erat, altera Gallorum caſtra ſequebatur. Ab iis, qui foedus adverſus Gallos contraxerant, Italiae civitatibus et Proceribus praeſertim diſceſſerat Florentia, ipſum Carolum IIX. ex Italia depulſum, ut rediret, flagitare non erubeſcens. Igitur Florentinos Caeſar merito admonuit, ut, Gallorum partibus relictis, ceteris Italiae civibus ſemet jungerent, auxilia Imperio ferrent, et tanquam ſubditi ejusdem cauſam ubivis tuerentur. Praecipue autem Oratores Caeſaris Florentinis declaraſſe, ex verbis *Gilini cit.* liquet, quod in memoriam deberent revocare, quot quantaque civitas a PRISCIS CAESARIBUS acceperit, neque ingratitudine et perfidia, omni poena ac privatione digniſſima, beneficia penſarent. Imo illa

innuunt, Oratores Florentinis gratiam Caesaris ea conditione promisisse, si ipsi societati Gallicae renunciarent, ibi: *a se quoque paria exspectari posse, si Florentini etc.* Annon autem haec formularum genera saltem locum sibi vindicant, ubi superiorem inter et subditos res agitur? Annon Maximilianus ad ea privilegia respexit, a prioribus Caesaribus indulta, integra utique Imperii facultate. Neque Caesar tum foedus forte cum Florentino populo ipsemet condere voluit, cum proprium jus foederum inter illos, qui a se invicem minus pendent, exerceatur. Potius jussit, *ut Florentinus populus in* ALIORUM ITALORUM SOCIETATEM *trahatur*, prouti verba *Gilini* exprimunt. Ac quamvis aliquis, nimis subtiliter rem aestimans, verba *Gilini* quaedam in favorem causae Florentinae torquere satagat, ibi: *si fieri potest amice*, it. *vetustiores* AMICOS, *ac plura majora de eis meritos, videlicet Germanicum Imperium, ac Caesarem praesentem sequantur*; nil flectit. Nam quis scierit certo, Oratores Caesaris iisdem verbis fuisse usos, quae *Gilinus* profert. Plane, scriptori isti Italo, parum cognito, ni *Freherus Rer. Germ. T. III.* edidisset, ubique fidem tribuendam esse, quis dixerit? Ac, si Oratores Caesaris mitius rem proposuerint, ideo factum est, quod aliquando, subditos, opibus valentes, benignitate ostensa magis, quam verbis asperis ad obsequia revocare, conducat.

XLIV.

Nunc *Gilino Bodino* conciliato, conciliandus quoque

que huic eſt *Guicciardinus*, quem *Bodino* etiam refragari ſtatuitur *p. 20. 21. et 22.* Locus autem, qui *ibidem* prolixe exſcribitur, iterum huc minus quadrat. Neque *Conringius de Fin. Imp. C. XXIII. §. 11.* ad iſtum provocat, utpuťa *L. III. Hiſt. Guicciard. ad A. 1496.* comprehenſum, potius ad eum, quem *L. VIII. ad A. 1509.* exhibet, ubi *Guicciardinus*, Florentinus ſic, ſuo idiomate, memorat: *A Verona ricevè* (Maſſimiliano) *il giuramento della fedeltà, e in quella Città gli Ambaſciatori Fiorentini, trai quali fù Piero Guicciardini mio padre; convennero con lui in nome della loro Republica, indotta à queſto oltra l' altre ragioni da' conforti del Rè di Francia, di pagargli in brieve tempo* QUARANTA MILLA DUCATI: *per laqual promeſſa ottennerò da lui* PRIVILEGII IN FORMA AMPLISSIMA DELLA CONFERMATIONE COSI DELLA LIBERTA' DI FIRENZE, COME DEL DOMINIO, ET GIURISDITIONE DELLE TERRE ET STATI TENEVANO etc. Nonne haec relatio congruit Bodini relationi? Utrumne ideo *Florentini legatos ad Caeſarem miſere*, ut OBSEQUIUM PRAESTARENT ET IMPERATA FACERENT? Cur enim in perfecta libertate conſtitutis opus fuiſſet, confirmationem privilegiorum, publico Diplomati inſerendam, IN FORMA AMPLISSIMA expetere et tantam penſionem praebere? Enimvero inter gentes liberas nullibi receptum, ut, cum ſemel independentia acquiſita, haec toties et modo eodem corroboretur, quo privilegia cujusvis generis, ſubditis indulta, a Principibus initio regiminis rata haberi ſolent atque debent.

Id indoli suprematus juris aegre convenit. Dein eandem quantitatem pecuniae, Caesari acceptam, quam *Bodinus* innuit: AUREORUM QUADRAGINTA MILLIBUS, exponit itidem *Guicciardinus*: QUARANTA MILLA DUCATI. Quod confirmationem privilegiorum attinet, neque dissentiunt, uti vel inspicienti patet. Saltem *Guicciardinus* donationis Rudolphinae non injicit mentionem, a *Bodino* narratae. Verbo autem: PRECARIO, quo utitur *Bodinus*, si non usus fuerit *Guicciardinus*, amore patriae ducto hic et rationem confirmationis conditionemque, Florentinis forsan haud adeo gloriosam, confestim praetereunti quidni ignoscas? Unde nunc constat, Florentinos satis se submisisse Maximiliano, Imperatorem privilegia Florentiae confirmasse, nec *Bodinum* id affirmantem, somnii produxisse figuram, neque irascendum esse optimo Viro, *Conringio*, *Guicciardinum*, veritatis, a *Bodino*, isto quidem casu productae, testem proferenti, nec tandem huncce isti omnino contrariari.

XLV.

Quo autem nil prorsus haereat scrupuli, demonstrabitur ex ipso *Guicciardini* loco *L. III. ad An. 1496.* in *Script. Advers.* excerpto, quam perspicue Florentini jurisdictionem Caesaream tum agnoverint. Caesar cum exigeret a Florentinis, ut Italiae defensionem quoque susciperent, neque cum extraneis contra salutem Imperii quidpiam molirentur, dein autem Pisanos injuriis minus lacesserent, donec causa fuis-

fuisset cognita, sat declaravit, Florentinis, utputa Imperio pridem obstrictis, foedus in praejudicium illius ineundi facultatem haud competere, immo cognitionem litis, inter ipsos et Pisanos agitatae, solum a Caesarea auctoritate expectandam, ibi, quia id ad CAESAREAM AUTHORITATEM *pertinebat, illorum cum Pisanis causam cognoscere.* Quae verba jurisdictionem tam clare innuunt, ut nec cum Arbitri, nec Mediatoris, nec alio munere consistere possint. Ac vi hujus jurisdictionis, *inhibitionem*, quae illam omnino praestruit, simul decrevisse Imperatorem itidem liquet, ibi, *ideoque cupere, ut donec ipse omnium rationes audivisset, ab* INJURIIS ABSTINERENT, *quemadmodum Pisanos facturos certo scirent, quibus* IDEM MANDASSET. Neque praetereunda, quae ibidem de declaratione Caesaris benevola; *se esse paratum ad* JUSTITIAM *indifferenter* ADMINISTRANDAM, traduntur. Hic autem Florentini, Caesarem de ista causa judicium ferre posse et debere, nequaquam negarunt, ut potius HONORIFICIS *verbis* ipsius *voluntatem commendarint*, ac maximam sese ejusdem aequitati et gratiae fidem habere, demonstrarint. Saltem per legatos monuere, se non prius, jura sua cognitioni et sententiae ut subjicerent, adigi posse, quam Pisae, qua urbe per vim spoliati, fuissent restitutae. Igitur, prouti in omnibus aliis judiciis fieri solet, quaestionem spolii praejudicialem moverunt Florentini ac prorsus ad CAESAREARUM LEGUM sententiam et dispositionem provocarunt. Reliqua etiam comprobant, Florentinos Caesari semet submisisse et

cau-

causam Pisanam coram ipso, tanquam Judice competente, voluisse pertractare, ibi: AEQUITATIS CAESAREAE *plane persuasam* etc. Arbitrium autem quoddam ex *Guicciardini* relatione frustra elicitur, cum illa vox accipiatur quoque saepius pro *arbitrio judiciali, a compromissario* longe distincto. Nec de arbitrio hujusmodi proprio, Caesari ab utraque parte delato, ullibi dissèritur. Interim petitionem Florentinorum de restitutione spolii merito rejicit Imperator, cum animadvertisset, ipsos, hoc praetenso, id agere, ut intentionem ipsius justissimam eliderent. Nam etiam sine possessione Pisarum Florentia debuit aliis civitatibus, patriam defensuris, semet conjungere. Neque spolium aderat, ubi civitas libertatem, injuria perditam et oppressam, recuperaverat, aliorum praesidiis adjuta. Quare Maximilianus, proterviam Florentinorum aegre ferens, dein ad debellandos istos progressus, Pisanis haud sine legitima causa favens. Exitus felix, ni alia negotia Caesarem impediissent, juri suo, reditu in Germaniam suscepto, nil renuntiantem, magis postea istud strenue exercentem, de quo *§. praeced.* actum fuit. Nondum vero liquet, Maximilianum, Florentinos in gratiam recipientem, novam Pisarum acquisitionem confirmasse, cum civitas, excutiens jugum nimis asperum, aCaesare privilegiis,immedietatem Imperii complexis, fuisset communita; uti supra fuit enarratum. Vix ergo Pisae, quae diserte magis exprimendae fuerant, continentur verbis apud *Guicciardinum L. II X.* ibi; *come del dominio e giurisditione delle* TERRE *e* STATI *teneuano?* Ipsi Florentini Galliae Regi, apud *Guic-*

Guicciardinum L. *VII. ad A. 1507. in fin.* responderunt, recursum ad Caesarem, in causa Pisana, tuituri: *la necessità havergli indotti a mandare a Cesare etc. per cercar di* ASSICURARE *in caso passasse in Italia le cose proprie; lequali il Rè nella capitolatione fatta con loro non si era voluto obligare a difendere contra Cesare, mà il' haveua espressa dentro la* CLAUSULA SALVE LE RAGIONI DELL' IMPERIO: *e nondimeno* NON HAVERE FATTO CON LUI (Cesare) CONVENTIONE ALCUNA. Unde colligitur non solum, quantum Florentini Imperii jura respexerint, sed quoque, quantum Caesar preces, de restitutione Pisarum conceptas, respuerit, ipsis adhuc ob denegatas An. 1496. praestationes graviter succensens, neque immunitatem a regimine Florentino, Pisanis indultam, naturae gnarus privilegiorum Imperialium, illico sine causa legitima sublaturus.

XLVI.

Invehitur *p. 22. et 23. pr.* in P. Jovium, quod ex instituto rationem texisse, qua Medicei ad Principatum Florentinum pervenerint, intelligeretur. Hinc testimonia *Vossii* et *Lipsii* producuntur, qui *Jovio* Historici venalis encomium tribuerint. Sed, quicquid alii judicent, praecipuis recentioris aevi Historicis adnumeratur ac totam rem non ex ingenio effinxit ille, potius ad Diploma Carolinum ubivis provocans, quod pro unica hic norma habendum est. Tractatus Barcinonensis *Articulus IV.* nil ad praesentem materiam conducit, ac, si genuine explicetur, auctoritatem Im-

perialem magis designat; quemadmodum antea copiose explicavimus. Neque *Jovius* a *Guicciardino* dissentit. Utrumque, ut sincere profiterentur, veritatis adegit vis, licet Germanis minus favere intelligantur. Conf. §. *XXIV. et seq.* Equidem, si Historicus coaevus partium studii aliusve vitii coarguatur, liquido docendum est, illi cum aliis scriptoribus, itidem coaevis, minus convenire; hos autem dissentientes e monumentis, fide dignioribus, sua deprompsisse.

XLVII.

Mirandum vero est, cur *p. 23.* ideo Conringius pro jure Imperii frustra pugnare censeatur, quia is *Praefat.* se quoque labi posse, declaravit. Enimvero ejusmodi ingenua confessio majorem scriptori conciliat auctoritatem, quam si semet nec fallere, nec falli, arbitretur. Sufficit, *Conringium* hac in causa amori erga Germaniam haud nimis indulsisse, qui, ubi jura Imperii in dubio versantur, mavult judicium suspendere, quam, defensa audacter Imperii causa, Principum aliorum jura offendere. Conf. §. *XLI.* Quod ad *Decianum* attinet, nil hic refert, cujus notae Auctor habeatur, cum ipsius testimonio nec *Conringius* nitatur, nec nunc sit nitendum. Potius id agendum est, ut objectiones, quae *p. 24. seqq.* moventur, rejiciantur. Principio *Regula Juris* negari nequit, quae eo redit, ut privilegii concessio constituat certissimum jurisdictionis argumentum. Privilegium est jus quoddam singulare; juris autem omnis generis condendi potestas ad eos spectat, qui summo in Republica impe-

rio

rio eminent. Ab hac privilegii indole longe distat aliorum jurium datio. Nam quandoque gens libera alteri facultatem, vel exemtionem in ditionibus suis indulget, titulo servitutis aliove exercendam ita, ut, quae concessit, jurisdictionis actum minus perficiat, et lubenter quilibet agnoscat, nil damni accersere independentiae Regis Lusitaniae, si Magnus Hetruriae Dux Lusitanis exemtionem a vectigalibus in suis terris conciliaret. Verum, si haec ad Florentinos accommodentur, non id impetravere tantum a Caesaribus, ut *privilegiis, gratiis, exemtionibus, et libertatibus. per totum Romanum Imperium et ubique locorum utantur etc.* Sed privilegia, proprii territorii augmentum et utilitatem concernentia, itidem obtinuerunt. Plane quondam etiam Friderici I. aevo, omnia Regalia in Italiae oris, praesertim Longobardiae et Tusciae, apud Caesarem perstitisse, ex *Sigonio* probatum fuit §. *X.* Quomodo igitur Florentini Regalia, quae in territorio locum sibi vindicant, nec illud egrediuntur, acquirere potuerint, nisi beneficio Imperiali? Ipsi Veneti nequidem diffitentur, plurima ejusmodi; jura ipsis ab Imperatoribus sensim et Italiae Regibus fuisse indulta, cujus rei exemplum profert *Auctor Scrutin. Libert. Venet. C. XVI. §. 49.* Neque interest, an Regalia jura expresso diplomate, an vero praescriptione, aut consuetudine invaluerint. Praescriptio enim juris Regalis, quae a subditis suscipitur, privilegii *taciti*, quod idem operatur, quam *expressum*, vices sustinet. Illius clausulae, quae jubet, privilegiati omnibus *privilegiis etc. per totum Romanum Imperium etc. utantur etc.* vires ferunt; ne alii Romani Imperii subditi privilegii

 usum

usum impediant. Cum superior privilegium indulget, praecipi una solet, ut reliqui hocce privilegium agnoscant; alioqui aemulatione ac invidia reliquorum facile eliderettur. Neque ullibi apparet, Florentino populo ejusmodi jura a Caesaribus cessa, quae per totum Romanum Imperium, adeoque ultra territorii limites, in ditione veluti aliena valerent exercere. Immunitatem nunquam pararunt a vectigalibus vel aliis praestationibus, quas liberae gentes a se invicem exigere consueverunt. Immo vox, GRATIIS, non obscure innuit, velle Caesarem, ut Florentini pro veris civibus Romani Imperii habeantur, qui jus civitatis vere adepti sint; quod olim, quoad tuitionem, a Caesare contra hostes exteros praestitam, convocationem ad Imperii Comitia, etiam Teutonica, aliquando mandati modo peractam, et alia praecipue semet exseruit. Si cives Imperii Romani Florentini non exstitissent; sed separatam ab illo gentem, sui juris redditam, effecissent, cur Comitiis, inprimis Italicis, semet immiscere debebant, defensionem ab Imperatoribus petere, ad privilegia Caesarea provocare?

XLVIII.

Porro *cit p. 24. 25. et 26.* contenditur, verba privilegiis inserta, *utque in fide et devotione etc.* protectionem solum designare, cum titulus non praecedat et adsit, qui subjectionem, aut Vasallagium producat. Ast sat delineatum fuit supra, quot titulis Caesares Romano-Teutonici jurisdictionem in civitatem Florentinam obtinuerint, strenue dein exsequuti.

Non-

Nonne titulus idoneus, si Princeps suis sumtibus urbem, dirutam, restauret intra fines Imperii ac in ejusdem solo? Nonne titulus magni momenti, cum populus tributa praestat ac privilegia expetit? Annon titulus, cum edicta publica emittuntur et civitati praecipitur, ut obsequia praebeat, nec contra Imperium quid moliatur? Utrumne titulus aptus, sicubi civitas, criminis laesae Majestatis damnata, pristina regiminis forma privatur, perpetuus Imperii Gubernator ei imponitur ac novus status auctoritate publica concinnatur? Quidni titulus, cum Principi cuidam dignitates adjiciuntur publicis diplomatibus, quas gentem liberam alteri concedere non posse, mox demonstrabitur? Vid. *§. VIII. XII. XIII. XVI. XVII. seqq.* Igitur, tot titulis exstantibus, verba: *fides, devotio*, non frustra in privilegiis passim expressa fuere, sed idcirco, ut jus Imperio pridem partum, nullo non aevo firmaretur ac declararetur. Equidem quis aeque diffiteatur, vocem: *fides*, interdum protectionem tantum innuere, quae jurisdictionem minus pariat. Nihilominus regulariter ac quoties publicis diplomatibus *fidei* aut *fidelium*, injicitur mentio, vasalli subditique merito intelliguntur. Is enim constans olim Caesarum atque Regum usus exstitit, ut diplomatibus et edictis publicis subditos *Fidelium* nomine compellarent, uti infinitae *Chartae* evincunt. Jure Feudali Longobardico, cujus juxta normam res tota dijudicanda est, quia de Italico territorio disquiritur, vox: *fides* it. *clientela*, utique pro simplici protectione minus accipitur. Natura protectionis sicubi eruatur, quis dixerit, protectorem tributa et pensiones extorquere posse, cum isti

ex conventione nil aliud debeatur, quam pecunia certa, quam Teutones vocant: Schutz-Geld; Atqui Caesaribus vera tributa praebuere Florentini. Igitur ii non solum protectione, sed potestate quoque in civitatem istam fuere usi. Quodsi nihilominus, Caesares protectionem Florentiae sibi adseruisse, quis statuat, nil errat, cum summi Principes subditorum itidem suorum defensores existant. Nam imperium summum et protectio divelli nequeunt, quum haec ex illo dimanet, immo subditi tributa praebeant, ut tali tuitione superioris commodius frui possint. Id vero quoque animadversione dignum est, nullibi civitatem Florentiae, etsi libera et independens exstitit, Caesaribus defensionem sui detulisse, nec id factum esse, conjiciendo tantum probari posse. Immo, si de plena libertate civitatis, in medio veluti Imperii sitae, quaeratur ac dubium oriatur, utrum subjecta eadem sit, an potius aliquid saltem protectionis Imperio competat, magis pro subjectione conjiciendum foret. Amplius vox: *devotio*, si juxta indolem suam expendatur, nunquam cum protectione simplici consistere valet. Nam devotio insignem innuit obedientiam atque pro ipso tributo, vel tributi illatione saepius accipitur, quum devotio apprime debeatur in ejusmodi collatione, immo haec illius deprehendatur effectus. Vid. *du Fresne Glossar. Part. I. T. 2. f. 72.*

XLIX.

Quae alleg. *p. 26.* de protectione ulterius discepran-

ptantur, omni usu destituuntur. Enim vero, cum Caesar *Tract. Barcinon. Art. XIV.* Familiam Mediceam, qua etiam Papa comprehensus, in patrocinium suum receperit, sic accipiendum est, ut Mediceis singulare ac ejusmodi *Protectorium* veluti dare voluerit, quod hodieque ab Imperatore subditis S. R. Imperii adversus laesionem aliorum civium concedi solet. Atque protectorii vis sat sese postea exseruit, cum Florentiae civitas auctoritate Imperiali ad obsequium reduceretur. Quod autem Papa Caesari protectionem promiserit, solemnitate potius aliqua externa peractum fuit, praesertim cum Carolus Pontificia tutela nequidem tunc indigeret, ipsemet supremus Romanae Ecclesiae Advocatus atque Defensor. Equidem lubenter jam supra concessum fuit, Principes quoque summos sese alteri in protectionem dare posse, salvo ipsorum suprematu et majestate. Sed constanter negatur, Caesaribus tantum protectionis jus in Florentiam competere, vel competiisse, cum omnes actus Imperialis juris, prolixe jam recensiti, plenariam subjectionem designent, minus protectionem saltem, quae singulari pactione invalescere solet, vel moribus etiam conciliari. Adeo a diversis ad diversa non fieri debet illatio. Sicubi expeditus foret titulus ille, quem urgent, protectionis, a subjectionis indole remotus, quis res diversas commisceret? Sed, quia protectionis titulus nullibi apparet, econtra subjectionis et vasallagii clarissima veritate innititur, merito omnia, de ista re hucusque prolata, exploduntur.

L. Ne-

L.

Neque iterum ad rem pertinet, quae circa poenam Decreto Caesareo adjectam, *cit. p. 26. et 27. pr.* monentur. Nam illud Decretum pro *Arbitrali*, uti vocant, minus habendum esse, demonstratum §. *XXIIX* ita fuit, ut cur quidpiam adjiciendum sit, aegre pateat. Socium a socio adigi posse, ut legibus foederis stet, itemque arbitrum poenam imponere posse, haud negatur. Sed praeterquam quod ad objectionem a foedere repetitam, sat responsum itidem fuerit §. *XXIII. et seqq.* sententia etiam *Grotii p. 27. Lit. A.* citata, eum in modum capienda est, ut socius socium puniat veluti ex tacita conventione, quae foederi inest, vel expressa quoque. Atque omnis illa poena *conventionalis* appellatur, ac Juris gentium est, a *legali* autem longissime discrepat, ex suprema in Republica potestate et jurisdictione dimanans. Jam Decreti Caesarei verba *imperativa* magis sunt, quibus socius in socium, inaequalem quamvis, uti non potest. Quis crediderit, eo facultatem puniendi, quam in foedere locum sibi vindicare contendit *Grotius*, proferendam esse, ut socius socio publica sententia et constitutione pecuniariam mulctam indicat? Talem poenam dignitas populorum liberorum et ratio exigendi difficillima minus patiuntur. Potius more inter gentes recepto, i. e. armis, adigendus est is, qui a foedere recedit, ut promissis faciat satis. Deinde norunt cuncti, tunc a delectis arbitris laudo poenam inseri posse, si diserte a par-

a partibus cautum fuerit. Nemo autem hucusque ostendit, illam mulctam indicendi potestatem solum a partibus Caesari fuisse delatam. Omne hujuscemodi compromissum peractum fuisse, in dubio aegre colligitur, cum ab isto controversia deciditur, qui jure Regiae potestatis, constanti tot seculorum usu, lites totius regni definiit, inter Proceres ac civitates saepius exortas. Neque judices ordinarii arbitri eligi possunt, praesertim sicubi non vulgari, sed summa emineant Regalique jurisdicundi facultate.

LI.

Statuitur iterum *p. 27. et 28.* ab electionis Cosmi I. approbatione argumentum nexus feudalis frustra depromi. Verum, quicquid Senatus Florentinus summa declarandi Principis potestate fuerit instructus, electio tamen peragi debuit juxta Decretum Caesareum ac peracta quoque fuit. Confirmatio quoque Imperialis universum negotium demum firmavit, quae tum investiturae locum obtinuit. Sicubi ad Imperatorem jus saltem protectionis spectasset, non indigebat ista electio Imperiali confirmatione, cum indoles tutelae eo non pertingat. Confirmatio autem ejusmodi certissimum dominii directi et nexus documentum praebet, cum apud liberos populos et Principes, ab ipsis electos, nequicquam obtineat. Ita, ut res paululum illustretur, confirmati olim Pontifices, alioqui a Clero et Cardinalibus lecti, fuere a Caesaribus, quod his illi subjecti erant. Vid. *Sigon. de R. Ital. pr. Platina in Leone VIII. Mabillon. Itinerar. Ital.*

Tom. II. p. 114. Etenim, praeter simplicem protectionem, jus haud exiguum Imperatoribus competiisse, nec diffitetur ipsemet Pontifex, Pius V. *L. II. Epist. 19 et 25.* Praeterea Strozzius ac reliqui, novum Principatum aegre ferentes, facile potuissent majores atque Mediceorum potentiae molestas excitare turbas, ni dominatus horum auctoritate Imperiali fuisset innixus. Atque hoc non ignorabant banniti, qui a Caesare auxilia frustra flagitabant, potius Cosmo privilegia, Alexandro ante indulta, confirmante. Immo, quum Strozxius iste et alii refractarii interficerentur adeoque a Cosmo de Medicis optima pararetur *medicina*, id sine Caesaris praescitu voluntateque minus contigit, qui, illos, utpute mandatis Caesareis frivole renitentes, non poena solum iisdem inserta, sed capitali etiam dignissimos esse, judicavit. Neque autem ea, quae de vi confirmationis Caesareae prolata, infringunt relationes *Adriani et Cini alleg.* Nam his scriptoribus, qui id sui officii duxissent, neglecta itidem veritate, pro Principe suo scribere, parum fidei tribuendum est. Equidem nemo negarit, Cosmum saepius sese paulo elatiorem gessisse, praesertim civibus, qui obedire nesciebant, sublatis, ac Caesare, Carolo V. Imperio vitaque defuncto. Ferdinandum enim I. negotia Germaniae gravissima ab Italiae oris invisendis et fastu compescendo ferme retinebant, quamvis nihilominus Principes Italiae omnes in fide perstiterint, et Imperatorem Teutonicum pro Rege Italiae ac supremo domino agnorint, Legatis Ferdinandi a Pontifice etiam, nomine velut totius Regni, *perhonorifice* susceptis. *Thuan. Hist. L. XXI. p. 629.* Suffecerit tamen pro-

produxisse hic testimonium ejusdem *Thuani*, Historici plane exteri, qui *L. V.* memorat: *Cosmum benevolentiam Caesaris*, in cujus CLIENTELA *postea* CONSTANTISSIMUS *fuerit*, FIDE *et* OBSEQUIO *demeritum esse, et Pontificis infestissimi astus elusisse etc.* Neque minus notatu dignissima exstant verba cit. Historici, cum *L. XXXVI.* servitia militaria contra Imperii hostes, Gallos, praestita sic ipse recenset: *Cosmus in* GRATIAM *Caroli V. Caesaris, ut ea dignus, se insinuavit*, CUJUS PERPETUO SIGNA CONTRA NOS (Gallos) SECUTUS EST. Voce autem *Signi* prorsus hic intelligitur *Signum servitium*, de quo congessit varia *du Fresne Glossar. P. II. Tom. 3. f. 862.* Supremi Principes signa alterius sequi non solent, nec dicuntur, potius, si una bellum gerant, ob societatem foedusve initum ac nomine *auxilii* saepius id agere intelliguntur. Neque praetereundum est, confirmationem Imperialem istam prorsus innixam fuisse, neque plus a Caesare petiisse juris Cosmum, quam Alexandro fuerit indultum, uti ipse *Adriani* confitetur, ajens, *non chiedendo in nomine di Cosimo*, CHE LA CONFERMATIONE DEL FATTO E I PRIVILEGII CHE AVEVA USATI IL DUCA ALESSANDRO. Jam, ex decreto isto satis probari nexum clientelarem et jurisdictionem Imperii, supra prolixe ostensum fuit. Saltem tacite forsan sacramenti praestatio et investiturae solemnitas Alexandro remissa. Quare eandem circa vinculum feudale libertatem urgebat forte Cosmus, investituram hic minus necessariam esse, contendens, neque immerito. Conf. §. XXX. Im-

M 2 mo

mo *Charta confirmatoria* jurisdictionem Imperii abunde coarguit, et verbis gravibus servat. Etiamsi Caesar dogmata erronea, de suprematu quodam Florentino producta, agnovisset, quod tamen de tanto Principe, jurium Imperii acerrimo semper assertore, audacter quis conjiceret, quid haec, sine consensu Statuum peracta, illa diminuere, aut elidere valuissent?

LII.

Amplius *p. 28. et 29. pr.* egregium hinc suprematus documentum elici posse existimatur, cum, quoad investituram Senensem, ditiones Ducis liberae a feudalibus fuerint distinctae, cautumque, ut *nulla jurisdictio nullumque jus modo aliquo Regiae aut Caesareae Majestati quaeratur, quaesitumque esse intelligatur, ratione dictae infeudationis.* Ast intelligendum est, totum contextum evincere, id saltem fuisse actum, ut, licet Magnus Hetruriae Dux intuitu Senarum vasallus effectus fuerit Regis Hispaniarum (Philippi II.) id dominii directi justis cohibeatur limitibus, neque ad alia bona istius proferatur, ibi; *contineantur duntaxat bona etc.* it. RATIONE DICTAE INFEUDATIONIS. Neque apparet, qua ratione Philippus, Hispaniarum Rex, Cosmo territorium Senense, sibi paulo ante a patre, Carolo, traditum, in feudum concedens, potuerit de juribus Imperii, tanquam tertii, statuere? Nam Carolus V, jam An. 1556. dignitati ac potestati Caesareae solemniter renunciarat, neque proin illi negotio, Anno 1557. demum celebrato, tanquam Imperator interesse poterat.

terat. Ferdinandus vero I. tum Caesar, illam rem approbasse, vel circa subinfeudationem illam quidpiam in praejudicium Imperii suscepisse, nullibi legitur. Igitur verba: *Caesareae Majestati*, pro inanibus et superfluis (prout in ejusmodi diplomatibus, incuria scribentium, vel alia ratione saepe contigit) sunt habenda. Quicquid itidem Caesar hic consensisset, nec illud Imperii facultatem statim subvertit. Nam si Charta aliqua juri Imperii quid detrahatur, vel illud, antea strenue vindicatum, nihilominus *expresse*, aut *implicite* dimittatur, voces: *Caesarea Majestas et Imperium*, connecti solent atque debent.

LIII.

Maxime vero miretur aliquis *p. 29.* verba: *nostrum et Sacri Romani Imperii fidelem* etc. adeo torqueri. Animadversum enim *§. XL IIX.* fuit, verbum: *Fidelis*, Diplomati Caesareo insertum, constanti Germaniae usu vasallum, saepius subditum quoque designare, nequaquam talem, in quem protectionis jus solum exercetur. Neque Caesares unquam alio magis verbo subditos suos et vasallos compellarunt. Conf. *du Fresne Glossar. P. I. T. 2. f. 427.* verb. *Fideles Regis.* Neque ad rem pertinet, quod ex *Knipschildio* affertur. Nam, licet forsan exempla adduci possent, protectores clientes suos nominasse *Fideles*, (quod tamen a *Knipschildio* haud factum) nihilominus, istos vocabulo valde abusos, facile colligitur. Plane ex ista terminorum commistione sensim confusio ipsorum jurium progignitur. Ac interest ipsorum, qui

protectioni ſubſunt, aliena ac majus jus involventia verba hic exulare. Contingere mox tum poteſt et ſolet, ut *patientia in jus tranſeat*; quem in modum diſſerit *Grotius de Jur. B. et P. L. I. C. 3. §. 21. n. 11.* ac protectionis facultas in aliam fortiorem, nimirum ſubjectionis, aut vaſallagii, transferatur. Immo nec deſunt, qui, praeſertim hodie, omni Advocatiae jurisdictionis multum una inſitum eſſe, arbitrentur. Si demonſtraretur, ſupremos quoque Principes a Caeſaribus aliquando *Fideles*, integra illorum independentia, fuiſſe appellatos publicis *Diplomatibus*, majorem id contrariae opinioni ſpeciem praeberet. Sed demonſtrari nunquam poterit. Equidem plures olim Reges etiam *Fideles* Caeſaris atque Imperii, *Chartis* variis audiere. Verum ii revera vaſalli exſtitere, et proin nomen ejusmodi conſequuti, prouti de Daniae, Poloniae etc. Regibus quondam conſtat. Vid. *Conringius C. XIV. et XIIX. tot.* Circa axioma: *Magnificus*, Coſmo de Medicis diplomate adſignatum, adhuc monendum eſt, vel inde auctoritatem Imperii conſtare. Enim vero iſte titulus publicis *monumentis* ſupremis Principibus tribui nunquam ſuevit, cum illo quoque alii, in dignitate aliqua, vel eccleſiaſtica, vel ſeculari conſtituti, fuerint cohoneſtati. Nec iſte tantum complectitur, quantum axioma *Illuſtris*. Hoc enim ipſi quondam Francorum Reges uſi fuere, quod ex eorum diplomatibus apparet apud *Doubletum Hiſt. Sandionyſiana p. 665. ſeqq.* Dein *Spec. Sax. L. III. Art. 58.* Principes diſerte illuſtres vocantur, ibi *illuſtris* SEU *Princeps*. Add. *Diploma* Henrici VI. Ludovici IV. et

Caro-

Caroli IV, Imperatorum apud *Meibomium Rer. Germ. T. III. f. 207. seqq.* Immo Hetruriae Dux haud prius *Illustris*, aut *Illustrissimi* titulum a Caesare impetravit, quam *Magni* elogium hujus beneficio fuisset adjectum. Conf. *Paurmeister. de Jurisdict. L. II. C. 4. n. 74. seqq.* qui sic hac de re perhibet: *Et quod non aliter ac subditos, Principes, Comites, Barones ac Civitates Italiae tractet Imperator*, STYLUS CANCELLARIAE AULICAE *docet, quo talis est ad singulos inscriptio: Ad* PRINCIPES, ILLUSTRISSIMO N. *Magno Duci Hetruriae* etc. Qui titulus licet hodie paulisper immutatus fuerit, postquam Magnus Dux a Caesare Leopoldo, Gloriosiss. Memor. axioma *Regiae Celsitudinis* An. 1699. obtinuit; tamen omnia haec nec suprematus causam juvant, nec vinculo feudali jurique Imperii adversantur, cum quoque Majestatem dominii tantum utilis jure competere posse, *§. XXXV.* admonitum, atque, concessione facta ista, facultas omnis fuerit reservata.

LIV.

Tandem illud argumentum insigne exerciti in Hetruriam Imperialis juris est vindicandum, quod *Thuanus* omnium optime fuit persecutus. Hic scriptor *L. XLIV. et L. LX. Hist.* de lite Florentini cum Duce Ferrariense, Pontificis Max. conatu, itemque Caesarea protestatione, et confirmatione dein Magni Ducis tituli subsequuta, plura sincere commemorat, unde apparere possit jurisdictio Imperatoris fundata pariter, ac jus ejusdem circa constitutionem digni-

tatum

tatum illustrium. Jam vero *p. 29. 30. 31. et 32*, omnis eo adhibetur opera, ut *Thuani* relationem falsitatis vitio laborare, alii sibi habeant persuasum. Nihilominus evincetur *Thuani* narrata falsitatis frustra coargui, potius manifesta veritate suffulta. Principio expeditum est, Imperatori Romano-Germanico, apud quem solum jus dignitates illustres in Germania Italiaque passim concedendi, tot jam seculorum constantissimo usu conspicitur, itidem dirimendi lites circa jus proëdrias ortas, adserendam esse potestatem. Quemadmodum igitur omnes Italiae Principes (excepto Parmensi e Farnesiis) honores suos Ducales ab Imperatoribus, Diplomatibus ea de re concinnatis impetrarunt, eadem ferme ratione, qua Germanici Imperii Proceres, immo ipsi Medicei Principis, mox Ducis titulo a Carolo V. Caesare fuere decorati, ita isti jurisdictionem Caesaream, in ejusmodi litibus, circa praecedentiam comparatis exercendam, nunquam declinarunt, quod declaratur exemplo Sabaudiae Ducis, qui primum inter Italicos Principes, excepto Neapoleos Rege, qui ad Imperii clientelares spectare dudum desiit, locum beneficio Caesaris pridem adeptus fuit, invidentibus quidem, nec tamen reniti ausis reliquis. Hoc autem dogma probe agnovit Dux Ferrariensis, qui, cum ipsius ante majores a Friderico III. Ducali dignitate cohonestati, teste *Aenea Sylvio in Vit. Frideric. p. 94.* beneficii ac juris imperialis memor, forum Caesareum adeo minus praeterire gestiit, ut potius sponte ad illud provocarit. Nam quamvis Papa Pius V. liti semet immiscere mallet et illam dirimere, Ferra-

rien-

rienfis tamen nec pro judice, nec arbitro agnovit, juribus Imperatoris adverfari iftud, prudenter intelligens. Cofmum vero Mediceum fori incompetentis haud exceptionem oppofuiffe, potius jurisdictionem Caefaream, ab arbitrio quodam longe difcretam, fuiffe veneratum, fatis docet *Thuanus*, cui, hac parte, major fides tribuenda eft, quam *Viquefortio*, qui, recentiffimus Auctor, teftes coaevos et idoneos minus profert, praefertim cum *Adriani* et reliqui domeftici fcriptores fufpectorum teftium elogium mereantur. Quamvis exploratum effet, Cofmum, hac conditione addita, acquieviffe, ut Caefar officio folum arbitri, nequaquam judicis defungeretur, ex ipfa nihilominus *Vicquefortii* narratione liquet, Caefarem Maximilianum hic fummopere fuiffe indignatum. Nam ille ait: *Maximilien II. s'en facha.* Id quod apprime colligitur ex *Epiftola* ejusdem Imperatoris, d. 26. Dec. Anno 1570. ad Cofmum de Medicis exarata et in Archivo Caefareo alioquin latente, *fub K.* qua Auguftus jura Imperii immortali nominis gloria tuetur, ac, Cofmum beneficii Carolini, graviffimis verbis, memorem effe, jubet. Praefertim haec verba notanda: *infciis Nobis, utpote Romanorum Imperatore*, CUI IN HETRURIAM SUPERIORITATIS JUS *competere* EFFICACISSIMIS RATIONIBUS, *et quidem magna ex parte* VETERIBUS *et* RECENTIBUS INVESTITURIS *probari poteft, acceptare, nedum quoad Florentiae ftatum Noftram illam ac Sacri Imperii* SUPERIORITATEM, IVRISDICTIONEM et AUTHORITATEM *non folum in dubium vocare, verum etiam*

INANI QUODAM LIBERTATIS PRAETEXTU *prorſus negare*, it. *vel certe* ABSURDUM *eſt, id a Dilectione Tua negari, ſine quo nec praedeceſſoris ſui Ducis Alexandri erectio, nedum Dilectionis Tuae* VIGORE EJUSDEM INSTITUTIONIS AD SE DELATA SUCCESSIO, *valida eſſet atque ſubſiſteret*, it. *Nobis ac Sacro Imperio Noſtra* AUTHORITAS, PRAEEMINENTIA, DIGNITAS *et* JURISDICTIO, *ſalva, integra et illaeſa maneat: retractando ſcilicet ea, quae ſic a Sanctitate ſua*, ILLEGITIMO MODO *inſtituta ſint.* En! praeſtantia Imperialia verba, quibus Coſmus mirifice perterritus ac commotus, mox Legatum, *Concinum*, ad Aulam Caeſaream miſit, ac omni ſtudio contendit eo, ut poenam vindictamque Imperialem promeritam effugeret, quod nec ipſe *Cini*, ſcriptor Florentinus in *Scriptione adverſa* allegatus et probatus, diffitetur, diſerte *p. 493.* referens, Concinum iſtum ſic inſtructum fuiſſe, ut argumenta adverſus Ferrarienſem Ducem *legitime* produceret, nec amplius plenam jactaret libertatem, ſed ab Imperatore demiſſo animi cultu Magni Ducis axioma efflagitaret. Quis igitur arbitrabitur, Maximilianum vi compromiſſi tantum voluiſſe cauſam definire, ubi ejus jurisdictio a partibus plane fuerat agnita? Ac, ſi iſta conditio, quam recenſet *Vicquefortius*, vere juncta, hoc potius Pontifice excitante peractum fuit, utputa qui ad poteſtatem litem decidendi adſpirabat. Sic enim idem ille *Vicquefortius*: *Le Duc de Florence y acquieſca, et y fit auſſi* CONSENTIR LE PAPE, MAIS A' CONDITION, CHE L'EMPEREUR etc. Igitur

Papa

Papa magis ea conditione consensit, nequaquam vero Dux Florentinus de tali re vel cogitare fuit ausus. Contentio tum agitata Papam inter ac Imperatorem, non item huncce inter ac Hetruriae Ducem.

LV.

Quum ergo Cosmus forum Caesareum agnoverit et *acquiescendo* satis obsequium declararit, non apparet, cur *Thuanus* qualitatem minus congruam Cosmo attribuisse censeatur. Istius fori auctoritatem, gravi citatione ad Cosmum e Feudali Curia Imperiali, nimirum Consilio Aulico, prouti inter subditos Imperii, inque primis Vasallos Italicos fieri solet, emissa, fuisse veluti firmatam atque expositam, quis ambigat? Citationis illius non injicit solus *Thuanus* mentionem, sed plures alii Historici. Citationi quoque paruit Cosmus, atque, Concino Viennam misso, prolatis instrumentis et rationibus in medium propositis, se defendere coactus est. Conf. *L. B. ab Andlern T. II. Corp. Const. Imper. f. 888.* ubi quoque ad *Thuanum*, Historicorum recentiorum Principem, provocat. Quacunque autem ratione commotus Cosmus citationi fecerit satis, jurisdictio omnino Imperialis mansit intemerata. Nam citatio ista praestruxit jurisdictionem pridem fundatam, praesertim quum ista constituat contentiosae actum. Quapropter poterat merito Caesar rem dirimere juxta normam Legum Imperialium, et Cosmum, sicubi minus comparuisset, poena, quae iisdem in contemtores jurisdictionis citationisque sancita deprehenditur, affice-

N 2 re.

re. Ceterum placebat nondum Maximiliano, sententiam pronunciare, cum Principes, sibi adfines, amice mallet conciliare, quam judicio lato, aemulationi ac odio suggerere occasionem. Unde liquet, quam male hic allegentur *Knipschildius* et alii ICti, qui de eo casu loquuntur, utrum per citationem *acquiri* queat jurisdictio, quaestionem recte negantes, cum citatus haud comparet etc. Sed de hoc nunc minus agitur. Caesar enim non voluit, nec debuit demum jurisdictionem, in Ducem Etruriae exercendam, comparare, dudum exercitam. Conf. *§. XLV.*

LVI.

Ex *Thuano*, gravi et rerum perito Scriptore liquet, Cosmum pro *Fiduciario Imperii Principe* habitum semper et agnitum, ejusque filium et successorem Franciscum in paterna dignitate et Magno Hetruriae Ducatu, a Maximiliano II. Caesare confirmatum, quod nemo sit, quin existimet, a summo directoque Imperiali dominio proficisci. Opus est, adferre hic formulas quasdam, depromtas ex *Deductione pro priore dignitatis loco, Duci Cosmo ante Ducem Ferrariensem adsignando, ubi continetur summa declarationis, a Comite Cifuentes, Commissario Imperiali, Florentiae peractae, et diplomatis Caesarei, quo illa confirmata est, Montisone ult. Septembr. 1537.* Praecipue exstant sequentes, ibi: *ex* PRIVILEGIO *concesso Illustrissimo Duci Alexandro*, it. *in executionem dicti* PRIVILEGII, *et juxta* INTENTIONEM SAC. CAES. MAJESTATIS *contentam in dicto*

cto PRIVILEGIO, it. *possitque* (Cosmus) *ex* CAESARIS GRATIA *uti et frui ea omnimoda auctoritate, qua Illustrissimus quondam Alexander tempore ejus obitus poterat et utebatur.* it. CONFIRMAMUS *et* AUCTORIZAMUS DE IMPERIALIS NOSTRAE POTESTATIS PLENITUDINE, it. IMPERIALIS AUCTORITATIS, *et* DECRETI NOSTRI etc. *firmitate munimus* etc. Conf. *Informatione sopra le ragioni della precedentia p. 17.* Adeo jus Imperiale in Magnum Tusciae Ducatum ex ipsis Florentinis scriptionibus et publicis *Deductionibus* atque iis, quae pro jure proëdrias tuendo innexa fuere, non ante plura secula editis, sed maxime recentioribus, eruitur. Quare mirandum est, jam alia *Deductione* suprematum quendam imaginarium defendi, ac universam causam, manifesto inconstantiae et contradictionis documento, quasi ludibrio exponi.

LVII.

Porro *Thuanum* decepisse semet, quando, titulum Magni Ducis Francisco TANQUAM IMPERII BENEFICIARIO indultum fuisse, commemoravit L. LX. p. 82. perperam in *Script. Contrar.* putari, ipsum Diploma Maximiliani II docet, cui non vagas et inefficaces formulas clausulasque insertas esse, facile judicabit ille, qui illud inspexerit, prouti integrum est, neque malevolorum artibus interpolatum. Annon enim haec clausula maximi ponderis, quae magna prudentia et cautione injecta,

ibi: *ut porro* SALVA *sit* SUPERIORITAS NOSTRA, SACRI IMPERII, *ac cujuslibet alterius?* Ubi notandum verba statim insequentia, *utque omnia et singula interpretentur in favorem dictae Familiae Mediceae;* in *Scriptione Adversa*, sat incongrue pro dogmate sustinendo simul produci, quum ea ex antecedentibus sint explicanda, neque ista temere praetereunda. Atque talis clausula, perpetuo et certissimo Imperii nostri usu, omnibus *Diplomatibus Erectionum*, uti vocantur, additur, ac merito addenda est. Cujus rei illustrissimum praebet documentum Austria. Quum enim regionem Fridericus II publico instrumento, Regali condecoraret dignitate, expresse cautum fuit, ne acquisitio novi honoris juri Imperii et dominio directo noceret. Praeterea vox, *Fidelis*, praesertim et plures adhuc aliae formulae minus inanes, quicquid ex adverso contendatur, vel mediocriter styli, diplomatibus hujusmodi Caesareis adhibere consueti, gnarum eo adducere valent, ut, ibidem Maximilianum jurisdictionem suam ac dominium directum in Florentinum Ducatum sat firmasse et declarasse arbitretur.

LVIII.

Neque vero movet, quod ex *Contio*, Veneto, adducitur, qui recensuerit, quam delicatum Minister Francisci, Ducis, Jo. Baptista Concinus, circa acceptionem Diplomatis ejusque formularum se gesserit. Nam *Contius* iste videtur exiguam negotii habuis-

buisse cognitionem, qui nec decretum Alexandri, nec Cosmi, nec denique diploma, a Maximiliano datum, oculis unquam suis perspexerit. Equidem non eadem prorsus verba ac clausulae insertae fuerunt diplomati, quae in decretis Alexandri Cosmique conspiciuntur. Ast non opus fuerat, tantam molem vocabulorum, jurisdictionem Imperii designantium, congerere, ubi nec de constituenda prius illa, potius axiomate Magni Ducis Francisco indulgendo agebatur. Decreta econtra Alexandri atque Cosmi respexere ordinationem Principatus Medicei ejusque confirmationem, auctoritate Caesarea susceptam. Diversitas igitur objecti praerequirit diversam itidem loquendi scribendique formam. Id saltem tum cautum fuit a Magno Duce, ne diplomati annectatur quidpiam, privilegiis, a Carolo V Mediceae Domui conciliatis, adversum. Quae cautio etiam apud justissimum Caesarem finem attigit exoptatum. Quid si autem omnes clausulae, decretis prioribus connexae fuissent omissae, an omissio ista laedere possit jura Imperii, vel istorum Decretorum vim effectumque supprimere? Quis existimarit, superiorem ac dominum directum jus amittere suum, ni ubique in literis, aut diplomatibus Vasallum *Fidelem*, *Beneficiarium etc.* appellet? Saepius enim, praesertim in Principes, formulae solent temperari ac mitiores magisque amicae deligi, seposita interim, vel tantisper suspensa juris ratione, cujus nequaquam convertitur simul status. Immo sufficit, varias voces passim diplomati interspersas, quae vinculum, de quo quaeritur, abunde declarant. Mirandum vero est, *Con-*

tium

tium referre, quomodo Consilium Caesarem de *libertate praetentionum* informarit. An prudens sibi habuerit persuasum, administros Imperiales jura Imperii in Hetruriam, eorumque gravitatem vel nescivisse, vel minus ponderasse? Ii potius, negotii totius probe gnari, consilia sua, quae Caesari subministrabant, direxerant eo, ut ipse potestatem suam contra quoscunque tueretur, testibus *Schardio*, coaevo, item *Thuano L. XLVI. p. 873.* qui ait: *Caesarem per Oratorem contra Pontificiam creationem fuisse protestatum*, ADDITIS MINIS, *si Pontifex ulterius in Imperii jura invaderet.* Quemadmodum protestatio haec inprimis dignissima notatu verba continuit: *Quandoquidem* FLORENTIA *et Sena* CAMERAE (feuda) *sunt Romani Imperii, neque potest, neque debet circa titulum Ducis Florentini aliquid innovari citra voluntatem Caesareae Majestatis: alioquin enim pertinebit illa res ad manifestum ejusdem Majestatis praejudicium, atque ita tanquam non facta habebitur, et viribus omnibus destituetur.* Neque Cosmus protestationem, ac praemissam rationem, ipse quam praesens audierat, impugnare conatus. Adeo haec Maximiliani II egregia declaratio congruit isti, quam Maximilianus I, diu jam ante peregerat. Vid. *§. XXVI.* Add. *Schardius T. IV. Rer. Germ. f. 136. et Anton. Galut. in Vit. Pii V. L. III. C. 16.*

LIX.

Amplius tam Caesar, quam Consiliarii gravissime causam Imperii, decretis Alexandri atque Cosmi itidem innixam, tuiti, quum Legatus, ad Pontificem

cem missus, An. 1572. Roma fuerit evocatus ac Cosino ejusque filio Francisco ejus generis leges propositae, ut, evitandi omnis incommodi caussa, lubenter gratiae Imperiali semet committerent. Ipsi quoque Imperii Ordines Caesarem, tum in Comitiis Ratisbonensibus constitutum, de jurium Imperii strenua defensione admonuerunt, cum omnium ipsorum referret, conatus Papae circa concessionem illustrium dignitatum infringi, nec, praetenso inani quodam titulo, Hetruriae regionem ab Imperii clientela divelli. Igitur expedita sunt, quae *Antonius de Herrera*, Hispanus, pridem hac de re scite commentatus fuit, quando *L. V. de la Hist. Gener. Part. II. p. 303.* inquit: *El Emperador,* (Maximilianus II.) *determinava de darle el titulo de Gran Duque de Toscana de todas las cuidades, villas, y lugares, que immediatemente en aquella provincia possega, y que no obedecen à ningun otro Principe ni Sennor:* CON CONDICION, QUE ESTA CONCESSION NON PUDIESSE PERIUDICAR A'L AMAGESTAD DEL SACRO ROMANO IMPERIO. Majestatis autem verbo hic non innuitur externa ista et a jure quodam *objective reali* disjuncta, magis potestas suprema, in regionem quaesita, sic, ut quidem illa a Vasallo *immediate* possideatur et gubernetur, superiori econtra facultas dominii directi competat. Enimvero majestas Romani Imperii *dupliciter* considerari potest. Ea enim vel respicit gentes externas, prorsus liberas, ubi sese varie exserit, si titulum Majestatis, Romano Imperatori proprium, jus praecedendi omnes Reges ac Principes Christianos etc. spectes. Dein autem Maje-

O stas

ſtas con cernit Regiones Imperii clientelares, quales Germaniae Italiaeque paſſim provinciae, quae illam ita venerantur, ut, nexu arctiſſimo velut colligatae, nulla ratione facile, neque cujusvis axiomatis tributione, hinc poſſint debeantve ſegregari. Atque ejus modi reſervatio tacite quoque facta fuiſſe eſt intelligenda, cum praeſertim magni Principes juri ſuo renunciaſſe, temere cenſeantur. Neque in dubio, cum Imperatores Regios quoque titulos indulſerint, reſervatio expreſſa fuit omiſſa, quod probatur exemplo Auſtriae, cui cum Fridericus II. Regalem dignitatem innecteret publico diplomate, memorato *Petro de Vineis L. VI. Epiſt. 26.* diſerte addidit, *ut ex honore, nihil honoris et juris* (Caeſarei) *Diadematis, aut Imperii ſubtrahatur*, et Auſtrii nunc Reges *Principes* FIDELES ET DEVOTI Caeſaribus *perpetuo perſiſtant etc.* Ubi neque praetereundum eſt, illa, quae §. *XLIIX. et LIII.* adducta, hinc confirmari poſſe. Verba: FIDELES ET DEVOTI etc. *perſiſtant*, a formula: *Utque in* FIDE ET DEVOTIONE etc. *maneat*, nil diſcrepant. Vid. §. *LVII.*

LX.

Clauſulam, diplomati adjectam: *Utque omnia et ſingula interpretentur in* FAVOREM *dictae familiae Mediceae*, jam §. LVII. commemoratam quod attinet, iſta ſaltem hocce operatur, ut intuitu tituli Magni Ducis omnis nunc difficultas ac contentio debeat eſſe ſublata, atque privilegium ad majorem dignitatem et incrementum Domus illius collineare. Omnia

mnia enim privilegia adversus concedentem, largius ordinarie sunt accipienda. Verum eo non pertingit istius clausulae vis, ut favor Familiae Mediceae commodum Imperii ejusque jura inveterata vincat. Cuncta privilegia itidem ex intentione menteque indulgentis explicari, par est. Jam diplomati tam perspicua et fortia verba insita, quae jurisdictionem Imperialem in Hetruriam declarent, ut, clausula quadam nimis generali ac vaga absorberi istorum efficaciam, voluisse Caesar non sit censendus. Neque vox: *interpretentur*, veram quandam diplomatis expositionem innuit, quum privilegium, juris singularis ac constitutionis publicae genus, nemo interpretari valeat, nisi qui concessit. Quando enim privilegiato id facultatis competeret, nimis largiter beneficium proferret et favori suo indulgeret. Alii vero, quorum ne interest quidem, cur tantum jus sibi adrogent? Itaque vocabulo isto jubetur potius, ne privilegii clara verba, favorem complexa, torqueant in praejudicium reliqui S. R. I. Proceres atque cives, sed Ducem Hetruriae pro Magno agnoscant, quod singulari favore concessum, nulla ratione invidentes. Etenim sanctio talis omnibus ferme diplomatibus ac privilegiis solet addi, praesertim si dignitas singularis, neque antea in Imperio sueta, qualis exstat Magni Ducis, alicui imponatur, ac is dein reliquis ordine quodammodo praeferatur. Quae res ut plurimum invidiam aemulationemque parit.

LXI.

Quo autem vis tam Epistolae, §. LIV. addu-

 ctae,

ctae, quam diplomatis, et declaratio ibidem recondita exactius adhuc intelligatur, commonendum est, hinc apparere identidem, quam acriter Imperator Decreto Caroli V. institerit, atque in concedendo Magni Ducis axiomate eandem normam, intuitu successionis, secutus fuerit, quae in isto privilegio praescripta. Sic enim 1) *Epistolae* praecipua verba, ibi: *Divus quondam Imperator Carolus V.* etc. *postquam Florentiae civitatem, quae a Majestatis Suae et Sacri Imperii* DEVOTIONE *desciverat, longa obsidione cinctam ad deditionem adegisset, ac* IMPERATORIAE POTESTATIS PLENITUDINE *et inter alia eam quoque ob rationem, quo deinceps in Majestatis Suae et Sacri Imperii* FIDE *et* DEVOTIONE PERPETUO *maneat.* etc. *quondam Ducem Alexandrum Reipublicae illius Florentinae gubernio praefecerit: eadem civitate in* GRATIAM RECEPTA etc. it. *ac denique eadem* SUPERIORITATE *sibi, ac sacro Imperio ita reservata* etc. it. *quae quidem omnia ejusdem remissionis, institutionis, et creationis literis* EXPRESSIS VERBIS *continentur.* 2) In diplomate erectionis ipsomet exerte ad Carolum V. provocat Maximilianus. Praeterquam enim, quod inter causas collationis generatim memorentur *luculenta et utilia* OBSEQUIA, *tam Nobis* (Maximiliano) *quam Antecessoribus Nostris, Romanorum Imperatoribus, et Regibus, ac praememoratae Domui Nostrae* AUSTRIACAE *hactenus praestita* (a Mediceis) additur specialiter de Cosmo I. ibi: *cujus etiam in Divos quondam Imperatores*, CAROLUM QUINTUM *et Ferdinandum* etc. *insignium* MERITORUM *grata*

ta apud Nos extat memoria etc. Deinde eadem ratione, qua Principatus Florentinus a Carolo V. Alexandro indultus, concessus etiam Magni Ducis titulus a Maximiliano II. Francisco. Ita enim Diploma: *Franciscum Medicem Ducem, ejusque descendentes in infinitum* MASCULOS, *legitimos et naturales, ac illis deficientibus, vel non exstantibus, proximiores* MASCULOS *ex Medicea Familia in perpetuum,* UT SUPRA, (juxta normam Carolini Decreti) *omnes tamen successuros ordine et jure primogenii, in Magnos Duces Hetruriae eorum locorum, quae ibidem ipse Dux Franciscus possidet, seu ad eum pertinent, et ipsam provinciam respective, ad propriam dignitatem, nomen et titulum Magni Ducatus* RE IPSA, *et cum* EFFECTU (tam ratione Imperii, quam Mediceorum) *eveximus etc.*

LXII.

Praeterquam vero quod saepius celebratum diploma Maximiliani II. vera diplomatis indole instructum esse, ac jurisdictionem Caesaris supremam praestruere, hinc etiam colligatur, quando iste ait: DECERNENTES, *et hoc nostro* CAESAREO EDICTO firmissime STATUENTES, *ut post hac perpetuis futuris temporibus* etc. atque adeo omnes Chartae Imperatoriae, quae in hac caussa Florentina hucusque prolatae, fundamentum decidendi judicandique efficientes, de jure Imperii in Hetruriam abunde testentur, nec quidpiam ipsis sit insitum, quod paritatem vel agnitionem commentitii suprematus ullo modo arguat; simul exinde liquet,

quet, ipsos celsissimos Ordines, in iisdem Comitiis Ratisbonensibus An. 1575. praesentes; circa axiomatis Magni Ducis concessionem fuisse consultos. Id enim formulae memoratu dignissimae produnt, ibi: *Omnibusque sacri Romani Imperii Principibus Electoribus in* MATURAM DELIBERATIONEM *deductis* it. *Nostrorum et Sacri Imperii* FIDELIUM *accedente* CONSILIO. Quapropter omnes rerum publicarum periti haud aegre aestimarint, quam enixe Caesar jura Imperii hic curaverit, ita, ut licet dignitates illustres omnes vi *Reservatae Potestatis*, solo arbitrio ac sine praescitu etiam Statuum indulgere, inprimis Italis, posset, nihilominus rem prius istis proposuerit, quorum insigniter referre arbitrabatur, dominio Imperii supremo in Etruriam nulla ratione derogari. Immo, ipsum Carolum V. Florentiam recipientem in gratiam ac Alexandro de Medicis gubernationem Florentiae ditionis committentem, in Comitiis demum Augustanis, An. 1530. habitis, Ordines consuluisse, apparet ex Diplomate, Augustae Vindelicorum d. 28. M. Octobr. concinnato atque hinc ad Hetruscos dimisso, ibi: *non per errorem, aut improvide, sed sano Principum, Baronum, Comitum, Procerum atque aliorum Nostrorum et Romani Imperii* FIDELIUM *dilectorum* AD HOC ACCEDENTE CONSILIO. Jam igitur fabula de arbitrio, mediatione etc. magis proditur, quam *Assertor Supremarus Florentini* excogitavit. Certe, si Carolus V. officio arbitri, aut Mediatoris tantum fuisset defunctus inter Florentinos cives, consilio prius

Ordi-

Ordinum Teutonicorum, in plenis Comitiis adhibendo, negotium haud indiguisset.

LXIII.

Electores S. R. I. Florentinum Magnum Ducem semper quoque pro membro et Principe Imperii habuisse, eorum, quae, vindicandorum jurium gratia, a Carolo V. et Maximiliano II. Augustis, paulo ante fuerant peracta, egregie memores, apparet ex *Declaratione* Eminentissimi Collegii de Anno 1582. quam ex Archivo Taurinensi edidit *Samuel Guichenon dans l' Histoire Genealogique de la Royal Mais. de Savoye Tom. II. p. 557.* Cum enim Carolus Emanuel Dux Sabaudus, ad Comitia missis Legatis, de jure suo proëdrias testaretur ac confirmationem hujus rei efflagitaret, Electores diserte petitum approbarunt et ejusmodi simul adhibuere formulas, quae jus Imperii in Hetruriam sat innuant, ibi: *Maximilianus II. piae memoriae*, COMMUNI CONSENSU SACRI IMPERII PRINCIPUM ELECTORUM, *Domino Cosmo petitum nomen et titulum Magni Ducis Florentiae*, CLEMENTER, *concederet et daret, in ea concessione expresse reservatum et cautum esse, quod scilicet talis concessio Sacri Imperii Principibus Electoribus et* ALIIS *Principibus sine detrimento erit:* it. *Caesaream Majestatem humillime rogant, ut dicto Duci Sabaudiae* TANQUAM SACRI IMPERII PRINCIPI, *praecedentiam vigore praefatae reservationis, ante Magnum Ducem Florentiae in sua Caesarea capella clementissime permittat, sicuti quoque Ille* (Sabaudus) *tanquam a*

Ger-

Germano Principum sanguine natus Princeps, et VICARIUS *Sacri Imperii* PER ITALIAM, *praecedentiam ante* OMNES *Italiae Principes in Caesareae Majestatis aula et capella, perinde in Italia, atque in Germania semper habuit; et adhuc, vigore dictae reservationis, habere et retinere debet.* Plane, ni ipse Sabaudus Florentinum membrum Vasallumque Imperii judicasset, Comitia et Senatum Electoralem pro jure suo tuendo non adiisset. Quum autem sciret, titulum Magni Ducis beneficii jure indultum Francisco Mediceo, uti quoque voluit effectu clausularum salutarium, quae diplomati insertae. Praesertim autem notandum est, Electores ideo pro Sabaudo pronuntiasse, quod gerat excelsum Vicarii per Italiam officium. Igitur eo ipso contendunt, Ducem Florentinum pariter ac alios Italiae Principes, Imperio obstrictos, istum Vicariatum debere agnoscere. Atque idem Vicariatus Sabaudi maximum quoque Jus Imperii in Italicas ditiones clientelares servat et adversus omnem praescriptionem communit. Neque Florentinus unquam Vicarii praerogativam Sabaudo in dubium vocavit, vel vocare potuit, quamvis constet, in Aula Romana quandoque lites de praecedentia fuisse motas. Papa enim, juxta ipsius Bullae Pii V. dispositionem, Sabaudum semper Florentino praefert et immediatum isti post Venetos in capella concedit locum. Certe, sicubi Magnus Hetruriae Dux classi Principum supremorum et independentium adscribendus merito esset, majora quoque circa praecedentiam etc. jura urgere posset, immo ad Regiam adspirare dignitatem.

Sed

Sed omnia consilia impedit nexus clientelaris et subdititius, qui neque ceteris Italiae Principibus incognitus est, neque olim Philippo II. Hispaniarum Regi, fuit, qui, cum, fama ferente, audiisset, Ferdinandum I. M. Ducem a Rudolfo II. Caesare, axiomatis Regii concessionem Anno 1590. efflagitare, illico rem dissuasit ac optimas rationes contra Florentinos allegavit, Caesari sed commodas, qui etiam nil suscepit, quod Imperii juri quidpiam adversaretur, vel quietem Italiae perturbaret. Conf. *Lunig. Consil. Stat. P. I. f. 443. seq.* Quum autem in ipsa Italia suprematus Florentinus effictus apud Principes, fidei et obsequii erga Imperium memores, explodatur, multo magis Germanis irridendus est. Neque quum Anno 1699. Imperator Leopoldus Gloriosiss. Memor. Magno Duci Cosmo III. jam gubernanti, axioma *Regiae Celsitudinis* impertierit, juri praeeundi Sabaudico quidpiam decessit, potius in *Diplomate* tam Imperii supremae potestati, quam Principum praeeminentiae fuit prospectum et Sabaudo inprimis ideo prospici debuit, quod axiomate Regiae Celsitudinis itidem utatur. Postea certissimum est, Electores, qui ipsi Sabaudum, non invitum, praecedunt, teste *Puffendorffio in Hist. Brandenburg. L. 9. §. 64.* praeire multo magis debere Florentinum, quum in genere Duces Germanos, ob territorii inprimis Teutonici dignitatem, jura suffragii in Comitiis etc. Italis praeponendos esse, constet. Sicubi Galli et alii Reges, Italos Principes majori honore condignos esse existiment, et legatis majora jura tribuant Sabaudi, vel Florentini, quam v. g. Ducis Guelpherbytani, aut Saxonis cu-

jusdam, hoc Germanis nil nocebit, qui praerogativam merito tuentur. Vid. omnino *Fürstenerius de Jure Supremat.*

LXIV.

Neque minus vero ipsae *Capitulationes* Caesareae evincunt; eosdem Archi-Principes jurium Imperialium in ditiones Italicas, Regno Teutonico clientelares et subditas, nunquam fuisse oblitos. Exploratum enim est et manifestis publicarum rerum documentis expeditum, *Capitulationis*, cum *Matthia* Imperatore initae, *Articulo IX.* occasionem inprimis praebuisse conatus Cosmi, itemque Francisci et Ferdinandi, Magnorum Ducum, nec non molitiones Pontificias, quae sub Maximiliano II. contigerant, et Electorum animos ad tuenda Imperii jura sat concitaverant. Ita vero *Articulo* statuitur: **Vornehmlich auch, dieweil vorkompt, daß etliche ansehnliche dem Reich angehörige Herrschafften und Lehen in Italia veräußert seyn sollen, eigentliche Nachforschung derentwegen anstellen.** Quae quidem promissio Imperatoria, omnem praescriptionem frivolam excludens, in sequentibus repetita conspicitur Capitulationibus, hac formula singulari adhuc adjecta: **Ohnfelbarlich einzuschicken.** Vid. *Cap. Noviss. Art. X.* Hinc patet 1) decreto Imperii solenni ab Electoribus, primariis jurium Imperialium inter omnes Status custodibus, Feuda Italica atque adeo Florentiam, minus pro derelictis haberi; 2) Sufficientia documenta, quicquid in *Scripto contrario* obji-

objiciatur, in Archivis Caesaris et Imperii recondita esse, quae tamen omnia producere non opus est, cum praecipua diplomata, unde tota res discutienda est, jam ubique innotuerint, dein dogma de supremattu Etrusco ex ipsis Florentinis Scriptoribus coaevis et praecipuis fuerit refutatum, ac alia argumenta, ab Historicis passim consignata, eruta, quae totam controversiam sine aliis subsidiis definire valeant; quum econtra pro caussà suprematus nil praeter Doctores quosdam Scholasticos, et Guelficae parti addictos, et Historiae ignaros, ac aliquos Historicos domesticos, quorum narratio saepius torta fuit et ipsimet alleganti adversa, orbi Europaeo proponitur; 3) ex iisdem *Capitulat.* verbis tuto conjici, *recentiorum temporum praescriptionem* hic omnino exulare, quum jus Imperii non sit neglectum. Ceterum, si inquisitio hujusmodi paululum omissa, et reductio Feudorum Italicorum, de qua in *Capitulationibus* cautum, veluti suspensa atque Imperatores, Ferdinandus II. et III, Germanicis negotiis distenti, Florentinis benignius indulserint, nec debita semper obsequia exegerint, juri Imperii haud nocebit, praesertim quum sat constet, in caussa Mantuana A. 1630. ob successionem disceptata, Magnum Ducem nil suscepisse, quod illi refragaretur. Abunde itidem verba, diplomati Caroli V. inserta, praescriptionem, quae saepius praesidii iniquitatis instar, universam arcent, ibi: *Utque in Nostra et Romani Imperii devotione* PERPETUO MANEAT. Sufficit, non abdicatam fuisse Imperii facultatem, nec potuisse abdicari, quo argumento exquisitissimo utitur Imperator Josephus,

Gloriosissl. Memor. in *Manifesto de A. 1708. apud Lunigium Archiv. Imper. Part. Spec. Contin. II. p. 682.* seq. quando jus Imperiale atque Ducatus Mediolanensis in Parmam et Placentiam adversus Curiam Romanam sustinet, ibi: *Ostendi profecto nequit, directum hoc* et SUPREMUM *dominium* RESERVATVM*que* MAIESTATICVM, *ab ullo unquam Imperatore* ABDICATVM *esse, aut sine* EXPRESSO *Ejusdem ac Imperii consensu a Ducibus Mediolanensibus abdicari, cedi, vel transferri, multo minus a Curia Romana valide usurpari, ab eave per Duces Parmenses legitime recognosci potuisse etc.*

LXV.

Quemadmodum igitur ea, quae circa genuinam diplomatis Maximiliani II. explicationem haerentes hucusque disseruimus, abunde commonstrant, *Natalem Comitem*, scriptorem Guelphicae parti, Italiae oras nunquam deserturae, studentem in *L. XXVI. Univ. Hist. sui temp.* ubi in caussae Florentinae recensionem incidit, nil magis egisse, quam ut clausulas documenti, Imperii juribus faventes, artificiose praeteriret, vel mirabili, Gallorum more, torqueret ratione, ex *Thuano* apprime corrigendus, quandoque tamen vi veritatis ad confitendum compulsus, vid. *p. 588. 589.* ita, *Auctorem adversarium* eodem spiritu coactae adulationis fuisse exagitatum, nunc erit ostendendum, postquam ordo disceptationis usque ad *pag. 32.* progredi jubet. Nam ibi dogma profertur, sanae Politices ac Juris publici regu-

regulis longe repugnans. Statuitur, concessionem dignitatum illustrium minus inducere subordinationem ejus, qui consequitur, neque jurisdictionem conciliari ei, qui indulget. Enimvero omnis dignitatum illustrium concessio jam dum praestruit jurisdictionem, cum id juris ad suprema spectet Regalia. Plane jure Gentium, quo liberae invicem gentes utuntur, nullibi sancitum, Principem liberum alii quoque libero nec ab isto dependenti, axioma quoddam conciliare posse. Neque apparet, quomodo Princeps extra Principatus sui limites parem sibi constituere valeat, atque alium dignitate cohonestare, quam hic suo potius jure propriisque viribus adsumere poterat. Alia longe ratio habetur *agnitionis*, alia *creationis*. Illa utique juris Gentium habetur, ac solum declarandae veluti et firmandae tantisper dignitati, jam constitutae, accedit. Ast creatio praerequirit Principem, qui in eum, cui axioma honorificum confert, jurisdictionem possit exercere. Cui dogmati magis demonstrando adducenda sunt quaedam exempla, ubi Caesares Romano-Germanici Reges Ducesque crearunt, quorum nemo unquam exstitit, qui Vasallus Imperii minus antea fuisset redditus. Ita Poloniae quondam Duces ab Ottone III. Reges vocati, qui jam isto aevo in clientelam Imperii pervenerant. Conf. *Lubienskius Vit. Episcop. Ploc. p. 311. Cromer. L. II. de Regn. Polon.* De Rege Bohemiae vid. *Goldast. de Regn. Bohem. L. III. C. 10. tot.* Danorum Duci, Petro, *Regia stemmata* dedisse Fridericum I. ait *Bodin. de Republ. L. I. C. 9. p. 144.* vid. *Otto Frising. L. II. de Gest. Frideric. I. C. 5. p. 448.*

p. 448. Danos autem quondam Imperio paruiſſe, egregiis documentis productis, probavit *Conring. de Fin. Imp. L. I. C. 14.* Immo omnes illos, quos Romani olim, Urbis ac Orbis Domini prope, Reges crearunt, Reipublicae ſuperioritatem agnoviſſe, ac, ſiquid moliti, regnis exutos fuiſſe, exploratum habetur. Igitur nemo negarit, creationem Regum, a Caeſare peractam, praeſtruxiſſe jurisdictionem ac nexum feudalem, immo conciliaſſe jus quoddam Imperio in iſtos Principes, qui ſponte diadema Regium a Caeſare efflagitarunt et obtinuere, hoc ipſo declarantes, ipſis facultatem proprio jure regiam dignitatem capeſſendi minus competere. Equidem errant, qui jus creandi Reges, Imperii Romano - Germanici Majeſtati cohaerens, ex dominio quodam univerſali totius orbis derivant, cum plures provinciae a vaſtiſſimo olim Imperio fuerint avulſae, quae dein praeſcriptione, vel pacto et transactione varia ſupremam libertatem obtinuere, Regibus quoque propria auctoritate a cujusvis regionis populis conſtitutis, inprimis Romano Imperio ante Carolum M. capite prorſus deſtituto. Huc pertinent exempla Regum Longobardorum, Arragoniae, Caſtellae, Luſitaniae etc. Interim non apparet, cur minus dominii illius univerſalis, reſtituta a Carolo M. Imperii Romani dignitate Majeſtateque, vis aliqua adhuc exſerere ſemet potuerit ac poſſit, Principe quodam ſupremo axioma Regium petente et impetrante. Quis enim tantum actum pro fruſtraneo ac Imperio inutili habuerit, praeſertim cum creationis agnitionisque Imperialis tanta ubique conſpiciatur in orbe Chriſtiano auctoritas, ut nulla

alia

alia gens indultum honorem invideat, potius agnitione promta venerationem, Caesari et Imperio debitam, contestetur. Igitur nunc liquet etiam, quam male ii statuant, qui, Caesaris hocce jus singulari *tantum* reverentia, Augusto Nomini exhibenda, vel Advocatia Ecclesiastica inniti, putant. Non enim liquet, quomodo sola veneratio Regiae dignitatis collationem progignat privativam ac talem, quae ab agnitione multum distat? Advocatiae autem Ecclesiasticae jus nil commune unquam sortitur cum potestate ad Regium fastigium Principes Christianos evehendi. Nam illud saltem respicit defensionem Ecclesiae Christianae, armis quoque suscipiendam, ducatum exercitus adversus infideles, Conciliorum moderationem ac convocationem, Schismatum compositionem et alia insignia jura. Egregie igitur sentit *Caesarinus Fürstenerius de Jure Supremat. C. XXXII. p. 101.* cum ait: *ex creatione Regum et aliis Imperatorum actis, ab omnibus Christianis populis dudum agnitis, intelligi,* ALIQUAM CAESARI IN TOTO CHRISTIANO ORBE JURISDICTIONEM ESSE. Add. *Coccej. Jurisprud. Publ. C. III. §. 55.* qui, cum jus Imperii in Slavos Orientales tuetur, hanc etiam rationem promit, ibi: QUOD SUMMUM IMPERII EST, *Reges a Germanis accepere.*

LXVI.

Neque vero Regias dignitates simpliciter indulsere Caesares, sed diplomatibus publicis eo de negotio edi-

editis, quorum conficiendorum jus merito Regalibus adnumerari §. *XXV.* monitum fuit, jura Imperii sat reservarunt, vel, ob solam hanc collationem facultatem nunc quaesitam fuisse, testati sunt, non renitentibus novis Regibus, quibus magni res momenti videretur, in societatem Vasallorum membrorumque Imperii eminentissimam cooptari. Neque collatio dignitatis regalis sine investitionis cujusdam signo peracta. Praecipuum autem signum praebuit ipsa corona, quae a Caesare ipso capiti novi Regis imposita vel transmissa fuit, prouti de Daniae Regibus sat liquet ex Auctoribus §. *anteced.* allegatis. Atque proin titulus Regis, mediante investitura quadam concessus, tam BENEFICIARIUS exstitit, ut quoque Reges clientelares saepius sub corona Imperatoribus in solemnibus Curiis servierint. Conf. *Otto Frising. Chron. L. V. C. 3. et L. VII. C. 19.* de Privilegio Regis Bohemiae conf. *Czecherod. Mart. Morav. L. III. C. 7. p. 390.*

LXVII.

Quae jam de Regali dignitate disserta fuere, multo magis eo casu obtinent, quo honores, illa longe inferiores, conceduntur. Plane nullum unquam exemplum adduci poterit, ubi Caesares aliquem Germaniae vel Italiae Dynastam ad Principis aut Ducis fastigium evexerint, prorsus liberum, nec Imperio ante subditum. Igitur clientela et subjectio occasionem suppeditavit isti negotio ac gratiam Caesaris veluti elicuit. Tales quoque honores ideo indulti,

ut

ut fides, Imperio debita, magis firmaretur ac ditiones Vasallorum verum territorii cujusdam, Regalibus ornati, induerent habitum. Qua ratione commoti passim Vasalli tam Teutonici, quam Italici, eo, semper contenderunt, ut axioma Ducis, vel aliud bonis conquisitis innecteretur. Neque minus Caesares, praeter finem, munimentum fidei et subjectionis concernentem, eam semper caussam diplomatibus inserere soliti, quod referat dignitatis Imperii, Fideles ejus, praemiis hujusce modi adfectos, ad res porro sincere gerendas concitari et *solii Caesarei decus tam veterum* dignatum *ornatibus confoveri, quam novis honoribus ampliari*; uti verba diplomatis Austriaci apud *Petrum de Vineis L. VI. Epist. 26.* ac aliorum, inprimis Italicis Proceribus indultorum, perspicue exprimunt. Neque hujus prope generis formula in diplomate Magni Ducis Hetruriae neglecta fuit. Quibus accedit, quod Cosimus Dux minus tam anxie a Papa, dein a Caesare titulum Magni Ducis exorasset, si ejus territorium in plena fuisset constitutum libertate. Nam ideo quoque Maximilianus II. tam acriter contradixit, quod Florentia et Senae ad Cameras, i. e. feuda S. R. I. pertinerent. Vid. *§. LVI.* Unde patet, Caesarem jurisdictionem et dominium directum pro fundamento hic primario collocasse, neque proin fuisse opus, ut concessione tituli illud demum compararet.

LXVIII.

Iterum vero *p. 32.* incongrue existimatur, Papam Pium V. fortiori meliorique jure aliquid potestatis in Florentiam sibi adserere potuisse, quia fuerit is, qui titulum Magni Ducis Cosmo attribuerit, hoc nequidem flagitante. Sed parum hic referre videtur, utrum Cosmus expetierit concessionem axiomatis a Pontifice, sive minus. Neque inquiri opus est, annon Cosmus id maxime egerit, ut non solum *magnificas*, sed *illustres* etiam adpellationes opibus jungeret, et annon lis Ferrariensis hoc paulisper innuat. Potius demonstrandum est, Pontifici jus Reges aut Duces creandi nulla ratione vindicari. Equidem, prouti in diplomate Pii V. inter causas alias contenditur, exempla non desunt, ubi Papali auctoritate Regiae dignitates fuerunt collocatae. Ast Caesares, potestatis suae memores, his conatibus saepius graviter contradixere tam verbis, quam factis. Brevitatis gratia memorabitur saltem, quam enixe Fridericus II. hac de re conquestus fuerit, cum in literis, ad Gallos Cremonae An. 1245. d. 22. Sept. exaratis, apud *Goldastum Tom. I. Const. Imp. p. 306.* sic differit: *Cum per aliquot* RETROACTOS *Romanae sedis Antistites, et praesentem, Nos et alios Reges, Principes orbis et Nobiles, Regna, Principatus, honores quoslibet, et jurisdictionem habentes;* GRAVATOS *merito censeamus, ex eo, quod ipsi, contra Deum et justitiam, pro posse, sibi* JURISDICTIONEM *et auctoritatem* USURPANT INSTITUENDI *seu destituendi seu removendi, ab Imperio Regnis, Principatibus et honoribus*

bus suis, Imperatores, REGES *et* PRINCIPES etc. Diserte etiam scriptor magnae auctoritatis apud Hispanos, *Franciscus de Victoria Relect. Moral. I. Sect. 5. Quaest. 1. p. 70.* quo loco temporalem Pontificis jurisdictionem in toto orbe impugnat, statuit: *Papam nec facere Reges posse.* Eandem sententiam amplexus *I. C. Lobkoviczius*, Cistertiensis regulae Monachus, in *Philippo prud. legit. Reg. demonstr. L. II. Art. 3. p. 100. et Art. 6. p. 113.* Immo in cit. diplomate Pius V. ipse confitetur, se non ignorare, *neque* PETRVM *neque alios ejus in primitiva Ecclesia successores, tantam authoritatem sibi deputasse*, ut vel REGES vel DVCES CONSTITVERENT. Neque praetereundum est, toto coelo a se invicem semper discrepasse, missionem impositionemve coronae, a Papa peractam, et illam, quam Caesares haud raro suscepere. Nam cum miserit coronam Papa, in signum devotionis id acceptum fuit a Regibus, qui consecrationem magni ponderis rem arbitrati. Atque talis consecratio a Papa fuit celebrata, tanquam supremo Sacerdote, nequaquam domino clientelari. Quapropter Regnum Hungariae perperam Curiae adscribitur Pontificiae, utputa quod pridem imperio eminuit immediato, nullius dominio directo obnoxium. His explanatis, constat, Pontificem, Pium V. nil juris in Hetruriam potuisse adquirere, praesertim, quia tota ejus Bulla, protestatione ab Imperatore solemniter interposita, effectu caruit, neque ipse Cosmus impositam Anno 1570. regalem coronam usurpare conatus, gravem Imperii metuens coërcitionem.

LXIX.

Coarguitur denique *p. 32, 33. 34. et 35.* erroris *Pfeffingerus*, qui censuit, argumentum pro dominio directo Imperii in Florentiam hinc quoque non immerito revocari, quod An. 1692. haud exigua contributionis pecuniariae quantitas Imperatori ejusque Commissariis, *Caraffa, Breunero*, aliis, a Magno Hetruriae Duce fuerit exsoluta. Jam ex adverso libenter conceditur, praestationem illam revera contigisse. Neque negatur *p. 33.* subditum, vel vasallum eo adigi posse a superiore et Domino directo, ut collectis publicae rei succurrat. Econtra contenditur *ibidem*, exinde quod regionis dominus cogatur, ut quantitatem pecuniariam praebeat Principi alicui, ad subjectionem illico, aut nexum clientelarem argumentum minus valere. Provocatur porro ad *Klockium* itemque *Magerum*, qui de contributionibus, metu ac vi extortis, commententur. Nihilominus haec cuncta ad praesentem quaestionem haud collineant. Illi enim JCti de eo disserunt casu, sicubi exigens collectas facultate exigendi legitima sit destitutus. Tum enim nequidem taciturnitas patientis proficit extorquenti, ob vitium vis ac metus, quod possessionis genuinae adquisitionem valde impediat. Magnum autem Hetruriae Ducem onera, quae reliqui vasalli Italici Imperio praebent, non declinare posse, neque adeo de metu quodam, ipsi inlato conqueri, hinc liquet, quod hucusque dominium Imperii directum plurimis argumentis sic fuerit explici-

tum,

tum, ut nemo, serenae frontis, amplius sit futurus, qui de re manifesta ambigat.* Imperator Leopoldus Gloriosiss. Memor. nunquam imperasset tributa Magno Duci, ni ipsum numero reliquorum Italiae vasallorum comprehensum scivisset.

LXX.

Praeclare autem eundem Augustissimum Caesarem Imperii jura in Hetruriam conservasse, testatur *Rescriptum* sub dato Laxenburgi d. 20. Maji An. 1701 ad Magnum Ducem in caussa Mantuana transmissum, quod apud *Antonium Fabrum Europeae Status Cancellariae Tom. VI. p. 624. seq.* conspicitur, ubi praesertim verba notanda: *Quemadmodum igitur persuasi sumus, Dilectionem vestram justissimae* ORDINATIONI *huic Nostrae* IMPERIALI *facile assensurum*, ita etiam Nobis *certo pollicemur, fore, ut et ipsa pro* NOTO NOBIS ALIAS AC DEBITO SVO FIDEI INTEMERATAE ZELO PROQVE JVRISJVRANDI, QVO NOBIS ET SACRO IMPERIO OBSTRINGITVR, RELIGIONE NOBIS IMMOTA ADHAERESCAT, *neque Gallicis vel Andegavensibus Hispanicisque copiis militaribus, Ducatum Mediolanensem aliaque Feuda nostra Imperialia contra fas et nefas usurpantibus ac depopulantibus, vel minimo adminiculo assistat, quin illos potius a se terrisque ac finibus suis vi et armis avertat et propulset;* EXERCITVS vero NOSTROS OMNI BENEVOLENTIA, HOSPITALITATE *atque* ADIVMENTO PROSEQVA-

 TVR

TVR etc. Cui Rescripto Imperiali Magnum Ducem contradixisse, nondum patet. Idem *Faber alleg. loc. p. 627. seq.* Patentes ad omnes Italiae Vasallos, sub dato Laxenburgi d. 20. Maj. Anno 1701. exhibet. Add. *Edictum ad omnes Italiae Vasallos de Anno 1697. apud Lunigium alleg. loc. p. 679. seq.*

LXXI.

Objectiones reliquae, quae *p. 34.* moventur, nil efficiunt. Nam praeter contributiones, quae intuitu minorum Imperii feudorum a Magno Duce praestitae, longe ampliores etiam injunctas ac solutas fuisse, ubique compertum est. Quemadmodum Magnus Dux, multis passim documentis, fidem atque devotionem suam Caesareae Majestati atque Imperio exposuit, neque auxilia adversus hostes, Italiae invasores, denegavit, facinus Mantuani olim Ducis summopere detestatus. Ac, quamvis nimiam collectarum praestationem subinde fuerit deprecatus, confessus tamen hoc ipso, sese, tanquam Florentiae, Pisarum et aliarum ditionum, ad Dominium vetus spectantium, dominum utilem, Imperio non exigui quidpiam debere. Ad protestationes itidem, passim interpositas, sat responsum fuit. Neque Electores, vel reliqui Imperii Ordines, querelis aliquem dederunt locum, nec potuerunt dare, probe scientes, Caesaream Majestatem nil, nisi summo jure aequitateque innixum, postulasse. Nomina Italiae Vasallorum pridem *Tabulis Imperii Censualibus* inserta. Cui negotio nec Magni Florentiae Duces, nec alii Italiae Principes, resti-

restitere. Sufficit igitur idem illud ad interrumpendam impediendamque omnem, tam suprematus, quam singillatim exemtionis a contributionibus praescriptionem. Porro Caesar Ferdinandus II. Electoribus Anno 1630. Ratisbonae consultantibus, teste *Limnaeo Mantiss. ad Capit. Ferdin. II. p. 659.* ostendit: *Ab Italicis Vasallis, fortiori prope vinculo feudali Imperio obstrictis, omnia onera tam personalia, quam realia praestanda esse, perinde ac a Teutonicis.* Ferdinandus III. etiam *Recess. Imper. de Anno 1641. §. 88.* promisit, se Vasallis Italiae subsidia necessaria imperaturum. Vid. *Mylerus de Princip. et Statib. Imper. C. XCIX. §. 8.* ubi testatur, se, dum Romae fuisset, postulatum extraordinariae collationis ex Literis Imperialibus, per S. Caesareae Majestatis Legatum, *Comitem di Rauatta*, ad Italiae Principes et Vasallos Imperii missis, cognovisse. Conf. *Fürstener. de Jur. Supremat. C. LIII.* Add. *Limn. ad A. B. C. I. §. 2. obs. 6. n. 25.*

LXXII.

Quid si autem concederetur, tot pecuniarias praestationes titulo saltem *honorarii* vel *singularis auxilii*, vel alio, a Magno Duce fuisse peractas, hunc plenissima a contributionibus immunitate gaudere, itemque temporis necessitati cessisse etc. nihilominus suprematus caussam parum adjuvabit. Feudalis enim qualitas sine servitiis consistit, naturale efficientibus tantum, quod integra clientelae essentia, aberit. Immunitate ab istis privilegio expresso, aut tacito, puta praescriptione, quaesita, fides vasallitica illico minus exstin-

ſtinguitur. Quam regulam Feudorum Francorum, quae appellant, exempla evincunt. Huc forſan reſpexerunt S. R. I. Electores, ad propoſitionem Caeſaream, in memorato Conventu Ratisbonenſi celebratam, inter alia plura regerentes: *Imperium, praeter* JUS FEUDALE, *nil commodi e Ducatibus Mantuae et Montisferrati percipere.* Vid. *Limn. Mantiſſ. ad Capit. Ferdinandi II. p. 627.* Ubi tamen Electores non tam cauſſam iſtius rei legitimae tribuerunt exemtioni, quam hinc revocarunt praeſertim, quod Vaſalli Italici, excepto Sabaudo, ad Comitia Imperii minus ſoleant convocari. Quapropter Caeſarea tum Majeſtas magis conducturum cenſuit prudentiſſime, ſicubi Vaſalli Italici omnes Juris Civitatis Teutonicae redderentur participes, neque a ſuffragio in Comitiis excluderentur. Conf. id. *Limn. alleg. loc. p. 659. ſeq.* Idem innuere placuit jam antea Caeſari Carolo V, cum in Auguſtanis Comitiis Statibus declaravit, Contributionum Italicarum exactionem efflagitantibus: *Difficulter a Vaſallis Italiae collectarum impetrari exſolutionem, quia ſeſſione et ſuffragio in Comitiis deſtituantur.* Conf. *Limn. ad A. B. C. I. §. 11. Obſ. 6. n. 25.* Igitur ſat quidem liquet, Vaſallos Italiae ad onera, quae Decretis Comitialibus injunguntur Statibus, praebenda minus adigi poſſe. Quae tamen libenter ſubirent, ſi ipſi quoque Ordinum numero adſcriberentur. Neque tamen illi Vaſalli, quicquid ab ordinariis Procerum Imperii collectis exemti prope videri queant, extraordinarias collectas jure evitant, quum character Status ad effectum exhibendorum tributorum nullibi praerequiratur, plures quoque ſuffragio carentes,

tes, Matriculis inserti, neque privilegium forte cujusdam immunitatis ad casus necessitatis sit proferendum. Quae *observantia Imperii* abunde confirmat. Quicquid autem hujus rei censeatur, expeditum est, a libertate territorii cujusdam, finibus Imperii comprehensi, quoad contributiones etc. perfectissima, ad ipsam libertatem, territorii independentiam quae contineat, perperam formari argumentum. Sufficit demonstrasse, ipsam feudalem qualitatem, qua Magnus Hetruriae Ducatus pridem adfectus, nullibi sublatum, cujus, licet immunitas a collectis adesset, tot tantique deprehenduntur egregii effectus, ut suprematum, a Magno Duce praetensum, non nisi summa indignatione Caesarea Majestas atque Imperium intueri possint.

LXXIII.

Denique, ne ultima objectio *p. 35.* praetermittatur, commonendum est, exinde pro libertate Magni Ducis circa successionis definitionem nil posse colligi. Nam Caesarea Majestas, quum per *Excell. Dn. Comitem de Sinzendorff*, Electori Palatino, Joanni Guilielmo, litera quadam declararit, se sperare, fore, ut Magnus Dux ita disponat de suis territoriis, prouti Domui Austriacae conducat, non illico juri Imperii hic derogatum fuit, neque derogari potuit. Saltem de illo quaesitum tunc fuit, quod Sereniss. Domus Austriacae referret, ac hujus securitati prospectum, si forte Magnus Dux dispositionem, adversariis ejusdem Domus commodam, susciperet. Immo Caesarea Majestas, sicubi contextus literarum

probe inſpiciatur , tantum non agnoſcit abſolutam Magni Ducis hic poteſtatem , ut potius innuat, minus licere illi de ditionibus ſuis ſtatuere in praejudicium Imperii et Domus Auſtriacae , cujus intereſſe Imperiali arctiſſime eſt connexum , ut a ſe invicem divelli minus poſſint. Ibidem etiam ſuprematus aut plenae libertatis et independentiae territorii Florentini nulla injicitur expreſſa mentio , quae ad iſtius rei agnitionem utique praerequiritur, praeſertim ſicubi dominium directum , ſuprematus veri naturae prorſus adverſum, antea tanta gravitate et conſtantia fuerit adſertum. Neque Caeſarea Majeſtas, Auguſtiſſimorum Praedeceſſorum glorioſa exempla glorioſe imitata , ullam praetermiſit juſtam et idoneam occaſionem , qua jura Imperialia in Italiae regiones clientelares tam univerſim, quam ſingulariter in Magnum Hetruriae Ducatum, ipſis *rerum documentis* vindicavit. Quae cunctis potiora ſunt *ſcriptis monumentis* , inprimis ad rem minus comparatis.

LXXIV.

Hac igitur ratione vindicato Imperii jure , quilibet , ſcripta prudenter ac juſte aeſtimans et argumenta , utrinque congeſta , expendens , perſpiciet , nullam ſupereſſe cauſſam, cur Magnus Dux de injuria veluti inlata *publica Deductione* conqueratur. Caeſares Romano - Teutonici tot olim beneficiis Familiam Mediceam exornarunt atque Principatum Florentinum ac Gubernationem Imperii in ditionibus Hetruriae commiſerunt. Quae igitur utilitas hinc redundabit

ad

ad Imperium, si omnes isti, qui non jure belli, aut alio titulo, quo liberae alias gentes Principesque provincias acquirunt et, sua auctoritate potentiaque innixi, regunt, sed privilegiis publicisque diplomatibus, *limitate* conceptis, territoria possident, suprematum adfectare velint, ad originem possessionis minus respicientes. Jurium Regalium usum libenter Imperium Magnis Ducibus hucusque permisit, immo mitius saepe cum ipsis egit, neque naturalium, omnibus Imperii clientelis regulariter cohaerentium, tantam alere voluit curam. Ast hinc frustra colligitur, suprematum aliquem et immunitatem a vinculo feudali ipsomet agnovisse Imperium, quod dominium directum suum aliis idoneis modis conservavit. Cur ergo aegre ferat Magnus Dux, Imperium nunc, exstincta forsan sobole mascula, jus suum circa definitionem futuri successoris urgere? Prorsus determinatio negotii successorii magni ponderis existit, quae apud supremos quidem Principes locum obtinet, non item illos, qui nexu quolibet alteri devincti. Enimvero si haec res non ex Feudalium solum Legum sancitis dijudicetur, sed Gentium quoque jure, apparet, etiam *foedere inaequali* junctum liberam circa successionem in ditiones suas dispositionem minus sibi adrogare posse. Quamvis enim vis foederis inaequalis eo minus pertingat, ut inaequaliter foederatus alterius subjiciatur jurisdictioni, nihilominus omnis negotii effectus solius auxilii debiti limitibus vix coërcetur. Auxilia enim sibi invicem debent quoque aequaliter foederati. Maximopere autem refert illius, qui in foedere inaequali superior existit, socium te-

ftamento, vel pacto fibi eligere minus fucceflorem, qui, forte extraneus, facile majora jura ufurpare poffit ac foederis inaequalis leges violare, aliena potentia fultus. Putarit fane quispiam haud inconcinne, foederis inaequalis indolem, hoc cafu, a feudali habitu parum difcrepare. Romanis feuda fuere incognita prope, nec adeo conditae leges hujus generis. Potius ii Reges Afiae, qui Romanum Imperium venerati, fuprema tamen poteftate retenta, foedus inaequale cum eodem partim ultro inierant, partim inire coacti. Neque tamen pleniffima libertate, inprimis circa fucceffionis, pereunte familia regia, ordinationem inftructi. Neque Romani unquam paffi, ut fucceflorem, quemcunque vellent, extremi ejusmodi familiae, periodum fatalem, quem vocant, attingentis, denominarent. Potius auctoritate, ipfis debita, ufi Romani fucceflorem conftituerunt, quem promiffa a prioribus regum fancte fervaturum fore fcirent. Si vero haec obtineant, ubi foedus inaequale faltem conftitutum, quidni magis obtinerent, ubi vinculum feudale nexum ac jurisdictio fuperiori parta. Conf. *Grotius de Jure B. et P. L. 1. C. 3. §. 23. n. 3.* quamvis ifte fcriptor minus genuinum Feudorum Francorum conceptum fibi formarit, quae in fola obligatione perfonali confiftere, nec a fpecie foederis inaequalis differre, perperam arbitratur, cum moribus Germanorum, quibus iftud clientelarum genus invaluit, et aliarum Gentium itidem, jus in re, dominium directum ac utile, in Feudo Franco confpiciatur; quare illud, exarefcente familia vafalli, ad dominium directum tranfit pariter ac in aliis

feudis

feudis contingit. Immo nemo diffitebitur, clientem quendam Principem, prole destitutum, sine voluntate Advocati et Protectoris, de futura successione vix sibi prospicere, cum itidem Advocati intersit, ad quem Principatus, clientelae obnoxius, perveniat. Neque hac parte foederis inaequalis et Advocatiae jurium nimia conspicitur disparitas. Jam vero, plus facultatis, quam simplicem protectionem ad Imperium in Florentinum territorium pertinere, demonstratum fuit *§. XLVIII. et LIII.*

LXXV.

Quum ergo jus Imperii in Hetruriae Ducatum clarissima comitetur et stabiliat veritas, adhuc plura et maxime necessaria quaedam, neque *Auctori Dissertationis de Jure Imperii in Magnum Ducatum Etruriae, quae d. 9. M. Decembr. Anno 1721. Lipsiae* pugnam Scholasticam experta est, ponderata idonee, de effectu totius quaestionis adduci debent. Equidem Florentiam regionem, quicquid obsistant immunitates, Magnis Ducibus, peculiari gratia; hinc inde relictae, merito Feudis Imperii adcenseri, supra demonstratum fuit. Ast sicubi concederetur, nexum omnem feudalem hic deficere, et Magno Ducatui puram patrimonii sive allodii qualitatem insitam esse, annon id potestatem statuendi libere de successione Magno Duci adsignaret? Enimvero compertum est, allodiales quoque Vasallorum Imperii ditiones hujus dominatui supremo subjacere; quod eximium Publici Juris caput scite prosecutus fuit *Struvius de Allodiis Imper.* Jam possesso-

res Allodiorum, in quocunque dignitatis ordine versentur, sine consensu superioris de bonis disponere possunt, quare distant a Vasallis, quibus hujuscemodi licentia Jure Feudali ademta. Verum, licet, Hetruriae Ducatum allodiis adnumerari, fas foret, tamen exceptio a regula vulgari conspicietur. Consideretur saltem Diploma Caroli V, quod haud obscure successionem in agrum Hetruscum ad Familiam Mediceam adstringit, neque exteros, sine Caesaris atque Imperii voluntate admittit. Dum enim cavetur, ut heredes et descendentes Ducis Alexandri masculi, et illis deficientibus, proximior masculus ex Familia Mediceorum, et sic successive atque in infinitum Florentinam ditionem gubernare debeant, non solum omnes feminae, ac ex iis prognati forsan masculi excluduntur: unde, si Franciae Reges ideo praetensionem, quam vocant, in Hetruriam excitare auderent, quod e Maria Medicea, Henrici IV. conjuge, Ludovici XIII. matre, descendant, injusta petitio merito foret rejicienda; sed etiam innuitur, exstincta mascula Mediceorum stirpe, dominium Florentinum ad Imperium redire, ac hoc potestate dein pollere, vel regimen pristinum restaurandi, vel novum Principem suo arbitrio substituendi. Plane, si Principatus alicui jure patrimoniali et mere hereditario possidendus traditur, neque feminae a successione arcentur, utpute quae, licet ipsaemet regere prohiberentur, jus tamen suum titulo connubii ad maritum transferre possunt, perpetuo Imperii usu, neque tam singularis succedendi modus et qui ad Feudorum indolem maxime accedat, praecipitur, potius

libera

libera disponendi facultas disertis verbis adsignatur, neque allodii qualitati facile detrahitur. Fac igitur, Florentinum dominium instar patrimonii a Mediceis detineri, omnis tamen rei effectus cessat, istorum stirpe exstincta, ita, ut circa statum futurum et successorem definiendi potestate nequaquam gaudeant, quae potius Caesari reservata esse intelligitur. Certe, si verum dicere velis, in Magno Etruriae Ducatu conspicitur *mixtura* feudalis et allodialis qualitatum. Ista semet exserit quoad *fidem et devotionem*, quam juxta omnia diplomata Imperialia Magnus Dux Imperio debet, et quae primarium clientelarum essentiale constituit. Ista quoque exserit semet quoad dominium supremum sive *Superioritatem* (quae vox in diplomate Maximiliani II sapientissime adhibetur) cum dominio directo feudali hactenus coincidentem, atque quoad inde dimanantem, eveniente casu, consolidationem et aperturam. Haec concernit facultatem, vi cujus Magnus Dux forsan a naturalibus feudi pluribus, v. c. petitione investiturae etc. praestandis existit immunis; ubi tamen observandum quoque est, veris quoque ac meris Vasallis saepius ejusmodi naturalia, vel expresse, vel tacite, remitti solere, neque, uno aut variis naturalibus immutatis, reliqua illico conversa censeri. Conf. §. *XXX.* et *XXXIX.* Immo non incongrue autumatur, ipsos veros dominos allodiorum, si de Principatu patrimoniali, superiori alicui subjecto, disponere velint, id agere debere, ne in hostem quendam, vel extraneum, cui parum fidei tribuendum est, res transferatur, cum omnis illa licentia ita sit comparata, ex mente ac volun-

tate

tate primi concedentis, ne in praejudicium *superioritatis* detorqueatur, utputa cujus exiguus deprehenderetur effectus, ficubi provinciae ftatum ordinandi, exftincta ftirpe Medicea, facultas Caefareae Majeftati temere denegaretur. Denique facili ratione conjicitur, ipfum *Auctorem adverfarium* haec dogmata intellexiffe, dum minus Magnum Ducatum pro Patrimoniali Imperii Principatu habuit, potius independentiam quandam, vel suprematum orbi obtrudit, cui quidem, uti quilibet rerum gnarus perfpiciet, larva abunde fuit ademta atque detecta.

LXXVI.

Verum ambigere quis poffit, annon Senatus et Populus Florentinus hic etiam confulendus prius foret, cujus maxime interfit, omnia probe et utiliter conftitui? Aft quemadmodum populus ifte reftaurationem priftinae immedietatis et libertatis, qua omnes Civitates Imperiales fruuntur, urgere non poterit, ni fponte Caefar et Imperium iterum indulgeant; ita neque circa ordinationem futurae formae aliquid juris, v. c. contradicendi, ipfi competit, quam pridem poteftatem Caefaream privativam et illimitatam agnorit, immo, cum Cofmo principatum S. C. detulerit, difertis verbis et Imperialis Decreti Carolini praefcripta lege et norma fefe cuncta celebrare conteftatus fit. Sufficiet, cum Caefarea Majeftas privilegia, olim indulta, Florentinis relinquat, et eum, qui forte Principatum beneficio Imperiali obtinebit, ad fervanda ea graviter adftringat. Neque apparet, quomodo fubdi-

ſubditi juſte Florentini de eo conquerantur, quod jam Hetruriae Ducatus qualitatem veri et proprii Imperialis Feudi, cui omnia naturalia inſint, ſortiri debeat. Nam merito exiſtimatur iſti, qui ſtatum regionum Europae paululum perveſtigavit, feliciores eſſe cives, qui ſub Principe, minus independente conſtituti, iſtis, qui ſupremum cujusdam et independens dominium reverentur. Illo enim caſu, cum ſuperior adhuc ſuperiori pareat eidemque ſubjectus ſit, veluti Principes Germaniae et Status, ac Principes quoque Itali, Caeſareae jurisdictioni obnoxii; non tam facile exagitare ſubditos poteſt, vel nimiis oneribus afficere, ac privilegia ipſis ſine juſta cauſa auferre, ni gravem coërcitionem domini ſupremi, ad quem ſubditi, inperterriti puta et facultate ſua ſtrenue utentes, confugiunt, juxta Conſtitutiones Imperiales, quae vaſallum quemcunque nimiam ob ſaevitiam feudo privari jubent, experiri velit. Aſt, cum Princeps a nemine pendet, longe facilius, ni alia obſtent, ad illimitatam poteſtatem adſpirat, et eam adquirit, cum nemo ſuperior adſit, qui Principem ad parcendum adigere valeat et ad quem recurrere poſſint. Sicubi enim extranei auxilium implorent, committunt quidpiam, quod ipſis extremum vitae, famae bonorumque periculum et jacturam mox acceſſat, cum Princeps, implorato extraneo vel minus ſubditis adſiſtente, vel potentia illius et viribus rejecto, et aliis rationibus opibus ſubditorum fractis, hoſce mox rebelles habere et acerrimis poenis proſequi conſueverit. Igitur vix quispiam ſerenae paululum frontis, *Auctoris adverſarii* nugas probabit, cum

in fin. Commentat. censet, *libertatem regionis* (Hetruriae) *opprimi, dum ista feudum Imperii declaretur.* Sane videtur isto dogmate magis *Machiavelli*, Florentini scriptoris sat cogniti, imbutus esse, quam ea doctrina, quae non solum Principis regimini, sed subditorum etiam saluti et commodis favet.

LXXVII.

Quam parum itidem Auctor iste naturae Imperialium Feudorum gnarus exstet, exinde liquet, quod *loc. cit.* arbitretur, maximam injuriam tunc inferri, si regio quaedam clientelaris efficiatur. Equidem nemo negabit, videri tum aliquam veluti capitis contingere deminutionem, si suprematus Principalis tollatur, et forma subordinata stabiliatur. Sed supprematum Florentinum imaginarium esse, pridem copiose demonstratum fuit. Interea, si quoque res abstractive et simpliciter consideretur, deminutio talis non adeo nocet, quam vulgus sibi persuaserit. Iste, quem Caesar successorem constituet, nil amittet (ceteris paribus) praeeminentiae, titulorum et auctoritatis debitae, in subditos exercendae, quicquid verus Vasallus Imperii et tributarius efficietur. Certe tot Celsissimi Electores et Principes Germaniae, item Sabaudiae Dux, Vasallos et subditos S. R. I. sese ultro profitentur, contributiones praebent, coram Judiciis Imperii conveniuntur, proscribi etiam, si pacem publicam graviter fregerint etc. queunt, neque minus tamen sat libere subditos regunt, partim vi privilegii Imperialis, partim praescriptionis auxilio,

lio, vel pactionum, cum Ordinibus Provinciae initarum. Immo ii ipsi Principes foedera cum Regibus quoque certa ratione pangunt, jure legationum utuntur et in pluribus negotiis, totius Europae salutem concernentibus, concurrere solent; quod argumentum scite exsecutus est *Caesarinus Fürstenerius de Jure Supremat.* Denique *Ratio Status* jubet veluti, consultius esse ei, qui regionem omni suprematu instructam possidet, neque tamen adeo valentem, sed potentiorum multorum arbitrio obnoxiam saepius, ut, omni suprematu relicto, istam in clientelam offerat, quo dein protectione semper frui, ac majori securitate administrare possit. Alioquin facile continget, ut suprematus noceat magis, quam prosit. Reges Boëmiae dudum prorsus sese a nexu Imperii divellere potuissent, ni satius fore putassent, societatem S. R. Imperii non deserere, magis ideo in perpetua fide persistere, quo protectio etiam et tutela Imperialis nunquam deficeret. Ais: protectionem S. R. I. alia ratione acquiri posse, nec opus illico esse, ut fides et devotio promittatur, ac suprematui renuncietur. Sed observandum est, eam consuetudinem in Imperio haud invaluisse, ut protectionem regioni spondeat ac praestet sine ullo commodo. Plane simplex protectionis jus nullam jurisdictionem producit, neque Majestati Imperii convenit, pro pensione veluti et stipendio, quod Teutones vocant Schutz-Geld, alios tueri. Magis protectio Imperialis praestruit vasallagium, aut subjectionem certam, quae istam deinceps progignat. Atque istius rei effectus, quorum primarius prope in jure aperturae et consolida

 tioni

tionis consistit, veri et augustae Imperii dignitati consentanei fructus commodaque aestimantur. Neque ulla in toto Imperii complexu deprehenditur ditio, in quam illud sine fide et devotione advocatiae tantum jus exerceat, ni forte Ducatum Lotharingiae eximere quis velit; quem tamen jurisdictioni etiam, sensu laxiore acceptae, adhucdum Imperii subjacere, nil obstante *Norimbergensi Transactione de Anno* 1542. omnino exstimatur. Conf. *Linm. de J. P. L. V. C. II. n. 3.* Si denique obvertas, Hetruriam, foederibus cum vicinis et exteris gentibus initis, facile conservari, neque adeo Imperii tutela indigere, itemque non ignorare *regulam Juris Gentium*, quae variis casibus *Neutralitatem*, quam vocant suadeat; respondetur, in foederibus ejusmodi parum saepius fiduciae reponendum esse, ac foederatum potentiorem utplurimum commodis magis suis inservire, quam socii, apud quem, complementum pactionis urgere, et parem fructum adipisci non valentem, nil remanere solet, quam vacuae spei, nec accepti, sed erepti lucri tristis recordatio. Deinceps neutralitas ipsa plurimis incommodis laborat et saepius magis expedit, potentiori inter duos belligerantes se conjungere, debita cautione tamen observata. Alioquin enim uterque territorium transit et sub specie innoxii transitus, multa mala incolis parat, quae si dominus vi repellere velit, utrumque facile hostem experitur, saltem, ni palam laedatur, acquiescendo utriusque odium contrahit. Quum econtra alterius auxilio fretus, ejusmodi incommoda melius evitantur. Vid. *Consil. Stat. apud Lunigium P. 1. fol. 1117. seq.*

seq. Plane Magnus Florentiae Dux majorem utilitatem adeptus fuisset, si, in novissimo bello Hispanico, partes Caesareas, exemplo Sabaudi, magis amplexus esset ac Gallorum invasioni vi restitisset. Cujus rei occasione non immerito quaeritur, utrum Magnus Dux jure neutralitatem deligere potuerit? Enim vero ipse confessus est in variis literis, ea de re ad Caesarem Leopoldum perscriptis, caussam belli immediate Imperium non attingere, sed propius Domum Austriacam; deinde sincere adfirmavit, territorium, quatenus Lombardiae fines attingit, munimentis valde destitui, nec subditos, gerendis armis adeo idoneos, quare, ne istud in nimium periculum adduceretur, offensionem hostium deprecatus, alioquin praestatione illius et obsequio libenter promisso, quod ipsimet Rescripto Caesareo paulo ante injunctum fuerat, de quo supra §. *LXX.* Certe Caesar, postquam Andegavensis, una cum adjutoribus, in Comitiis plenis pro publico Imperii hoste fuisset declaratus, Magnum Ducem ad arripienda arma compellere potuisset. Nihilominus Conclusum Comitiorum Germanicorum ad Vasallos Italicos non adeo stricte proferre voluit, sufficere ratus, siquidem Magnus Dux Imperatori *immota religione* adhaereret, hostes a finibus suae regionis arceret atque Caesareos exercitus omni *benevolentia, hospitalitate atque adjumento* (sunt verba rescripti) *prosequeretur.* Cui etiam Rescripto Magnum Ducem paruisse constat: immo, saepius frumenta sive fodrum ac pecunias militares etc. fuisse exactas legitime et solutas, *Rationes et Liquidationes Commissariorum Imper.* evincunt.

LXXIIX.

Ne autem quid in illustrissima illa materia intactum relinquatur, alia adhuc quaestio discutienda. Nimirum constat, duas Mediceae Lineas Domus exstare, quarum una adhuc Principatum obtinet, altera vero, a *Juvenco de Medicis* originem suam derivans, titulo *Principis de Ottajano* utitur. Annon igitur hi Principes de Ottajano, linea regnatrice sublata, succedere debeant? Intelligendum autem est, istam lineam, Principatu Florentino ad Mediceos translato, Literis investiturae, i. e. diplomate Caroli V, non esse comprehensam. Nam ibi solum Alexandri ejusque descendentium, ac, his deficientibus, *proximioris agnati* mentio injicitur, quae dispositio sic accipienda est, ut innuisse censeatur Imperator *proximiorem agnatum*, ex eadem linea, unde Alexander prognatus, descendentem, nequaquam et alteram, ad quam prorsus non respiciebatur. Plane Carolus V. saltem ejectis Mediceis gratiam suam testatus est, uti diploma ostendit. Ii autem, quos Principes de Ottajano appellant, expulsi non fuerant, quum sese negotiis publicis haud immiscuissent, potius alibi commorantes. Ejusmodi literae investiturae et diplomata non adeo largiter explicanda sunt, cum Carolus V. Imperii quoque commodis consulere voluerit, neque casus aperturae existeret facile, si omnes, qui Mediceorum nomen gestant, ad successionem admitterentur. Neque unquam liquet, istos Mediceos jus suum *eventualiter* in Hetruriam declarasse, vel de successione

sione aliquando capessenda fuisse sollicitos. Ubi animadvertendum, in omnibus Imperii Feudis morem certum invaluisse et regulam, quae omnes agnatos arcet, qui in prima, quam adpellant, investitura haud comprehensi sunt, vel, ut prorogatio fieret et extensio, haud petiere, aut impetrarunt.

LXXIX.

Ceterum, ne bona, quae a Magno Duce possidentur, invicem commisceantur, commonendum est, Florentinam et Pisanam terram et reliquas civitates, eo pertinentes, immediate, stirpe Medicea exstincta, ad Imperium reverti ac huic competere facultatem, ditionem vel domaniis Caesareis innectendi, vel alii tanquam Vasallo sub quibuscunque conditionibus concedendi. Quod autem Senensem agrum attinet, is quidem etiam finibus Imperii comprehensus est ac hujus dominio directo supremo obnoxius, neque tamen, casu isto existente, Imperio adquiratur, potius Duci Mediolanensi. Nam, cum ante haec urbs, quae itidem proprio jure ac magistratu utebatur, et Imperio immediate subjecta erat, Vicariis saepius quoque gubernata ac Caesaribus morigera, ni Guelphi praevalerent rebelles, uti ex infinitis Historicorum et diplomatum constat locis, a Carolo V. etiam ad obsequia fuisset reducta, ea conditione, *ut Caesar civitatem ac Rempublicam Senensium in* FIDEM *suam et Imperii acciperet*, teste *Thuano Hist. L. XV.* contigit, ut Caesar istam, titulo beneficiario, filio Philippo II. tanquam Mediolanensium Duci

Duci itemque utriusque Siciliae Regi, traderet. Conf. *id. Thuanus cit. loc.* qui ita de re disserit: *novum Caesar instrumentum confici mandavit, quo ditionem Senensium* JVRE IMPERII *ad se devolutam Philippo filio concessit.* Hic autem Philippus Anno 1557. iterum agrum Senensem Cosmo cessit ac ipsum de eo, dato diplomate, investivit, uti ipse *Auctor script. advers. p. 28. et 29. pr.* testatur, neque unquam a Magno Duce negatum fuit. Hinc liquet, quanta incrementa accedere mox possint Ducatui Mediolanensi potentissimo, qui nunc ex Hereditate Hispanica ad Augustissimam Domum Austriacam pervenit, hac singulari praerogativa eminens, ut ad feminas quoque, deficientibus masculis, transgrediatur, juxta privilegium *Caroli V*, quod apparet ex literis Investiturae, Philippo Anno 1549. traditis, apud *Andlerum Corp. Const. Imp. Tom. II. f. 1364. seq.* ibi: *deficiente vero linea Masculina, succedat et succedere debeat in dicto Mediolanensi Dominio et Comitatibus Papiae et Angleriae cum eorum pertinentiis* FILIA PRIMOGENITA etc. Eadem est ratio Insulae *Ilvae seu Elvae*, quae, quamvis originarie ad Caesaream jurisdictionem pertineat, uti *Thuanus L. V.* refert, tamen a Carolo V. itidem Philippo filio et ab hoc, *partim,* Cosmo I. titulo fiduciario data fuit. Adeo Senae et insula ista invicem cohaerent ac haec in ejus civitatis territorio una cum oppidis, *Monte Alcinoi*, *Poggio Prato*, *Grosseta*, *Soana*, *Pienza*, *Rapolano*, *Radicofano*, *Piano*, *Ischia*, *Cosmopoli*, et *Porto Ferrario* constituta est. Ubi tamen notandum est, *Radicofani* cum *Burgo S. Sepulchri* dominium directum *subordinatum* ad Pontificem Romanum spectare.

LXXX.

LXXX.

Divisione igitur justa et discretione feudorum et subfeudorum Imperialium instituta, apparebit, sequentes ditiones, sublata stirpe Medicea, ad Imperium devolvi: nimirum 1) territorium) *Florentinum*, speciatim consideratum, quod complectitur *Florentiam*, *Pistojam*, *Empolim*, *Filateriam* (de quo oppido pariter ac de *Terra Rossa*, *Lusulo* et *Ricco*, impetrata prius feloniae, commissae ob non petitam investituram, condonatione, Magnus Dux Anno 1701. a Caesare Leopoldo investitus fuit) *Aretium*, *Montem Politianum*, *Cortonam*, *Fiesolam* etc. 2) territorium *Pisanum*, quo continentur ipsaemet Pisae et alia oppida, quamvis incelebria et minuta; 3.) Marchionatum Lunensem, *Lunigi*, qui etiam verum Imperii feudum exstat; 4.) egregium ad mare Mediterraneum portum Liburni, *Livorno*, qui navigationibus et commerciis exercendis maxime idoneus ac insigniter itidem munitus est. Ceterum idem portus, ut antea, liber (Frey-Hafen) permanere debet, juxta *Tractat. Quadrupl. Foeder. Art. V.* Cui rei favor commercii et liberae navigationis, Hetruriae multum commodi adferentis, merito caussam suppeditavit; 5.) Civitatem *Pontremolii*, quae olim ad Ducatum Mediolani pertinuit, emptionis titulo Hetruriae inserta. Vid. *Limn. ad Capit. Ferd. IV. Art. 31. p. 848.* quem excitat *Itter. de Feud. Imp. C. VI. §. 22.*

LXXXI.

Econtra S. Caesarea Majestas Magno Duci facultatem de allodiis, territorio Imperii feudali forsan mistis, testamento, vel alia ratione disponendi haud adimet. Allodiales Procerum quidem Imperii ditiones istius jurisdictioni quoque parent, neque pro *Feudis solaribus*, commento vulgari nixis, haberi debent; a qua Regula nullibi exemta Magni Etruriae Ducis patrimonia, quicquid novissime *Auctor Fecialis Europaei P. II. f. 723.* censeat, praeter bona clientelaria, quibus Florentiam diserte addit, multas adhuc ditiones allodiales Magnum Ducem possidere, a nemine, nisi Deo dependentes; utputa qui scriptor itidem suprematum sibi finxit, minus genuinum, istius indolem ex complexu omnium Regalium ac exercitio perperam dijudicans, Gallico quoque vocabulo, *la Souveraineté*, mirifice, quoad Principes inprimis Italicos abusus. Nihilominus major circa quamlibet alienationem, sicubi obedientia, Imperio debita, maneat illaesa, nec damnum et incommodum hinc emergat, possessoribus istiusmodi bonorum licentia merito tribuitur. Jam autem observandum quoque est, maxime inter allodia distinguendum esse. Plane urbs Florentina ante erectionem Principatus Medicei, pariter ac aliae civitates Imperii immediatae, allodium magis extitit et subjecta pridem fuit, neque adeo proprie Feudis Imperii adnumerari debuit. Ast, Principatu constituto, clientelarem habitum et feudalem induit etiam Tuscia ita, ut omnes illae terrae,

quae

quae tum Territorium Florentinum ac Pisanum constituebant, Alexandro titulo beneficiario tribuerentur; uti supra explicitum fuit, Igitur isti agri omnes pro mere allodialibus haberi nequeunt. Econtra isti fundi, qui ab ipsis Magnis Ducibus, constituto jam Principatu, acquisiti fuere emtione, vel aliis titulis, allodiales facilius existimandi, puta sicubi qualitas patrimonialis adpareat, neque possessores unquam de iis fuerint investiti. Nam, si res in dubio versetur, putamus, ad Feuda Imperialia *Regulam*, de praesumtione pro indole allodiali formatam, haud spectare. Tanta quippe Principatuum beneficiariorum ac Comitatuum copia, cui exiguae saepius particulae patrimoniales interspersae, nullo modo comparantur, dogma illud excludere videtur. Quicquid particulae hae olim praestiterint, sensim tamen clientelarem habitum induerunt sic, ut a feudis aegre jam dignoscantur, postquam inprimis Vasallorum incuria discretionem, Investiturae literis inserendam, vel alia ratione perficiendam, neglexit. Conf. *Diar. Europ. Part. XXV. p. 107. seq.*

LXXXII.

De Thesauro Florentino, qui eximius, non immerito quaeritur, annon, quamvis dominium directum Imperii in Etruriam pateat, de hoc in favorem alicujus Magnus Dux disponere valeat? Enimvero, sicubi adhuc juxta intentionem Potentissimorum Foederatorum (Quadruple Alliance) Carolus, filius secundo-genitus Philippi, Hispaniae Regis, succedere debeat, facile

le quis existimabit, thesaurum quoque ipsi adquiri, cum sequatur territorium, tanquam principale, ni ea de re aliter caveatur. Fac autem: Florentiam instar domanii ad Imperium redire, nonne tunc Gaza quoque devolvetur a Magno Duce, aut ejus posteris non alienanda? Certe censendum est, Magnum Ducem nil hic in praejudicium Caesaris suscipere posse, quum thesaurus maxime ex proventibus provinciae sit comparatus, ac proin pro innexo veluti et accessorio sit habendus, quem divelli et ad extraneum, qui isto forsan contra Imperium deinceps uteretur, transferri, fidei et devotioni, qua Magnus Dux Imperio devinctus, minus conciliaretur. Plane, ut res clarior reddatur, inter genera thesaurorum distingui debet. Alii enim sunt thesauri privati, alii publici et ad splendorem repositi. De illis non quaeritur, nec de gemmis quibusdam, vel apparatu Principis privato; utpute quae omnia ad foeminas quoque solent transire, cum particulas hereditatis allodiales efficiant. Ast de Gazis publicis loquimur, qualis est Medicea. Atque hanc territorio cohaerere ac primogenito accedere, nequaquam Apanagiatis, vel foeminis, jam tum aliquando judicatum fuit, teste *Springsfeldio de Apanag. C. XI. n. 255.* Profecto, si ejusmodi thesaurum, pridem eo destinatum expresse, aut tacite, ut territorio connexus sit, Princeps sine consensu agnatorum alienare nequeat, quorum apprime interest, ipsum conservari, ex reditibus publicis boni publici gratia et ratione necessitatis etiam futurae habita, fuerit conflatus sedulo; neque ejusmodi alienatio et dissectio valebit,

ni

ni consensus domini directi adhibeatur, cujus graviter refert, nec levius hic jus deprehenditur, quam agnatorum. Equidem Medicei, antequam ad Principatum Tusciae evecti fuissent, plures jam opes e mercatura praesertim ac negotio argentario et usurario, quod diligenter exercuerant, collegere. Attamen tum demum thesaurus, qui hodie Florentiae conspicitur, congeri inprimis coepit, postquam gubernatio adquisita. Singulariter autem Ferdinandus M. Dux thesaurum egregie adornavit, utputa qui tantas divitias comparaverat ex reditibus provinciae, ut ultra X. Myriades seu *Milliones*, quos adpellant, pecuniae, neque minus aliquot pretiosorum *Milliones* reliquerit, praeter vasa aurea et argentea aliasque maximi pretii res. Quapropter, quum plerumque istae divitiae beneficio Imperiali debeantur, incongruum foret, plenam de iis statuendi licentiam Magno Duci vindicare.

LXXXIII.

Quum igitur Aula Florentina cognoscet melius Jura Imperii in Hetruriae *Dominium vetus*, de quo nunc quaeritur, ac de iis exactius erit instructa, nil obstabit amplius, cur eadem intentionem S. Caesareae Majestatis, et potentissimorum ejusdem Foederatorum justissimam libenter minus amplectatur, praetensione cujusdam suprematus et independentiae prorsus derelicta. Enimvero ista mature perpendet, quam grave sit, dominium directum, tot actibus probatum, immo ex ipsis Scriptoribus et

 Histori-

Historicis coaevis ac Italis (qui hic magis attendendi, si pro Jure Imperii loquantur, quam monumenta ex Archivo Caesareae Majestatis domestico deprompta) deductum ac genuinis Diplomatibus, utrinque agnitis, sine justa ac sufficiente caussa pernegare et plenam adfectare libertatem. Quo facto id plurimum conducet ad promovendam ac firmandam magis Italici Regni tranquillitatem, omnesque alias dissensiones evitandas. Neque minus obstringet idem S. Caesaream Majestatem atque Imperium ad Magnum Ducem, ejusdem familiam et cunctas feudales regiones subditosque, quibus nexus clientelaris Magni Ducis nil unquam officiet, adversus omnem injustam vim quovismodo tuendos, quandoquidem non ignorant, feudi cujusvis praesertimque Imperii Regalis indolem reciprocam postulare obligationem.

LXXXIV.

Defenso igitur et satis demonstrato Imperii in Etruriam jure itemque effectu totius rei laxius explicito, nil superest, quam ut justissimae S. Caesareae Majestatis ejusque potentissimorum Foederatorum dispositioni et Italiae maximum salutari felicissimum exitum successumque devote apprecemur, sperantes, fore, ut Aula Florentina mature, exactius cognitis argumentis, pro Imperio graviter pugnantibus, caussam praetensi suprematus et libertatis deserat, ac ordinationem futurae successionis S. Caesareae Majestatis arbitrio sapientissimo relinquat, quae sane negotium sic expediet, prouti Majestas Imperii Romano

no

no-Germanici, salusque publica tam Italiae, quam speciatim Hetruriae postulare videbuntur. Certe, cum semel optimum perfectissimae reconciliationi stabiliendae medium placuerit, sicubi Florentiae itemque Parmae ac Placentiae Ducatus Carolo Andegavensi, exstincta Mediceorum et Farnesiorum Ducum stirpe mascula, traderentur, itidem prudentissime jus Imperii clarissimum in istas ditiones fuit reservatum. Nam, ni ejusmodi clausula fuisset adjecta, Imperii Ordines facile de negotio, sine ipsorum consensu et in praejudicium celebrato, conquererentur. Deinde perspectum probe fuit, suprematu Carolo concesso et omni nexu Imperii dissoluto, mox contingere posse, ut hinc gravissimae turbae in Italiae oris oriantur ac Magnus Dux iste aliquando ad Regiam dignitatem sit adspiraturus, qua usurpata, et viribus aliunde adauctis, facile maxima Italici Regni pars occupetur, atque Imperii et vicinorum Principum res in maximum adducatur periculum. Enimvero sat cognitum est, quam superbientes spiritus adquisitio Regii axiomatis soleat instillare et quam noxium foret Imperio et Domui Austriacae, si aliquis inter Italiae Principes ad hujusmodi fastigium proveheretur. Certe Philippum II. Hispaniarum Regem, itemque utriusque Siciliae, atque Mediolani Ducem, Rudolphum II. Caesarem, egregio consilio suggesto, a concessione characteris Regalis, Ferdinando I. Magno Duci subtiliter efflagitata, dimovere fuisse annisum, jam supra fuit commemoratum. Neque *Ratio Status* eadem pati videtur, ut forsan Sabaudiae

diae Duci *titulus Regis Longobardici*, *una* cum portione Ducatus Mediolanensis, a Caesarea Majestate et Augusta Gente Austriaca concilietur, etiam si Dux iste Sardiniae Regnum, nuper pleno jure comparatum, contractu permutationis, moribus gentium itidem frequentatae, veluti celebrato, cedere vellet eoque prorsus semet abdicare. Cui sententiae firmandae accedit, quod Caesar ipsemet Rex Longobardiae conspiciatur, licet coronatio Mediolanensis diu hucusque fuerit intermissa. Quapropter collisio mirifica jurium atque titulorum emergeret, quando in uno regno duo Reges deprehenderentur. Neque facile quis ambigat, quin consultius sit, terras, in continenti sitas solo, ac tam egregie munitas, incolisque ditioribus repletas, omnisque generis fertilitate abundantes obtinere, quam insulam, tot periculis ac piratarum aliorumque hostium incursionibus expositam multisque commodis destitutam, sub potestatem redigere. *Rationes* igitur *Politicae*, hic enumeratae atque exactius ponderatae, tanti extant momenti, ut, quicquid verus et genuinus appareret supremalus Florentinus, et summa de successione statuendi libertas Magno Duci competeret, tamen hic prorsus suo arbitrio, exclusis aliorum consiliis, frustra uteretur. Quis enim Principem prohibebit, quo minus omni modo licito utilitati suae prospiciat atque a damnis metuendis sibi caveat? Idcirco cum vicinus quidam Princeps intuitu successionis quid disponeret, vicino noxium nimisque molestum, hic omnino, ipso *jure Gentium* indulgente, de re conqueri ac vi quoque consilia istius infringere poterit. Atque in omni-

omnibus Principatuum successionibus *Ratio Status* etiam, quae justo et aequo nititur fundamento, spectanda est. Neque apparet, quomodo ipse Rex Hispaniae, vel ejus filius Carolus, successor destinatus, suprematum urgere adeo valeant, cum iste *Foederi Quadruplici* accesserit, atque *Conditiones futurae Pacis* comprobarit. Sicubi ergo ipse Hispaniae Rex, alioquin sat grandes ac domui Austriacae praesertim hujusque juribus, tam manifestis, graviter adversas neque idoneis argumentis suffultas, a *Ratione Status* quoque, hoc aevo orbi Europaeo accepta, longe remotas, quas vocant, *Praetensiones* adhucdum excitans, conditionem optimam et maxime necessariam successionis Florentinae negotio adjectam, non detrectet, nec detrectare debeat, quum alias reliquorum *Pacis Capitum* expeditio interpolabitur adeoque in Italiae regionibus praecipue violentae prorumpent dissensiones; cur, quaeso, Magnus Dux de propositione illa conquereretur, cujus magis refert, successorem adipisci, Imperii beneficiarium, quam conatibus istius determinationi, itemque Regum Foederatorum, sincerae et ad praesentem rerum statum insigniter accommodatae intentioni repugnantibus, aliquid excitare, quod Tusciae nobilissimam provinciam atque subditos ad summam calamitatem protrahere possit, ac universae Italiae quietem profligare. Certe Domus Austriacae plurimum interest, publicam ibidem tranquillitatem conservari, cum tot potentes et validas regiones Italicas possideat, insigni Senensis Territorii accessione aliquando augendas. Unde merito de mediis ido-

U neis

neis eadem cogitat, quibus fieri possit, ut successio Florentina sic definiatur, ut non solum Imperii juribus prospiciatur, sed quoque propria commoda promoveantur, quorum perpetua incrementa illorum indoli magis conveniunt, quam si exteri Principes, Imperio ante non subjecti, vel alio ullo nexu devincti, et ceteroquin aliena potentia freti, neque Germaniae salutem nimis curantes, gubernatione amplissimae regionis Italicae instruantur. Quae ratio itidem efficit, ut existimetur, satius aliquando fore, sicubi Parmae ac Placentiae dominia ad veterem Mediolani dominationem regrediantur.

FINIS.

DO-

DOCUMENTA.

A.

Tenor compositionis inter Carolum IV. Regem Romanorum, et Florentinos an. 1355. initae: ex SCIPIONIS AMMIRATI hist. Flor. L. XI. p. 571. ed. Florent. 1647. f.

ESsendosi dunque gli ambasciàdori stretti con Cesare, dopo molte contese, per le quali egli proruppe ad ira grandissima, fu conchiuso l'accordo conquesti capitoli. Che Carlo Re di Boemia, elètto Imperadore cassàva, e annullàva tutte le sentenze, et condennagioni, le quali per addietro fossero fatte ò pronunziàte contro la città, cittadini, et comùne di Firenze, et suoi contadini; et contra i conti da Battifolle, da Doàdola, da Mangona, et da Vernia per gl' imperadori Romani, et re de Romani suoi antecessori, et tutti et ciascuno intero restituiua ne suoi honori, giuridi ioni, et domini personàli et reali. Che' l comùne, popolo, città, contàdo, et distretto di Firenze si reggesse secondo gli statùti, et le leggi municipali, e ordinamenti consuèti del detto comùne, con facoltà di poterne fai di nuouo, i fatti approuando, et confermando assolutamente, et quelli da farsi, in quanto le comune leggi espressamente non li riprouassono. Che i priori dell' arti, et gonfaloniere della giustizia, che sono, et che per i tempi saranno all' vficio del prioràto, sieno irrevocabili suoi vicari, il tempo della sua vita. I Sindaci dall' altro canto à voce, e à nome della Repùblica douessono à lui in pubblico far la sommessione, et l' vbbidienza, riconoscendolo per vero eletto imperadore. Che per tutto ciò che obbligàti fossono per li tempi passàti infino al presente à lui, e à tutti suoi antecessori, per qualunque ragione, ò cagione dire ò nominar si potesse, et per tutte le terre, che il detto comùne

 tiene,

tiene, e hà tenùte in suo contàdo, et distretto, promettessono per tutto, agosto primo, in quattro paghe fiorini cento mila d'òro, che ogn' anno del mese di marzo douessono dare al detto imperadore Carlo, alla sua vita solamente, quattromila fiorini d' òro, per compensazione di censo, in quel che le città di Toscàna fossero tenute di ragione all' Imperio, e oltre acciò per tutte, et singule quelle cose, le quali il detto comune per se, et per lo suo contàdo, et distretto dire si potesse, che all' Imperio fossono ad alcuna cosa obbligàti. Volse che i banditi e èsuli dalla città di Firenze, per hauer adherito, ò ubbidito à Arrigo imperadore fossero rimessi, con godere delle cose loro, non gli liberando da altri bandi ò condennagioni, caso che ne hauessero per altro Che non impedirebbe il comùne et popolo di Firenze nel gouerno della città, castelli, tèrre, et luoghi che possedeua, gouernaua et custodiua in tutto ò parte; Nè à richiesta d' altri gli pigliarebbe l'armi contro, ò sarebbe di potenza; come non farebbe nè anche precetti penali, perche rilasciassero ò restituissero; ma amministrerebbe giustizia con citazioni, et sentenze; et tutto volse che non s'intendesse in pregiudizio delle tèrre et luoghi che il comùne di Firenze teneua in pegno dagli Aretini, a'quali rendendo il danàro fossero restituite. Questi furono i capitoli stipolàti tra Cesare e Fiorentini, pubblicàti il ventunesimo giorno di marzo nel duomo di Pisa.

B.

Tabulae foederis inter Rupertum Regem Romanorum ac Florentinos initi: ex MARTENII Thes. anecd. T. I. p. 1662.

PUncta tractatus inter serenissimum Principem, *Dominum nostrum Regem Rupertum*, et ambassiatores Florentinos.

Inprimis serenissimus princeps *Dominus noster Rex*, pro expeditione celeriori principum, procerum, baronum, et militum secum ducendorum in Italiam, vult dono *a Florentinis*

tinis servitoribus suis fidelissimis ducenta millia ducatorum, cum quibus possit intrare Italiam, in exterminium comitis Virtutum, et pro honore imperii et *favore suae fidelissimae civitatis Florentinae*; de quibus quidem ducentis millibus ducatorum, vult in *Abinania* (. Allemania) valorem centum decem millium ducatorum, quos ipse dominus Rex reperiat a mercatoribus Alamannis, vel ab aliis: quibus mercatoribus, dicti *Florentini servitores sui* teneantur facere promissionem, de solvendo in civitate Venetiarum, dicta centum decem millia ducatorum, sub conditione, ut infra dicetur.

Item, quod dicti Florentini reliquam summam dictorum ducentorum millium ducatorum dare debeant dicto domino Regi, videlicet ducatos nonaginta millia in dicta civitate Venetiarum, vel alibi, ubi commodius et habilius fuerit domino Regi et Florentinis, pro satisfactione stipendiariorum, ad duos menses proxime futuros, incipiendos a die primae solutionis vel promissionis faciendæ dictis mercatoribus, videlicet cum dictus dominus noster rex fuerit in Italia cum felici exercitu suo, ad invadendum territorium comitis Virtutum hostiliter et potenter, exclusis dolo et fraude.

Item, quod dicti Florentini, in casu necessitatis, pro tribus mensibus teneantur mutuare dicto domino Regi, usque in summam ducentorum millium ducatorum, mutuandorum de mense in mensem, prout pro rata contingit, de quibus quidem ducentis millibus ducatorum dictus dominus Rex teneatur et debeat facere et praestare idoneam cautionem de restituendo ad terminum, de quo concordes fuerint, dictis Florentinis.

Item, quod dictus dominus Rex concedat in forma petita, et de quo majestati suae . . . coperiam, privilegium dictis Florentinis, videlicet toto tempore vitae suae duntaxat, ita tamen, quod dictus dominus noster habeat censum annuum . . . . . . juxta quantitatem et qualitatem, prout Florentini secum concordabunt.

Item, quod promissio facienda, ut supra dicitur, per

 Flo-

Florentinos, fiat ſub iſta conditione, ſi et quantum dictus dominus noſter rex tranſeat in Italiam, anno praeſenti, et habeat terminum ad tranſeundum in Italiam a die, qua pecuniam receperit, ſeu promiſſio facta fuerit mercatoribus, ad unum menſem cum dimidio, tunc proxime futurum, ſalvo, quod ſi mors, quam Deus avertat, invaſerit eum, ut eſſet in itinere praeparatus cum dicto exercitu, quod tunc in eo caſu promiſſio libera ſit et firma, videlicet quod Florentini amittant pecuniam, et dominus Rex, quod ſimiliter Deus avertat, perſonam.

Item, quod dominus noſter rex teneatur et debeat, pro poſſe delere ſtatum, et dominium dicti comitis Virtutum, et eum totis viribus ſuis perſequi, et ipſam civitatem Florentinam, commune, et populum Florentinum manu tenere in libertate ſua, ſtatu et donatione (l. *dominatione*) conſervare.

C.

Privilegium Ruperti Romanorum Regis Florentinis conceſſum an. 1401. ex Mſc.

RUpertus ad perpetuam rei memoriam. Decet Regiam Majeſtatem qualitatem reſpicere *ſubditorum*, et illos propenſiori gratiae munere proſequi, quos devotionis et fidei conſtantia et toleratione laborum viderit plus mereri. Conſiderantes igitur dilectos filios, *populum et communionem Florentiae*, ſuper omnes Italiae populos erga S. S. Rom. Imperium, ad cujus apicem Deo dante, ſicut ordinati ſumus, ſic intendimus pervenire, *ſemper ſe fideliter habuiſſe*, Regibusque Roman. et Imperatoribus legitime conſtitutis, juſteque proſequentibus caeptae *devotionis officium, et obedientiae debitum* praeſtitiſſe, nec non et imperii jura ſingulariter conſervando, ſuae libertatis theſaurum inaeſtimabilem, non animi magnitudine ſolum, ſed multo omnium expenſarum

rum

rum onere, profusioneque sanguinis defendisse, non videmus cui justius omnis favor, cuique convenientius omnis gratia debeatur. Quamobrem attendentes omnes illius populi vires et potentiam robur imperii, et fortitudinem nostram esse, terras omnes atque civitates, propugnacula, villas, provincias, et castra, quae per dictum populum et commune tenentur, reguntur et gubernantur, quaeve possidentur, aut cum eis aliquo subjectionis foedere inclusa sunt, aut quae ex contractu, vel quasi contractu quopiam, testamento, codicillis, donatione tam mortis, vel inter vivos aut aliqua alia ultima voluntate, vel inter vivos titulo, quae omnia tenore praesentium, ex certa scientia *confirmamus et approbamus*, ad dictum populum et commune quomodolibet pertinerent, aut pervenissent, sive in quibus populus, et commune praefatum jus, custodiam vel jurisdictionem, aut praeeminentiam habet, et ad praesens dignoscitur obtinere, maximeque civitates, provincias, castra, terras et loca, quae nominatim inferius describentur, eidem populo communique Florentiae *regiae majestatis auctoritate*, animo deliberato, et sano principum, procerum et baronum nostrorum accedente consilio, et consensu, et ex certa scientia libere donamus, concedimus et largimur, cum omnibus eorum juribus, et pertinentiis, curiis, territoriis, et comitatibus, atque districtibus, hac edictali nostrae benignitatis epistola, perpetuoque rescripto jubentes, declarantes et decernentes, ea omnia ad eundem populum, et commune jure plenissimo pertinere, etiamsi feudalia forent, vel aliquo tempore fuisse feudalia dicerentur, aut dici possent; non obstante, quod ad nos vel praedecessores nostros, vel ad divas augustas, vel *in fiscum, aut imperialem, vel augustalem mensam, vel cameram essent, vel dici possent quomodolibet devoluta*, vel etiam specialiter assignata, ea omnia de plenitudine potestatis, et omni via, ratione vel jure, quo melius et validius possimus, praelibato populo, et communi, jure plenissimo concedentes, volumusque *cuncta Regalia tributa, pedagia*

dolibet deputandos, regi et gubernari debere, secundum formam statutorum et ordinamentorum dicti populi, et communis nunc vigentium, vel quae imposterum ederentur, quae statuta et ordinamenta, et omnes alias quascunque leges municipales, dicti populi et communis Florentiae, tam editas, quam edendas cum mutationibus, et correctionibus, quas faceret, vel fecisset dictus populus et commune, confirmamus, et approbamus, jubentes eas habere plenissimam roboris firmitatem. Caeterum cum rerum experientia doceat, nobiles viros, *priores artium et vexilliferos* justitiae, populi et communis Florentiae, qui nunc sunt, vel imposterum in officio praesidebunt, toto tempore, quo talis eorum duraverit magistratus, tam in civitate Florentiae, quam in civitatibus, provinciis et locis supra concessis, ac etiam proxime nominandis, *regios et imperiales vicarios nostros, et imperii S. irrevocabiliter et generales constituimus*, facimus et ordinamus, cum administratione plenissima, committentes eisdem plenissime vices nostras *toto tempore vitae nostrae, nec non et in perpetuum, donec forent expresse per successores* nostros, legitime tamen intrantes, nominatim et *specialiter revocati*, statuentes et ordinantes, quod dicti priores, et vexilliferi, vicarii nostri, vel aliqui alii rectores, et officiales ad regimen dictae civitatis, et locorum eidem tenore praesentium concessorum, cogi non possint, aut debeant, alibi reddere de suae administrationis officio rationem, quam in civitate Florentiae, et coram judicibus, magistratu, vel syndicis per eundem populum, et commune deputatis ad hoc, vel imposterum deputandis, et non alibi, vel per alios quoquo modo. In quorum omnium signum, firmitatem, et robur nobilem virum Bonacursum, quondam Neri de Pictis, syndicum dicti populi et communis, ut publice constat manu Petri Serperi de St. Miniate Florent. notarii publici pro ipso communi Florentiae recipiente, et ipsum populum et commune in persona dicti Bonacursi *per annuli traditionem, de praedictis omnibus investimus*, auctoritate regia supra dicta et de plenitudine potestatis ex certa scientia, et proprio nostro motu, et omni via, jure nostro, et modo, quibus magis et me-

X lius

lius possumus et valemus, nomina vero dictarum civitatum, terrarum et provinciarum, et ipsarum designationes sunt haec: videlicet civitas Aretii, cum omni suo solito et antiquo comitatu atque districtu, civitas Pistorii et civitas Vulterra etc. cum omnibus eorum solitis et antiquis comitatibus atque districtibus, provincia vallis Nebulae, provincia vallis Arianae, provincia vallis Arni, inferiore, terra Barglie et sumae Coloniae, cum pertinentiis ipsarum, terra S. Miniati Florent. cum omni antiquo suo comitatu atque districtu, et specialiter cum communi et castro Collis longae terrae, provinciae Florent. in partibus Romandiolae, et omnia, quae in dicta provincia Romandiolae, vel Massae Trebariae fuissent dicto communi Florentiae relicta vel concessa, seu in quibus eis esset jus aliquod constitutum aut quomodolibet pertineret, omnes terrae quae tenebantur, vel essent alieni juris, vel aliquorum de Waldinis ; . . . aut aliquo vel aliquibus de progenieque de Petra mala quae terrae forent in alpibus montibus, aut vallibus sive planis provinciae Tusciae, quarum omnium nomina habeantur pro expressis, et declaratis: terrae quoque collis Vallifelse St. Cemniani, Martiani, Planiciei Aretii, Coretii, Castellionis Florentini, Montis politiani, Valiani, Sillani, Tapolis, Montamine, Anglaris, Fogani, et Fucignani addicitur Eucignano, Darezo et omnes terrae et loca, quae fuissent dicto populo vel communi relictae, submissae, vel aliquomodo concessae, vel alteri pro ipso populo vel communi recipienti, et seu dicto populo et communi tam in partibus Cisentini, quam in provincia Romandiolae, Massaeque Trebariae, vel alibi in partibus circumstantibus, vel quae ad ipsum populum et commune forent jure quopiam devolutae, et generaliter omnia alia et singula, quae per dictum populum seu commune tenentur seu possidentur, reguntur et gubernantur, et in quibus habent jus aliquod, custodiam, jurisdictionem, vel praeeminentiam, quoquo modo mandantes atque jubentes eis et cuilibet ipsorum et ipsarum et hominibus, personis et incolis eorundem, et ipsarum praedictis *nostris vicariis populoque et communi Florentiae tanquam nobis in omnibus pareant* et intendant sub poenis et conditionibus ordinandis

dinandis seu ordinatis per ipsum populum et commune Florentiae, Nulli ergo hominum liceat hanc nostrae donationis, concessionis, largitionis, ordinationis et gratiae paginam infringere, aut ei quovis ausu temerario contraire sub poena indignationis nostrae gravissimae, quam qui secus attentare praesumserit, se cognoscat illico incursurum, et sub poena mille marcarum auri purissimi, in quas illos qui quavis temeritate contra fecerint, sive venerint, irremissibiliter incurrere decernimus et jubemus, et eandem ab eis totiens, quotiens contrafactum vel contraventum extiterit, exigi volumus et committi, et medietatem dictarum marcarum nostri Regalis, seu Imperialis aerarii sive fisci, et partem residuam injuriam passorum usibus applicari decernentes ex nunc de plenitudine Regiae atque Caesareae potestatis irritum et inane, quodcunque in contrarium a quocunque fuerit attentatum, Praesentes quoque litteras *nostras sive praesens privilegium durare volumus toto tempore vitae nostrae, et ad beneplacitum Imperii, et donec per successores nostros legitime intrantes expresse et specialiter fuerit revocatum.* Decernimus quoque, committimus et mandamus, quod mox, ut fuerimus Imperiales infulas assecuti, Imperiales nostrae fieri debeant confirmatoriae praedictorum. Et ex nunc intelligantur data et concessa praedicta, vel in minimo non mutata, etiam absque alia aliqua requisitione, vel . . . nobis vel nostro Cancellario facienda. Testes hujus rei sunt venerabilis Fridericus Archiepiscopus Coloniensis, Imperii per Italiam Archi - Cancellarius. Illustres Ludovicus Comes Palatinus Rheni et Bavariae Dux. Carolus Dux Lotringiae. Nobiles Philippus Nassau et Suraponte. Emilius de Leiningen, Regalis nostrae curiae Magister. Gerhardus de Kirberg. Fridericus de Mörse. Jo. Frid. de Leiningen, Comites spectabiles. Sigehardus de Winsperg. Eberhardus Pincerna de Erpaden Senior, Barones. Honorabiles Conradus de Hirtzhorn, St. Stephan. Moguntinensis, Wilhelmus beatorum apostolorum Coloniensium ecclesiarum praepositi, Magister Nicolaus Perwin, sac. paginae professor. Strenui Wipertus de Helmstat Senior, Johann. de Hirtzhorn, Johannes Camerarius de

Talburg, Schilling de Fillig. Henricus de Dadenberg. Sifridus de Lapide, milites, nec non quam plures alii nostri et Imperii nobiles et fideles, Harum sub Regiae nostrae Majestatis sigilli appensione testimonio literarum, datum Moguntiae die quarta mensis Julii Anno Domini MCCCC. primo, regni vero nostri anno primo. Ego Rabanus Episcopus Spirensis, regalis aulae Cancellarius, vice Reverendissimi in Christo Patris Domini Joannis Archiepiscopi Moguntini per Germaniam Archicancellarii recognovi.

D.

Extractus ex instrumento Pacis Blesiis initae inter Maximilianum I. et Ludovicum XII. Regem Galliarum, die 22. Septembr. 1504.

QUod Maximilianus Rom. Rex, contra Sabaudiae et Ferrariae Duces, Montisferrati, et Mantuae Marchiones, Dominium Florentinum, communitates Senensem, et Lucensem etc. nihil faciet aut attentabit, nisi superioritatem, honorem, et obedientiam, quam ipsi debent Suae Majestati, et Sacro Rom. Imperio, denegaverint. Item: Ad serenissimi, et christianissimi regis Francorum petitionem, et instantiam, serenissimus Rom. rex vult indulgere et indulget, per praesentes, duci Ferrariae, marchionibus Montis ferrati, et Mantuae, Florentinis, Lucensibus, Senensibus, et domino Alberto de Carpi, et Ioanni Petro de Gonzaga, omnia quae ab eo die et tempore, quo christianissimus rex Carolus, novissime defunctus, primum ingressus est Italiam, usque in hunc diem, contra suam majestatem, tanquam Rom. regem, et sacr. imperium commiserunt, aut quovis modo committere potuerunt etc. et quod ipsi deinceps Rom. regi et sacro imperio, sicut ceteri subditi, obedientes, subditi et dediti esse debeant, et teneantur. Et si de caetero in his, quae Rom. regi, et sacro imperio exhibere tenentur, rebelles et minus obedientes erunt, aut aliquod aliud contra eum committent, quod tunc unusquisque Rom. rex aut imperator eos, secundum viam, ordinem, aut legem imperii punire

punire possit, et in isto, neque in aliis quibuscunque principatibus, communitatibus, civitatibus, provinciis, dominiis, et jurisdictionibus totius Italiae etc. quae Romanorum regi, aut imperio quovis modo spectarent, nullus rex Franciae unquam Rom. regi, aut imperatori, neque imperio, aliquod impedimentum inferre, neque praefatis, aut aliquibus contrariis, aut rebellibus imperii, adjumentum directe neque indirecte dare, sed de his omnibus penitus abstinere velit et debeat.

E.

Diploma Rudolphi I. Regis Romanorum, quo Johannem de Avesnis vicarium imperii per Thusciam constituit ex Thesauro anecdotorum MARTENII T. I. p. 1192.

Rudolphus Dei gratia Romanorum rex semper augustus, universis archiepiscopis, episcopis, abbatibus, et aliarum ecclesiarum praelatis, principibus, nobilibus, comitibus, civitatibus, communitatibus, universitatibus, oppidis, castris et villis, et personis singularibus quibuscumque, in partibus Tusciae constitutis, gratiam suam et omne bonum.

Commissiones seu procurationes quascumque honorabili viro Rudolpho electo Salzburgensis ecclesiae, imperialis aulae cancellario, in bonis, possessionibus, reditibus, proventibus, civitatibus, castris, munitionibus, jurisdictionibus, nec non in aliis, in quibus mandatum requiritur speciale, de terra Tusciae per nos factis, in omnibus suis articulis expressius revocantes, ad notitiam vestram cupimus pervenire: quod nos spectabilem virum JOHANNEM de AVESNIS comitem Haynnoniae fidelem et familiarem nostrum dilectum constituimus, facimus et ordinamus, *nostrum et Romani imperii in partibus Tusciae vicarium generalem*, et insuper procuratorem et nuntium nostrum ad exigendum, petendum, et recipiendum nostro & ejusdem imperii nomine fidelitatis, homagii, et servitii nobis debiti sacramenta, a quibuscumque personis, vel locis, nobis in eisdem partibus Tusciae eadem debeantur, et ad petenda & recipienda bona, posses-

ſiones, reditus, proventus, civitates, caſtra, munitiones, jurisdictiones, et jura quocumque nomine cenſeantur in eisdem partibus Tuſciae pertinentia ad nos, et imperium ſupradictum, et ad ordinandum et diſponendum de ipſis quicquid ſibi videbitur expedire, et judices et officiales conſtituendum in negotiis et cauſis quibuscumque, ſicut nos ipſi eosdem conſtituere poſſemus, ſi praeſentes eſſemus, et ad ſtatuendum, tractandum, et faciendum in praedictis partibus Tuſciae, omnia et ſingula quae verus et legitimus vicarius, procurator et nuntius, plenum mandatum et liberam adminiſtrandi poteſtatem habens a nobis, facere poteſt, et debet, de conſuetudine vel de jure, in illis etiam caſibus, in quibus mandatum requiritur ſpeciale. Sententias etiam, bona, poenas, et multas, tam in cauſis criminalibus, quam pecuniariis, et aliis quibuscumque, quas idem, vel conſtituti ab eo judices, officiales vel executores tulerint, impoſuerint, vel exegerint, ratas habebimus, et faciemus, domino concedente, inviolabiliter obſervari. Damus praeterea praedicto comiti plenam et liberam poteſtatem et ſpeciale mandatum, rebelles et indevotos, ſi quos (quod avertat altiſſimus) in partibus Tuſciae repererit, qualiscumque conditionis extiterint, privandi feodis, caſtris, terris, gratiis, libertatibus, diſtrictibus, privilegiis, juribus, et jurisdictionibus quibuscumque, quos, quas, vel quae iidem tenere ab imperio dinoſcuntur. Nos quoque gratum, ratum, et acceptum habebimus, quicquid per dictum vicarium, procuratorem et nuntium noſtrum actum, et geſtum, ſtatutum, judicatum, et ordinatum fuerit in praemiſſis, et circa praemiſſa, vel quaelibet praemiſſorum.

In cujus rei teſtimonium, praeſentes literas fieri, et pendenti ſigillo noſtrae regiae majeſtatis, in evidens teſtimonium praecepimus communiri.

Datum Friburgi, Kal. Maji, indictione XII. anno Domini MCCLXXXIV. regni vero noſtri anno XI.

F. Ta-

F.

Tabulae, quibus Bonifacius VIII. Carolum Andegavenſem, nomine Imperii, paciarium in Thuſcia conſtituit: ex RAYNALDI continuat. Baronii ad an. 1301.

VEnerabili fratri Portuenſi Epiſcopo.

Cum nobilis provincia Tuſciae multis foret confoſſa doloribus, guerrarum concitata diſſidiis, civilibus bellis licentiae laxatis habenis, ac deformata ruinis, decuit nos ad animarum, corporum et rerum vitanda pericula, in ipſa proſequi vias pacificas, et ad unitatem reducere diſſentientes, ne ſe mutuo lacerarent, impeterent, ac moleſtarent injuſte; ut tam nobilis tantaque provincia in tabernaculis fiduciae requieſceret, et in pacis dulcedine habitaret; et per hoc in ea purgaretur haeretica pravitas, cohiberetur praedonum audacia, honoraretur ſancta Romana eccleſia, et fidelium devotio nutriretur. Ad nos namque relatio fide digna perduxerat, quod nonnulli de dicta provincia cum malitiae ſuae conſciis, atque conſortibus habentes de ipſius turbatione pruritum malignitatis ſuae, in favorem noſtrorum, et Apoſtolicae ſedis rebellium, ſuos illicitos conatus moliebantur extendere, ut non cuiquam ſua confirmaretur juſtitia, non cuiquam ſtatus ſuis debitus meritis ſervaretur. Vnde cum fratribus noſtris, habita deliberatione matura, *attendentes quod Romanum vacat imperium*, cujus ad nos, praeſertim hoc tempore pacifica conſervatio dignoſcitur pertinere; dilectum filium, nobilem virum *Carolum*, natum clarae memoriae Philippi Regis Francorum, comitem Andegavenſem; de cujus ſtrenuitate, armorum experientia, et bonitate confidimus; *conſervatorem pacis in ea parte ipſius Thuſciae, quae praedicto imperio ſubjacet*, de fratrum eorundem conſilio duximus deputandum. Qui provinciam ipſam potenter et prudenter ingreſſus, hujusmodi commiſſum ſibi paciariatus, ſeu conſervandae pacis officium, divina ſibi aſſiſtente virtute, coepit laudabiliter exer-

exercere: ita quod devoti et fideles ecclesiae saepe dictae, de ipsa provincia habere poterunt, dante domino, bonum statum, eruntque Prava indirecta, et viae asperae planabuntur. Verum, ut haec salubrius et efficacius impleantur cum quiete ac pace, te, de cujus legalitate, bonitate, circumspectione, et experientia matura confidimus, ad partes easdem providimus destinare, in eadem provincia nostra tibi auctoritate concessa; per cujus dictus comes favorem protectus, directus consilio, et maturitate adjutus, commissum sibi officium, juxta beneplacitum divinum et nostrum, cum moderatione, ac mensura, tranquillius et utilius possit debitae executioni mandare.

Quocirca fraternitatem tuam rogamus, monemus et hortamur attente, per apostolica tibi scripta mandantes, quatenus te celeriter accingens, et ad partes illas personaliter festinus accedas, et ad ea, quae comiti memorato commisimus efficaciter promovenda, et laudabiliter consummanda in provincia saepe dicta per te et alios, de quibus expedire videris, ipsum solerter inducas, et tam tu, quam ipse vestra studia convertatis ad seminandum in ea semen charitatis et pacis: ut sedatis guerrarum et dissensionum turbinibus, qui nimis invaluerunt ibidem, provincia ipsa tot impulsibus agitata, quasi post noctis tenebras, floridum diei lumen adspiciat; post glaciei frigus hyemis, aurea sibi tempora, et serena succedant, in quibus afflicti non solum temporalem laetitiam, sed aeternam, auctore domino, consequantur, contradictores et rebelles auctoritate nostra per te, vel per alium, seu alios, per spirituales poenas, appellatione postposita, compescendo etc. Datum Laterani VI. non. Decembris anno VII.

G.

Absolutio Civitatis Florentiae, confirmatio privilegiorum, et familiae Mediceae pro ducibus Florentiae constitutio, ex MIC.

CArolus quintus augustus, divina favente clementia Rom. imperator, ac Germaniae, Hispaniarum, utriusque Siciliae, Hye-

Hyerusalem, insularum Balearium, fortunatarumque, et magni orbis Indiarum etc. rex, archidux Austriae, dux Burgundiae et Galliae Belgicae dominus etc. Ad perpetuam rei memoriam recognoscimus, et notum facimus tenore praesentium universis; Postquam summa Dei opt. max. benignitate et clementia, Romani imperii cura nobis commissa est, summum semper nostrum studium fuit, ne quid damni, aut incommodi, nobis imperantibus, respublica pateretur. Hinc relicta Hispania, ea potissimum ratione in Italiam venimus, ut ab his, quibus assidue vexabatur, malis, eam liberaremus, pacemque illi atque otium, pro bellis et seditionibus concederemus, nostroque animo, ac voluntate illa perspectis, cum depositis armis, ad nostram, et Romani imperii devotionem, atque amicitiam facile advenerint, una tantum Florentia excepta, quae nonnullorum perditorum hominum consiliis, atque artibus, praeterquam quod nobis absentibus arma in nos, et Romanum imperium ceperat, regnum nostrum Neapolitanum, et sanctae Romanae ecclesiae, cujus nos advocati sumus, ditionem, armis infestaverat, nobis quoque praesentibus, animo nostro non satis perspecto, legionibus nostris portas hostiliter occludere, urbem munire, seque intra moenia continere, *atque nostram et Romani imperii auctoritatem contemnere praesumsit*, ac nos, qui non ad perdendam, sed ad servandam eam urbem veneramus, quique a pristino nostro de pacanda Italia instituto, non recesseramus, tantum militibus nostris imperavimus, ut tamdiu eam obsidione premerent, quousque facti poeniteret, *ad nostramque, et Romani imperii devotionem veniret*, Cumque post longam obsidionem sese nobis ea lege dederit, *ut nos ejus regimen, gubernium, et statum, arbitrio nostro disponeremus, atque ordinaremus:* nos eam civitatem in deditionem acceptam, tametsi ex causis super narratis, et quam multis aliis legitimis rationibus *omnibus privilegiis, quae a majoribus nostris Romanis imperatoribus ac regibus et sacro Romano imperio majores* sui obtinuerunt, *de universoque ejus dominio, atque statu, tanquam ad nos et Romanum imperium devoluto, arbitrio nostro disponere jure nobis licuisset.* Cupientes tamen, ut ipsa quoque civitas clementiam nostram experiatur, favore

etiam atque intuitu beatiſſ. patris noſtri Clementis VII. pontificis maximi, qui tanquam ejusdem reipublicae ſalutis, quietis, et libe.tatis ſtudioſiſſimus, pro ea intercedere dignatus eſt, motu proprio, et ex certa noſtra ſcientia, firmo et deliberato animo, non per errorem, aut improvide, ſed ſano *principum, baronum, comitum, procerum, atque aliorum noſtrorum et Romani imperii fidelium dilectorum* ad hoc accedente conſilio, et de noſtra imperialis poteſtatis plenitudine, eidem reipublicae Florentiae, quidquid in his omnibus ſupra dictis, et alias quomodocunque contra nos, et Romanum imperium commiſit, tenore *praeſentium remittimus, eamque in noſtram et Romani imperii gratiam recipimus*, reponimus, reſtituimus, et reintegramus, ac ſi ea nunquam per ipſam commiſſa forent. Decernentes ac volentes, ut dicta civitas Florentina, ejusque cives, incolae, et ſubditi, hujus gratiae, et indulti noſtri vigore, ejusque beneficio, omnibus privilegiis, gratiis, exemptionibus, et libertatibus per totum Romanorum imperium, et ubique locorum, et terrarum utantur, fruantur, et gaudeant, quibus, antequam a devotione noſtra recederent, utebantur, fruebantur, et gaudebant, absque ullo impedimento vel contradictione. Praeterea cum ſummi pontificis tantum valeat apud nos authoritas, ut nihil illi negare velimus, ejus favore atque intuitu, utque Florentini ſuae ſanctitatis et noſtram benignitatem et gratiam magis ac magis agnoſcant et amplectantur, eisdem motu, ſcientia, animo, authoritate et poteſtate praedictis, *omnia et ſingula privilegia, jura, conceſſiones, exemptiones, libertates, gratias et indulta Reipublicae Florentinae* a majoribus noſtris Romanis Imperatoribus et regibus conceſſa, et conceſſas, quibus, antequam a noſtra et Romani Imperii fide ac devotione recederent, utebantur, in omnibus ſuis articulis, punctis et clauſulis, ac ſi his noſtris de verbo ad verbum eſſent inſerta, *confirmavimus, ratificavimus, approbavimus* ac tenore praeſentium confirmamus, ratificamus, approbamus, hisque univerſis robur et authoritatem noſtram impertimur: ipſamque rem publicam Florentinam cum Regimine a nobis inferius diſponendo, in noſtram et Romani Imperii gratiam, tuitionem, protectionem, et ſalvam guardiam ſuſcipimus et aſſumimus,

mimus, susceptamque et assumptam esse dicimus, decernimus et declaramus. Cum autem ad perpetuam hujus reipublicae Florentinae *libertatem*, *pacem*, *quietem et tranquillitatem*, *utque in nostra et Romani imperii devotione perpetuo* maneat, supersit, tum ratione Imperialis nostrae dignitatis et authoritatis, ad quam spectat rerum publicarum salutem et pacem curare, tum vigore conventionis inter ill. Ferdinandum Gonzagam pro nobis intervenientem, et ipsam rempubl. Florentinam, cum deditionem faceret, firmatae ejusdem reipubl. *regimen*, *gubernium*, *et statum disponamus et instituamus*, et pro solito instituto nostro nihil aliud quam ejus et universae Italiae salutem, pacem, quietem, et libertatem quaeramus, animadvertentes rempublicam ipsam, veluti et alias complures, ejus esse naturae atque ingenii, ut sub hujusmodi regimine et magistratu, in quo esset unus, cui ejus praecipua cura incumbat, longe melius ac felicius regatur et gubernetur, quam ubi res et populares magistratus defertur, quodque quamdiu ill. Mediceorum familia, quae diu suo merito in ea republ. floruit tanquam caput regiminis supremum illius curam habuit, tum vere et publ. et privatis opibus floruisse, multumque et rei et dignitatis illi accessisse; contra vero ubi aemulorum malitia atque invidia ab ea authoritate illa dejecta extitit, resque ad popularem factionem delata est, tunc omnia, quod novissima haec calamitas et illius dominii devastatio facile testantur, publica atque privata corruisse, et ad eam usque miseriam redacta esse, ut nisi beatissimus Pontifex ac nostra Clementia illi succurrisset, de ejus dominio ac libertate actum esset.

Cupientes ejusdem reipubl. saluti, libertati, quieti et tranquillitati optimi consultum esse, atque universali Italiae pacem stabilire, *nostramque et Romani Imperii dignitatem et authoritatem*, *ut tenemus*, *conservare*, ne res iterum ad popularem factionem devenire, et propterea dominium atque libertas dictae reipubl. periclitari et opprimi valeat, eisdem motu, scientia, animo, consilio, et auctoritate praedictis, tenore praesentium *statuimus*, *decernimus*, *et declaramus*, *volumus et jubemus*, ut deinceps perpetuis futuris temporibus magistratus dictae reipubl.

eisdem modis et formis *eligantur*, *disponantur*, *et instituantur* quibus ante ejectam ipsam Mediceorum illust. familiam eligebantur atque instituebantur, utque eadem ill. ipsa Mediceorum familia, et inprimis ill. *Alexander de Medicis* dux civitatis Pennae, cui nuper ill. Margaritham filiam nostram naturalem despondimus, *quamdiu vixerit*, *atque eo e vivis sublato, ejus filii, haeredes, et successores ex suo corpore descendentes masculi*, *ordine primogeniturae semper servato, et illis deficientibus*, *qui proximior masculus ex ipsa Mediceorum familia erit*, et sic successive usque in infinitum, jure primogeniturae servato, sit atque esse debeat dictae reipublicae Florentinae gubernii status, *atque regiminis caput*, et sub ejus praecipua cura, et protectione ipsa civitas, et respublica, cum universo ejus statu, et dominio regatur, manuteneatur, et conservetur, et tam ipse ill. Alexander quam sui praedicti possint, et valeant, ac debeant in omnibus supradictis magistratibus, qui in praesentia sunt, et pro tempore modo, quo supra, aut aliis quomodocunque disponentur, *interesse*, *hisque praeesse*, ac si is qui pro tempore juxta ordinem ut supra dispositum, praeesse debebit, ad singulos ipsos magistratus publicis suffragiis tanquam caput electus et designatus foret. Decernentes, ac volentes, et hoc nostro imperiali edicto, perpetuo valituro statuentes, ut si quando dicta respubl. Florentina hoc regimen, modo quo supra a nobis institutum, violare, aut invertere, aut ei quovis temerario ausu contraire audebit, tanquam nobis, ac Rom. imperio ingrata, rebellis, et inobediens, suaeque saluti, libertati, quieti, paci et tranquillitati contraria, supra scriptis nostris, remissione, indulto, confirmatione, approbatione, ratificatione, et gratiis, aliisque omnibus, et singulis privilegiis, concessionibus, exemptionibus, libertatibus, et gratiis, eidem a praedecessoribus nostris Rom. imperatoribus, et regibus, et sacro Rom. imperio, quomodolibet, et ex quacunque caussa concessis, privata, atque universum ejus dominium ad nos, et ipsum Rom. imperium devolutum censeatur, quemadmodum eam nos ex nunc, prout et tunc, et econtra, privamus, eaque omnia et singula supra scripta revocamus, cassamus, annullamus, et cassa, nulla atque irrita, et universum dictae reipublicae dominium ad

nos,

nos, et Rom. Imp. ipso facto devolutum esse volumus, decernimus, declaramus, et pronuntiamus, quibuscunque in contrarium facientibus non obstantibus, etsi talia forent de quibus specialis, expressa, ac de verbo ad verbum in his mentio fieri oporteret, quibus omnibus et singulis, eisdem motu, scientia, animo, authoritate et potestate praedictis derogamus, et derogatum esse volumus per praesentes, supplentes omnes defectus, tam juris quam facti, et solennitatum omissiones, signis aut quae forsan in his intervenissent, aut allegari quovis modo possent, quae omnia et singula, ut in favorem dictae Mediceorum illust. familiae interpretentur, volumus et jubemus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostrae remissionis, indulti, confirmationis, approbationis, ratificationis, statuti, decreti, voluntatis, declarationis, et institutionis paginam infringere, aut ei quovis temerario ausu, directe, aut indirecte contraire; si quis autem id attentare praesumpserit, nostram et imperii sacri indignationem gravissimam, et poenam centum marcharum auri puri, se noverit irremissibiliter, quoties contra fecerit incursurum, quarum medietatem fisco nostro imperiali, reliquam vero partem, injuriam passi, aut passorum usibus decernimus applicandam, harum testimonio literarum, manu nostra subscriptarum, et sigilli nostri Caes. appensione munitarum. Datum in civitate nostra imperiali Augusta die XXVIII. mensis Octobris anno Domini MDXXX. Imperii nostri XI. regnorumque nostrorum omnium XV. Ad mandatum S. Caesareae et Cathol. Majestatis.

H.

Instrumentum, quo continetur, quomodo orator Caesareus statum Florentinum, ad praescriptum praecedentis diplomatis ordinaverit. e Msc.

In nomine individuae Trinitatis.

PEr hoc praesens publicum instrumentum cunctis pateat evidenter, quemadmodum convocatis, ac personaliter constitutis in sala magna inferiori, palatii magnificorum dominorum

 Floren-

Florentinorum excellent. dominis, dn. prioribus libertatis, et vexillifero justitiae, populi Florentini, una cum venerabilibus collegis, caeterisque magistratibus civitatis. Quorum nomina sunt etc.

Hinc est quod in praesentia, magnificorum dn. magistratuum praedictorum, nec non plurimorum aliorum civium Florentinorum, in praedicta sala magna existentium, ubi ad infra scripta audienda, et peragenda, januis apertis, et in maxima multitudine, veluti in actu publico convenerant, personaliter existentes, et in medium assurgens magnificus vir, et U. J.D. praeclarissimus Dn. Jo. Antonius Musetola, de Neapoli, orator, nuntius, et commissarius a sacratissimo domino, Dn. Carolo V. Rom. imper. semper augusto ad infra scripta, et alia peragenda, ut dictum, specialiter deputatus, et legitima facultate suffultus, cum ea qua decuit circumspectione, non minus ornate, quam copiose, in latino sermone, ut melius ab omnibus intelligi possit, ita eloquutus dixit. Cum idem seren. Dn. imperator, ut rebus Italiae, diuturno bello non mediocriter afflictis occurreret, et pacem inter dissidentes componeret, ad effectum ut rebus pacatis, arma Christianorum in Turchas, Christiani nominis hostes, felicius converti possent, ex Hispania in Italiam applicuisset, et cum Venetis, et aliis civitatibus et dominiis ab eo dissidentibus capitula pacis, et concordiae, modum in pace vivendi concernentia iniisset:

Cum Illustri Florentinorum dominio, quod semper ipse, et sui praedecessores, Romani imperatores, peculiari quodam amore prosequuti fuerunt, qui tum ab eo discordabat, et contra eum arma sumpserat, et ab obedientia, et reverentia sedis apostolicae discesserat, et sanctissimum dominum nostrum, cum quo dudum foedus percusserat, et ejus illustrissimam, familiam, de hac excelsa republica amantissimam, sine causa expulerat, seu recedere coegerat, in eum statum, a quo expulsus, una cum ejus familia illustrissima erat, admittere et restituere negabat, per diversa media, honestatis, et concordiae conditiones proponeret; sed particularium civium pertinacia, qui tunc rempubl. potius arbitrio, quam ratione regebant, et ad privatum commodum magis, quam ad publicam utilitatem,

non

non sano consilio ducti, respiciebant, id assequi non posset; ut improborum malitiam expugnaret, et injuste oppressis subveniret, coactus fuit, licet contra ejus mentem, exercitum comparare, ac vestrum territorium armis invadere, et obsidione civitatem vestram cingere, armis infestare, ac fame premere, quo respicientes, et sua errata cognoscentes, more pii patris, qui filios errantes saepe corripit, et reductos paterna charitate avidius complectitur, benignius exciperet. Licuit eidem serenissimo imperatori, si voluisset, civium vestrorum pertinacia exigente, vestram civitatem longa obsidione oppressam, fame supra modum laborantem, omnium humanarum fere rerum auxilio destitutam, facile superare, diripere, et expugnare; sed suae imperialis celsitudinis bonitate, ac ejusdem sanctissimi domini nostri intercessionibus delinitus, potius divino auxilio, quam humano consilio, sui exercitus milites repressit, atque continuit, quosque tandem ad cor reversi, vos errasse fatentes, saniori consilio ducti, ad capitula pacis, et concordiae, cum sua Caes. Majestate ac Serenissimo Domino nostro devenistis, illaque observare, et adimplere promisistis, et ad ea vos, et civitatem vestram obligastis. Et quia et in dictis capitulis inter alia cautum fuit, quod idem serenissimus Dn. imperator, intra certum tempus, *modum et formam, quibus civitas ipsa in posterum regi, et gubernari deberet, declararet et ordinaret*, ideo his, et aliis rationibus, idem serenissimus Dn. imperator ad civitatis vestrae, suae curae commissae pacificum ac tranquillum statum attendens, sanctissimi domini nostri contemplatione, et intuitu, qui suam hanc patriam, paterna charitate prosequitur, et illius status, ac honoris et gloriae incrementa summis desiderat affectibus, pro indulgentia, et remissione a caesarea majestate, eidem reipublicae Florentinae facienda, et saepius praestita, per Imperiale edictum, sive decretum, sigillo ejus aureo, ut videtis, munitum, de suae imperialis celsitudinis suprema autoritate, et potestate declaravit, statuit, et ordinavit; illustrissimam familiam de Medicis, et consequenter Illustrissimum Dn. Alexandrum Medicem, ducem civitatis Pennae, ex qua familia dux ipse descendit, ipsius serenissimi Dn. Imperatoris generum dilectis-

dilectissimum, ad gradum, statum, honores, privilegia, immunitates, et jurisdictiones, in privilegio contentas, etiam uti ante eorum ultimum discessum erant, recipiendos, et acceptandos, ac restitui, reintegrari, et plenarie reponi ac admitti debere, juxta tenorem ipsius privilegii et indulti.

Itemque idem Illustrissimus Dn. Alexander dux, sit, et esse debeat primus, caput, et praepositus in regimine dictae civitatis, et in quolibet officio, et magistratu ejusdem, ad illa regenda, et gubernanda, et alias, prout, et sicut alias per legem municipalem dictae civitatis sancitum et ordinatum fuit.

Item quum idem Serenissimus Dn. Imperator, *omnia et singula privilegia, indulta, gratias, et concessiones, per suos praedecessores, divos imperatores, Florentinae civitati, et ejus illustri dominio concessa et facta, ac concessas et factas, ex sua mera liberalitate confirmavit, atque de novo concessit*, mandavit, jussit et voluit, praemissa, sic per eum declarata, et ordinata, inconcussa servari, et adimpleri, atque nulli liceat illa infringere, vel eis ausu temerario contravenire, sub eorundem privilegiorum revocatione, et aliis poenis tunc expressis, ipso facto incurrendis, prout latius hoc, et alia in publico documento, dicti edicti, sive decreti, quod idem magnificus dominus orator in suis manibus tenebat, et eisdem magnificis dominis prioribus, et vexillifero justitiae, caeterisque magistratibus ibidem congregatis ostendit, ac in manibus egregii viri domini Francisci Campani, primi cancellariae dictae comitis tradidit, ac publice legi, ac intimari, illius formam fieri, et debitae exequutioni mandari petiit, latius contineri dixit.

Viae diploma Caesareum praeced. lit. g.

Quibus sic peractis, et dicto instrumento imperialis edicti, sive decreti, per dominum Dn. Cancellarium publice lecto, et omnibus in eo contentis diligenter discussis, et consideratis, praesentes domini excellentissimi priores, et vexillifer justitiae, communicato inter se consilio, matura deliberatione praecedente, de eorum voluntate Dn. Benedictus Buondelmontes vexillifer justitiae, nec non ipsius reipublicae Florentinae nomine,

mine, in haec, vel similia verba respondit: Primum omnipotenti Deo gratias egit, asserens civitatem, et populum Florentinum, qui semper caesareae majestati magnopere tribuit, ejusque nomen syncera fide, devotione, affectu, et religionis veneratione, semper coluit et colere intendit, observatam rempublicam, civitatem et ejus cives e faucibus militum liberatos, pupillos, et viduas defensas, libertatem denique restitutam: et demum, ob regiminis gubernii caput ejusdem, illustrissimum Dominum Alexandrum Medicem, qui possit eorum infirmitatibus mederi datum, quicquid ingenio, labore, opibus, industria, et potentia praestare possit, eidem Caesareae Majestati perpetuum debere: dictumque decretum, ordinationem, et declarationem et Caes edictum, gratanter, nomine totius civitatis recipiendo, eundem illust. Dn. Alexandrum ibidem praesentem, ac illust. Mediceorum familiam in particulari, ac universali, ad gradum, statum, honores, et privilegia, immunitates et jurisdictiones, in privilegio contentas, et in quibus ante eorum ultimum discessum erant, accepit, restituit, reintegravit et plenarie reposuit: ipsumque illust. Dn. Alexandrum ducem, et ejusdem serenissimi Dni. Imp. generum in primarium dictae civitatis, ejusdemque regiminis, et gubernii, ac omnium ac singulorum officiorum, et magistratuum dictae civitatis caput, praepositum, et directorem acceptavit, et illum nomine totius civitatis, et populi Florentini pro tali, et ut talem perpetuo tenere, habere, colere, et observare velle asseruit, et ita ab omnibus teneri et reputari mandavit, juxta continentiam, et tenorem dicti privilegii: promittens praefato illust. Dn. Alexandro praesenti, pro se ipso, ac ejus haeredibus, et successoribus, et eidem magnifico Dn. Johanni Antonio Oratori praesenti et pro dicta Caes. Maj. recipienti, prodicta omnia et singula, ac omnia in privilegio prodicto contenta, perpetuo attendere, et observare, et contra non facere, dicere, vel venire, per se vel per alias submissas personas, sub quovis quaesito colore, et sub poenis, et aliis censuris in dicto praeinserto privilegio contentis, et sub omni juris et facti renuntiatione, ad hoc necessaria pariter cautela: Et dicti Dn.

vexilliferi sermone completo, magn. XVI. Gonfalonerii societatum populi Florentini, ... eorum respective locis assurgentes, et coram praefatis dominis, magnifico domino oratore caesareo et illustrissimo duce Alexandro personaliter existentibus, in unam, et eandem animi sententiam convenientes praedicta omnia. et singula per dictum magnificum Dn. Benedictum de Buondelmontibus, vexilliferi, praefate dicta, exposita, narrata et promissa, nomine dictorum respective laudaverunt, et approbaverunt, ac rata, et grata perpetuo habere, et tenere voluerunt, et velle dixerunt, et praedictum imperatorium edictum, ut praemittitur, publicatum, et praeinsertum, et omnia contenta in illo, nemine dissentiente approbaverunt, et illud gratum, et ratum, et firmum, se perpetuo habituros, nomine dictorum respective magistratuum, et dictae reipublicae Florentinae promiserunt et convenerunt: ac praedictum illustrissimum ducem Alexandrum Medicem, ibidem praesentem, et omnia super et infra scripta pro se, et posteris suis juxta formam, et dispositionem, producti imperialis edicti recipientem, ut perpetuum caput primarium regiminis, et gubernii civitatis, et illius pacifici et quieti status, et propositum omnium et singulorum magistratuum ejusdem, in omnibus, et per omnia, juxta tenorem praeinserti privilegii receperunt, admiserunt et acceptaverunt, promittentes, et solemni stipulatione convenientes, tum praedicto magnifico Dn. oratori caesareo quam domino illustrissimo Dn. Alexandro de Medicis, et nobis notariis infra scriptis, ut profertur, et pro omnibus quorum interesse poterit, quomodolibet stipulantibus et acceptantibus, se perpetuo observaturos praedictum imperatorium edictum, et non venire contra illud quovis modo, sub poenis, et aliis in praedicto Imp. edicto contentis, et non obstantibus his, quae praedictus serenissimus imperator in praedicto suo Caes. edicto voluit non obstare, de et super quibus omnibus, et singulis, tam praedictus illustris. Dn. Alexander Medices, nec non praedictus vexillifer, mandaverunt, et petierunt praesens fieri documentum, et instrumentum unum, seu plura.

Acta

Acta et celebrata fuerunt omnia, et singula scripta, in praedicto palatio, praedictorum magnificorum Dn. Florentinorum, et in sala magna inferiori dicti palatii, anno incarnationis dominicae 1531. Indictione V. et die 6. mensis Aprilis P.: serenissimi in Christo patris et domini nostri, Clementis divina providentia P. P. VII. anno VIII. et praesente et assistente magna parte populi, nec non venerabilibus viris, domino Albizo . . . de Nobilibus, Clerico Floren.

Ego Johannes Juliani de Durazinis, imperiali, apostolicaque autoritate notarius, et scriba praedictorum excellentissimorum dominorum libertatis civitatis Florentinae, praemissis omnibus, et singulis, quae in praesenti, et in novem aliis semper procedentibus cartis in hoc libello, simul lectis, et meo signo interlineatis descripta sunt, dum sic agebantur interfui, et agitari, ut scripsi, vidi et ascultavi, in superscripto loco, et demum de mandato magnifici Dn. Vexilliferi justitiae, et excellentissimorum dominorum, requisitus una cum infra scriptis aliis cancellariis palatii, in praemissorum fidem, et robur, et testimonium, me subscripsi, et signum meum consuetum apposui.

I.

S. C. XLVIII virorum Florentiis, quo vigore privilegii imperialis, Cosmus declaratur reipublicae caput, in locum Alexandri ducis.

Die 9, mensis Januarii 1536. per cons. octovirorum Florentiae.

IL Signr. Luoghotenente, et suoi Magsi. Consiglieri, insieme ragunati, con li magn. Capit. de consiglio di XLVIII. inteso la subita, et inopinata morte, del Quondam Illmo Sigr. duca Alexandro di Medici, et considerato per questo la citta restar senza il capo, del suo governo, e pero volendo, quanto piu presto si puo, provedere a quel inconveniente, acchioche la citta, è suo dominio per questo ne patisca; *è considerato lo indulto, è privileggio della Maesta Cesarea, altra volta concesso a sua Exza, insino l'anno 1530. di esser capo del governo della citta successivo*, e doppo la vita sua, concesso simil-

mente a piu alteri della Illma Famiglia de Medici, in detto indulto compresi, e vedendo, che in tal governo, manchando il prefato Sigr. Duca senza figlioli legitimi, e non ci essendo inditio alcuno, che la Sigra Duchezza sia restata gravida, doveva in suo luogho *succedere secondo il tenore, di detto indulto, e privileggio*, Lorenzo di Pier Francesco di Medici, come quello ch'e de piu proximi, et di maggior èta. Ma per haver si luy tolto tal luogo, per esser intervenuto personalmente, alla morte del detto Illm. Sigr. Duca; pero i prefati magnif. Capit. del consiglio di XLVIII. commedi sopra, insieme ragunati, per loro solenne partiti vinto secondo li ordini, et per ogni meglior modo, che sepino e poterono, elegono e deputorono, in lougho del Quondam prefato Sigr. Duca, Alessando, il Illmo Sigr. Cosimo, figliolo del magnf. Signor Giovanni de Medici come piu prossimo, per capo, et primario del governo della citta di Fiorenza, e suoi Dominii, dichiarando ch'el habbia la medesima autorità, preeminentia, et podesta concessa li *per detto indulto, e privileggio de la Maesta Cesarea*, in tutto et per tutto, con espressa riservatione, che si quondam Signora Duchessa fosse gravida, e parturissi figlio maschio, che in tal caso *habbia a seguitare l'ordine del indulto predetto di sua Maesta*, è similmente quella encora, che per alteri provisione fatte qui, della citta piu volte, al prefato Sigr. Duca Alessandro de Medici fu concessa, conquelle non di manco limitationi è dichiarationi, che per tutto il giorno di domani, che saranno a di Dieci del presente mese di genaro, saranno ordinati, è fatti, e vinte per partito, delli magnif. infra scritti otto capitanei, coiè, . . . Equali, il prefato consiglio di 48. elegono, e deputorono, con autorita pienissima à fare, et ordinare le dette dichiarationi, e tutto quello che intorno accio paressi loro necessario, per salute della citta, e suo governo, bastando l'approbatione colla meta delle fave nere.

K. Epi-

K.

Epiſtola Maximiliani II. Romanorum imperatoris, ad Coſmum Florentiae ducem, qua deductis imperii, in ſtatum Florentinum juribus, conceſſio tituli magni ducis, a pontifice facta, declaratur irrita. e Mſc.

ILluſtriſſime dux, affinis, et princeps chariſſime, cum nobis aliquoties per dilectionis tuae oratorem in curia noſtra reſidentem expoſitum fuerit, dilectionem tuam ſcire cupere, quid illam de praetenſa magni ducatus Hetruriae inauguratione facere velimus, nos, etſi accepto praeteritis menſibus ſanctiſſimi dn. pontificis reſponſo, ad factam longo ante tempore coram ſanctitate ſua, et reverendorum in Chriſto patrum S. R. E. cardinalium collegio inſinuationem proteſtationis noſtrae, contra ejusmodi inaugurationem praeteritis menſibus, in arce noſtra regia Praga ſolemni modo interpoſitae, ad ſanctitatem ſuam ea ſcripto referri curavimus, quae noſtra ac imperii ſacri neceſſitas, hoc loco expoſcere, viſa eſt, adeoque cum iſta, cum ſanctitate ſua, utpote a qua aſſerta illa inauguratio proficiſcitur, agere ſtatuerimus; nihilominus tamen ad praedicti dilectionis tuae oratoris inſtantiam praetermittere noluimus, quin dilectioni quoque tuae animi noſtri voluntatem benigne, ac eo caadore, quo in hujusmodi, et quibuscunque aliis negotiis, verſari conſuevimus, aperiremus. In primis igitur dilectioni tuae illud in mentem vocandum occurrit, quod ſicut ſanctitati ejus nullo jure licuit tale quid de Hetruria ſtatuere, atque diſponere, ſic certe dilectionem tuam, tanquam noſtrum, et imperii ſacri vaſallum, longe minus decuit, oblatam dilectioni tuae novam illam dignitatem (ſi tamen dignitas dici debet, quae indigno modo ac nulliter fit) *inſciis nobis, utpote Romanorum imperatore, cui in Hetruriam ſuperioritatis jus competere, efficaciſſimis rationibus, et quidem magna ex parte veteribus, et recentibus inveſtituris probari poteſt acceptare, ne dumquoad Florentiae ſtatum, noſtram illam ac ſacri imperii ſuperioritatem, jurisdictionem, et authoritatem non ſolum in dubium vocare, verum etiam inani quodam libertatis praetextu prorſus negare.*

Nam cum fieri nequeat, quin dilectio tua memor sit, quo pacto, et quas ob causas, divus quondam imperator Carolus quintus etc. dominus, patruus, et socer noster charissimus, augustae memoriae, postquam Florentiae civitatem, quae a majestatis suae, et sacri imperii devotione desciverat, longa obsidione cinctam ad deditionem adegisset, ac imperatoriae potestatis plenitudine, et inter alia eam quoque ab rationem, quo deinceps in majestatis suae, et sacri imperii fide, et devotione, perpetuo maneat etc. quondam ducem Alexandrum, reipublicae illius Florentinae gubernio praefecerit: eadem civitate in gratiam recepta, ac in specialem majestatis suae, et sacri imperii protectionem, et salvaguardiam assumpta, nec non confirmatis illius privilegiis, juribus, et exemtionibus, quae a majestatis suae antecessoribus Romanorum imperatoribus, et regibus, ac sacro Romano imperio, antequam a devotione ista recederet, obtinuerat; ac denique eadem superioritate sibi, ac sacro imperio ita reservata, ut si forsan respublica, ei institutae a majestate sua regiminis formae contraveniret, tanquam a majestate sua et sacro imperio rebellis, ingrata, et inobediens, concessa ipsi remissione, indulto, confirmatione, et privilegiis etc. privata, atque universum ejus dominium ad sacrum Romanum imperium devolutum censeri, et esse debeat, etc. quae quidem omnia ejusdem remissionis, institutionis, et creationis literis, expressis verbis continentur. Cum dilectio autem tua, praefato duci Alexandro, eodem plene pacto successerit, sane dilectionem tuam, vel eorum omnium parum memorem fuisse credendum, *vel certe absurdum est, id a dilectione tua negari, sine quo nec praedecessoris sui, ducis Alexandri erectio, nedum dilectionis tuae, vigore ejusdem institutionis ad se delata successio, valida esset, atque subsisteret.*

Quae cum sic se habeant, ac proinde nos dilectionis tuae nulliter factam in magnum Hetruriae ducem creationem, ac subseeutam paulo post coronationem, absque gravissima nostrae caesareae, ac successorum nostrorum, sacrique Romani imperii authoritatis, jurium, et praeeminentiae diminutione nulla omnino ratione ferre queamus, praedicto sanctissimo domino

mino pontifici hanc nostram mentem, sacrique adeo imperii necessitatem memorato scripto fusius declaravimus: eundem obnixe rogantes atque monentes, ut hac in re talia convenientia, opportuna, et efficacia remedia providere velit, quo sublato gravi isto, ac intolerabili praejudicio, nobis ac sacro imperio, *nostra authoritas, praeeminentia, dignitas, et jurisdictio, salva, integra, et illaesa maneat: retractando scilicet ea, quae sic a sanctitate sua illegitimo modo instituta sint.* Et quia dilectio tua ex iis omnibus satis intelligit, id, quod dilectionem tuam scire cupere ejusdem orator aliquoties nobis retulit, de dilectione tua sic nobis plane pollicemur, dilectionem tuam se huic animi nostri declarationi, ut quae ipsa aequitate nititur, accommodaturam, ac non solum sanctitatis suae retractationi se facile submissuram, verum etiam, ubi forte sanctitas sua in eo se difficiliorem exhibere velit, eidem sanctitati suae, ut nostris monitis locum faciat, suasorem fore: vel saltem ipsam et dilectionem tuam novo illo praetensi magni ducatus titulo, et nomine, quaeque praeterea eidem adhaerent, se ultro prorsus abdicaturam esse, quo sic negotio isto, in pristinum statum restituto, diversarum dissensionum, scandalorum, et turbarum, quae hac ex re facile oriri possent, praescindatur occasio, quod uti dilectionem tuam facturam esse omnino confidimus, sic dilectioni tuae certo persuasum cupimus, nos in aliis omnibus, quae, citra nostrae ac sacri imperii, jurium, et authoritatis praejudicium, et diminutionem fieri possunt, dilectionis tuae, ac ejusdem filii illustr. Florentiae principis, sororii et principis nostri charissimi, dignitati et commodis promovendis, pro singulari et benevolentiae et propensionis studio, quo utramque complectimur, nusquam esse defuturos. Quod superest, dilectionem tuam diu recte, feliciterque valere, optamus. Datum in oppido nostro imperiali, Dunckelspuhl. 26. Dec. 1570.

L. Di-

L.

Diploma Maximiliani II. quo magni Etruriae ducis titulum Francisco Florentiarum duci contulit. e Msc.

MAximilianus secundus etc. Ad perpetuam rei memoriam, recognoscimus harum serie literarum, ac universis et singulis notum facimus, quemadmodum unicus ille parens rerum, ac mundi opifex, cum mortale hominum genus, caelesti civitate donat, id ipsum non promiscue quidem, neque citra delectum facit, sed ut vel virtus, vel officia unicujusque exposcunt, et merentur, in felicissimas quemque divorum classes, et ordines digerit, atque collocat, alterumque alteri praefert; sic nostrarum quoque partium esse plane cognoscimus, terrestre hoc nobis concreditum imperium ad caeleste illud quam simillime referre, nostraque et sacri Romani imperii beneficia, insignia et honores, pro unius cujusque dignitate, et meritis, distribuere, ac impertiri. Quo sane diligenter respexerunt divi olim praedecessores nostri, Romanorum imperatores, et reges, omni cura adhibita, ne suum a bene meritis officium desiderari paterentur, quod intelligerent illud ad sustinendam, amplificandamque gloriam, et existimationem suam maxime pertinere. Hinc est quod praeclarissimo more ab iisdem divis imperatoribus, majoribus nostris accepto, nihil antiquius, nihil charius unquam habuerimus, quam principes, de caesarea majestate nostra, sacro imperio, inclytaque domo nostra Austriaca, ac tota denique republica christiana optime meritos, maximorum honorum praemiis prosequi, et ornare, ut intelligant virtutes, egregia facta, excellentiaque merita nobis esse charissima, ac tum ipsi, eorumque descendentes et posteri, ad virtutem, ac de nobis, sacro imperio, inclytaque domo nostra Austriaca, bene merendum magis etiam excitentur, tum alii etiam ad eadem studia sectanda, alliciantur et inflammentur. Ejus vero benignae ac piae mentis nostrae declarandae, amplam et idoneam nacti sumus occasionem, in exornando illust. Francisco Medices, reipubl. Florentiae, et Senarum duce tertio. Quem quidem, tum pro-

propter animi ſui egregias excellentiſſimasque virtutes, generisque ac familiae Medicae, ex qua in utraque repub. tam Eccleſiaſtica quam politica, multi inſignes, praeſtantiſſimique heroes prodiere, nobilitatem, tum *luculenta et utilia obſequia, tam nobis quam anteceſſoribus noſtris, Romanorum imperatoribus, et regibus*, ac praememoratae inclytae domui noſtrae Auſtriacae hactenus praeſtita, nec non maxima in univerſam rempublicam chriſtianam merita, plurimi ſemper fecimus, ac ſingulari benevolentiae affectione proſecuti ſumus, adeo quod in ſingularis, ac vere ſinceri amoris, clementiae, et benignitatis noſtrae teſtimonium, affinitatem ſecum inivimus, et utramque familiam eo vinculi genere, quod idem eſt omnium arctiſſimum atque ſanctiſſimum, aſtrinximus, ipſumque in ſororium noſtrum cooptavimus. Cum igitur eundem ducem Franciſcum, cujus in nos ſacrumque romanum imperium, praeclarae, propenſaeque voluntatis ſtudium, nec non in adminiſtranda, moderandaque juſtitia, ac ſubditis ſuis recte, feliciterque regendis ſingularis religio, virtus atque prudentia, nobis jam diu perſpecta, cognitaque eſt, dignum omnino cenſeamus, quem una cum ſucceſſoribus ſuis, illuſtriori quodam dignitatis et honoris loco collocemus, ſicque inſigne aliquod noſtrae in dilectionem ſuam propenſiſſimae voluntatis documentum poſteris relinquamus, atque inſuper, praeter memorata, ipſius ducis Franciſci obſequia, virtutes, atque merita, generis item nobilitatem, atque ſplendorem, ac arctiſſimae affinitatis neceſſitudinem animo clementiſſimo repetamus, quae nobiſcum ab aliquot annis per illuſt. Coſmum Medicem, (cujus etiam in divos quondam imperatores, Carolum quintum, et Ferdinandum, dominos, patruum, ſocerum et genitorem noſtros chariſſimos, auguſtiſſimae memoriae, ac nos ipſos, inſignium meritorum grata apud nos extat memoria, eoque poſtea defuncto, per ipſum filium et ſucceſſorem ſuum praefatum Franciſcum Medicem duces, de magno Hetruriae ducatu acta ſunt, *omnibusque tum ſacri Romani imperii principibus electoribus in maturam deliberationem deductis*, tam ſupra memoratis, quam aliis juſtis, et rationabilibus cauſis impulſi, motu proprio ex certa ſcientia noſtra, animo

bene deliberato ac ſano, *noſtrorum, et ſacri imperii fidelium accedente conſilio ea, qua fungimur caeſarea authoritate*, ac de noſtrae imperialis poteſtatis plenitudine, in nomine domini ſalvatoris noſtri Jeſu Chriſti, a quo omnis principatus, et honor promanat, eundem illuſt. Franciſcum Medicem ducem, ejusque deſcendentes in infinitum, *maſculos, legitimos et naturales*, ac illis deficientibus, vel non extantibus, *proximiores maſculos ex Medicea familia*, in perpetuum, ut ſupra, omnes tamen ſucceſſuros ordine *ac jure primogenii, in magnos duces Hetruriae, eorum locorum, quae ibidem ipſe dux Franciſcus poſſidet, ſeu ad eum pertinent*, et ipſam provinciam reſpective, ad propriam dignitatem, nomen et titulum magni ducatus *re ipſa, et cum effectu eveximus*, exaltavimus, ſublimavimus, et amplificavimus: ipſumque ducem Franciſcum, ac dictos ſucceſſores ſuos, ejusdem provinciae Hetruriae, magnos duces vere creavimus, fecimus, conſtituimus, extulimus, et declaravimus, aliorumque, cujusvis provinciae magnorum ducum numero, caetui, et conſortio realiter aggregavimus, in eorumque ordinem, ac gradum pleno jure cooptavimus. Atque inſuper omnia, et ſingula privilegia, jura, indulta, dignitates, libertates, honores, immunitates, titulos, gradus, honorantias, facultates, authoritates, praeeminentias, ac omnes et quascunque gratias, quibus alii, vere et proprie provinciarum magni duces, et principes, quavis dignitate praefulgentes, ac quacunque poteſtate fungentes, de jure vel conſuetudine utuntur, potiuntur, et gaudent, ſeu uti, frui, potiri, et gaudere poſſunt, et debent, et in futurum quomodolibet poterunt, vel ſoliti fuerint, illis perfecte tribuimus, dedimus, tradidimus, atque conceſſimus, prout per praeſentes eadem ſcientia et authoritate erigimus, exaltamus, ſublimamus, amplificamus, creamus, facimus, aggregamus, cooptamus, damus, concedimus, tradimus, et cum effectu ampliſſime tribuimus, decernentes, *et hoc noſtro Caeſ. edicto firmiſſime ſtatuentes, ut poſthac perpetuis futuris temporibus* dicta provincia Hetruriæ, una cum ſuis civitatibus, terris, caſtris, oppidis, arcibus, fortalitiis, villis, locis, et juribus, ac univerſis, et ſingulis pertinentiis ab eodem illuſtriſſimo

duce

duceFrancifco'poffeffis,feu ad eum quomodolibet pertinentibus pro vero magno ducatu habeatur, teneatur, reputetur, tractetur, et fic idemque magnus dux Francifcus, ejusque praefati defcendentes, et pofteri, in magno ifto ducatu fucceffuri, ordine et modo qui dictus eft, ab hac hora in perpetuum fint, infcribantur, dicantur, appellentur et nominentur, magni duces Hetruriae, ac ut alii cujuscunque provinciae magni duces honorentur, tractentur, et reputentur, ab omnibus et fingulis. cujuscunque gradus, ftatus, ordinis, conditionis, et dignitatis exstiterint, tam in fcriptis, quam viva voce, aut alias quotiescunque, et quomodolibet illorum mentio erit facienda, aut eorum ratio habenda fuerit, omnibus et fingulis praenarratis privilegiis, titulis, honoribus, libertatibus, gratiis, et effectibus tam de jure, quam ex confuetudine, in genere, vel in fpecie ipfis magnis ducibus competentibus in feffionibus, celebritatibus, pompis, ceremoniis, et actibus, publicis vel privatis, in quibuscunque locis ubique terrarum, etiamfi aliqui alii magni duces, fimilesque principes, ut fupra praefentes fuerint, uti, frui et gaudere poffint et debeant, non quidem ad illorum inftar, et fimilitudinem, fed pariformiter, vere, proprie, et absque ulla prorfus differentia, non obftantibus quibuscunque conftitutionibus, legibus, ordinationibus imperialibus, ac provinciarum, civitatum, et locorum quorumlibet ftatutis, et confuetudinibus, etiam juramento, confirmatione imperiali, vel quavis firmitate alia roboratis: privilegiis quoque, indultis, et diplomatibus imperialibus, quibusvis perfonis, etiam ducibus, quibus forfan imperiali aut quavis alia authoritate conceffum fit, quod privilegiis, favoribus, praeeminentiis et gratiis, ad inftar magnorum ducum, perinde ac fi ipfi magni duces realiter, et cum effectu effent, uti et gaudere poffint in genere vel in fpecie, fub quibuscunque tenoribus, et formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriis, et quantumcunque efficaciffimis claufulis, et decretis, quomodolibet conceffis, confirmatis, vel innovatis. Quibus omnibus, etiamfi de illis, eorumque tenoribus fpecialis, expreffa, individua, ac de verbo ad verbum mentio feu quaevis alia expreffio habenda, aut aliqua exquifita forma ad hoc fervanda effet, eorum omnium tenores praefentibus pro fufficienter expreffis habentes, (illis alias in fuo robore permanfuris) hac vice duntaxat, ad effectum praefentium, fpeciali-

 ter

ter et expresse derogamus, totaliterque et latissime derogatum esse volumus, et decernimus: caeteris contrariis quibuscunque non obstantibus, supplentes ex eadem potestatis plenitudine, et certa scientia, omnes, et singulos defectus, tam juris, quam facti, si qui forsan in praemissis comperti fuerint;

Volumus tamen, quod haec concessio minime debeat praejudicare, juribus cujuscunque praetendentis dominium, super dictis locis, *et ut porro salva sit superioritas nostra, sacri imperii, ac cujuslibet alterius*, utque omnia et singula interpretentur in favorem dictae familiae Medicae. Nulli ergo hominum liceat hanc nostrae erectionis, exaltationis, sublimationis, amplificationis, creationis, dispositionis, declarationis, concessionis, decreti, voluntatis, derogationis, suppletionis, et gratiae paginam infringere, vel ei, quovis ausu temerario, contraire: siquis autem id attentare praesumserit, praeter nostram et imperii sacri indignationem gravissimam, poenam mille marcharum auri puri, pro dimidia fisco, seu aerario nostro imperiali, reliqua vero parte injuriam passis, irremissibiliter applicandam, se noverit ipso facto incurrisse, harum testimonio literarum, manu nostra subscriptarum, et bullae nostrae aureae appensione munitarum.

Datum in civitate nostra Viennae, die vigesima sexta Januarii, anno domini millesimo quingentesimo septuagesimo sexto, regnorum nostrorum Romani decimo quarto, Hungarici decimo tertio, Bohemici vigesimo septimo.

M.

Declaratio collegii electoralis an. 1582. facta, pro tribuendo duci Sabaudiae digniore loco, ante magnum ducem Etruriae. Ex Archivis Taurinensibus edidit Sam. Guichenon *histoire genealogique de la royale maison de Savoye* T. II. p. 557.

ROmanae Caesareae Majestati, domino suo clementissimo, principes electores, qui praesentes sunt, atque aliorum consiliarii legati, exhibent humillime exemplum hujus supplicationis, quam

quam oratores *principis Sabaudiae* ad haec comitia ablegati, dictis electoribus et consiliariis supplicando tradiderunt, juxtaque eandem petiverunt. Itaque suam caesaream majestatem celare non possunt, quod in consultatione hujus supplicationis in memoriam revocarunt: cum Caesar Maximilianus secundus, piae memoriae, *communi consensu sacri imperii principum electorum*, domino Cosmo, petitum nomen et titulum magni ducis Florentiae clementer concederet et daret, in ea concessione expresse reservatum, et cautum esse, quod scilicet talis concessio sacri imperii principibus electoribus, et aliis principibus, sine detrimento erit: cum ergo de eo nullum existat dubium, sicuti dictis electoribus, et consiliariis notum est, deque eo se declarant: Quod dux Sabaudiae sit princeps sacri imperii ex sanguine germano ducum Saxoniae oriundus, quodque sit vicarius imperii per Italiam, ideo sentiunt justum et aequum esse, quod idem dux, etiam in dicta caesarea reservatione sit comprehensus, atque ideo praecedentia ante magnum ducem Florentiae in caesarea capella, et omnibus aliis locis, eidem duci Sabaudiae competat, et ad eam admitti debeat; Quapropter ipsi praesentes principes electores, et aliorum consiliarii, caesaream majestatem humillime rogant, *ut dicto duci Sabaudiae, tanquam sacri imperii principi, praecedentiam, vigore praefatae reservationis, ante magnum ducem Florentiae in sua caesarea capella clementissime permittat*, sicuti quoque ille, tanquam a Germano principum sanguine natus princeps, et vicarius sacri imperii per Italiam, praecedentiam ante omnes Italiae principes in caesareae majestatis aula, et capella, perinde in Italia, atque in Germania semper habuit, et adhuc, vigore dictae reservationis, habere, et retinere debet. Conclusum in senatu electorum XXIII. Augusti anno octuagesimo secundo.

M. Petrus Kraych consiliarius et secretarius Mogunti: in fidem subscripsi.

* * *